



Assemblée générale

Distr. générale
2 novembre 2020
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Trente-septième session

26 février-23 mars 2018

Point 1 de l'ordre du jour

Questions d'organisation et de procédure

Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa trente-septième session

Vice-Présidente et Rapporteuse : Marta **Maurás** (Chili)



Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Première partie : Résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-septième session.....	5
I. Résolutions.....	5
II. Décisions.....	7
Deuxième partie : Résumé des débats.....	8
I. Questions d'organisation et de procédure.....	8
A. Ouverture et durée de la session	8
B. Participation	8
C. Débat de haut niveau	8
D. Débat consacré aux questions diverses.....	12
E. Ordre du jour et programme de travail.....	12
F. Organisation des travaux.....	12
G. Séances et documentation	14
H. Visites	14
I. Débat urgent sur la situation de la Ghouta orientale (République arabe syrienne).....	14
J. Sélection et nomination des titulaires de mandat.....	15
K. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets.....	15
L. Adoption du rapport de la session.....	18
II. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général.....	20
A. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme	20
B. Rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général.....	21
III. Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement.....	24
A. Réunions-débats.....	24
B. Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales	28
C. Dialogue avec les représentants spéciaux du Secrétaire général.....	37
D. Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme	39
E. Débat général sur le point 3 de l'ordre du jour.....	39
F. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets.....	41
IV. Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil	58
A. Réunions-débats.....	58
B. Dialogue renforcé sur la situation des droits de l'homme en Érythrée	59
C. Dialogue avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne.....	59
D. Dialogue avec la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud.....	60

E.	Dialogue avec la Commission d'enquête sur le Buru.....	60
F.	Informations actualisées présentées par la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar.....	61
G.	Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.....	62
H.	Examen du rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran.....	63
I.	Débat général sur le point 4 de l'ordre du jour.....	63
J.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets.....	65
V.	Organismes et mécanismes de protection des droits de l'homme.....	70
A.	Forum sur les questions relatives aux minorités.....	70
B.	Forum social.....	70
C.	Titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.....	70
D.	Débat général sur le point 5 de l'ordre du jour.....	70
VI.	Examen périodique universel.....	72
A.	Examen des textes issus de l'Examen périodique universel.....	72
B.	Débat général sur le point 6 de l'ordre du jour.....	144
C.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets.....	145
VII.	Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés.....	147
A.	Dialogue avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967.....	147
B.	Rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général.....	147
C.	Débat général sur le point 7 de l'ordre du jour.....	148
D.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets.....	149
VIII.	Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.....	152
	Débat général sur le point 8 de l'ordre du jour.....	152
IX.	Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée : suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.....	154
A.	Débat sur la promotion de la tolérance, de l'inclusion, de l'unité et du respect de la diversité dans le contexte de la lutte contre la discrimination raciale.....	154
B.	Débat général sur le point 9 de l'ordre du jour.....	155
C.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets.....	156
X.	Assistance technique et renforcement des capacités.....	157
A.	Dialogue interactif de haut niveau sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine.....	157
B.	Dialogue renforcé sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo.....	157
C.	Dialogue sur la situation des droits de l'homme en Libye.....	158
D.	Dialogue sur la coopération avec l'Ukraine et l'assistance dans le domaine des droits de l'homme.....	159
E.	Dialogue avec un titulaire de mandat au titre d'une procédure spéciale.....	159
F.	Débat général sur le point 10 de l'ordre du jour.....	160
G.	Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets.....	161

Annexes

I.	Attendance	164
II.	Agenda	171
III.	Documents publiés pour la trente-septième session.....	172
IV.	Titulaires de mandat au titre des procédures spéciales nommés par le Conseil à sa trente-septième session	200

Première partie

Résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme à sa trente-septième session

I. Résolutions

<i>Résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de l'adoption</i>
37/1	Détérioration de la situation des droits de l'homme dans la Ghouta orientale, en République arabe syrienne	5 mars 2018
37/2	Le droit à la vie privée à l'ère du numérique	22 mars 2018
37/3	Intégrité de l'appareil judiciaire	22 mars 2018
37/4	Le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant, et le droit à la non-discrimination à cet égard	22 mars 2018
37/5	Mandat de l'Expert indépendant sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme	22 mars 2018
37/6	Le rôle d'une bonne gouvernance dans la promotion et la protection des droits de l'homme	22 mars 2018
37/7	Promotion des droits de l'homme et des objectifs de développement durable par la prestation de services publics transparents, responsables et efficaces	22 mars 2018
37/8	Droits de l'homme et environnement	22 mars 2018
37/9	Liberté de religion ou de conviction	22 mars 2018
37/10	Le droit à l'alimentation	22 mars 2018
37/11	Effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels	22 mars 2018
37/12	Mandat de la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels	22 mars 2018
37/13	Question de la réalisation, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels	22 mars 2018
37/14	Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques	22 mars 2018
37/15	Réunion-débat intersessions de haut niveau célébrant le centenaire de la naissance de Nelson Mandela	22 mars 2018
37/16	Droit au travail	22 mars 2018
37/17	Droits culturels et protection du patrimoine culturel	22 mars 2018
37/18	Promotion des droits de l'homme par le sport et l'idéal olympique	23 mars 2018
37/19	Les effets négatifs de la corruption sur le droit de ne pas être soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	23 mars 2019

<i>Résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de l'adoption</i>
37/20	Droits de l'enfant : protection des droits de l'enfant dans les situations de crise humanitaire	23 mars 2018
37/21	Les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales	23 mars 2018
37/22	Égalité et non-discrimination pour les personnes handicapées et droit des personnes handicapées d'avoir accès à la justice	23 mars 2018
37/23	Promotion d'une coopération mutuellement avantageuse dans le domaine des droits de l'homme	23 mars 2018
37/24	Promotion et protection des droits de l'homme et mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030	23 mars 2018
37/25	La nécessité d'adopter une approche intégrée de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en vue de la pleine réalisation des droits de l'homme, en mettant l'accent sur les moyens de mise en œuvre dans leur ensemble	23 mars 2018
37/26	Prévention du génocide	23 mars 2018
37/27	Terrorisme et droits de l'homme	23 mars 2018
37/28	Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée	23 mars 2018
37/29	La situation des droits de l'homme en République arabe syrienne	23 mars 2018
37/30	Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran	23 mars 2018
37/31	Situation des droits de l'homme au Soudan du Sud	23 mars 2018
37/32	Situation des droits de l'homme au Myanmar	23 mars 2018
37/33	Droits de l'homme dans le Golan syrien occupé	23 mars 2018
37/34	Droit du peuple palestinien à l'autodétermination	23 mars 2018
37/35	La situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est	23 mars 2018
37/36	Colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé	23 mars 2018
37/37	Faire en sorte que les responsabilités soient établies et que justice soit faite pour toutes les violations du droit international dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est	23 mars 2018
37/38	Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence visant certaines personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions	23 mars 2018
37/39	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Mali	23 mars 2018
37/40	Coopération avec la Géorgie	23 mars 2018
37/41	Assistance technique et renforcement des capacités aux fins de l'amélioration de la situation des droits de l'homme en Libye	23 mars 2018
37/42	Contribution à la mise en œuvre de l'engagement commun à aborder et combattre efficacement le problème mondial de la drogue en tenant compte des droits de l'homme	23 mars 2018

II. Décisions

<i>Décision</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de l'adoption</i>
37/101	Textes issus de l'Examen périodique universel : Tchéquie	15 mars 2018
37/102	Textes issus de l'Examen périodique universel : Argentine	15 mars 2018
37/103	Textes issus de l'Examen périodique universel : Gabon	15 mars 2018
37/104	Textes issus de l'Examen périodique universel : Ghana	15 mars 2018
37/105	Textes issus de l'Examen périodique universel : Pérou	15 mars 2018
37/106	Textes issus de l'Examen périodique universel : Guatemala	15 mars 2018
37/107	Textes issus de l'Examen périodique universel : Suisse	15 mars 2018
37/108	Textes issus de l'Examen périodique universel : République de Corée	15 mars 2018
37/109	Textes issus de l'Examen périodique universel : Bénin	19 mars 2018
37/110	Textes issus de l'Examen périodique universel : Pakistan	19 mars 2018
37/111	Textes issus de l'Examen périodique universel : Zambie	19 mars 2018
37/112	Textes issus de l'Examen périodique universel : Japon	19 mars 2018
37/113	Textes issus de l'Examen périodique universel : Ukraine	19 mars 2018
37/114	Textes issus de l'Examen périodique universel : Sri Lanka	19 mars 2018

Deuxième partie

Résumé des débats

I. Questions d'organisation et de procédure

A. Ouverture et durée de la session

1. Le Conseil des droits de l'homme a tenu sa trente-septième session à l'Office des Nations Unies à Genève, du 26 février au 23 mars 2018. Le Président du Conseil a ouvert la session.
2. À la 1^{re} séance, le 26 février 2018, le Secrétaire général, la Présidente de l'Assemblée générale, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Conseiller fédéral Ignazio Cassis, Chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, ont pris la parole en plénière.
3. À sa 24^e séance, le 8 mars 2018, le Conseil a célébré la Journée internationale des femmes. À la même séance, le représentant* de la Finlande (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, de l'Azerbaïdjan, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chypre, de la Colombie, de la Croatie, du Danemark, d'El Salvador, de l'Espagne, de l'Estonie, de Fidji, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, du Guatemala, du Honduras, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Maurice, du Mexique, de Monaco, de la Mongolie, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Paraguay, du Pérou, du Portugal, de la Roumanie, du Rwanda, de Saint-Marin, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, de la Thaïlande, de la République dominicaine, des Pays-Bas, de la République de Corée, de la République de Moldova, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Turquie, de l'Ukraine, de l'Uruguay et Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte) a fait une déclaration.
4. Tenue conformément à l'article 8 b) du règlement intérieur du Conseil, tel qu'il figure dans la section VII de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil, la séance d'organisation de la trente-septième session a eu lieu le 12 février 2018.
5. À la trente-septième session, le Conseil a tenu 56 séances, réparties sur dix-neuf jours (voir par. 31 ci-après).

B. Participation

6. Ont participé à la session des représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme, des États observateurs du Conseil, des observateurs** d'États non membres de l'Organisation des Nations Unies et d'autres observateurs, ainsi que des observateurs d'organismes des Nations Unies, d'institutions spécialisées et d'organisations apparentées, d'organisations intergouvernementales et d'autres entités, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales (voir annexe I).

C. Débat de haut niveau

7. À ses 1^{re}, 2^e, et 4^e à 8^e séances, du 26 au 28 février 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat de haut niveau au cours duquel 94 personnalités, dont 4 chefs d'État, 1 vice-président, 7 vice-premiers ministres, 44 ministres, 31 autres personnalités et 7 représentants d'organisations dotées du statut d'observateur ont pris la parole en plénière.

* Dans le présent rapport, le mot « représentant » désigne des représentants et des représentantes.

** Dans le présent rapport, le mot « observateur » désigne des observateurs et des observatrices.

8. Les personnalités ci-après, citées dans l'ordre dans lequel elles sont intervenues, ont pris la parole devant le Conseil au cours du débat de haut niveau :

a) À la 1^{re} séance, le 26 février 2018 : le Président de l'Autriche, Alexander van der Bellen ; le Président du Mozambique, Filipe Jacinto Nyusi ; le Président de la présidence de la Bosnie-Herzégovine, Dragan Čović ; le Gouverneur général du Commonwealth d'Australie, Peter Cosgrove ; le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Qatar, cheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim Al Thani ; la Ministre norvégienne des affaires étrangères, Ine Eriksen Søreide ; le Ministre angolais des relations extérieures, Manuel Domingos Augusto ; le Ministre islandais des affaires étrangères, Gudlaugur Thór Thórdarson ; le Ministre ouzbek de la justice, Ruslanbek Davletov ; le Vice-Ministre brésilien des affaires politiques et multilatérales, Fernando Simas Magalhães ; la Secrétaire d'État portugaise aux affaires étrangères et à la coopération, Teresa Ribeiro ;

b) À la 2^e séance, le même jour : le chef de l'exécutif et Président du Conseil des ministres du Gouvernement afghan, Abdullah Abdullah ; le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Géorgie, Mikheil Janelidze ; le Premier Vice-Président du Soudan du Sud, Taban Deng Gai ; le Ministre iraquien de la justice, Haidar al-Zamily ; le Ministre des affaires étrangères de la République de Corée, Kang Kyung-wha ; le Ministre des affaires étrangères de la République bolivarienne du Venezuela, Jorge Arreaza ; le Ministre sénégalais des affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, Sidiki Kaba ; le Président du Comité international de la Croix-Rouge, Peter Maurer ; le Ministre hongrois des affaires étrangères et du commerce, Péter Szijjártó ; la Ministre liechtensteinoise des affaires étrangères, Aurelia Frick ; la Ministre néerlandaise des affaires étrangères, du commerce extérieur et de la coopération au développement, Sigrid Kaag ; le Ministre danois des affaires étrangères, Anders Samuelsen ; la Ministre équatorienne des affaires étrangères et de la mobilité humaine, Maria Fernanda Espinosa Garcés ; le Ministre yéménite des droits de l'homme, Mohammed Mohsen Mohammed Askar ; le Ministre népalais des affaires étrangères, Shankar Das Bairagi ; le Secrétaire aux droits de l'homme et au pluralisme culturel de l'Argentine, Claudio Bernardo Avruj ;

c) À la 4^e séance, le 27 février 2018 : le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Slovénie, Karl Erjavec ; la Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et européennes de la Croatie, Marija Pejčinović Burić ; le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Tchéquie, Martin Stropnický ; le Ministre espagnol des affaires étrangères et de la coopération, Alfonso María Dastis Quecedo ; le Ministre d'État marocain aux droits de l'homme, Mostapha Ramid ; la Ministre maldivienne de l'éducation, Aishath Shiham ; le Ministre philippin des affaires étrangères, Alan Peter S. Cayetano ; le Ministre azerbaïdjanais des affaires étrangères, Elmar Mammadyarov ; le Ministre de la coopération internationale du Myanmar, Kyaw Tin ; le Ministre zimbabwéen de la justice et des affaires juridiques et parlementaires, Ziyambi Ziyambi ; le Vice-Ministre sud-africain des relations internationales et de la coopération, Luwellyn Landers ; le Ministre d'État aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tariq Mahmood Ahmad ; le Secrétaire d'État du Ministère slovaque des affaires étrangères et européennes, Ivan Korčok ; le Sous-Secrétaire mexicain aux affaires multilatérales et aux droits de l'homme, Miguel Ruiz Cabañas ; le Secrétaire général de l'Organisation de la coopération islamique, Yousef A. al-Othaimeen ; la Ministre d'État éthiopienne aux affaires étrangères, Hirut Zemene Kassa ; le Ministre adjoint des droits de l'homme et du droit international des Émirats arabes unis, Ahmed Abdulrahman al-Jarman ; le Vice-Ministre lituanien des affaires étrangères, Darius Skusevičius ; la Commissaire aux affaires politiques de l'Union africaine, Minata Samate Cessouma ;

d) À la 5^e séance, le même jour : le troisième Vice-Premier Ministre équato-guinéen chargé des droits de l'homme, Alfonso Nsue Mokuy ; le Procureur général adjoint du Lesotho, Tsebang Putsoane ; le Ministre maltais des affaires étrangères et de la promotion du commerce, Carmelo Abela ; la Ministre de la présidence bulgare du Conseil de l'Union européenne, Lilyana Pavlova ; le Ministre luxembourgeois de la justice, Félix Braz ; le Vice-Ministre costaricien des affaires étrangères et du culte, Alejandro Solano Ortiz ; le Secrétaire d'État du Ministère des affaires étrangères de l'ex-République yougoslave de Macédoine, Viktor Dimovski ; le Vice-Ministre ukrainien des affaires étrangères,

Sergiy Kyslytsya ; le Commissaire aux droits de l'homme et à l'action humanitaire de la Mauritanie, Cheikh Tourad Ould Abdel Malick ; la Ministre canadienne des affaires étrangères, Chrystia Freeland ; le Vice-Ministre kazakh des affaires étrangères, Yerzhan Ashikbayev ; le Ministre d'État irlandais chargé de la diaspora et du développement international, Ciarán Cannon ; le Directeur chargé des droits de l'homme du Ministère chilien des relations extérieures, Hernán Quezada ; la Secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland ; la Directrice de la division des organisations internationales du département politique du Ministère estonien des affaires étrangères, Karmen Laus ;

e) À la 6^e séance, le même jour : le Ministre arménien des affaires étrangères, Edward Nalbandian ; le Ministre égyptien des affaires étrangères, Sameh Hassan Shokry Selim ; la Ministre suédoise des affaires étrangères, Margot Wallström ; la Ministre des droits de l'homme de la République démocratique du Congo, Marie Ange Mushobekwa ; le Ministre nigérian des affaires étrangères, Geoffrey Onyeama ; le Ministre de la justice de la République islamique d'Iran, Seyyed Alireza Avaei ; le Secrétaire général du Ministère algérien des affaires étrangères, Noureddine Ayadi ; la Déléguée du Gouvernement fédéral allemand à la politique des droits de l'homme et à l'aide humanitaire, Bärbel Kofler ; la Vice-Ministre panaméenne des affaires multilatérales et de la coopération, María Luisa Navarro ; le Ministre saoudien des affaires étrangères, Adel Ahmed al-Jubeir ; le Représentant spécial de l'Union européenne pour les droits de l'homme, Stavros Lambrinidis ; le Vice-Ministre parlementaire des affaires étrangères du Japon, Manabu Horii ; le Secrétaire général de l'Union interparlementaire, Martin Chungong ;

f) À la 7^e séance, le 28 février 2018 : la Ministre andorrane des affaires étrangères, Maria Ubach ; le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergey Lavrov ; le Ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne de la République de Moldova, Tudor Ulianoschi ; le Ministre monégasque des affaires étrangères, Gilles Tonelli ; le Ministre des affaires étrangères de l'État de Palestine, Riad Malki ; le Ministre des affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso ; le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Belgique, Didier Reynders ; le Vice-Ministre roumain des affaires étrangères, George Ciamba ; la Sous-secrétaire d'État finlandaise à la politique étrangère et de sécurité, Anne Sipiläinen ; le Ministre adjoint des affaires étrangères de Bahreïn, Abdulla Faisal al-Doseri ; le Ministre tunisien chargé des relations avec les instances constitutionnelles, de la société civile et des droits de l'homme, Mehdi Ben Gharbia ; la Vice-Ministre mongole des affaires étrangères, Battsetseg Batmunkh ; le Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de l'État de Libye, Mohamed T. H. Siala ; le Vice-Ministre turc des affaires étrangères, Ahmet Yildiz ; la Vice-Ministre albanaise des affaires européennes et étrangères, Artemisa Dralo ; le Ministre thaïlandais des affaires étrangères, Don Pramudwinai ;

g) À la 8^e séance, le même jour : Ayesha Raza Farooq, membre des commissions sénatoriales du Pakistan sur les affaires étrangères, le droit et la justice ; la Directrice générale de l'Organisation internationale de droit du développement, Irene Khan ; la Secrétaire adjointe par intérim du Bureau des relations avec les organisations internationales des États-Unis d'Amérique, Mary Catherine Phee.

Réunion-débat de haut niveau sur la transversalisation des droits de l'homme

9. À sa 3^e séance, le 26 février 2018, conformément à sa résolution 16/21, le Conseil des droits de l'homme a organisé une réunion-débat de haut niveau sur différentes questions relatives aux droits de l'homme avec les chefs des organes directeurs et des secrétariats des organismes des Nations Unies, agissant dans la limite de leurs mandats respectifs, afin de promouvoir la prise en compte des droits de l'homme dans l'ensemble des activités du système des Nations Unies, l'accent étant mis sur le thème « Promotion et protection des droits de l'homme à la lumière de l'Examen périodique universel : défis et perspectives ».

10. La Présidente de l'Assemblée générale, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et la Vice-Secrétaire générale (par message vidéo) ont fait des déclarations liminaires. La Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a animé le débat.

11. À la 3^e séance, le 26 février 2018, les intervenants ci-après ont fait des déclarations : l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (par message vidéo) ; la Présidente du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Charlotte Petri Gornitzka (par message audio) ; la Ministre équatorienne des affaires étrangères et de la mobilité humaine, María Fernanda Espinosa Garcés ; l'ancienne Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mary Robinson. Le Conseil a décidé que la réunion-débat se tiendrait en deux parties.

12. Au cours de la première partie de la réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Angola, Brésil (s'exprimant au nom de la Communauté des pays de langue portugaise), Indonésie¹ (s'exprimant également au nom de l'Australie, du Mexique, de la République de Corée et de la Turquie), Portugal¹ (s'exprimant également au nom de l'Angola, de l'Australie, des Bahamas, de la Belgique, du Botswana, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, du Danemark, de l'Équateur, des Fidji, de la Géorgie, d'Haïti, de l'Italie, du Maroc, du Mexique, de la Norvège, des Pays-Bas, du Paraguay, de la République de Corée, des Seychelles, de la Slovénie, de la Thaïlande, du Timor-Leste, de la Tunisie et de l'Uruguay), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Estonie (s'exprimant également au nom du Danemark, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède), Israël, Lesotho ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'association d'institutions nationales des droits de l'homme suivante : Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association internationale des personnes lesbiennes et gays, Centre catholique international de Genève (s'exprimant également au nom de : Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, Caritas Internationalis, Compagnie des Filles de la charité de Saint-Vincent-de-Paul, Congrégation de Notre-Dame de charité du Bon Pasteur, Edmund Rice International, Fédération internationale de l'ACAT, Fondation mariste pour la solidarité internationale, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, Mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants, Office international de l'enseignement catholique, VIVAT International, Volontariat international femmes, éducation, développement, World Evangelical Alliance).

13. Au cours de la deuxième partie de la réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Chine, États-Unis d'Amérique, Iraq, Népal, Tunisie ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Botswana, France, Grèce, Honduras, Maroc, Sierra Leone ;

c) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Commission nationale des droits de l'homme (Mauritanie) ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association Südwind pour la politique de développement, Friends World Committee for Consultation.

14. À la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

¹ État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.

D. Débat consacré aux questions diverses

15. À la 8^e séance, le 28 février 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général au cours duquel des déclarations ont été faites par :

- a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Brésil (s'exprimant au nom de la Communauté des pays de langue portugaise), Chine, Côte d'Ivoire, Cuba ;
- b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Chypre, France, Grèce, Inde, Israël, Italie, Oman, République arabe syrienne, Serbie, Viet Nam ;
- c) Les observateurs de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de coopération des États arabes du Golfe ;
- d) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : PNUD ;
- e) L'observateur de l'association d'institutions nationales des droits de l'homme suivante : Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (par message vidéo) ;
- f) Les membres de la société civile invités dont la liste suit : Khadija Ismayilova (par message vidéo), Gofran Sa walha, Jeanne Sarson, Nicholas Opiyo, Rosette B. Adera.

16. À la même séance, les représentants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Chili, de Chypre, de l'Égypte, des Émirats arabes unis (s'exprimant également au nom de l'Arabie saoudite, de Bahreïn et de l'Égypte), de l'Inde, de l'Iran (République islamique de), du Japon, de la Lettonie, de la Lituanie, du Mexique, du Pakistan, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République de Corée, de la République démocratique du Congo, de la République populaire démocratique de Corée et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

17. À la même séance également, les représentants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, du Japon, de la République de Corée et de la République populaire démocratique de Corée ont fait des déclarations au titre de leur deuxième droit de réponse.

E. Ordre du jour et programme de travail

18. À la 1^{re} séance, le 26 février 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté l'ordre du jour et le programme de travail de sa trente-septième session.

F. Organisation des travaux

19. À la 1^{re} séance, le 26 février 2018, le Conseil des droits de l'homme a décidé de réduire de trois à deux heures la durée des réunions-débats et de limiter à une heure le temps consacré aux discours liminaires et aux déclarations des intervenants. Il a décidé que cette mesure urgente et extraordinaire prendrait effet immédiatement et s'appliquerait à toutes les réunions-débats programmées en 2018, à compter de la session en cours.

20. À la même séance, le Président a dit qu'un système électronique d'inscription sur la liste des orateurs avait été mis en place pour tous les débats généraux, les dialogues individuels et les dialogues groupés de la trente-septième session du Conseil. Il a également indiqué quand et comment s'inscrire en ligne, ce qui était possible depuis le 21 février 2018.

21. À la même séance également, concernant le projet de programme de travail, le Conseil a décidé de tenir le 12 mars 2018, au lieu du dialogue prévu ce jour-là, un débat sur le rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, feue Asma Jahangir. Ce rapport été soumis au Conseil conformément à la résolution 34/23, avec les observations communiquées par le pays concerné. Il a été transmis au Conseil par la Présidente du Comité de coordination des procédures spéciales, qui a pris note des observations formulées par les délégations au cours du débat (voir chap. IV, sect. H).

22. À la 3^e séance, le même jour, le Président a indiqué que pour les réunions-débats, le temps de parole serait de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, les États observateurs et les autres observateurs.

23. À la 8^e séance, le 28 février 2018, le Président a indiqué que pour les dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales qui se tiendraient au titre du point 3 de l'ordre du jour, le temps de parole serait de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, les États observateurs et les autres observateurs.

24. À la même séance, le Président a présenté les modalités relatives au temps de parole pour les dialogues en groupe avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales qui se tiendraient au titre du point 3 de l'ordre du jour, conformément à la pratique adoptée à la vingt-septième session du Conseil. La durée totale de chaque dialogue groupé serait de quatre heures maximum. Chaque titulaire de mandat disposerait de quinze minutes pour présenter son rapport et de quinze minutes pour répondre aux questions et formuler ses observations finales. Dès que la liste des orateurs serait disponible, une fois les intervenants inscrits par voie électronique, le secrétariat calculerait le temps nécessaire au dialogue groupé avec les titulaires de mandat. Si la durée totale d'un dialogue était estimée à moins de quatre heures, le temps de parole serait de cinq minutes pour les États membres et de trois minutes pour les États observateurs et les autres observateurs. Toutefois, si cette durée était estimée à plus de quatre heures, le temps de parole serait réduit à trois minutes pour les États membres et à deux minutes pour les États observateurs et les autres observateurs. Si cette mesure ne permettait pas de limiter la durée totale des échanges à quatre heures, les temps de parole seraient encore réduits, avec un minimum d'une minute et trente secondes par orateur.

25. À la 13^e séance, le 2 mars 2018, le Président a indiqué que pour le débat urgent sur la situation de la Ghouta orientale (République arabe syrienne), le temps de parole serait de deux minutes et trente secondes pour les représentants des États membres du Conseil et d'une minute et trente secondes pour les États observateurs et les autres observateurs.

26. À la 25^e séance, le 8 mars 2018, le Président a indiqué que pour les débats généraux, le temps de parole serait de deux minutes et trente secondes pour les représentants des États membres du Conseil et d'une minute et trente secondes pour les États observateurs et les autres observateurs.

27. À la 28^e séance, le 12 mars 2018, le Président a indiqué que pour les dialogues individuels avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales qui se tiendraient au titre du point 4 de l'ordre du jour, le temps de parole serait de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, les États observateurs et les autres observateurs.

28. À la même séance, le Président a indiqué que pour le débat sur le rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, le temps de parole serait de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, les États observateurs et les autres observateurs.

29. À la 30^e séance, le 12 mars 2018, le Président a indiqué que pour les dialogues renforcés avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales qui se tiendraient au titre du point 4 de l'ordre du jour, le temps de parole serait de deux minutes pour les représentants des États membres du Conseil, les États observateurs et les autres observateurs.

30. À la 37^e séance, le 15 mars 2018, le Président a indiqué que pour l'examen des textes issus de l'Examen périodique universel au titre du point 6 de l'ordre du jour, l'État concerné disposerait d'un temps de parole de vingt minutes pour présenter ses vues ; l'institution nationale des droits de l'homme de cet État dotée du statut « A » disposerait de deux minutes, le cas échéant ; les États membres du Conseil, les États observateurs et les organismes des Nations Unies disposeraient de vingt minutes maximum pour exprimer leurs vues sur les textes issus de l'Examen, sachant que les temps de parole seraient adaptés en fonction du nombre d'intervenants, conformément aux modalités énoncées dans l'appendice de l'annexe à la résolution 16/21 ; les parties prenantes disposeraient de vingt minutes maximum, à raison de deux minutes chacune, pour faire des observations générales sur les textes issus de l'Examen.

G. Séances et documentation

31. Au cours de sa trente-septième session, le Conseil des droits de l'homme a tenu 56 séances pour lesquelles des services de conférence complets ont été assurés².

32. La liste des résolutions et des décisions adoptées par le Conseil figure dans la première partie du présent rapport.

H. Visites

33. À la 18^e séance, le 5 mars 2018, le Ministre camerounais des affaires étrangères, Lejeune Mbella Mbella, a fait une déclaration devant le Conseil des droits de l'homme.

34. À la 49^e séance, le 21 mars 2018, le Ministre néo-zélandais de la justice, Andrew Little, a fait une déclaration devant le Conseil.

I. Débat urgent sur la situation de la Ghouta orientale (République arabe syrienne)

35. À la 13^e séance, le 2 mars 2018, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé qu'il avait reçu, le 1^{er} mars 2018, une demande du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour que soit organisé un débat urgent sur la situation de la Ghouta orientale (République arabe syrienne).

36. À la même séance, le représentant du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord a fait une déclaration afin de présenter la proposition.

37. À la même séance également, les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Australie, de la Chine, de Cuba, des États-Unis d'Amérique et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations sur la tenue du débat urgent. Le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une déclaration.

38. À la même séance, à la demande du représentant de la République bolivarienne du Venezuela, la proposition de tenir le débat d'urgence a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

Ont voté contre :

Chine, Cuba, Iraq, Venezuela (République bolivarienne du).

Se sont abstenus :

Angola, Côte d'Ivoire, Égypte, Équateur, Éthiopie, Philippines, République démocratique du Congo, Tunisie.

39. À la même séance également, le Conseil a décidé par 25 voix contre 4, avec 8 abstentions, de tenir le débat urgent à sa 15^e séance, le 2 mars 2018³.

40. À la même séance, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote. Le représentant de la Fédération de Russie a fait une observation générale.

² Les débats de la trente-septième session du Conseil des droits de l'homme peuvent être consultés dans les archives audiovisuelles des sessions du Conseil, disponibles à l'adresse suivante : <http://webtv.un.org>.

³ Les délégations afghane, burundaise, kényane, kirghize, mongole, népalaise, nigériane, pakistanaise, sud-africaine et togolaise n'ont pas pris part au vote.

41. À sa 15^e séance, le 2 mars 2018, le Conseil a tenu un débat urgent sur la situation de la Ghouta orientale (République arabe syrienne).

42. À la même séance, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a fait une observation dans le cadre du débat urgent.

43. À la même séance également, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une observation.

44. Au cours du débat qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Bulgarie⁴ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chili, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Iraq, Japon, Mexique, Népal, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Slovaquie, Suisse, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahreïn, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Canada, Costa Rica, Danemark, Fédération de Russie, Finlande, France, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Italie, Jordanie, Koweït, Liechtenstein, Lituanie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République populaire démocratique de Corée, Sierra Leone, Suède (s'exprimant également au nom du Koweït), Turquie, Uruguay ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Association des citoyens du monde, Commission internationale de juristes, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Watch, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Union des juristes arabes.

J. Sélection et nomination des titulaires de mandat

45. À sa 56^e séance, le 23 mars 2018, le Conseil des droits de l'homme a nommé, conformément à ses résolutions 5/1 et 16/21 et à sa décision 6/102, neuf titulaires de mandat au titre des procédures spéciales (voir annexe IV).

K. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Détérioration de la situation des droits de l'homme dans la Ghouta orientale (République arabe syrienne)

46. À la 15^e séance, le 2 mars 2018, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.1, qui avait pour auteur principal le Royaume-Uni et pour coauteurs l'Allemagne, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, l'Irlande, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, les Pays-Bas, la Suède et la Tchéquie. L'Andorre, l'Australie, l'Autriche, le Canada, Chypre, la Croatie, l'Espagne, la Grèce, le Honduras, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Jordanie, le Koweït, la Lettonie, le Liechtenstein, le Luxembourg, les Maldives, Malte, Monaco, le Monténégro, la Norvège, le Portugal, le Qatar, la Roumanie, Saint-Marin, la Sierra Leone, la Slovénie, la Suisse et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

47. À la même séance, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a révisé oralement le projet de résolution.

48. À la même séance également, le représentant de la Fédération de Russie a présenté les amendements A/HRC/37/L.2, A/HRC/37/L.3, A/HRC/37/L.4 et A/HRC/37/L.5 au projet de résolution A/HRC/37/L.1 oralement révisé. Le représentant de l'Afrique du Sud a présenté

⁴ État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.

les amendements A/HRC/37/L.6, A/HRC/37/L.7, A/HRC/37/L.8 et A/HRC/37/L.9 au projet de résolution A/HRC/37/L.1 oralement révisé.

49. Les amendements A/HRC/37/L.2, A/HRC/37/L.3, A/HRC/37/L.4 et A/HRC/37/L.5 avaient pour auteur principal la Fédération de Russie et pour coauteur la République bolivarienne du Venezuela. Les amendements A/HRC/37/L.6, A/HRC/37/L.7, A/HRC/37/L.8 et A/HRC/37/L.9 avaient pour auteur l'Afrique du Sud.

50. À la 15^e séance, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait une déclaration sur les propositions d'amendement au projet de résolution oralement révisé.

51. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une observation générale sur le projet de résolution révisé oralement et les propositions d'amendement.

52. À la même séance également, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une déclaration.

53. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution. Le Chef du Service de la gestion et de l'appui aux programmes du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a fait une déclaration concernant les incidences budgétaires du projet de résolution oralement révisé.

54. À la 16^e séance, le 5 mars 2018, l'Afrique du Sud a retiré les amendements A/HRC/37/L.5, A/HRC/37/L.6, A/HRC/37/L.7, A/HRC/37/L.8 et A/HRC/37/L.9 au projet de résolution oralement révisé.

55. À la même séance, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a révisé oralement le projet de résolution.

56. À la même séance, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela a fait une observation générale au sujet du projet de résolution révisé oralement et des propositions d'amendement.

57. À la même séance, le Conseil s'est prononcé sur les amendements A/HRC/37/L.2, A/HRC/37/L.3, A/HRC/37/L.4 et A/HRC/37/L.5 (voir également par. 58 à 69 ci-après).

58. À la même séance également, les représentants de l'Allemagne, du Mexique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/37/L.2. Le représentant du Brésil a demandé des précisions sur le texte de l'amendement au projet de résolution à l'examen.

59. À la même séance, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'amendement A/HRC/37/L.2 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Équateur, Iraq, Pakistan, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Allemagne, Australie, Belgique, Chili, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Côte d'Ivoire, Émirats arabes unis, Éthiopie, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Panama, Philippines, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo.

60. À la même séance également, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/37/L.2 par 19 voix contre 10, avec 17 abstentions⁵.

61. À la 16^e séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/37/L.3.

62. À la même séance, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'amendement A/HRC/37/L.3 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Burundi, Chine, Cuba, Équateur, Iraq, Pakistan, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Allemagne, Australie, Belgique, Chili, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Panama, Philippines, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo.

63. À la même séance également, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/37/L.3 par 19 voix contre 9, avec 18 abstentions⁵.

64. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/37/L.4.

65. À la même séance également, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'amendement A/HRC/37/L.4 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Burundi, Chine, Cuba, Équateur, Iraq, Pakistan, Panama, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats arabes unis, Éthiopie, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Philippines, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo.

66. À la même séance, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/37/L.4 par 20 voix contre 9, avec 17 abstentions⁵.

67. À la même séance également, le représentant de la Belgique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/37/L.5.

68. À la même séance, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'amendement A/HRC/37/L.5 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Burundi, Chine, Cuba, Venezuela (République bolivarienne du).

⁵ La délégation kényane n'a pas pris part au vote.

Ont voté contre :

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Côte d'Ivoire, Égypte, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo, Tunisie.

69. À la même séance également, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/37/L5 par 23 voix contre 4, avec 19 abstentions⁵.

70. À la même séance, le Conseil s'est prononcé sur le projet de résolution révisé oralement.

71. À la même séance également, les représentants de l'Australie, de l'Égypte, de l'Iraq, du Mexique, du Pakistan, du Pérou, de la Tunisie et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution révisé oralement.

72. À la même séance, à la demande des représentants de la Chine et de Cuba, le projet de résolution révisé oralement a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Tunisie, Ukraine.

Ont voté contre :

Burundi, Chine, Cuba, Venezuela (République bolivarienne du).

Se sont abstenus :

Afrique du Sud, Angola, Égypte, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, République démocratique du Congo.

73. À la même séance également, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution A/HRC/37/L.1 oralement révisé par 29 voix contre 4, avec 14 abstentions (résolution 37/1).

74. À la même séance, les représentants de la France, de la Fédération de Russie et de la République arabe syrienne ont fait, en qualité d'États observateurs, des déclarations sur la résolution adoptée.

L. Adoption du rapport de la session

75. À la 56^e séance, le 23 mars 2018, les représentants de la Fédération de Russie et des Pays-Bas (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Andorre, de l'Australie, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, du Canada, du Chili, de Chypre, du Costa Rica, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la Géorgie, du Ghana, du Honduras, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, du Malawi, de Malte, du Mexique, de Monaco, du Monténégro, du Niger, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la Pologne, de la République de Corée, de la République de Moldova, de la Roumanie, de la Serbie, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne

et d'Irlande du Nord, de l'Ukraine, de l'Uruguay et de la Zambie) ont fait, en tant qu'États observateurs, des déclarations sur les résolutions adoptées.

76. À la même séance, la Vice-Présidente et Rapporteuse du Conseil des droits de l'homme a fait une déclaration concernant le projet de rapport du Conseil sur sa trente-septième session.

77. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de rapport (A/HRC/37/2) *ad referendum* et chargé la Rapporteuse d'en arrêter la version définitive.

78. À la même séance, des déclarations concernant la session ont été faites par :

- a) Le représentant de l'État membre du Conseil suivant : Brésil ;
- b) Le représentant de l'État observateur suivant : Canada ;
- c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Service international pour les droits de l'homme.

79. À la même séance également, le Président du Conseil a prononcé une allocation de clôture.

II. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général

A. Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

80. À la 22^e séance, le 7 mars 2018, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a fait une déclaration sur son rapport annuel (A/HRC/37/3).

81. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 24^e et 25^e séances, le 8 mars 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Haut-Commissaire par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Australie, Australie (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, de l'Angola, du Chili, de l'Espagne, du Mexique, du Pérou, du Sénégal, de la Slovaquie et de l'Ukraine), Belgique, Brésil, Chili, Chine, Cuba, Équateur, Égypte, Éthiopie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Iraq, Japon, Jordanie⁶ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Kenya, Mexique, Maroc⁶ (s'exprimant également au nom de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, du Burundi, des Comores, de la Côte d'Ivoire, des Émirats arabes unis, du Gabon, de la Guinée, de la Jordanie, du Koweït, d'Oman, du Qatar, de la République centrafricaine et du Sénégal), Népal, Nigéria, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Pérou (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Guyana, du Honduras, du Mexique, du Panama et du Paraguay), Pérou (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Mexique, du Panama, du Paraguay et de l'Uruguay), Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, République de Corée, Rwanda (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, de la Norvège, des Pays Bas, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie et de l'Ukraine), Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Timor-Leste⁶ (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Angola, de la Bolivie (État plurinational de), de Cuba, de l'Équateur, du Mozambique, de la Namibie, du Nicaragua, du Nigéria, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Zimbabwe), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie et de l'Ukraine), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Arménie, Autriche, Bahreïn, Bélarus, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Cambodge, Cameroun, Canada, Costa Rica, El Salvador, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Honduras, Inde, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Jordanie, Koweït, Lettonie, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Maldives, Maroc, Monténégro, Niger, Ouganda, Paraguay, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République populaire démocratique

⁶ État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.

de Corée, République arabe syrienne, Soudan, Suède, Tchéquie, Thaïlande, Turquie, Uruguay, Viet Nam, Zambie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Article 19 : Asian Forum for Human Rights and Development, Association internationale pour l'égalité des femmes, Centre international contre la censure, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Human Rights Watch, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme (s'exprimant également au nom du Centre pour les droits civils et politiques, de Child Rights Connect, de la Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights, de l'International Disability Alliance, d'International Women's Rights Action Watch Asia Pacific et de l'Organisation mondiale contre la torture), Service international pour les droits de l'homme.

82. À la 25^e séance, le 8 mars 2018, le Haut-Commissaire a répondu aux questions, fait des commentaires et formulé ses observations finales.

83. À la même séance, les représentants de l'Algérie, du Burundi, de la Chine, du Gabon, de l'Inde, des Maldives, du Maroc, du Pakistan, des Philippines, de la République démocratique du Congo et du Turkménistan ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

84. À la même séance également, les représentants de l'Algérie et du Maroc ont fait des déclarations au titre de leur deuxième droit de réponse.

B. Rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général

85. À la 25^e séance, le 8 mars 2018, la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté les rapports thématiques établis par le Haut-Commissaire, le HCDH et le Secrétaire général au titre des points 2 et 3 de l'ordre du jour.

86. À la même séance, le même jour, et à la 26^e séance, le 9 mars 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur les rapports thématiques relevant des points 2 et 3 de l'ordre du jour présentés par la Haute-Commissaire adjointe (voir chap. III, sect. E).

87. À la 44^e séance, le 20 mars 2018, la Haute-Commissaire adjointe a présenté les rapports établis par le Haut-Commissaire et le Secrétaire général au titre des points 2 et 7 de l'ordre du jour.

88. À la 46^e séance, le 20 mars 2018, le Directeur de la Division des mécanismes relevant du Conseil et des instruments relatifs aux droits de l'homme (HCDH) a présenté le rapport du Haut-Commissaire au titre des points 2 et 9 de l'ordre du jour.

89. À la 47^e séance, le 20 mars 2018, et à la 48^e séance, le 21 mars, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a présenté les rapports du Haut-Commissaire au titre des points 2 et 10 de l'ordre du jour (voir chap. X, sect. B et C).

90. À la 49^e séance, le 21 mars 2018, la Haute-Commissaire adjointe a présenté le rapport du Haut-Commissaire au titre des points 2 et 10 de l'ordre du jour (voir chap. X, sect. D).

91. À la 50^e séance, le même jour, la Haute-Commissaire adjointe a présenté les rapports par pays soumis par le Secrétaire général et le Haut-Commissaire au titre du point 2 de l'ordre du jour (A/HRC/37/3/Add.1 à 3, A/HRC/37/22, A/HRC/37/23 et A/HRC/37/24).

92. À la même séance, le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, Pablo de Greiff, a fait une déclaration.

93. À la même séance également, les représentants du Burundi, de Chypre, de la Colombie, du Guatemala, du Honduras, de l'Iran (République islamique d') et de Sri Lanka, États concernés, ont fait des déclarations.

94. Au cours du débat général qui a suivi, à la 50^e séance, le 21 mars 2018, et à la 51^e séance, le 22 mars, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Haute-Commissaire adjointe par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Belgique, Bulgarie⁶ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Allemagne, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Nouvelle-Zélande⁶ (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Arménie, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, des États-Unis d'Amérique, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de la Hongrie, des Îles Marshall, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, du Monténégro, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie et de l'Ukraine), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (s'exprimant également au nom des États-Unis d'Amérique, de l'ex-République yougoslave de Macédoine et du Monténégro), Suisse ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Canada, Danemark, Grèce, Irlande, Israël, Maroc, Norvège, Pays-Bas, République-Unie de Tanzanie, Turquie ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action contre la faim, Advocates for Human Rights, Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Amnesty International, Asian Forum for Human Rights and Development, Association américaine des juristes (s'exprimant également au nom de l'Association internationale des juristes démocrates, de France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, d'International-Lawyers.Org, de Liberation et du Mouvement international de la réconciliation), Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association culturelle des tamouls en France, Association d'entraide médicale Guinée, Association des citoyens du monde, Association des étudiants tamouls de France, Association pour les victimes du monde, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Südwind pour la politique de développement, Association Thendral, Bureau international catholique de l'enfance, Bureau international des droits humains – action Colombie, Center for Organisation Research and Education, Centre Europe-tiers monde, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Comisión Colombiana de Juristas, Commission internationale de juristes, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Corporación para la Defensa y Promoción de los Derechos Humanos – Reiniciar, Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs), Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fédération luthérienne mondiale, FIAN International, Franciscans International, Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social, Human Rights Watch, International Buddhist Relief Organisation, International-Lawyers.Org, Le pont, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, Mouvement international de la réconciliation, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Oidhaco, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation mondiale contre la torture, Service international pour les droits de l'homme (s'exprimant également au nom de la Comisión Colombiana de Juristas), Pasumai Thaayagam Foundation, Peace Brigades International Suisse, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Réseau international des droits humains, Action de carême

(s'exprimant également au nom du Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries), Tamil Uzhagam, Tourner la page, United Nations Watch, VAAGDHARA, World Barua Organization.

95. À la 50^e séance, les représentants du Cambodge, de Chypre et de la Turquie ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

96. À la même séance, le représentant de la Turquie a fait une déclaration au titre de son deuxième droit de réponse.

97. À la 51^e séance, les représentants de Bahreïn, de Cuba, de l'Égypte, de l'Iran (République islamique d') et d'Israël ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

III. Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

A. Réunions-débats

Débat de haut niveau pour commémorer le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

98. À la 9^e séance, le 28 février 2018, en application de sa résolution 35/1, le Conseil des droits de l'homme a tenu une réunion-débat de haut niveau à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne.

99. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Directeur du Département chargé de la coopération humanitaire et des droits de l'homme du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie et Commissaire aux droits de l'homme, à la démocratie et à l'état de droit, Anatoly Victorov, ont fait des déclarations liminaires. Le Président du Conseil a animé le débat.

100. À la 9^e séance, les intervenants ci-après ont fait des déclarations : le Représentant spécial de la présidence autrichienne de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour 2017 et ancien Représentant spécial et Ambassadeur de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne, Christian Strohal ; la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard, Leilani Farha ; l'ancien Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et membre du Comité des droits de l'homme, Christof Heyns ; la conseillère principale au sein du Réseau mondial des femmes politiques (Women Political Leaders) et ex-membre du Comité des droits des personnes handicapées, Şafak Pavey. Le Conseil a décidé que la réunion-débat se tiendrait en deux parties.

101. Au cours de la première partie de la réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Australie (s'exprimant également au nom du Canada, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse), Belgique (s'exprimant également au nom du Luxembourg et des Pays-Bas), Canada⁶ (s'exprimant au nom des États membres et des États observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie), Chili (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Mexique, du Pérou et de l'Uruguay), Chine (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, du Bangladesh, du Bélarus, de la Bolivie (État plurinational de), de Cuba, de l'Égypte, de la Fédération de Russie, de la Malaisie, du Pakistan, de la République démocratique populaire lao, du Venezuela (République bolivarienne du), du Viet Nam et du Zimbabwe), Indonésie⁶ (s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), Jordanie⁶ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), du Mexique (s'exprimant également au nom de la Colombie, de l'Éthiopie, du Ghana, de l'Indonésie, de la Jordanie, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande), la République de Corée (s'exprimant également au nom de l'Australie, de l'Indonésie, du Mexique et de la Turquie) ;

b) Le représentant de l'État observateur suivant : Danemark (s'exprimant également au nom de l'Estonie, de la Finlande, de l'Islande, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède) ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'association d'institutions nationales des droits de l'homme suivante : Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (par message vidéo) ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association internationale des juristes démocrates, Service international pour les droits de l'homme.

102. À la fin de la première partie, à la même séance également, les intervenants ont répondu aux questions et fait des observations.

103. Au cours de la deuxième partie de la réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Brésil, Égypte, Espagne, Éthiopie, Népal (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, d'Antigua-et-Barbuda, du Bangladesh, des Bahamas, du Burundi, de Haïti, du Mozambique, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de la République démocratique du Congo, du Soudan du Sud et du Yémen.), Slovaquie, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique);

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Botswana, Israël, Pologne, Viet Nam ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Human Rights Watch.

104. À la même séance également, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

Débat annuel d'une journée sur les droits de l'enfant

105. À sa 16^e séance, le 5 mars 2018, en application de sa résolution 34/16, le Conseil des droits de l'homme a tenu son débat annuel d'une journée sur les droits de l'enfant. Axé sur le thème « Protection des droits de l'enfant dans les situations de crise humanitaire », celui-ci s'est déroulé en deux parties : la première réunion-débat a eu lieu à la 16^e séance, la seconde à la 18^e séance, le même jour.

106. Le thème de la première réunion-débat était « Comment répondre aux besoins des enfants et garantir le respect de leurs droits dans les situations de crise humanitaire ? Pratiques et leçons à différents niveaux ». La Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a fait une déclaration liminaire. L'Ambassadeur et Représentant permanent adjoint de l'Union européenne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Carl Hallergard, a animé le débat.

107. À la 16^e séance, les intervenants ci-après ont fait des déclarations : la Directrice du droit international et des politiques humanitaires du Comité international de la Croix-Rouge, Helen Durham ; le Directeur du Bureau des programmes d'urgence de l'UNICEF à Genève, Sikander Khan ; le Directeur national de Plan International Colombia, Alejandro Gamboa ; la Directrice du Bureau du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) à Genève, Monica Ferro. Le Conseil a décidé que la réunion-débat se tiendrait en deux parties.

108. Au cours de la première partie de la première réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, du Canada, de Chypre, de la Colombie, du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Mongolie, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Portugal, de la République démocratique du Congo, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, de la Turquie, de l'Uruguay et de la Zambie), Jordanie⁶ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Norvège⁶ (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, de l'Albanie, de l'Andorre, de l'Angola, de l'Argentine, de l'Arménie, de l'Autriche, de la Belgique, du Botswana, du Brésil, du Burkina Faso, du Canada, du Chili, de Chypre, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, du Danemark, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'État de Palestine, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce,

de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, de la Jordanie, du Kazakhstan, du Liban, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Malte, du Monténégro, du Nigéria, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, du Paraguay, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, du Qatar, de la Roumanie, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, de l'Uruguay, du Yémen et de la Zambie), Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal (s'exprimant au nom des États membres et des États observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie), Slovénie, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bulgarie, Irlande, Lettonie (s'exprimant également au nom du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Islande, de la Lituanie, de la Norvège et de la Suède) ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Conselho Indigenista Missionário, Plan International, Save the Children International (s'exprimant également au nom de l'Association genevoise pour l'alimentation infantile, du Bureau international catholique de l'enfance, de Child Rights Connect, de Défense des enfants International, de la Foundation ECPAT International, de la Fondation Sommet mondial des femmes, du Mouvement international ATD quart monde, du Plan International, de Service social internationa et de Stichting War Child).

109. À la fin de la première partie, à la même séance également, les intervenants ont répondu aux questions et fait des observations.

110. Au cours de la deuxième partie de la réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Belgique, Brésil, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Mexique, Mongolie, Philippines ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Inde, Israël, Italie, Portugal, Saint-Siège ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association Südwind pour la politique de développement, Human Rights Watch, World Environment and Resources Council.

111. À la même séance également, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

112. Le thème de la deuxième réunion-débat était « Comment les États et la communauté internationale peuvent-ils répondre davantage de leur action en faveur des enfants dans les situations de crise humanitaire ? ». L'Ambassadeur et Représentant permanent de l'Uruguay auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Ricardo González Arenas, a animé le débat.

113. À la 18^e séance, le 5 mars 2018, les intervenants ci-après ont fait des déclarations : Gehad Madi, membre du Comité des droits de l'enfant ; le Chef de l'équipe de surveillance et de communication de l'information au Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, Nicolas Gérard ; le responsable mondial de la gestion des catastrophes à Vision du monde International, Justin Byworth ; la Directrice adjointe de la Division de la protection internationale du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Shahrzad Tadjbakhsh. Le Conseil a décidé que la seconde réunion-débat se tiendrait en deux parties à la 18^e séance.

114. Au cours de la première partie de la deuxième réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Chili, Émirats arabes unis, Espagne, Kenya, Mexique, Népal, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Azerbaïdjan, France, Jordanie, Uruguay ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Centre des droits reproductifs, International Human Rights Association of American Minorities, Union européenne des relations publiques.

115. À la fin de la première partie de la seconde réunion-débat, à la même séance également, les intervenants ont répondu aux questions et fait des observations.

116. Au cours de la deuxième partie de la deuxième réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Angola, Australie, Chine, Côte d'Ivoire, Iraq, Suisse ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : ex-République yougoslave de Macédoine, Honduras, République arabe syrienne, Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de l'Europe ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Association des citoyens du monde, Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique.

117. À la même séance également, les intervenants de la deuxième réunion-débat ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

Débat annuel sur les droits des personnes handicapées

118. À sa 23^e séance, le 7 mars 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu, conformément à sa résolution 31/6, son débat annuel sur les droits des personnes handicapées sous forme de réunion-débat. Celui-ci était axé sur l'article 13 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

119. La Haute-Commissaire adjointe a fait une déclaration liminaire. La Vice-Présidente du Conseil a présidé la réunion-débat.

120. À la 23^e séance, les intervenants ci-après ont fait des déclarations : l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour les questions de handicap et d'accessibilité, María Soledad Cisternas ; la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, Catalina Devandas Aguilar ; la Présidente du Comité des droits des personnes handicapées, Theresia Degener ; le représentant du Forum africain des personnes handicapées et de l'International Disability Alliance, Oumarou Siddo Nouhou ; la Vice-Présidente exécutive de la Fondation des femmes du Comité espagnol des représentants de personnes handicapées (CERMI) et Vice-Présidente du Forum européen des personnes handicapées, Ana Pekiez Narváez. Le Conseil a décidé que la réunion-débat se tiendrait en deux parties.

121. Au cours de la première partie de la réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Jordanie⁷ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Mexique, Mexique (s'exprimant également au nom de l'Australie, de l'Indonésie, de la République de Corée et de la Turquie), Pakistan, Singapour⁷ (s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), Timor-Leste⁷ (s'exprimant au nom de la Communauté des pays de langue portugaise), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) ;

b) Le représentant de l'État observateur suivant : Finlande (s'exprimant également au nom du Danemark, de l'Islande, de la Norvège et de la Suède) ;

⁷ État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Commission australienne des droits de l'homme (par message vidéo) ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Centre des droits reproductifs, Institut caritatif pour la protection des victimes sociales.

122. À la fin de la première partie, à la même séance également, les intervenants ont répondu aux questions et fait des observations.

123. Au cours de la deuxième partie de la réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Équateur, Iraq, Slovaquie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Azerbaïdjan, Grèce, Inde, Israël, Namibie, Nouvelle-Zélande, Paraguay ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Volontariat international femmes, éducation, développement (s'exprimant également au nom de l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco).

124. À la même séance également, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

B. Dialogue avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard

125. À la 8^e séance, le 28 février 2018, la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard, Leilani Farha, a présenté ses rapports (A/HRC/37/53 et Add.1).

126. À la même séance, le représentant du Chili, État concerné, a fait une déclaration.

127. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 10^e séance, le 1^{er} mars 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Brésil, Chine, Cuba, Égypte, Équateur, Espagne, Éthiopie, Iraq, Pakistan, Philippines, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bénin, Bolivie (État plurinational de), État de Palestine, Finlande, France, Honduras, Inde, Malaisie, Maroc, Monténégro, Namibie, Paraguay ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Association des citoyens du monde, Association Südwind pour la politique de développement, Caritas Internationalis, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Fédération internationale des écoles unies, Human Rights Now, Union panafricaine de la science et de la technologie.

128. À la même séance, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels

129. À la 8^e séance, le 28 février 2018, l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, Juan Pablo Bohoslavsky, a présenté ses rapports (A/HRC/37/54 et Add.1 à 3).

130. À la même séance, les représentants du Panama, de la Suisse et de la Tunisie, États concernés, ont fait des déclarations.

131. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 10^e séance, le 1^{er} mars 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Expert indépendant par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Cuba, Égypte, Équateur, Iraq, Pakistan, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Arabie saoudite, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Grèce, Honduras, Koweït, Malaisie, Maroc, Namibie, Saint-Siège, Soudan ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Association internationale du barreau, Center for Economic and Social Rights, Conectas Direitos Humanos (s'exprimant également au nom de l'Instituto de Estudos Socioeconomicos et d'Oxfam Brasil), International Human Rights Association of American Minorities.

132. À la même séance, l'Expert indépendant a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

133. À la 12^e séance, le 1^{er} mars 2018, le représentant du Brésil a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme

134. À la 10^e séance, le 1^{er} mars 2018, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Michel Forst, a présenté ses rapports (A/HRC/37/51 et Add.1 à 3).

135. À la même séance, les représentants de l'Australie et du Mexique, États concernés, ont fait des déclarations.

136. À la même séance également, deux institutions nationales des droits de l'homme, à savoir la Commission australienne des droits de l'homme et la Commission nationale des droits de l'homme du Mexique, ont fait des déclarations (par message vidéo).

137. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 11^e séance, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Allemagne, Autriche⁷ (s'exprimant également au nom du Liechtenstein, de la Slovaquie et de la Suisse), Belgique, Brésil, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Iraq, Pakistan, Togo, Tunisie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Arménie, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, Fédération de Russie, Finlande, France, Honduras, Irlande, Lituanie, Norvège, Ouganda, Paraguay, Pays-Bas, Singapour ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'association d'institutions nationales des droits de l'homme suivante : Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (par message vidéo) ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action de carême, Asian Forum for Human Rights and Development, Asian Legal Resource Centre, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Commission internationale de juristes (s'exprimant également au nom de l'Association internationale du barreau et de l'Union internationale des avocats), Conectas Direitos Humanos, Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit, Fédération internationale de l'ACAT – Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Fondation Helsinki pour les droits de l'homme, Human Rights Law Centre, Organisation mondiale contre la torture, Service international pour les droits de l'homme.

138. À la même séance, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

139. À la 12^e séance, le 1^{er} mars 2018, le représentant de la Chine a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

140. À la 11^e séance, le 1^{er} mars 2018, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Nils Melzer, a présenté ses rapports (A/HRC/37/50 et Add.1).

141. À la même séance, le représentant de la Turquie, État concerné, a fait une déclaration.

142. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance également, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Allemagne, Australie, Chine, Cuba, Égypte, États-Unis d'Amérique, Iraq, Mexique, Nigéria, Pakistan, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bahreïn, Canada, Danemark, France, Honduras, Irlande, Maldives, Monténégro, Portugal, Tchèque, Thaïlande ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'association d'institutions nationales des droits de l'homme suivante : Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action de carême, Article 19 : Centre international contre la censure, Asian Legal Resource Centre, Association pour la prévention de la torture, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Conectas Direitos Humanos, Défense des enfants International, Fédération internationale de l'ACAT – Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Organisation mondiale contre la torture.

143. À la même séance, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

144. À la 12^e séance, le 1^{er} mars 2018, le représentant du Brésil a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste

145. À la 12^e séance, le 1^{er} mars 2018, la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, Fionnuala Ní Aoláin, a présenté son rapport (A/HRC/37/52).

146. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, le même jour, et à la 13^e séance, le 2 mars 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Belgique, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Iraq, Mexique, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Burkina Faso, Djibouti, Fédération de Russie, France, Iran (République islamique d'), Irlande, Koweït, Libye, Malaisie, Maldives, Maroc, Myanmar, Pays-Bas, République arabe syrienne, Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Article 19 : Centre international contre la censure, Association for Defending Victims of Terrorism, Association Südwind pour la politique de développement, Canners International Permanent Committee, Center for Environmental and Management Studies, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Ensemble contre la peine de mort, International Human Rights Association of American Minorities, Iraqi Development Organization.

147. Aux 12^e et 13^e séances, le 1^{er} mars 2018, et à la 13^e séance, le 2 mars 2018, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels

148. À la 12^e séance, le 1^{er} mars 2018, la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels, Karima Bennouna, a présenté ses rapports (A/HRC/37/55 et Add.1).

149. À la même séance, le représentant de la Serbie, État concerné, a fait une déclaration.

150. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, le même jour, et à la 13^e séance, le 2 mars 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Équateur, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Géorgie, Iraq, Jordanie⁷ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Pakistan, Pérou, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bolivie (État plurinational de), Djibouti, Fédération de Russie, France, Iran (République islamique d'), Israël, Malaisie, Maroc, Norvège, Saint-Siège ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Asociación Cubana de las Naciones Unidas, Association des citoyens du monde, Association Südwind pour la politique de développement, International Human Rights Association of American Minorities, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement (s'exprimant également au nom de l'Office international de l'enseignement catholique).

151. À la 12^e séance, le 1^{er} mars 2018, et à la 13^e séance, le 2 mars, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction

152. À la 13^e séance, le 2 mars 2018, le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, Ahmed Shaheed, a présenté ses rapports (A/HRC/37/49 et Add.1 et 2).

153. À la même séance, les représentants de l'Albanie et de l'Ouzbékistan, États concernés, ont fait des déclarations.

154. À la même séance également, le Bureau de l'Avocat du peuple de l'Albanie, institution nationale des droits de l'homme, a fait une déclaration (par message vidéo).

155. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, le même jour, et à la 14^e séance, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Angola, Arabie saoudite, Australie, Chine, Cuba, Égypte, Équateur, États-Unis d'Amérique, Hongrie, Iraq, Mexique, Pakistan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Slovaquie, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Canada, Danemark, Érythrée, État de Palestine, Fédération de Russie, France, Grèce, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Libye, Myanmar, Norvège, Pays-Bas, Saint-Siège, Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alliance Defending Freedom, Alsalam Foundation, Article 19 : Centre international contre la censure, Asian Forum for Human Rights and Development, British Humanist Association, Fondation Helsinki pour les droits de l'homme, Minority Rights Group, World Evangelical Alliance.

156. À la 14^e séance, le 2 mars 2018, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition

157. À la 14^e séance, le 2 mars 2018, le Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, Pablo de Greiff, et le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide, Adama Dieng, ont présenté une étude conjointe sur la contribution de la justice de transition à la prévention des violations flagrantes des droits de l'homme, des atteintes patentes à ces droits et des violations graves du droit international humanitaire, y compris du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, et à la prévention de leur répétition (A/HRC/37/65).

158. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, le même jour, et à la 17^e séance, le 5 mars, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial et au Conseiller spécial du Secrétaire général par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Argentine⁷ (s'exprimant également au nom du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Mexique, du Pérou et de l'Uruguay), Australie, Chine, Côte d'Ivoire, Croatie, États-Unis d'Amérique, Iraq, Pays-Bas⁷ (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, du Bangladesh, de la Belgique, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Canada, du Chili, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de l'Union européenne, de la Finlande, de la France, du Ghana, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Italie, du Japon, du Libéria, du Liechtenstein, du Luxembourg, du Mali, du Maroc, du Mexique, du Mozambique, du Nigéria, de la

Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, du Pérou, du Qatar, de la République de Corée, de la République-Unie de Tanzanie, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, de Singapour, de la Slovaquie, de la Slovénie, du Soudan du Sud, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, de l'Union européenne, et de l'Uruguay), Suisse, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Fédération de Russie, France, Grèce, Irlande, Israël, Liechtenstein, Paraguay, Sierra Leone, Uruguay ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur du Comité international de la Croix-Rouge ;

e) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Conseil national des droits de l'homme (Maroc) ;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Asian Legal Resource Centre, Association des citoyens du monde, Association internationale pour l'égalité des femmes, Center for Global Nonkilling, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Commission internationale de juristes, International Human Rights Association of American Minorities.

159. À la 14^e séance, le 2 mars 2018, et à la 17^e séance, le 5 mars, le Rapporteur spécial et le Conseiller spécial du Secrétaire général ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

160. À la 17^e séance, le représentant du Népal a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable

161. À la 17^e séance, le 5 mars 2018, le Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable, John H. Knox, a présenté ses rapports (A/HRC/37/58 et Add.1 et 2).

162. À la même séance, les représentants de la Mongolie et de l'Uruguay, États concernés, ont fait des déclarations.

163. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance également, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Chine, Costa Rica⁷ (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Mexique, du Panama, du Pérou et de l'Uruguay), Cuba, Égypte, Éthiopie, Géorgie, Jordanie⁷ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Népal, Pakistan, Pérou, Philippines, Sénégal, Slovénie, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Azerbaïdjan, Bangladesh, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Costa Rica, État de Palestine, France, Gabon, Grèce, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Malaisie, Maldives, Saint-Vincent-et-les Grenadines (s'exprimant également au nom d'Antigua-et-Barbuda, des Bahamas et d'Haïti), Soudan ;

c) Les observateurs des entités ou institutions spécialisées des Nations Unies ou des organisations apparentées dont la liste suit : Commission économique pour l'Europe, Programme des Nations Unies pour l'environnement ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International, Chant du guépard dans le désert, Conseil indien sud-américain, Earthjustice, Friends World Committee for Consultation, Human Rights Watch (s'exprimant également au nom d'Amnesty International, du Center for International Environmental Law et d'Earthjustice), Make Mothers Matter, Organisation de défense des victimes de la violence, Terre des hommes fédération internationale.

164. À la même séance, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation

165. À la 17^e séance, le 5 mars 2018, la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation, Hilal Elver, a présenté ses rapports (A/HRC/37/61 et Add.1).

166. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Chine, Cuba, Iraq, Jordanie⁷ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Népal, Pakistan, Philippines, Sénégal, Suisse, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bolivie (État plurinational de), Botswana, Burkina Faso, Djibouti, France, Gabon, Haïti, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Madagascar, Malaisie, Maldives, Soudan, Turquie, Viet Nam ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Asian Legal Resource Centre, Conseil indien sud-américain, FIAN International, Franciscans International (s'exprimant également au nom de Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs), de Genève pour les droits de l'homme : formation international et de VIVAT International), International Human Rights Association of American Minorities, World Barua Organization.

167. À la même séance également, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

168. À la même séance, le représentant de l'Indonésie a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée

169. À la 19^e séance, le 6 mars 2018, le Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée, Joe Cannataci, a présenté son rapport (A/HRC/37/62).

170. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Brésil (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Autriche, du Liechtenstein et du Mexique), Chine, Cuba, Égypte, Équateur, États-Unis d'Amérique, Iraq, Japon, Pakistan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bolivie (État plurinational de), Fédération de Russie, France, Honduras, Iran (République islamique d'), Maroc, Paraguay ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Asian Legal Resource Centre, Association pour le progrès des communications, Iraqi Development Organization, Privacy International.

171. À la même séance également, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant

172. À la 19^e séance, le 6 mars 2018, la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant, Maud de Boer-Buquicchio, a présenté ses rapports (A/HRC/37/60 et Add.1).

173. À la même séance, le représentant de la République dominicaine, État concerné, a fait une déclaration.

174. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance également, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Australie, Chine, Cuba, Égypte, Équateur, États-Unis d'Amérique, Iraq, Mexique, Pakistan, Slovaquie, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Fédération de Russie, Grèce, Honduras, Inde, Irlande, Israël, Paraguay, Soudan, Thaïlande ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) L'observateur de l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte ;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alliance Defending Freedom, Asian Legal Resource Centre, Association des citoyens du monde, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII (s'exprimant également au nom de la Compagnie des Filles de la Charité Saint-Vincent-de-Paul, d'Edmund Rice International, du Bureau international catholique de l'enfance, du Mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants, du Volontariat international femmes, de l'éducation, développement, de l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, de La manif pour tous, de Make Mothers Matter et de l'Union mondiale des organisations féminines catholiques), Centre des droits reproductifs (s'exprimant également au nom de Child Rights Connect et de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme), Centre européen pour le droit et la justice, Human Rights Advocates, Human Rights Now, International Buddhist Relief Organisation, Jossour forum des femmes marocaines, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

175. À la même séance, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées

176. À la 21^e séance, le 6 mars 2018, la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, Catalina Devandas-Aguilar, a présenté ses rapports (A/HRC/37/56 et Add.1 et 2).

177. À la même séance, les représentants du Kazakhstan et de la République populaire démocratique de Corée, États concernés, ont fait des déclarations.

178. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 21^e séance également, et à la 23^e séance, le 7 mars, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Australie, Brésil, Chili, Chine, Cuba, Équateur, Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, Hongrie, Jordanie⁸ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Kenya, Mexique (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Chili, du Costa Rica et de l'Uruguay), Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, République de Corée, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Costa Rica, Djibouti, État de Palestine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Inde, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Jordanie, Koweït, Libye, Maldives, Maroc, Monténégro, Myanmar, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Portugal, Singapour, Soudan, Thaïlande, Viet Nam ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action Canada pour la population et le développement, Alsalam Foundation, Association des citoyens du monde, Association Südwind pour la politique de développement, éducation et développement (s'exprimant également au nom de l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco), Mbororo Social and Cultural Development Association, Plan International, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, VAAGDHARA, World Barua Organization.

179. À la 23^e séance, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme

180. À la 21^e séance, le 6 mars 2018, l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme, Ikponwosa Ero, a présenté ses rapports (A/HRC/37/57 et Add.1).

181. À la même séance, le représentant de la République-Unie de Tanzanie, État concerné, a fait une déclaration.

182. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 21^e séance, le même jour, et à la 23^e séance, le 7 mars, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Experte indépendante par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Brésil, Cuba, Égypte, Kenya, Nigéria, Pakistan, Sénégal, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bénin, Djibouti, Fidji, Israël, Portugal, Sierra Leone, Somalie ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

⁸ État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association internationale du barreau, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Fédération luthérienne mondiale, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme.

183. À la 23^e séance, l'Experte indépendante a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

184. À la 21^e séance, le 6 mars 2018, les représentants de la Fédération de Russie, d'Israël et de la République populaire démocratique de Corée ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités

185. À la 36^e séance, le 14 mars 2018, le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités, Fernand de Varennes, a présenté son rapport (A/HRC/37/66).

186. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Brésil (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de la Belgique, du Botswana, du Canada, de la Colombie, de la Côte d'Ivoire, de l'Équateur, des États-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, des Fidji, de la Finlande, de la France, de l'Indonésie, de l'Iraq, de l'Italie, du Japon, du Kenya, du Kirghizistan, de la Lettonie, du Luxembourg, de Madagascar, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Portugal, du Qatar, de la République de Corée, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Suède, de la Thaïlande, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Uruguay et de la Zambie), Chine, Croatie, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Iraq, Mexique, Népal, Pakistan, République démocratique du Congo, Sénégal, Slovénie, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Autriche, Fédération de Russie, Grèce, Monténégro, Myanmar, Roumanie, Soudan ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Organisation de la coopération islamique, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alliance universelle syriaque (s'exprimant au nom de Roads of Success), Alsalam Foundation, Asian Legal Resource Centre, Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, Congrès juif mondial, Minority Rights Group, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme, Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement (s'exprimant au nom de l'Office international de l'enseignement catholique).

187. À la même séance également, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

C. Dialogue avec les représentants spéciaux du Secrétaire général

Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants

188. À la 20^e séance, le 6 mars 2018, la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants, Marta Santos Pais, a présenté son rapport (A/HRC/37/48).

189. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 20^e séance, le même jour, et à la 22^e séance, le 7 mars 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Représentante spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Australie, Belgique, Cuba, Égypte, Équateur, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Iraq, Jordanie⁸ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Nigéria, Pakistan, Sénégal, Slovénie, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Botswana, Djibouti, Estonie, Fédération de Russie, France, Grèce, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Liechtenstein, Lituanie, Malaisie, Maldives, Maroc, Monténégro, Myanmar, Norvège, Portugal, Soudan, Suède, Thaïlande, Uruguay ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

d) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Union européenne ;

e) L'observateur de l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte ;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association Südwind pour la politique de développement, Foundation ECPAT International (s'exprimant également au nom du Bureau international catholique de l'enfance, de Child Rights Connect, et de Stichting War Child), Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Liberation, Make Mothers Matter, Terre des hommes fédération internationale (s'exprimant également au nom de Défense des enfants International, de la Foundation ECPAT International et de Plan International), Organisation mondiale contre la torture.

190. Aux 20^e et 22^e séances, la Représentante spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés

191. À la 20^e séance, le 6 mars 2018, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, Virginia Gamba, a présenté son rapport (A/HRC/37/47).

192. Au cours du dialogue qui a suivi, à la 20^e séance, le même jour, et à la 22^e séance, le 7 mars 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Représentante spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Argentine⁸ (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, de l'Albanie, de l'Andorre, de l'Angola, de l'Arménie, de l'Autriche, de la Belgique, du Botswana, du Brésil, de la Bulgarie, du Burkina Faso, du Canada, du Chili, de Chypre, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, du Danemark, d'El Salvador, de l'Équateur, de l'Espagne, de l'État de Palestine, de la Finlande, de la France, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, de la Jordanie, du Kazakhstan, du Liban, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Malte, du Monténégro, du Nigéria, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, du Paraguay, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, du Qatar, de la Roumanie, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchèque, de l'Uruguay, du Yémen et de la Zambie), Australie, Belgique, Belgique (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, du Canada, du Chili, de la Croatie, de l'Estonie, de la France, du Guatemala, de la Hongrie, de l'Italie, de la Jordanie, du Liechtenstein, du Luxembourg, du Maroc, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchèque, et de l'Uruguay), Chine, Croatie, Cuba, Égypte, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Iraq, Jordanie⁸ (s'exprimant au nom du Groupe des États

arabes), Mexique, Nigéria, Pakistan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Botswana, Canada, Colombie, Djibouti, Estonie, France, Italie, Libye, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Maroc, Myanmar, Portugal, Fédération de Russie, Soudan, Suède, République arabe syrienne, Uruguay, État de Palestine ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

e) L'observateur de l'Ordre souverain militaire hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, de Rhodes et de Malte ;

f) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Al-Khoei Foundation, Asian Legal Resource Centre, Association des citoyens du monde, Association for Defending Victims of Terrorism, Association Südwind pour la politique de développement, Défense des enfants International, Foundation ECPAT International (s'exprimant également au nom du Bureau international catholique de l'enfance, de Child Rights Connect, de Human Rights Now et de Stichting War Child), Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Liberation, Organisation mondiale contre la torture, Plan International.

193. Aux 20^e et 22^e séances, la Représentante spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

194. À la 23^e séance, le 7 mars 2018, les représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

195. À la même séance, les représentants de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ont fait des déclarations au titre de leur deuxième droit de réponse.

D. Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme

196. À la 25^e séance, le 8 mars 2018, conformément à la résolution 26/9 du Conseil des droits de l'homme, l'Ambassadeur et Représentant permanent adjoint de l'Équateur auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Victor Arturo Cabrera Hidalgo, au nom du Président-Rapporteur du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme, chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant, a présenté le rapport sur la troisième session du groupe de travail, tenue du 23 au 27 octobre 2017 (A/HRC/37/67).

E. Débat général sur le point 3 de l'ordre du jour

197. À sa 25^e séance, le 8 mars 2018, et à ses 26^e et 27^e séances, le 9 mars, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur les rapports thématiques au titre des points 2 et 3 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Belgique, Brésil, Bulgarie⁸ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chine, Colombie⁸ (s'exprimant également au nom du Brésil, du Mozambique, du Portugal et de la Thaïlande), Cuba, Chypre⁸ (s'exprimant également au nom de l'Argentine, de l'Éthiopie, de la Grèce, de l'Iraq, de l'Irlande, de l'Italie, du Mali, de la Pologne, de la Serbie et de la Suisse), Équateur (par message vidéo), Égypte, États-Unis d'Amérique, Ghana⁸ (s'exprimant également au nom du Chili, du Danemark, de l'Indonésie et du Maroc), Mexique, Mexique (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, de l'Argentine, du Chili, du Costa Rica, de

l'Équateur, du Honduras, du Népal, du Panama, du Paraguay, du Pérou, du Portugal, de Saint-Marin, de la Turquie et de l'Uruguay), Népal, Nigéria, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de coopération islamique), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Turkménistan⁸ (s'exprimant également au nom du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan), Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bolivie (État plurinational de), État de Palestine, Fédération de Russie, Grèce, Guyana, Iran (République islamique d'), Irlande, Jordanie, Libye, Maldives, Maroc, Mozambique, Namibie, Norvège, Ouganda, Pays-Bas, République-Unie de Tanzanie, Soudan, Thaïlande, Turquie, Uruguay ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : Organisation internationale pour les migrations ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de l'Europe ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Africa culture internationale, Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Agence internationale pour le développement, Al-Khoei Foundation, Alliance Creative Community Project, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amis de la Terre internationale, Asian-Eurasian Human Rights Forum, Asian Legal Resource Centre, Asociación Cubana de las Naciones Unidas, Association américaine des juristes, Association d'entraide médicale Guinée, Association des citoyens du monde, Association internationale des juristes démocrates, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Association internationale pour l'égalité des femmes, Association pour la planification familiale de la République islamique d'Iran, Association pour le progrès des communications (s'exprimant également au nom d'Article 19 : Centre international contre la censure et de Privacy International), Association pour les victimes du monde, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Südwind pour la politique de développement, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, Auspice Stella, Badil Resource Centre for Palestinian Residency and Refugee Rights, British Humanist Association, Cameroon Youths and Students Forum for Peace, Canners International Permanent Committee, Center for Environmental and Management Studies, Center for International Environmental Law, Centre européen pour le droit et la justice, Centre Europe-tiers monde, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Chant du guépard dans le désert, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Comisión Colombiana de Juristas, Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme, Commission internationale de juristes, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Conectas Direitos Humanos, Congrès du monde islamique, Congrès juif mondial, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil indien sud-américain, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Corporate Accountability International, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, FIAN International (s'exprimant également au nom de Corporate Accountability International, de l'Association genevoise pour l'alimentation infantile, du Global Policy Forum et de la Société internationale pour le développement), Fédération internationale des écoles unies, Fondation pour l'enfance, Fondation Maarij pour la paix et le développement, France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, Franciscans International (s'exprimant également au nom de Caritas Internationalis et de la CIDSE), Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social, Fundación Vida – Grupo Ecológico Verde, Global Action on Aging (s'exprimant également au nom du Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies), Graduate Women International, Human Rights Advocates, Human Rights House Foundation, Human Rights Law Centre, Il Cenacolo, Imam Ali's Popular Students Relief Society, Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, Institute for Policy Studies, International Buddhist Relief Organisation, International Career Support Association, International Educational Development,

International Human Rights Association of American Minorities, International-Lawyers.Org, Iraqi Development Organization, Institut iranien des femmes islamiques, Jossour forum des femmes marocaines, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Liberation, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (s'exprimant également au nom des Amis de la Terre international, de l'Association pour les droits des femmes dans le développement, du Center for International Environmental Law, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, du FIAN International, de l'International Women's Rights Action Watch Asia Pacific et du Service international pour les droits de l'homme), Make Mothers Matter, Mbororo Social and Cultural Development Association, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Mouvement international de la réconciliation, Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Nouveaux droits de l'homme, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale, Organisation internationale des employeurs, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Pasumai Thaayagam Foundation, Peace Brigades International Suisse, Prahar, Presse emblème campagne, Prevention Association of Social Harms, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Réseau international des droits humains, Save a Child's Heart, Service international pour les droits de l'homme (s'exprimant également au nom d'Amnesty International), Sikh Human Rights Group, Société chinoise d'étude des droits de l'homme, Société pour les peuples menacés, Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of the Environment, Tourner la page, Union des juristes arabes, Union européenne des relations publiques, Union internationale des femmes musulmanes, Union internationale humaniste et laïque, Union panafricaine de la science et de la technologie, United Nations Watch, VAAGDHARA, Villages Unis, VIVAT International, Women's Human Rights International Association, World Environment and Resources Council, World Evangelical Alliance.

198. À la 27^e séance, le 9 mars 2017, les représentants du Brésil, de la Chine, de l'Inde et du Pakistan ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

F. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Le droit à la vie privée à l'ère du numérique

199. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, le représentant de l'Allemagne a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.10, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne, l'Autriche, le Brésil, le Liechtenstein et le Mexique et pour coauteurs l'Afghanistan, l'Albanie, l'Angola, l'Azerbaïdjan, la Belgique, la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Cameroun, le Chili, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Équateur, l'Érythrée, l'Espagne, l'Estonie, l'État de Palestine, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Fédération de Russie, la Finlande, la France, la Géorgie, le Ghana, la Grèce, Haïti, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Kenya, la Lettonie, la Lituanie, les Maldives, Malte, Monaco, la Mongolie, le Monténégro, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, Saint-Marin, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Tchéquie, la Tunisie, l'Ukraine et l'Uruguay. Le représentant des États-Unis d'Amérique a ensuite retiré son pays de la liste des coauteurs du projet de résolution. L'Argentine, l'Arménie, le Bénin, le Botswana, le Congo, le Costa Rica, Djibouti, El Salvador, le Liban, le Luxembourg, le Mali, la Norvège, le Panama, la République de Corée, la République dominicaine, la Roumanie, le Sénégal, la Serbie, la Sierra Leone, le Timor-Leste et le Togo se sont joints ultérieurement aux auteurs.

200. À la même séance, le représentant de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme), a fait une observation générale sur le projet de résolution.

201. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

202. À la 53^e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/2).

Intégrité de l'appareil judiciaire

203. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, le représentant de la Fédération de Russie a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.11/Rev.1, qui avait pour auteur principal la Fédération de Russie et pour coauteurs le Bélarus, la Chine, Cuba, les Émirats arabes unis, l'Éthiopie, la République arabe syrienne et le Venezuela (république bolivarienne du). Bahreïn, la Bolivie (État plurinational de), le Brésil, l'Iran (République islamique d'), le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Nicaragua, la Serbie, la Sierra Leone, la République dominicaine, les Philippines et le Tadjikistan se sont joints ultérieurement aux auteurs.

204. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une observation générale sur le projet de résolution.

205. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

206. À la 53^e séance, le représentant de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote sur le projet de résolution.

207. À la même séance, à la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Angola, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Kenya, Kirghizistan, Mexique, Népal, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Rwanda, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique, Géorgie.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Croatie, Espagne, Hongrie, Iraq, Japon, Mongolie, Nigéria, Qatar, République démocratique du Congo, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Ukraine.

208. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution par 23 voix contre 2, avec 22 abstentions (résolution 37/3).

Le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant et le droit à la non-discrimination à cet égard

209. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, le représentant de l'Allemagne a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.12, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne, le Brésil, la Finlande et la Namibie, et pour coauteurs l'Albanie, l'Andorre, l'Angola, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, le Chili, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la France, la Géorgie, Haïti, le Honduras, l'Islande, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, le Monténégro, le Paraguay, les Pays-Bas, les Philippines, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Suède, la Thaïlande, la Turquie, l'Ukraine et l'Uruguay. L'Algérie, le Bélarus, le Bénin, le Congo, le Costa Rica, l'Égypte, El Salvador, la Grèce, l'Indonésie, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, le Panama, la République de Corée, la République dominicaine, le Sénégal, la Slovénie, la Suisse et la Tchéquie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

210. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

211. À la 53^e séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote sur le projet de résolution.

212. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/4).

Mandat de l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme

213. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, le représentant du Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.13, qui avait pour auteur principal le Togo (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique) et pour coauteurs l'Allemagne, la Belgique, la Bulgarie, le Chili, Chypre, la France, la Grèce, Haïti, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie et la Turquie. L'Andorre, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Croatie, El Salvador, les Fidji, la Hongrie, le Japon, la Lituanie, Malte, le Monténégro, la Norvège, le Panama, la République dominicaine, la Tchéquie et l'Uruguay se sont joints ultérieurement aux auteurs.

214. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

215. À la 53^e séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote sur le projet de résolution.

216. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/5).

Le rôle d'une bonne gouvernance dans la promotion et la protection des droits de l'homme

217. À la 53^e séance, le 2 mars 2018, le représentant de la Pologne a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.15, qui avait pour auteurs principaux l'Afrique du Sud, l'Australie, le Chili, la Pologne et la République de Corée, et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Canada, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, Haïti, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Maroc, le Mexique, le Monténégro, le Nigéria, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, le Portugal, la République de Moldova, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Tunisie, la Turquie, l'Ukraine et l'Uruguay. L'Argentine, le Brésil, le Costa Rica, les Émirats arabes unis, les Fidji, le Guatemala, l'Indonésie, l'Iraq, le Japon, le Kazakhstan, les Maldives, la Mongolie, le Népal, la Norvège, le Panama, le Qatar, la République dominicaine, Sri Lanka et le Togo (agissant au nom du Groupe d'États d'Afrique) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

218. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

219. À la 53^e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/6).

Promotion des droits de l'homme et des objectifs de développement durable par la prestation de services publics transparents, responsables et efficaces

220. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, les représentants de l'Azerbaïdjan et du Kenya ont présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.16, qui avait pour auteurs l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kenya, la Thaïlande et la Turquie, et pour coauteurs l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, le Chili, l'Équateur, l'Espagne, les Maldives, le Népal, les Philippines, le Portugal, la République de Moldova, le Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) la Turquie et l'Uruguay. L'Australie, les Bahamas, Bahreïn, le Bangladesh, le Bélarus, la Bolivie (État plurinational de), les Émirats arabes unis, la Hongrie, l'Indonésie, l'Iraq, le Japon, le Kazakhstan, la Malaisie, la Mongolie, le Pakistan, le Panama, le Qatar, la République dominicaine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Ouzbékistan, la Serbie, Sri Lanka et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

221. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote sur le projet de résolution.

222. À la même séance également, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/7).

Droits de l'homme et environnement

223. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, les représentants du Costa Rica et de la Suisse ont présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.19, qui avait pour auteurs principaux le Costa Rica, les Maldives, le Maroc, la Slovénie et la Suisse, et pour coauteurs l'Andorre, l'Angola, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Équateur, l'Espagne, l'État de Palestine, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, la Grèce, Haïti, le Honduras, l'Irlande, l'Islande, la Lettonie, le Liechtenstein, le Luxembourg, Malte, le Mexique, Monaco, le Monténégro, le Pakistan, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, la Roumanie, la Serbie, la Slovaquie, l'Ukraine et l'Uruguay. L'Algérie, l'Allemagne, le Bénin, la Bolivie (État plurinational de), le Botswana, le Congo, El Salvador, l'Estonie, le Gabon, la Hongrie, l'Italie, la Lituanie, Madagascar, le Népal, le Niger, la Norvège, le Panama, la République dominicaine, la République de Corée, Saint-Marin, le Sénégal, la Sierra Leone, la Suède, la Tchéquie et la Tunisie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

224. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

225. À la 53^e séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote sur le projet de résolution.

226. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/8).

Liberté de religion ou de conviction

227. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, le représentant de la Bulgarie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne) a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.20, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède et la Tchéquie, et pour coauteurs l'Albanie, l'Andorre, l'Angola, l'Arménie, l'Australie, la Bosnie-Herzégovine, le Canada, le Chili, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Géorgie, le Honduras, l'Islande, Israël, le Japon, le Liechtenstein, le Mexique, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la République de Corée, la République de Moldova, la Serbie, la Suisse, la Turquie, l'Ukraine et l'Uruguay. L'Argentine, le Brésil, le Costa Rica, le Guatemala, Saint-Marin, la Sierra Leone, Sri Lanka et la Thaïlande se sont joints ultérieurement aux auteurs.

228. À la même séance, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/9).

Le droit à l'alimentation

229. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, le représentant de Cuba a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.21, qui a vait pour auteur principal Cuba et pour coauteurs l'Algérie, l'Angola, la Bolivie (État plurinational de), la Chine, l'Égypte, l'Érythrée, l'État de Palestine, Haïti, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, le Portugal, la République arabe syrienne, la Turquie et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Afrique du Sud, l'Andorre, l'Australie, l'Autriche, le Bélarus, le Bénin, la Bosnie-Herzégovine, Chypre, El Salvador, l'Équateur, l'Espagne, l'Éthiopie, le Guyana, la Hongrie, l'Indonésie, le Japon, la Jordanie (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), la Malaisie, les Maldives, Monaco, le Népal, le Niger, les Philippines, la République populaire démocratique de Corée, le Sénégal, la Sierra Leone, la Slovénie, la Suisse, la Thaïlande et le Viet Nam se sont joints ultérieurement aux auteurs.

230. À la même séance, le représentant de la Suisse a fait une observation générale sur le projet de résolution.

231. À la même séance également, les représentants des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution.

232. À la même séance, à la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Éthiopie, Géorgie, Hongrie, Iraq, Japon, Kenya, Kirghizistan, Mexique, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique.

233. À la même séance également, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution par 46 voix contre une, avec zéro abstention (résolution 37/10).

Effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels

234. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, le représentant de Cuba a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.22, qui a vait pour auteur principal Cuba et pour coauteurs l'Algérie, la Bolivie (État plurinational de), la Chine, l'Égypte, l'Érythrée, l'État de Palestine, la République arabe syrienne et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Afrique du Sud, l'Angola, le Bélarus, le Botswana, l'Équateur, l'Éthiopie, la Grèce, l'Indonésie, la Jordanie (agissant au nom du Groupe des États arabes), le Niger, les Philippines, la République populaire démocratique de Corée, le Sénégal, l'Uruguay et le Viet Nam se sont joints ultérieurement aux auteurs.

235. À la même séance, les représentants du Brésil et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution.

236. À la même séance également, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Japon, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Mexique, Panama, Pérou.

237. À la même séance, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution par 27 voix contre 16, avec 4 abstentions (résolution 37/11).

Mandat de la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels

238. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, le représentant de Cuba a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.23, qui avait pour auteur principal Cuba et pour coauteurs l'Algérie, l'Angola, la Bolivie (État plurinational de), le Chili, la Chine, l'Égypte, l'Équateur, l'Érythrée, l'Espagne, l'État de Palestine, Haïti, le Honduras, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, la République arabe syrienne et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Afrique du Sud, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, le Botswana, le Canada, Chypre, El Salvador, l'Éthiopie, la Grèce, le Guatemala, l'Indonésie, l'Italie, la Jordanie (agissant au nom du Groupe des États arabes), la Malaisie, les Maldives, le Pakistan, le Panama, la Sierra Leone, Sri Lanka, la Suisse, la Thaïlande et le Viet Nam se sont joints ultérieurement aux auteurs.

239. À la même séance, le représentant de Cuba a révisé oralement le projet de résolution.

240. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

241. À la 53^e séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote sur le projet de résolution révisé oralement.

242. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution oralement révisé, sans le mettre aux voix (résolution 37/12).

Question de la réalisation, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels

243. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, le représentant du Portugal a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.24, qui avait pour auteur principal le Portugal et pour coauteurs l'Allemagne, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Belgique, la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la Bulgarie, le Chili, Chypre, le Danemark, l'Équateur, l'Espagne, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, Haïti, l'Italie, la Lettonie, le Luxembourg, les Maldives, Malte, le Mexique, le Monténégro, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la République de Moldova, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Thaïlande et l'Ukraine. L'Algérie, l'Angola, l'Argentine, l'Arménie, le Bénin, le Canada, la Chine, le Costa Rica, la Croatie, l'Égypte, El Salvador, l'Estonie, l'Éthiopie, les Fidji, la Grèce, le Honduras, l'Indonésie, l'Irlande, le Japon, la Lituanie, la Mongolie, la Norvège, le Pakistan, le Panama, le Sénégal, la Sierra Leone, la Suède, la Suisse, la Tchèque, le Timor-Leste, l'Uruguay et le Viet Nam se sont joints ultérieurement aux auteurs.

244. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote sur le projet de résolution. Dans sa déclaration, il a dissocié son pays du consensus sur le cinquième alinéa du préambule du projet de résolution.

245. À la même séance également, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/13).

Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques

246. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, le représentant de l'Autriche a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.25, qui avait pour auteurs principaux l'Autriche, le Mexique et la Slovaquie, et pour coauteurs l'Allemagne, l'Arménie, l'Australie, la Bosnie-Herzégovine, le Canada, le Chili, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la Finlande, la Géorgie, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, le Luxembourg, Malte, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, la Pologne, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Serbie, la Slovaquie, la Tchéquie, l'Ukraine et l'Uruguay. Le Bénin, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Grèce, le Guatemala, le Japon, la Lituanie, le Panama, la République de Corée, la Sierra Leone, la Suède et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

247. À la même séance, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/14).

Réunion-débat intersessions de haut niveau célébrant le centenaire de la naissance de Nelson Mandela

248. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, le représentant du Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.26, qui avait pour auteur principal le Togo (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique) et pour coauteurs l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Chili, Chypre, la Croatie, Cuba, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, Haïti, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, les Maldives, Malte, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovaquie, la Suède, la Tchéquie, la Turquie et l'Uruguay. L'Arménie, l'Australie, l'Azerbaïdjan, la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, le Costa Rica, les États-Unis d'Amérique, les Fidji, la Hongrie, l'Indonésie, le Japon, Monaco, la Mongolie, le Monténégro, le Népal, la Norvège, le Pakistan, la Roumanie, le Sénégal, Sri Lanka, la Suisse, la Thaïlande et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

249. À la même séance, les représentants de l'Afrique du Sud, de la Belgique et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) a fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

250. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

251. À la 53^e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/15).

Droit au travail

252. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, les représentants de l'Égypte et de la Grèce ont présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.28, qui avait pour auteurs principaux l'Égypte, la Grèce, l'Indonésie, le Mexique et la Roumanie, et pour coauteurs l'Afghanistan, l'Allemagne, l'Argentine, l'Azerbaïdjan, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Chine, Chypre, Cuba, l'Équateur, l'Espagne, l'État de Palestine, la Fédération de Russie, la France, la Géorgie, le Liban, le Luxembourg, le Monténégro, le Pakistan, le Paraguay,

les Philippines, le Portugal, la République arabe syrienne, la République de Moldova, la Serbie, la Slovaquie, la Thaïlande, Togo (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique) et le Yémen. L'Australie, le Bélarus, la Bolivie (État plurinational de), le Canada, El Salvador, les Fidji, la Finlande, le Guatemala, l'Italie, les Maldives, le Panama, la Pologne, Saint-Marin, Sri Lanka, la Turquie et le Viet Nam se sont joints ultérieurement aux auteurs.

253. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

254. À la 53^e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/16).

Droits culturels et protection du patrimoine culturel

255. À la 53^e séance, le 22 mars 2018, le représentant de Chypre a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.30, qui avait pour auteurs principaux l'Argentine, Chypre, l'Éthiopie, la Grèce, l'Iraq, l'Irlande, l'Italie, le Mali, la Pologne, la Serbie et la Suisse, et pour coauteurs l'Afghanistan, l'Allemagne, l'Andorre, l'Arménie, l'Australie, la Belgique, la Bolivie (État plurinational de), la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, la Croatie, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Géorgie, le Honduras, le Liban, le Luxembourg, Malte, le Mexique, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, le Pérou, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovaquie, la Suède et l'Ukraine. L'Albanie, l'Angola, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, le Bénin, le Botswana, le Burundi, le Canada, la Colombie, le Congo, le Danemark, El Salvador, l'Équateur, l'Espagne, l'État de Palestine, les Fidji, le Ghana, le Guatemala, Haïti, la Hongrie, le Japon, le Kazakhstan, la Malaisie, la Mongolie, le Niger, le Pakistan, le Panama, les Pays-Bas, le Qatar, la République de Corée, Saint-Marin, le Sénégal, la Sierra Leone, le Soudan, le Soudan du Sud, Sri Lanka, la Thaïlande, le Timor-Leste et la Tunisie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

256. À la même séance, les représentants des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

257. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

258. À la 53^e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/17).

Promotion des droits de l'homme par le sport et l'idéal olympique

259. À la 54^e séance, le 23 mars 2018, le représentant de la Grèce a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.31, qui avait pour auteurs principaux le Brésil, la Chine, Chypre, le Congo, la Fédération de Russie, la Grèce, le Japon, le Liban, le Maroc et la République de Corée, et pour coauteurs l'Afghanistan, l'Algérie, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, la Croatie, l'Espagne, l'État de Palestine, les États-Unis d'Amérique, la France, Haïti, l'Irlande, Israël, l'Italie, la Lettonie, le Luxembourg, les Maldives, Malte, Monaco, le Monténégro, les Philippines, la Pologne, le Qatar, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovaquie, le Soudan, la Suisse, la Tunisie et le Turkménistan. L'Argentine, l'Arménie, le Bahreïn, le Bélarus, le Bénin, la Bolivie (État plurinational de), le Botswana, le Costa Rica, Cuba, Djibouti, l'Égypte, El Salvador, les Émirats arabes unis, l'Équateur, la Finlande, le Gabon, le Guatemala, la Hongrie, le Kazakhstan, le Pakistan, le Panama, le Portugal, la République dominicaine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, la Sierra Leone, Sri Lanka et la Thaïlande, se sont joints ultérieurement aux auteurs.

260. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une observation générale sur le projet de résolution.

261. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

262. À la 54^e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/18).

Les effets négatifs de la corruption sur le droit de ne pas être soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

263. À la 54^e séance, le 23 mars 2018, le représentant du Danemark a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.32, qui avait pour auteur principal le Danemark et pour coauteurs l'Allemagne, l'Andorre, l'Arménie, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Canada, le Chili, Chypre, la Croatie, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, l'Uruguay, la Finlande, la France, la Géorgie, le Ghana, la Grèce, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, les Maldives, Malte, le Maroc, le Mexique, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, la Tchéquie, la Turquie et l'Ukraine. Le représentant des Philippines a ensuite retiré son pays de la liste des coauteurs du projet de résolution. L'Albanie, l'Algérie, l'Angola, l'Argentine, le Bénin, le Costa Rica, l'Égypte, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Tunisie, le Guatemala, le Japon, le Panama, le Qatar, la République de Corée, la République dominicaine, Saint-Marin et le Sénégal, se sont joints ultérieurement aux auteurs.

264. À la même séance, les représentants de la Belgique, de l'Égypte, de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) et le Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

265. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

266. À la 54^e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/19).

Droits de l'enfant : Protection des droits de l'enfant dans les situations de crise humanitaire

267. À la 54^e séance, le 23 mars 2018, les représentants de la Bulgarie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne) et de l'Uruguay (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes) ont présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.33, qui avait pour auteurs principaux l'Allemagne, l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie (État plurinational de), le Brésil, la Bulgarie, le Chili, Chypre, la Colombie, le Costa Rica, la Croatie, Cuba, le Danemark, El Salvador, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, Haïti, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Tchéquie, l'Uruguay et le Venezuela (République bolivarienne du), et pour coauteurs l'Andorre, l'Angola, l'Australie, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, le Liechtenstein, Monaco, le Monténégro, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la République de Moldova, la Serbie, la Suisse, la Thaïlande, la Turquie et l'Ukraine. L'Albanie, l'Algérie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bénin, le Botswana, le Canada, l'Égypte, l'État de Palestine, le Guatemala, le Japon, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Norvège, Saint-Marin, le Sénégal et la Sierra Leone se sont joints ultérieurement aux auteurs.

268. À la même séance, le représentant de la Bulgarie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) a révisé oralement le projet de résolution.

269. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

270. À la 54^e séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote sur le projet de résolution révisé oralement. Dans sa déclaration, il a dissocié son pays du consensus sur le onzième alinéa du préambule et le paragraphe 7 du projet de résolution révisé oralement.

271. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution oralement révisé, sans le mettre aux voix (résolution 37/20).

Les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales

272. À la 54^e séance, le 23 mars 2018, le représentant de la République bolivarienne du Venezuela (s'exprimant au nom du Mouvement des pays non alignés) a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.34, qui avait pour auteur la République bolivarienne du Venezuela (agissant au nom du Mouvement des pays non alignés). Le Togo (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique) s'est joint ultérieurement aux auteurs.

273. À la même séance, le représentant de Cuba a fait une observation générale sur le projet de résolution.

274. À la même séance également, les représentants de l'Australie, du Brésil, des États-Unis d'Amérique, du Mexique et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution.

275. À la même séance, à la demande du représentant de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil), le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Allemagne, Australie, Belgique, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Japon, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovaquie, Slovaquie, Suisse, Ukraine.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Brésil, Mexique.

276. Le Conseil a adopté le projet de résolution par 28 voix contre 15, avec 3 abstentions (résolution 37/21)⁹.

Égalité et non-discrimination pour les personnes handicapées et droit des personnes handicapées d'avoir accès à la justice

277. À la 54^e séance, le 23 mars 2018, le représentant du Mexique (s'exprimant également au nom de la Nouvelle-Zélande) a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.35, qui avait pour auteurs principaux le Mexique et la Nouvelle-Zélande, et pour coauteurs l'Allemagne, l'Andorre, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Chili, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la Géorgie, Haïti, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Maldives, Monaco, le Monténégro, le Paraguay, le Portugal, la République de Moldova, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Suède, la Suisse, la Thaïlande, la Turquie, l'Ukraine et l'Uruguay. L'Algérie, l'Angola, l'Azerbaïdjan, le Bahreïn, le Brésil, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Grèce, le Guatemala, l'Indonésie, le Japon, le Népal, le Panama, les Pays-Bas, le Pérou, les Philippines,

⁹ La délégation panaméenne n'a pas pris part au vote.

la République de Corée, Saint-Marin, le Sénégal, la Sierra Leone et la Tchéquie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

278. À la même séance, le représentant du Mexique a révisé oralement le projet de résolution.

279. À la même séance également, les représentants de l'Égypte et de la Hongrie ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution révisé oralement.

280. À la même séance, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution oralement révisé, sans le mettre aux voix (résolution 37/22).

Promotion d'une coopération mutuellement avantageuse dans le domaine des droits de l'homme

281. À la 54^e séance, le 23 mars 2018, le représentant de la Chine a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.36, qui avait pour auteur principal la Chine et pour coauteurs l'Angola, le Bélarus, la Bolivie (État plurinational de), le Burundi, le Cambodge, Cuba, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Érythrée, les Maldives, le Maroc, le Myanmar, le Pakistan, la République arabe syrienne, le Soudan, la Thaïlande, le Venezuela (République bolivarienne du) et le Zimbabwe. L'Algérie, l'Azerbaïdjan, Bahreïn, le Bénin, le Congo, Djibouti, la Fédération de Russie, l'Indonésie, la Libye, la Malaisie, le Mozambique, la Namibie, la République démocratique du Congo, le Sénégal, la Sierra Leone, le Soudan, le Soudan du Sud et le Yémen se sont joints ultérieurement aux auteurs.

282. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution avait été révisé oralement.

283. À la même séance également, les représentants de l'Afrique du Sud, de Cuba, de l'Égypte, des États-Unis d'Amérique, du Pakistan et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution révisé oralement.

284. À la même séance, les représentants de l'Australie, du Japon, du Mexique, de la Mongolie, de la République de Corée, de la Slovaquie (agissant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil) et de la Suisse ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution révisé oralement.

285. À la même séance également, à la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution révisé oralement a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mexique, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Panama, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Allemagne, Australie, Belgique, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Japon, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

286. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution oralement révisé par 28 voix contre 1, avec 17 abstentions (résolution 37/23)¹⁰.

¹⁰ La délégation tunisienne n'a pas pris part au vote.

Promotion et protection des droits de l'homme et mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

287. À la 54^e séance, le 23 mars 2018, les représentants du Chili et du Danemark ont présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.37, qui avait pour auteurs principaux l'Azerbaïdjan, le Brésil, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Équateur, les Fidji, le Luxembourg, le Portugal, le Rwanda, la Sierra Leone, la Thaïlande et l'Uruguay, et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Angola, l'Australie, la Bulgarie, Chypre, l'Espagne, la Finlande, la France, le Ghana, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Kenya, la Lituanie, Madagascar, la Nouvelle-Zélande, le Paraguay, les Pays-Bas, la République démocratique du Congo, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Sénégal, la Suède, le Togo et la Turquie. L'Argentine, l'Autriche, Bahreïn, la Belgique, le Bénin, le Congo, le Costa Rica, les Émirats arabes unis, l'Estonie, le Gabon, la Géorgie, la Grèce, Haïti, l'Indonésie, le Japon, la Lettonie, les Maldives, le Mali, Malte, la Mongolie, le Mozambique, la Norvège, l'Ouganda, le Pakistan, le Panama, le Pérou, la République dominicaine, la Roumanie, la Slovaquie, le Soudan du Sud, la Tchèque, le Timor-Leste, l'Ukraine et la Zambie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

288. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

289. À la 54^e séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote sur le projet de résolution.

290. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/24).

La nécessité d'adopter une approche intégrée de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en vue de la pleine réalisation des droits de l'homme, en mettant l'accent sur l'ensemble des moyens de mise en œuvre

291. À la 54^e séance, le 23 mars 2018, le représentant de l'Afrique du Sud a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.42, qui avait pour auteurs principaux l'Afrique du Sud, l'Algérie, Cuba et le Pakistan, et pour coauteurs l'Angola, l'Azerbaïdjan et les Maldives. Le Bénin, la Bolivie (État plurinational de), la Chine, le Costa Rica, les Émirats arabes unis, l'Indonésie, l'Iraq, le Kenya, la Mongolie, le Népal, la République dominicaine, la Sierra Leone, le Soudan, Sri Lanka, le Swaziland, la Thaïlande, la Turquie, le Venezuela (République bolivarienne du) et le Viet Nam se sont joints ultérieurement aux auteurs.

292. À la même séance, le représentant de l'Afrique du Sud a révisé oralement le projet de résolution.

293. À la même séance également, le représentant de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) a fait une observation générale au sujet du projet de résolution révisé oralement.

294. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote sur le projet de résolution révisé oralement. Dans sa déclaration, il a dissocié son pays du consensus sur le neuvième alinéa du préambule et le paragraphe 4 du projet de résolution révisé oralement.

295. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution oralement révisé, sans le mettre aux voix (résolution 37/25).

Prévention du génocide

296. À la 54^e séance, le 23 mars 2018, le représentant de l'Arménie a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.44, qui avait pour auteur principal l'Arménie et pour coauteurs l'Allemagne, l'Australie, Chypre, les États-Unis d'Amérique, la France, la Grèce, Haïti, Malte, le Paraguay, les Pays-Bas, la Serbie, la Slovaquie, l'Ukraine et l'Uruguay. Le représentant des États-Unis d'Amérique a ensuite retiré son pays de la liste des coauteurs du projet de résolution. L'Albanie, l'Andorre, l'Angola, l'Argentine, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Chili, le Costa Rica,

la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, le Guatemala, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, le Mali, le Mexique, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, l'Ouganda, le Panama, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la République centrafricaine, la République dominicaine, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Rwanda, Saint-Marin, la Sierra Leone, la Slovaquie, la Suède, la Suisse, la Tchéquie, le Timor-Leste et la Zambie se sont joints ultérieurement aux auteurs.

297. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution a été révisé oralement.

298. À la même séance également, les représentants de l'Allemagne, de l'Australie, de la Belgique, du Chili, de Cuba, des États-Unis d'Amérique, du Panama, du Rwanda, de la Slovaquie (au nom des États membres de l'Union européenne qui sont membres du Conseil des droits de l'homme), et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution révisé oralement.

299. À la même séance, à la demande du représentant de Cuba, le vingt-deuxième alinéa du préambule et le paragraphe 16 du projet de résolution révisé oralement ont fait l'objet d'un vote enregistré distinct. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Mongolie, Népal, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

Ont voté contre :

Arabie saoudite, Burundi, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Kirghizistan, Pakistan, Venezuela (République bolivarienne du).

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Chine, Côte d'Ivoire, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Nigéria, Philippines, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo, Tunisie.

300. À la même séance également, le Conseil a conservé le vingt-deuxième alinéa du préambule et le paragraphe 16 du projet de résolution révisé oralement, par 24 voix contre 8, avec 15 abstentions.

301. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

302. À la 54^e séance, les représentants de Cuba, des États-Unis d'Amérique, du Kirghizistan, du Pakistan et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution révisé oralement. Dans sa déclaration, le représentant de Cuba a dissocié son pays du consensus sur le vingt-deuxième alinéa du préambule et sur les paragraphes 16 et 24 du projet de résolution révisé oralement. Dans leurs déclarations, les représentants du Pakistan et du Venezuela (République bolivarienne du) ont dissocié leurs pays respectifs du consensus sur le vingt-deuxième alinéa du préambule et sur le paragraphe 16 du projet de résolution révisé oralement. Dans sa déclaration, le représentant du Kirghizistan a dissocié son pays du consensus sur les onzième et vingt-deuxième alinéas du préambule et sur les paragraphes 16 et 24 du projet de résolution révisé oralement.

303. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution oralement révisé, sans le mettre aux voix (résolution 37/26).

304. À la 56^e séance, le 23 mars 2018, le représentant de l'Égypte a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote et formulé des observations générales sur tous les projets de texte adoptés au titre du point 3 de l'ordre du jour. Dans sa déclaration, il a dissocié cet État membre du consensus sur le vingt-deuxième alinéa du préambule et sur le paragraphe 16 du projet de résolution révisé oralement.

Terrorisme et droits de l'homme

305. À la 54^e séance, le 23 mars 2018, les représentants de l'Égypte et du Mexique ont présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.50/Rev.1, qui avait pour auteurs principaux l'Égypte et le Mexique, et pour coauteurs l'Algérie, l'Allemagne, l'Andorre, l'Arabie saoudite, l'Autriche, Bahreïn, la Belgique, Chypre, la Croatie, le Danemark, les Émirats arabes unis, l'Espagne, la Finlande, la Grèce, l'Irlande, le Japon, la Jordanie, le Liechtenstein, le Luxembourg, Malte, le Maroc, Monaco, le Nigéria, le Paraguay, les Pays-Bas, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède et l'Uruguay. L'Australie, l'Azerbaïdjan, le Bangladesh, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, la Bulgarie, le Canada, l'Estonie, la France, la Géorgie, la Hongrie, Israël, l'Italie, la Jordanie (agissant au nom du Groupe des États arabes), la Lettonie, la Lituanie, le Monténégro, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suisse, la Tchéquie et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

306. À la même séance, le représentant de l'Afrique du Sud a présenté l'amendement A/HRC/37/L.63 au projet de résolution.

307. L'amendement A/HRC/37/L.63 avait pour auteur l'Afrique du Sud.

308. À la 54^e séance, les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, du Pakistan et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des observations générales sur le projet de résolution et sur la proposition d'amendement.

309. À la même séance, le Conseil s'est prononcé sur l'amendement A/HRC/37/L.63 au projet de résolution.

310. À la même séance également, le représentant du Mexique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/37/L.63.

311. À la même séance, à la demande du représentant du Mexique, l'amendement A/HRC/37/L.63 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Cuba, Équateur, Kenya, Pakistan, Qatar.

Ont voté contre :

Afghanistan, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Chili, Croatie, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Géorgie, Hongrie, Japon, Kirghizistan, Mexique, Népal, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

Se sont abstenus :

Angola, Brésil, Burundi, Chine, Côte d'Ivoire, Iraq, Mongolie, Nigéria, Philippines, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo, Tunisie.

312. À la même séance également, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/37/L.63 par 26 voix contre 6, avec 14 abstentions¹¹.

313. À la 54^e séance, les représentants de l'Afrique du Sud et des États-Unis d'Amérique ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution.

314. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/27).

¹¹ La délégation de la République bolivarienne du Venezuela n'a pas pris part au vote.

Contribution à la mise en œuvre de l'engagement commun à aborder et combattre efficacement le problème mondial de la drogue en tenant compte des droits de l'homme

315. À la 56^e séance, le 23 mars 2018, les représentants de la Colombie et de la Suisse ont présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.41, qui avait pour auteurs principaux l'Albanie, le Brésil, la Colombie, la Grèce, le Guatemala, le Mexique, le Paraguay, le Portugal, la Suisse et l'Uruguay, et pour coauteurs l'Australie, Chypre, l'Équateur, l'Espagne, la France, Haïti, le Honduras, l'Islande, Israël, le Liechtenstein, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la République de Moldova et la Turquie. L'Allemagne, l'Angola, l'Argentine, les Bahamas, le Bénin, le Costa Rica, la Finlande, le Guyana, la Hongrie, l'Italie, le Panama, la République dominicaine, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Sierra Leone et la Thaïlande se sont joints ultérieurement aux auteurs.

316. À la même séance, le représentant de la Suisse a révisé oralement le projet de résolution.

317. À la même séance également, le représentant de Cuba a présenté l'amendement A/HRC/37/L.58 au projet de résolution révisé oralement.

318. À la même séance, le représentant de la Fédération de Russie a présenté l'amendement A/HRC/37/L.59 au projet de résolution révisé oralement.

319. À la même séance également, le représentant des Philippines a présenté l'amendement A/HRC/37/L.61 au projet de résolution révisé oralement.

320. À la même séance, le représentant de l'Égypte a présenté l'amendement A/HRC/37/L.62 au projet de résolution révisé oralement.

321. L'amendement A/HRC/37/L.58 avait pour auteur principal Cuba et pour coauteurs l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Fédération de Russie, le Pakistan, les Philippines et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Indonésie, l'Iran (République islamique d'), Singapour et le Viet Nam se sont joints ultérieurement aux auteurs. L'amendement A/HRC/37/L.59 avait pour auteur principal la Fédération de Russie et pour coauteurs Cuba, l'Égypte, le Pakistan, les Philippines et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Indonésie et l'Iran (République islamique d') se sont joints ultérieurement aux auteurs. L'amendement A/HRC/37/L.61 avait pour auteur principal les Philippines et pour coauteurs l'Afrique du Sud, Cuba, l'Égypte, la Fédération de Russie et le Pakistan. Le Cambodge, l'Indonésie, l'Iran (République islamique d'), le Myanmar, Singapour, le Venezuela (République bolivarienne du) et le Viet Nam se sont joints ultérieurement aux auteurs. L'amendement A/HRC/37/L.62 avait pour auteur principal l'Égypte et pour coauteurs l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, Cuba, les Émirats arabes unis, la Fédération de Russie, le Pakistan, les Philippines, et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Iran (République islamique d'), Singapour et le Viet Nam se sont joints ultérieurement aux auteurs.

322. À la 56^e séance, la Fédération de Russie a retiré l'amendement A/HRC/37/L.59 au projet de résolution révisé oralement.

323. À la même séance, le représentant de l'Australie a fait une observation générale sur le projet de résolution révisé oralement et sur les propositions d'amendement.

324. À la même séance également, le Conseil s'est prononcé sur l'amendement A/HRC/37/L.58 au projet de résolution révisé oralement.

325. À la même séance, le représentant du Mexique a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/37/L.58.

326. À la même séance également, à la demande du représentant du Mexique, l'amendement A/HRC/37/L.58 a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Mexique, Panama, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Angola, Chili, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Japon, Mongolie, Népal, Pérou, République de Corée, Rwanda, Sénégal, Togo.

327. À la même séance, le Conseil a adopté l'amendement A/HRC/37/L.58 par 17 voix contre 15, avec 15 abstentions.

328. À la 56^e séance, le Conseil s'est prononcé sur l'amendement A/HRC/37/L.61 au projet de résolution révisé et modifié oralement.

329. À la même séance, les représentants du Mexique et de la Suisse ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/37/L.61.

330. À la même séance également, à la demande du représentant du Mexique, l'amendement A/HRC/37/L.61 fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Kenya, Nigéria, Pakistan, Philippines, Qatar, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Espagne, Géorgie, Hongrie, Kirghizistan, Mexique, Panama, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Angola, Côte d'Ivoire, Équateur, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Japon, Mongolie, Népal, Pérou, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo.

331. À la même séance, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/37/L.61 par 18 voix contre 15, avec 14 abstentions.

332. À la 56^e séance, le Conseil s'est prononcé sur l'amendement A/HRC/37/L.62 au projet de résolution révisé et modifié oralement.

333. À la même séance, les représentants du Mexique, du Panama et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant l'amendement A/HRC/37/L.62.

334. À la même séance également, à la demande du représentant du Mexique, l'amendement A/HRC/37/L.62 fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afrique du Sud, Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Kenya, Nigéria, Pakistan, Philippines, République démocratique du Congo, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Allemagne, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Équateur, Espagne, Géorgie, Hongrie, Kirghizistan, Mexique, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Angola, Côte d'Ivoire, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Japon, Mongolie, Népal, Qatar, Rwanda, Sénégal, Togo.

335. À la même séance, le Conseil a rejeté l'amendement A/HRC/37/L.62 par 20 voix contre 15, avec 12 abstentions.

336. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

337. À la 56^e séance, les représentants de l'Égypte (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de Cuba, des Émirats arabes unis, de la Fédération de Russie, du Pakistan, des Philippines et de Singapour), des États-Unis d'Amérique, du Mexique, du Pakistan, du Panama, du Pérou, des Philippines et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution A/HRC/37/L.41 révisé et modifié oralement.

338. À la même séance, à la demande du représentant de l'Égypte, le projet de résolution révisé et modifié oralement a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Allemagne, Angola, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Japon, Kirghizistan, Mexique, Mongolie, Népal, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

Ont voté contre :

Arabie saoudite, Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Pakistan, Philippines, Venezuela (République bolivarienne du).

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Nigéria, Qatar, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo, Tunisie.

339. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution révisé et modifié oralement par 26 voix contre 10, avec 11 abstentions (résolution 37/42).

340. À la 56^e séance, les représentants de l'Arabie saoudite, de l'Australie, de l'Égypte, des États-Unis d'Amérique et de la Suisse ont fait des déclarations pour expliquer leur vote après le vote et formulé des observations générales sur tous les projets de texte adoptés au titre du point 3 de l'ordre du jour. Dans sa déclaration, le représentant de l'Australie a dissocié cet État membre de la nouvelle version du cinquième alinéa du préambule du projet de résolution révisé oralement et modifié par l'amendement A/HRC/37/L.62.

IV. Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

A. Réunions-débats

Table ronde de haut niveau sur les violations des droits de l'homme des enfants en République arabe syrienne

341. À sa 31^e séance, le 13 mars 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu, en application de sa résolution 36/20, une table ronde de haut niveau sur les violations des droits de l'homme des enfants en République arabe syrienne.

342. La Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme et le coordonnateur régional des secours humanitaires pour la crise syrienne, Panos Moumtzis, ont fait des déclarations liminaires. La correspondante à Genève du Svenska Dagbladet, Gunilla von Hall, a animé le débat.

343. À la 31^e séance, les intervenants ci-après ont fait des déclarations : le membre fondateur du Hurras Network (réseau syrien de protection de l'enfance), Alaa Zaza ; le Directeur de Children of One World, Haysam Osman ; le membre fondateur d'Umammu for justice and human rights, Ibrahim Alkasem. Le Conseil a décidé que la réunion-débat se tiendrait en deux parties.

344. Au cours de la première partie de la réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Arabie saoudite, Belgique, Croatie (s'exprimant également au nom de l'Autriche et de la Slovaquie), Slovaquie, Suisse, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (s'exprimant également au nom de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, des États-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie, de la Jordanie, du Koweït, du Maroc, du Qatar et de la Turquie) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Estonie, France, Irlande, Islande (s'exprimant également au nom du Danemark, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède), Israël ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Commission des églises pour les affaires internationales du Conseil œcuménique des églises, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, United Nations Watch.

345. À la fin de la première partie, à la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et fait des observations.

346. Au cours de la deuxième partie de la réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, États-Unis d'Amérique ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bahreïn, Iran (République islamique d'), Maldives ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, International Human Rights Association of American Minorities, Mouvement indien « Tupaj Amaru ».

347. À la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

B. Dialogue renforcé sur la situation des droits de l'homme en Érythrée

348. À sa 30^e séance, le 12 mars 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu, conformément à sa résolution 35/35, un dialogue renforcé sur la situation des droits de l'homme en Érythrée.

349. À la même séance, la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme (s'exprimant au nom du Haut-Commissaire) a fait une déclaration liminaire dans le cadre du dialogue renforcé.

350. À la même séance également, des déclarations ont été faites par : la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, Sheila B. Keetharuth ; le représentant de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Remy Nogy Lumbu ; la représentante du Forum d'information pour l'Érythrée, Veronica Almedom ; Pamela DeLargy, spécialiste de la santé publique.

351. Au cours du débat qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Australie, Chine, Cuba, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Djibouti, France, Grèce, Irlande, Norvège, Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Article 19 : Centre international contre la censure, Center for Global Nonkilling, Christian Solidarity Worldwide, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Human Rights Watch, Mouvement international de la réconciliation, United Nations Watch.

352. À la même séance également, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

C. Dialogue avec la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne

353. À la 32^e séance, le 13 mars 2018, le Président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, Paulo Sérgio Pinheiro, a présenté le rapport de la Commission (A/HRC/37/72) conformément à la résolution 34/26 du Conseil des droits de l'homme.

354. À la même séance, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une déclaration.

355. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance également, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Président par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Croatie, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Hongrie, Iraq, Japon, Mexique, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahreïn, Bélarus, Canada, Danemark, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Iran (République islamique d'), Irlande, Israël, Italie, Jordanie, Koweït, Liechtenstein, Lituanie, Maldives, Maroc, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Tchèque, Turquie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Alliance universelle syriaque, Amnesty International, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Human Rights Watch, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Roads of Success, United Nations Watch.

356. À la même séance, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a formulé ses observations finales.

357. À la même séance également, le Président et les membres de la Commission ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

D. Dialogue avec la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud

358. À la 33^e séance, le 13 mars 2018, la Présidente de la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud, Yasmin Sooka, a présenté le rapport de la Commission (A/HRC/37/71).

359. À la même séance, le représentant du Soudan du Sud, État concerné, a fait une déclaration.

360. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance également, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Présidente de la Commission par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Chine, Espagne, États-Unis d'Amérique, Kenya, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Algérie, Botswana, Danemark, France, Irlande, Mozambique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Article 19 : Centre international contre la censure, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Human Rights Watch, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme.

361. À la même séance, le représentant du Soudan du Sud, État concerné, a formulé ses observations finales.

362. À la même séance également, la Présidente de la Commission ainsi qu'un de ses membres, Andrew Clapham, ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

E. Dialogue avec la Commission d'enquête sur le Burundi

363. À la 33^e séance, le 13 mars 2018, les membres de la Commission d'enquête sur le Burundi Doudou Diène, Françoise Hampson et Lucy Asuagbor ont présenté un rapport oral conformément à la résolution 36/19 du Conseil des droits de l'homme.

364. À la même séance, le représentant du Burundi, État concerné, a fait une déclaration.

365. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance également, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux membres de la Commission d'enquête par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Belgique, Chine, Espagne, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Danemark, Fédération de Russie, France, Grèce, Iran (République islamique d'), Irlande, Lituanie, Myanmar, Norvège, Pays-Bas, République arabe syrienne, Tchéquie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, Human Rights Watch, Fédération internationale de l'ACAT – Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (s'exprimant également au nom de l'Organisation mondiale contre la torture et de TRIAL International), Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Service international pour les droits de l'homme.

366. À la même séance, les membres de la Commission d'enquête ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

F. Informations actualisées présentées par la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar

367. À la 29^e séance du Conseil des droits de l'homme, le 12 mars 2018, Marzuki Darusman, présidente de la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar, ainsi que Radhika Coomaraswamy et Christopher Dominic Sidoti, membres de la mission, ont présenté oralement des informations actualisées au Conseil.

368. À la même séance, le représentant du Myanmar, État concerné, a fait une déclaration.

369. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 29^e et 30^e séances, le 12 mars 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Présidente de la mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Myanmar par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Allemagne, Australie, Belgique, Chine, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Iraq, Japon, Mexique, Philippines (s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bangladesh, Bélarus, Canada, Danemark, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République populaire démocratique de Corée, République démocratique populaire lao, Suède, Tchéquie, Thaïlande, Turquie, Viet Nam ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Organisation de la coopération islamique, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Article 19 : Centre international contre la censure, Asian Forum for Human Rights and Development, Asian Legal Resource Centre, Commission internationale de juristes, Christian Solidarity Worldwide, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fondation Maarij pour la paix et le développement, Fondation pour l'enfance, Human Rights Now, Human Rights Watch, International Educational Development, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Plan International, Presse emblème campagne.

370. À la 30^e séance, le 12 mars 2018, le représentant du Myanmar, État concerné, a formulé ses observations finales.

371. À la même séance, la Présidente et les membres de la mission d'établissement des faits ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

G. Dialogues avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée

372. À la 28^e séance, le 12 mars 2018, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée, Tomás Ojea Quintana, a présenté son rapport (A/HRC/37/69).

373. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Chine, Cuba, Espagne, États-Unis d'Amérique, Hongrie, Japon, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Bélarus, Estonie, Fédération de Russie, France, Grèce, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Liechtenstein, Myanmar, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République arabe syrienne, Soudan, Tchéquie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Association internationale du barreau, Christian Solidarity Worldwide, Human Rights Watch, Mouvement indien « Tupaj Amaru », People for Successful Korean Reunification, United Nations Watch.

374. À la même séance également, le Rapporteur spécial a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar

375. À la 29^e séance, le 12 mars 2018, la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, Yanghee Lee, a présenté son rapport (A/HRC/37/70).

376. À la même séance, le représentant du Myanmar, État concerné, a fait une déclaration.

377. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 29^e et 30^e séances, le 12 mars 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Rapporteuse spéciale par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afghanistan, Allemagne, Australie, Belgique, Chine, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Iraq, Japon, Mexique, Philippines (s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bangladesh, Bélarus, Canada, Danemark, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maldives, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République populaire démocratique de Corée, République démocratique populaire lao, Suède, Tchéquie, Thaïlande, Turquie, Viet Nam ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Organisation de la coopération islamique, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Article 19 : Centre international contre la censure, Asian Forum for Human Rights and Development, Asian Legal Resource Centre, Christian Solidarity Worldwide, Commission internationale de juristes, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Fondation Maarij pour la paix et le développement, Fondation pour l'enfance, Human Rights Now, Human Rights Watch, International Educational

Development, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Plan International, Presse emblème campagne.

378. À la 30^e séance, le représentant du Myanmar, État concerné, a formulé ses observations finales.

379. À la même séance, la Rapporteuse spéciale a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

H. Examen du rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

380. À sa 28^e séance, le 12 mars 2018, le Conseil des droits de l'homme a examiné, en application de la décision qu'il avait prise à sa séance d'ouverture, le 26 février 2018, et conformément à sa résolution 34/23, le rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran, feue Asma Jahangir (A/HRC/37/68). Ce rapport a été présenté par la Présidente du Comité de coordination des procédures spéciales.

381. À la même séance, le représentant de la République islamique d'Iran, État concerné, a fait une déclaration.

382. Au cours du dialogue qui a suivi, aux 28^e et 29^e séances, le 12 mars 2018, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Présidente du Comité de coordination par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Belgique, Chine, Cuba, Espagne, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bélarus, Canada, Danemark, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Irlande, Islande, Israël, Norvège, Nouvelle-Zélande, République populaire démocratique de Corée, République arabe syrienne ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Amnesty International, Association pour la planification familiale de la République islamique d'Iran, Communauté internationale baha'ie, Ensemble contre la peine de mort (s'exprimant également au nom de la Fédération internationale des journalistes), Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, Minority Rights Group, Prevention Association of Social Harms, Women's Human Rights International Association (s'exprimant également au nom de France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand).

383. À la 29^e séance, le représentant de la République islamique d'Iran, État concerné, a formulé ses observations finales.

384. À la 30^e séance, le représentant d'Israël a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

I. Débat général sur le point 4 de l'ordre du jour

385. À la 34^e séance, le 14 mars 2018, la Haute-Commissaire adjointe a présenté oralement des informations actualisées sur la situation des droits de l'homme en Érythrée et en République populaire démocratique de Corée.

386. À la même séance, le représentant de l'Érythrée, État concerné, a fait une déclaration.

387. À ses 34^e et 35^e séances, le 14 mars 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 4 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Belgique, Bulgarie ¹² (s'exprimant également au nom de l'Albanie, du Liechtenstein, du Monténégro et de l'Union européenne), Chine, Cuba, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, États-Unis d'Amérique (s'exprimant également au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de l'Australie, de Bahreïn, de la Belgique, du Canada, du Danemark, de Djibouti, des Émirats arabes unis, de l'Estonie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, de la France, de l'Islande, d'Israël, de la Lettonie, de la Lituanie, des Pays-Bas, de la République de Moldova, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Slovaquie, de la Suède, de l'Ukraine et du Yémen), Géorgie, Japon, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de coopération islamique), Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovénie, Suisse, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Azerbaïdjan, Bélarus, Cambodge, Canada, Danemark, Érythrée, Fédération de Russie, Finlande, France, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, République populaire démocratique de Corée, Tchèque ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, African Commission of Health and Human Rights Promoters, Africa culture internationale, African Development Association, African Regional Agricultural Credit Association, Agence internationale pour le développement, Agir ensemble pour les droits de l'homme, Alliance Creative Community Project, Alsalam Foundation, American Association of Jurists, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International, Article 19: International Centre against Censorship, Asian Forum for Human Rights and Development, Asian Legal Resource Centre, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association culturelle des Tamouls en France, Association d'entraide médicale Guinée, Association des étudiants tamouls de France, Association Dunenyo, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association of World Citizens, Association pour les victimes du monde, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Baha'i International Community, British Humanist Association, Cairo Institute for Human Rights Studies, Cameroon Youths and Students Forum for Peace, Canners International Permanent Committee, Center for Environmental and Management Studies, Center for Organisation Research and Education, Centre Europe-tiers monde (also on behalf of FIAN International, Friends of the Earth International, the Institute for Policy Studies, the International Association of Democratic Lawyers and the International Trade Union Confederation), Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Chant du guépard dans le désert, Charitable Institute for Protecting Social Victims, Child Foundation, Christian Solidarity Worldwide, CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, Commission to Study the Organization of Peace, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Conselho Indigenista Missionário, "Coup de pousse" Chaîne de l'espoir Nord-Sud, East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, European Centre for Law and Justice, European Union of Public Relations, Family Health Association of Iran, France Libertés: Fondation Danielle Mitterrand, Franciscans International (also on behalf of Amnesty International, the Asian Forum for Human Rights and Development, the International Federation for Human Rights Leagues, the International Service for Human Rights and the World Organization against Torture), Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social, Helsinki Foundation for Human Rights, Human Rights Council of Australia, Human Rights House Foundation, Human Rights Law Centre, Human Rights League of the Horn of Africa, Human Rights Now, Human Rights Watch, Human Security Initiative Organization, Il

¹² État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.

Cenacolo, Indian Council of Education, Indian Council of South America, Indian Movement “Tupaj Amaru”, Indigenous People of Africa Coordinating Committee, International Association for Democracy in Africa, International Association of Democratic Lawyers, International Bar Association, International Buddhist Relief Organisation, International Career Support Association, International Commission of Jurists, International Educational Development, International Federation for Human Rights Leagues, International Federation for the Protection of the Rights of Ethnic, Religious, Linguistic and Other Minorities, International Federation of Journalists, International Fellowship of Reconciliation, International Human Rights Association of American Minorities, International Humanist and Ethical Union, International Institute for Non-aligned Studies, International-Lawyers.Org, International Lesbian and Gay Association, International Muslim Women’s Union, International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, International Service for Human Rights, International Youth and Student Movement for the United Nations, Iraqi Development Organization, IUS PRIMI VIRI International Association (also on behalf of International-Lawyers.Org), Japanese Workers Committee for Human Rights, Jossour forum des femmes marocaines, Jssor Youth Organization, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Le pont, Liberation, Ma’arij Foundation for Peace and Development, Mbororo Social and Cultural Development Association, Minority Rights Group, Observatoire mauritanien des droits de l’homme et de la démocratie, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale, Organization for Defending Victims of Violence, Pan African Union for Science and Technology, Pasumai Thaayagam Foundation, Peace Brigades International Switzerland, People for Successful Korean Reunification, Prahar, Rencontre africaine pour la défense des droits de l’homme, Society for Threatened Peoples, Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of the Environment, Solidarité Suisse-Guinée, Syrian Center for Media and Freedom of Expression, Tamil Uzhagam, Terre des hommes federation internationale, Tourner la page, Union of Arab Jurists, United Nations Watch, United Schools International, United Towns Agency for North-South Cooperation, VAAGDHARA, Verein Südwind Entwicklungspolitik, Villages Unis, VIVAT International (also on behalf of Franciscans International), Women’s Human Rights International Association, World Barua Organization, World Environment and Resources Council, World Evangelical Alliance, World Jewish Congress, World Muslim Congress, World Organization against Torture.

388. À la 35^e séance, les représentants de Bahreïn, du Bélarus, du Brésil, de la Chine, de Djibouti, de l’Égypte, de la Fédération de Russie, de l’Inde, de l’Iran (République islamique d’), de l’Iraq, du Japon, du Nigéria, du Pakistan, des Philippines, de la République de Corée, de la République démocratique du Congo, de la République démocratique populaire lao, de la République populaire démocratique de Corée, de la Thaïlande, du Turkménistan, de la Turquie et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

J. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Situation des droits de l’homme en République populaire démocratique de Corée

389. À la 55^e séance, le 23 mars 2018, les représentants de la Bulgarie (s’exprimant au nom des États membres de l’Union européenne membres du Conseil des droits de l’homme) et du Japon ont présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.29, qui avait pour auteurs principaux l’Allemagne, l’Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l’Espagne, l’Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l’Irlande, l’Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède et la Tchéquie, et pour coauteurs l’Albanie, Andorre, l’Australie, la Bosnie-Herzégovine, le Canada, le Chili, les États-Unis d’Amérique, l’ex-République yougoslave de Macédoine, la Géorgie, l’Islande, Israël, le Liechtenstein, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la République de Corée, la République de Moldova, la Suisse, la Turquie et l’Ukraine. L’Argentine, le Bénin, le Botswana, le Costa Rica, le Honduras, les Îles Marshall, les Maldives, le Mexique, la Micronésie (États fédérés de), la Nouvelle-Zélande,

les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Saint-Marin se sont joints ultérieurement aux auteurs.

390. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

391. À la 55^e séance, les représentants de la Chine, de Cuba et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution. Dans leurs déclarations, les représentants de la Chine, de Cuba et du Venezuela (République bolivarienne du) ont dissocié leurs pays respectifs du consensus sur le projet de résolution.

392. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/28).

393. À la même séance également, le représentant du Kirghizistan a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote et formulé des observations générales sur tous les projets de texte adoptés au titre du point 4 de l'ordre du jour. Dans sa déclaration, il a dissocié son pays du consensus sur le paragraphe 9 de la résolution.

La situation des droits de l'homme en République arabe syrienne

394. À la 55^e séance, le 23 mars 2018, les représentants du Qatar et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.38, qui avait pour auteurs l'Allemagne, l'Arabie saoudite, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Italie, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, le Qatar, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Turquie, et pour coauteurs l'Andorre, l'Australie, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, l'Irlande, l'Islande, Israël, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, les Maldives, Malte, Monaco, le Monténégro, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Suède, la Tchéquie et l'Ukraine. L'Autriche, le Costa Rica, la Géorgie, le Japon, la Norvège, le Portugal, la République de Corée, la Slovénie et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

395. À la même séance, le représentant de la Fédération de Russie a présenté l'amendement A/HRC/37/L.60 au projet de résolution.

396. L'amendement avait pour auteur la Fédération de Russie.

397. À la 55^e séance, les représentants de l'Australie, de la Belgique, des États-Unis d'Amérique, de l'Iraq, de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme), de la Suisse et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution et de la proposition d'amendement.

398. À la même séance, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une déclaration.

399. À la même séance également, le Conseil s'est prononcé sur l'amendement au projet de résolution.

400. À la même séance également, le représentant de l'Australie a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote concernant l'amendement.

401. À la même séance également, à la demande du représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'amendement a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Burundi, Chine, Cuba, Égypte, Iraq, Philippines, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Japon, Kenya, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Ukraine.

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Côte d'Ivoire, Équateur, Éthiopie, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal.

402. À la même séance également, le Conseil a rejeté l'amendement par 25 voix contre 8, avec 14 abstentions.

403. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

404. À la 55^e séance, les représentants du Brésil, de la Chine, de Cuba, de l'Égypte, de l'Équateur, du Mexique (s'exprimant également au nom du Brésil, du Panama et du Pérou), du Pakistan et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution.

405. À la même séance, à la demande du représentant de Cuba, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Ukraine.

Ont voté contre :

Burundi, Chine, Cuba, Venezuela (République bolivarienne du).

Se sont abstenus :

Afrique du Sud, Angola, Égypte, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Philippines, République démocratique du Congo, Sénégal, Tunisie.

406. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution par 27 voix contre 4, avec 16 abstentions (résolution 37/29).

Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

407. À la 55^e séance, le 23 mars 2018, le représentant de la Suède a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.39, qui avait pour auteurs principaux les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la République de Moldova et la Suède, et pour coauteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Andorre, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Canada, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, la Slovaquie, la Slovénie et la Tchéquie. Le représentant de l'Australie a ultérieurement retiré son pays de la liste des coauteurs du projet de résolution. L'Australie, le Costa Rica et le Portugal se sont joints ultérieurement aux auteurs.

408. À la même séance, les représentants du Pakistan et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

409. À la même séance également, le représentant de la République islamique d'Iran, État concerné, a fait une déclaration.

410. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

411. À la 55^e séance, les représentants de l'Australie, du Brésil, de Cuba, du Mexique et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution.

412. À la même séance, à la demande du représentant du Pakistan, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Ukraine.

Ont voté contre :

Burundi, Chine, Cuba, Iraq, Kirghizistan, Pakistan, Venezuela (République bolivarienne du).

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Brésil, Égypte, Équateur, Éthiopie, Géorgie, Kenya, Mongolie, Népal, Nigéria, Philippines, Qatar, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo, Tunisie.

413. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution par 21 voix contre 7, avec 19 abstentions (résolution 37/30).

Situation des droits de l'homme au Soudan du Sud

414. À la 55^e séance, le 23 mars 2018, le représentant des États-Unis d'Amérique a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.40, qui avait pour auteurs principaux l'Albanie, les États-Unis d'Amérique, le Paraguay et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et pour coauteurs l'Allemagne, l'Andorre, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, le Chili, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, l'Islande, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, Monaco, le Monténégro, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, Saint-Marin, la Slovénie, la Suède et la Suisse. L'Argentine, la Bosnie-Herzégovine, l'Estonie, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la Slovaquie, la Tchéquie, le Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

415. À la même séance, le représentant du Soudan du Sud, État concerné, a fait une déclaration.

416. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

417. À la 55^e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/31).

418. À la même séance, le représentant de l'Égypte a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote et formulé des observations générales sur tous les projets de texte adoptés au titre du point 4 de l'ordre du jour. Dans sa déclaration, il a dissocié son pays du consensus sur les paragraphes 15 et 16 *bis* de la résolution.

Situation des droits de l'homme au Myanmar

419. À la 55^e séance, le 23 mars 2018, le représentant de la Bulgarie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.43, qui avait pour auteurs principaux

l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède et la Tchéquie, et pour coauteurs l'Albanie, l'Andorre, l'Azerbaïdjan, le Bangladesh, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Canada, les États-Unis d'Amérique, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Géorgie, l'Islande, le Liechtenstein, les Maldives, Monaco, le Monténégro, la Turquie et l'Ukraine. L'Argentine, l'Australie, le Costa Rica, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), la République de Corée, Saint-Marin et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

420. À la même séance, le représentant de l'Australie a fait une observation générale sur le projet de résolution.

421. À la même séance également, le représentant du Myanmar, État concerné, a fait une déclaration.

422. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

423. À la 55^e séance, les représentants de la Chine, du Japon et des Philippines ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution.

424. À la même séance, à la demande du représentant de la Chine, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Iraq, Kirghizistan, Mexique, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Tunisie, Ukraine.

Ont voté contre :

Burundi, Chine, Cuba, Philippines, Venezuela (République bolivarienne du).

Se sont abstenus :

Afrique du Sud, Angola, Équateur, Éthiopie, Japon, Kenya, Mongolie, Népal, République démocratique du Congo, Sénégal.

425. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution par 32 voix contre 5, avec 10 abstentions (résolution 37/32).

426. À la même séance, les représentants de l'Égypte, des États-Unis d'Amérique et du Kirghizistan ont fait des déclarations pour expliquer leur vote après le vote et formulé des observations générales sur tous les projets de texte adoptés au titre du point 4 de l'ordre du jour.

V. Organismes et mécanismes de protection des droits de l'homme

A. Forum sur les questions relatives aux minorités

427. À la 36^e séance, le 14 mars 2018, le Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités, Fernand de Varennes, a présenté les recommandations adoptées par le Forum sur les questions relatives aux minorités à sa dixième session, tenue le 30 novembre et le 1^{er} décembre 2017 et consacrée au thème « Jeunes issus de minorités : vers des sociétés diverses et sans exclusion » (A/HRC/37/73).

B. Forum social

428. À sa 36^e séance, le 14 mars 2018, les Coprésidents du Forum social consacré à la promotion et à la protection des droits de l'homme dans le contexte de l'épidémie de VIH et des autres maladies transmissibles et épidémies (A/HRC/37/74), qui s'est tenu du 2 au 4 octobre 2017, la Représentante permanente du Brésil auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Maria Nazareth Farani Azevêdo, et le Représentant permanent du Bélarus auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Yury Ambrazovich, ont présenté le rapport dans lequel figuraient les conclusions et recommandations du Forum.

C. Titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

429. À la 36^e séance, le 14 mars 2018, la Présidente du Comité de coordination des procédures spéciales, Catalina Devandas Aguilar, a présenté le rapport de la vingt-quatrième réunion annuelle des rapporteurs et représentants spéciaux, experts indépendants et présidents des groupes de travail des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme (Genève, 27-30 juin 2017) (A/HRC/37/37 et Add.1), comprenant des informations actualisées sur les procédures spéciales, ainsi que le rapport sur les communications des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales (A/HRC/37/80 et Corr.1).

D. Débat général sur le point 5 de l'ordre du jour

430. À sa 36^e séance, le 14 mars 2018, et à ses 37^e et 39^e séances, le 15 mars, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 5 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Australie (s'exprimant également au nom de l'Indonésie, du Mexique, de la République de Corée et de la Turquie), Brésil, Bulgarie¹³ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chine, Cuba, États-Unis d'Amérique, Indonésie¹³ (s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), Mexique, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de coopération islamique), Portugal¹³ (s'exprimant également au nom de l'Angola, de l'Australie, des Bahamas, de la Belgique, du Botswana, du Brésil, de la Colombie, du Costa Rica, du Danemark, de l'Équateur, des Fidji, de la Géorgie, de Haïti, de l'Italie, du Maroc, du Mexique, de la Norvège, du Paraguay, des Pays-Bas, de la République de Corée, des Seychelles, de la Slovaquie, de la Suède, de la Thaïlande, du Timor-Leste, de la Tunisie et de l'Uruguay), Qatar, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Autriche, Azerbaïdjan, Fédération de Russie, Irlande, Maldives, République arabe syrienne ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de coopération des États arabes du Golfe ;

¹³ État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action of Human Movement, Africa culture international, Alliance Creative Community Project, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International (s'exprimant également au nom du Service international pour les droits de l'homme), Asian Forum for Human Rights and Development, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association culturelle des tamouls en France, Association d'entraide médicale Guinée, Association des étudiants tamouls de France, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association des citoyens du monde, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Thendral, Canners International Permanent Committee, Center for Environmental and Management Studies, Center for Organisation Research and Education, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Congrès du monde islamique, Conseil indien sud-américain, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience, Drepavie, Fédération internationale des écoles unies, Fédération internationale des journalistes, International Buddhist Relief Organisation, International Human Rights Association of American Minorities, International-Lawyers.Org, Iraqi Development Organization, Jssor Youth Organization, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Le pont, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Nouveaux droits de l'homme, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation de défense des victimes de la violence, Pasumai Thaayagam Foundation, Prahar, Réseau international des droits humains (s'exprimant également au nom de la Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos, de Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs) et de Peace Brigades International Suisse), Servas International, Service international pour les droits de l'homme, Solidarité Suisse-Guinée, Union européenne des relations publiques, Union internationale des femmes musulmanes, Union panafricaine de la science et de la technologie, VAAGDHARA, World Barua Organization, World Environment and Resources Council.

431. À la 39^e séance, les représentants de la Chine et des Philippines ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

VI. Examen périodique universel

432. Conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale, à ses propres résolutions 5/1 et 16/21, à sa décision 17/119 et aux déclarations 8/1 et 9/2 de son Président, concernant les modalités et les pratiques relatives à l'Examen périodique universel, le Conseil des droits de l'homme a examiné les textes issus des Examens menés au cours de la vingt-huitième session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, qui s'est tenue du 6 au 17 novembre 2017.

433. Conformément à la résolution 5/1, le Président du Conseil a indiqué que toutes les recommandations devaient figurer dans les textes issus de l'Examen périodique universel et que l'État objet de l'Examen devait communiquer clairement sa position sur toutes les recommandations, en indiquant pour chaque recommandation s'il y adhère ou en prenant note.

A. Examen des textes issus de l'Examen périodique universel

434. Conformément au paragraphe 14 de la déclaration 8/1 du Président du Conseil des droits de l'homme, un résumé des vues exprimées au sujet des textes issus de l'Examen périodique universel par les États qui en ont fait l'objet et par des États membres et des États observateurs du Conseil, ainsi que les observations générales faites par d'autres parties prenantes avant l'adoption en plénière des textes issus de l'Examen, est présenté ci-après. Les déclarations qui n'ont pu être prononcées par les délégations ou d'autres parties prenantes faute de temps et dont le texte a été fourni sont publiées sur l'Extranet du Conseil¹⁴.

Tchéquie

435. L'Examen concernant la Tchéquie s'est déroulé le 6 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Tchéquie conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/CZE/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/CZE/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/CZE/3).

436. À sa 37^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Tchéquie (voir la section C ci-après).

437. Les textes issus de l'Examen concernant la Tchéquie comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/4), les vues de la Tchéquie sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/37/4/Add.1).

¹⁴ Voir <https://extranet.ohchr.org/sites/hrc/HRCSessions/RegularSessions/39thSession/Pages/default.aspx>.

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

438. La délégation tchèque, conduite par l'Ambassadeur et Représentant permanent de la Tchéquie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Jan Kára, a exprimé sa gratitude à tous les États ayant formulé des recommandations et des observations et s'est félicité de l'intérêt que des États de toutes les régions du monde portaient aux efforts de la Tchéquie dans le domaine des droits de l'homme. La Tchéquie prenait au sérieux l'Examen périodique universel et ses ministères compétents avaient examiné avec attention l'ensemble des recommandations et observations. Par ailleurs, le Bureau du Gouvernement avait organisé une table ronde interministérielle avec des représentants de la société civile en vue d'examiner les recommandations et de discuter d'éventuelles mesures de mise en œuvre.

439. Sur les 201 recommandations reçues, la Tchéquie en avait accepté 178, qui portaient notamment sur des problèmes relevés par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Elle avait accepté toutes les recommandations tendant à éliminer la discrimination à l'égard des Roms et entendait s'attaquer résolument à ce problème, conformément à la Stratégie d'intégration des Roms (2015-2020). Les modifications apportées à la loi sur l'éducation en 2016 visaient à garantir une éducation inclusive afin d'intégrer tous les élèves, y compris les enfants roms socialement défavorisés, dans le système éducatif général.

440. Les stérilisations forcées étaient une pratique révolue : les procédures actuelles n'étaient réalisées qu'avec le consentement libre et éclairé du patient au traitement médical et de nombreuses garanties empêchaient toute stérilisation non consentie. Les victimes de stérilisation forcée pouvaient intenter une action en justice pour obtenir une réparation et des indemnités. La délégation tchèque a précisé que la castration chirurgicale des délinquants sexuels n'était légalement possible qu'en cas d'échec des autres traitements envisageables ou d'impossibilité de les administrer, et que cette procédure était soumise au consentement écrit, libre et éclairé du patient. La castration chimique des prisonniers et détenus était interdite en Tchéquie. Les positions de l'État concernant les recommandations, notamment celles dont il avait pris note, étaient expliquées en détail dans l'additif au rapport du Groupe de travail.

441. Au cours des trois cycles de l'Examen périodique universel, la Tchéquie avait accepté 365 recommandations sur 399. Elle était bien consciente que l'Examen périodique universel était un processus continu dont la partie la plus importante se déroulait hors du Conseil des droits de l'homme. L'État était résolu à traduire ses paroles en actes et à mettre concrètement en œuvre les 178 recommandations acceptées lors du cycle en cours ainsi que celles de cycles antérieurs qui n'avaient été que partiellement appliquées. La Tchéquie a invité les États et les acteurs non étatiques à suivre de près ses activités de mise en œuvre. Elle s'était engagée à informer le Conseil, en mars 2019, des premières mesures qu'elle prendrait pour appliquer plusieurs des recommandations qu'elle avait acceptées et présenterait un rapport de mise en œuvre à mi-parcours en 2020. Elle a également souligné les engagements volontaires qu'elle avait pris en matière de droits de l'homme dans le cadre de sa candidature au siège de membre du Conseil pendant la période 2019-2021.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

442. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Tchéquie, 10 délégations ont fait des déclarations.

443. La Sierra Leone a pris note de la déclaration de la Tchéquie selon laquelle la législation pénale nationale érigeait en crime l'incitation à la haine contre un groupe de personnes. Elle attendait avec intérêt de prendre connaissance des progrès accomplis par ce pays dans le cadre de la campagne que son gouvernement avait récemment lancée pour lutter contre la violence motivée par la haine. La Sierra Leone a dit regretter que la Tchéquie n'ait pas l'intention de mettre fin à l'obligation faite aux détenus présents illégalement sur son territoire d'acquitter les frais de leur détention. Elle a également noté que la possibilité d'arrêter des mineurs et de les reconduire à la frontière n'était pas entièrement exclue. Elle a engagé la Tchéquie à veiller à ce que sa politique stricte en matière de détention et

d'expulsion soit toujours pleinement conforme au droit international humanitaire, notamment au principe de non-refoulement.

444. L'Afghanistan s'est félicité que sa recommandation concernant la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ait été acceptée. Il a adressé à la Tchéquie ses vœux de réussite dans l'application des recommandations acceptées.

445. Bahreïn a noté avec satisfaction que la Tchéquie avait fixé un cap encourageant en annonçant qu'elle lancerait une nouvelle campagne de lutte contre la violence haineuse et intensifierait ses efforts pour enquêter de manière approfondie sur les crimes racistes et haineux et en poursuivre les auteurs. La mise en œuvre de la stratégie actuelle de prévention de la criminalité était essentielle car elle traduisait la volonté d'agir en amont des problèmes. Bahreïn a exhorté la Tchéquie à définir des stratégies et des solutions efficaces pour rationaliser les activités menées avec le bureau du médiateur et d'autres organes en vue de garantir la protection la plus efficace possible aux victimes de discrimination.

446. L'Égypte a rappelé qu'elle avait formulé cinq recommandations visant, entre autres, à introduire dans le Code pénal tous les délits d'incitation à la violence ainsi que la discrimination et les injures racistes, à réduire l'écart de salaire substantiel entre les hommes et les femmes, à offrir la protection nécessaire aux demandeurs d'asile, à garantir leur accès à une aide juridictionnelle et à faciliter le regroupement familial ainsi qu'à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Elle a dit espérer que la Tchéquie ferait bon accueil à ses recommandations.

447. L'Estonie a jugé encourageant que la Tchéquie ait accepté la majorité des 201 recommandations reçues au cours de l'Examen la concernant. Elle a salué la détermination du Gouvernement tchèque à continuer de renforcer l'égalité des sexes, l'avancement des femmes et les droits des personnes handicapées, dont il avait notamment fait preuve en acceptant les recommandations en faveur de la ratification des instruments internationaux pertinents. Si elle a déploré que la Tchéquie n'ait pas accepté les recommandations visant à interdire toutes les formes de châtiment corporel des enfants dans tous les contextes, l'Estonie s'est réjouie que cet État ait accepté les recommandations tendant à poursuivre l'examen de cette question.

448. Le Honduras s'est félicité que la Tchéquie ait accepté la recommandation pour qu'elle adopte une législation globale visant à protéger les personnes en situation de vulnérabilité, telles que les enfants, les réfugiés et la population rom. Il a exprimé l'espoir que ce pays revoie sa position concernant la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

449. La République islamique d'Iran a indiqué qu'elle avait adressé cinq recommandations à la Tchéquie et que celle-ci en avait accepté une. Elle a dit espérer de voir pleinement mise en œuvre cette recommandation, qui portait sur la révision du Code pénal pour y inclure les infractions d'incitation à la violence et à la discrimination, les injures publiques à caractère raciste et l'expression publique d'opinions racistes. Elle a engagé la Tchéquie à poursuivre ses efforts dans la lutte contre la discrimination, l'intolérance et la violence contre les migrants, la communauté rom et les musulmans, l'amélioration de la situation dans les centres de détention et d'accueil des migrants et le renforcement de l'accès insuffisant au système de logement social.

450. Les Philippines ont félicité la Tchéquie d'avoir adhéré à un grand nombre des recommandations reçues lors du dialogue, y compris les quatre qu'elles lui avaient adressées. Elles ont pris acte des discussions en cours sur l'accreditation éventuelle du Défenseur public des droits (Médiateur) en tant qu'institution nationale des droits de l'homme en Tchéquie. Les Philippines ont exprimé l'espoir que le Gouvernement tchèque faciliterait ce processus afin de garantir le plein respect des Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris). Elles ont recommandé l'adoption du rapport du Groupe de travail.

451. La Fédération de Russie a noté avec satisfaction que la Tchéquie avait accepté ses recommandations. Elle attendait avec intérêt les mesures que prendrait le Gouvernement tchèque pour répondre à ses préoccupations et remédier à des problèmes de longue date, tels que les atteintes aux droits des minorités, la discrimination à l'égard des personnes handicapées et les conditions de détention dans les prisons. Les conditions d'accueil dans les camps temporaires de réfugiés devaient faire l'objet d'une attention particulière.

452. L'Albanie a salué la ratification par la Tchéquie de presque tous les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels elle était partie ainsi que son engagement à ratifier les protocoles facultatifs se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Elle s'est félicitée que ce pays ait accepté les recommandations qu'elle lui avait adressées concernant, d'une part, la lutte contre les stéréotypes raciaux, islamophobes et xénophobes et, d'autre part, l'adoption d'une loi sur les droits des patients et l'organisation de la formation du personnel chargé de superviser les services de santé procréative afin de protéger les droits fondamentaux des femmes et des filles.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

453. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Tchéquie, une autre partie prenante a fait une déclaration.

454. L'organisation Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience a constaté qu'une minorité religieuse subissait un procès dans des conditions inacceptables. Des éléments de preuve en ce sens avaient été recueillis par des personnes opposées à cette minorité religieuse. L'organisation jugeait préoccupant le refus de la Tchéquie d'écouter celles et ceux qui demandaient que cette minorité soit traitée de la même manière que n'importe quel autre groupe religieux dans le pays.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

455. Le Président a déclaré que, selon les informations communiquées, la Tchéquie avait adhéré à 178 des 201 recommandations reçues et pris note des 23 autres.

456. Dans ses observations finales, la délégation a réaffirmé l'attachement de la Tchéquie à l'Examen périodique universel et sa gratitude envers les États membres et les autres parties prenantes qui avaient contribué au troisième cycle de l'Examen la concernant.

Argentine

457. L'Examen concernant l'Argentine s'est déroulé le 6 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par l'Argentine conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/ARG/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/ARG/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/ARG/3).

458. À sa 37^e séance, le 15 mars 2017, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant l'Argentine (voir la section C ci-après).

459. Les textes issus de l'Examen concernant l'Argentine comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/5), les vues de l'Argentine sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/37/5/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

460. La délégation, conduite par le Représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Hector Marcelo Cima, s'est dite satisfaite d'avoir eu l'occasion de participer à un dialogue ouvert et constructif avec les États membres et les États observateurs du Conseil des droits de l'homme concernant la situation des droits de l'homme en Argentine.

461. En Argentine, les droits de l'homme étaient une composante fondamentale des politiques publiques, et l'Examen périodique universel s'était révélé un outil précieux pour renforcer les systèmes nationaux de protection. La délégation a souligné qu'en présentant ses rapports à mi-parcours lors des deux précédents cycles de l'Examen, l'État argentin avait prouvé son engagement à appliquer les recommandations reçues. Elle espérait en faire autant pendant le cycle en cours.

462. Sur les 188 recommandations reçues par l'Argentine pendant le cycle en cours et analysées en détail par les autorités compétentes, 175 avaient été acceptées et 13 avaient été notées. La position de l'État concernant ces recommandations était exposée dans l'additif au rapport du Groupe de travail. L'Argentine avait également soumis trois annexes : l'une d'entre elles, rédigée par l'Institut national de la lutte contre la discrimination, la xénophobie et le racisme, portait sur les politiques nationales de lutte contre la discrimination ; une autre était consacrée aux droits des femmes et des enfants ; la troisième, établie par le secrétaire exécutif du conseil fédéral des droits de l'homme, présentait les progrès accomplis dans plusieurs juridictions du pays.

463. S'agissant des engagements volontaires pris par l'Argentine lors du deuxième Examen périodique universel la concernant, la délégation a souligné que cet État fédéral avait continué à renforcer son système national de communication périodique de l'information, appuyé le renforcement des mécanismes sous-régionaux, régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme, encouragé l'application de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) dans les systèmes pénitentiaires fédéraux et provinciaux et engagé des réformes visant à garantir le plein exercice du droit d'accès à l'information. Dans le cadre du troisième cycle, l'Argentine avait pris des engagements volontaires dans plusieurs domaines, tels que le renforcement des institutions nationales et provinciales des droits de l'homme, la poursuite de sa politique en faveur de la vérité, de la justice et de la mémoire, l'adoption de politiques de développement axées sur les droits de l'homme, l'amélioration des normes relatives à la transparence, à l'accès à l'information et à la production de données et de statistiques publiques, la prévention de la violence institutionnelle et la lutte contre ce phénomène et la formation des forces de sécurité et du personnel pénitentiaire.

464. Depuis l'adoption du rapport du Groupe de travail en novembre 2017, l'Argentine avait progressé dans la mise en œuvre de ses engagements volontaires. Elle avait lancé un plan d'action national en faveur des droits de l'homme pour la période 2017-2020, qui définissait les priorités du Gouvernement dans le domaine des droits de l'homme conformément aux objectifs de développement durable ainsi qu'aux recommandations issues de l'Examen périodique universel et de celles des organes conventionnels et des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Compte tenu de la nature fédérale de l'État argentin, le Gouvernement prévoyait de signer des accords avec toutes les provinces afin d'atteindre les objectifs du plan sur l'ensemble du territoire national.

465. L'Argentine avait également avancé dans la mise en œuvre du mécanisme national de prévention de la torture en achevant la nomination de ses membres et en établissant des mécanismes locaux de prévention de la torture dans huit provinces. Enfin, la délégation a souligné que le Président de la République avait œuvré pour qu'un grand débat ouvert ait lieu au Parlement sur la dépénalisation de l'avortement et la généralisation de l'éducation sexuelle.

466. Pour finir, la délégation a remercié tous les États qui avaient pris la parole au cours de l'Examen périodique universel concernant l'Argentine et formulé des recommandations, ainsi que le HCDH et la troïka pour leur travail.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

467. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Argentine, 13 délégations ont fait des déclarations.

468. Le Brésil a salué l'engagement de l'Argentine à assurer un dialogue ouvert et constructif sur la situation des droits de l'homme dans le pays. Il a noté avec satisfaction le lancement du plan d'action national en faveur des droits de l'homme et encouragé l'Argentine à l'appliquer conjointement avec les recommandations issues de l'Examen périodique universel. Il s'est en outre félicité de la création d'un registre national des féminicides et de la réduction du taux de mortalité maternelle. Le Brésil a engagé l'Argentine à définir un protocole d'action visant à garantir la protection des droits humains des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes en détention.

469. Le Chili a noté avec satisfaction que l'Argentine avait accepté la plupart des recommandations reçues, y compris les trois qu'il lui avait adressées pour qu'elle mette sa législation fédérale, provinciale et locale en conformité avec la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qu'elle coopère avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales dans les affaires de disparition forcée et qu'elle renforce le Conseil national des femmes. Il a en outre salué la détermination de l'Argentine à mettre en œuvre le plan d'action national pour la prévention et l'élimination de la violence à l'égard des femmes et à leur fournir une assistance le cas échéant, qui portait sur la période 2017-2019, ainsi que d'autres politiques et lois dans ce domaine.

470. La Chine a salué la participation constructive de l'Argentine à l'Examen périodique universel et l'a remerciée d'avoir accepté ses recommandations. Elle a engagé cet État à prendre des mesures plus énergiques pour promouvoir le développement économique et social, améliorer le niveau de vie de sa population, renforcer le système de santé publique, favoriser l'égalité des sexes et lutter contre la violence faite aux femmes.

471. L'Égypte a remercié l'Argentine des informations communiquées. Elle appréciait grandement que cet État ait accepté la plupart des recommandations reçues et l'a invité instamment à poursuivre et à renforcer sa coopération avec les organes conventionnels compétents.

472. Le Ghana a pris note de l'élaboration du plan d'action national en faveur des droits de l'homme et engagé l'Argentine à poursuivre ses efforts pour le mettre en œuvre. Il s'est félicité que l'Argentine ait donné la priorité à la promotion et à la protection des droits humains des populations autochtones et ne doutait pas que cet État continuerait d'œuvrer pour la vérité, la justice et la mémoire concernant les violations des droits de l'homme perpétrées pendant la dictature militaire.

473. Le Honduras a salué la détermination de l'Argentine à renforcer ses capacités de prévention de la torture. Il a regretté qu'elle n'ait pas accepté ses recommandations visant la création d'un poste de médiateur pour la protection des droits de l'enfant et l'adoption d'une politique globale de lutte contre la discrimination à l'égard des femmes, des peuples autochtones et des Afrodescendants. Le Honduras espérait que l'Argentine reverrait sa position à l'avenir.

474. La République islamique d'Iran jugeait inquiétant que les dirigeants et les responsables politiques argentins continuent de tenir des propos xénophobes, islamophobes et stigmatisants. Elle a noté que l'Argentine avait accepté ses trois recommandations et attendait avec intérêt leur mise en œuvre.

475. Madagascar a salué la détermination de l'Argentine à bâtir un pays exempt de xénophobie, de discrimination et de racisme. Elle s'est également félicitée de la signature d'accords de coopération avec les provinces en vue de promouvoir les bonnes pratiques dans le domaine des droits de l'homme au niveau municipal et a encouragé l'Argentine à continuer de renforcer l'état de droit et le respect des droits de l'homme dans le pays.

476. Les Philippines ont félicité l'Argentine d'avoir adhéré à bon nombre des recommandations qu'elle avait reçues lors du dialogue, notamment celles relevant de thématiques importantes à leurs yeux, comme la question des femmes et les enfants. Elles soutenaient l'Argentine dans son engagement à continuer d'œuvrer à la promotion et à la protection des droits humains de sa population.

477. La Sierra Leone a noté que l'Argentine avait adhéré à une grande majorité des 188 recommandations reçues, y compris celles de la Sierra Leone tendant à lutter contre la discrimination culturelle à l'égard des Afrodescendants et des peuples autochtones, à ériger en infraction pénale tout propos xénophobe tenu par un agent public ou un responsable politique et à combattre la traite des personnes. À cet égard, elle a salué la création d'un conseil fédéral chargé de lutter contre la traite des êtres humains et du programme national de secours des victimes de la traite.

478. L'Albanie s'est félicitée des nouvelles mesures prises par l'Argentine pour exécuter le plan d'action national en faveur des droits de l'homme, qui répondait à beaucoup des recommandations issues des mécanismes internationaux des droits de l'homme, dont l'Examen périodique universel. Elle a également noté avec satisfaction que l'Argentine avait accepté la plupart des recommandations reçues, y compris les deux formulées par l'Albanie concernant la mise en œuvre de mesures de substitution à la détention afin de réduire la surpopulation carcérale et l'adoption d'une nouvelle loi contre la discrimination faisant explicitement référence à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre.

479. L'Algérie a salué l'action menée par l'Argentine pour promouvoir et protéger les droits humains de sa population. Elle s'est également félicitée que cet État ait accepté la plupart des recommandations reçues, y compris celles qu'elle lui avait adressées pour qu'il veille à ce que chacun jouisse d'un accès égal aux droits, en particulier les personnes d'ascendance africaine et les peuples autochtones, et qu'il lutte contre les effets délétères des activités économiques des entreprises sur l'environnement et la biodiversité.

480. L'Arménie s'est réjouie de la collaboration constructive de l'Argentine avec le Conseil des droits de l'homme dans le cadre de l'Examen périodique universel et a noté que celle-ci avait accepté un grand nombre de recommandations, dont celles de l'Arménie. Elle a félicité l'Argentine pour son engagement en faveur de la protection des droits de l'homme, notamment sa contribution à la prévention du génocide et des crimes contre l'humanité au niveau international.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

481. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Argentine, huit autres parties prenantes ont fait des déclarations.

482. Dans une déclaration conjointe avec VIVAT International, l'organisation Edmund Rice International a fait savoir qu'elle se félicitait de l'engagement de l'Argentine à nommer un défenseur des enfants et des adolescents et a recommandé que cette nomination ait lieu dans les meilleurs délais. Elle a regretté que les normes élevées en matière de protection de l'enfance prévues dans la législation adoptée en 2016 ne trouvent aucune traduction concrète pour diverses raisons, notamment politiques, budgétaires et opérationnelles, si bien que les services essentiels dans ce domaine étaient souvent assurés par des organisations civiles, sociales et religieuses. Ainsi, Edmund Rice International a préconisé que l'Argentine adopte, de concert avec la société civile, une stratégie intégrée de prise en charge des enfants victimes. Elle a par ailleurs recommandé que l'Argentine élabore et mette en œuvre une procédure de plainte efficace permettant de signaler les violations, et que les autorités nationales, provinciales et municipales approuvent les mesures budgétaires nécessaires.

483. Dans une déclaration conjointe avec l'organisation Volontariat international femmes, éducation, développement, l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco s'est félicité que l'Argentine ait accepté toutes les recommandations concernant le droit à l'éducation, en particulier celle tendant à augmenter les infrastructures éducatives dans les zones les plus pauvres. Il a toutefois souligné le caractère insuffisant de l'enseignement bilingue proposé aux enfants autochtones et regretté l'abaissement de l'âge minimum de la responsabilité pénale et le durcissement des peines dans le système pénal pour mineurs. Il a

en outre évoqué l'usage de la force que la police avait fait contre des enfants des communautés wichi et mapuche lors d'opérations menées peu de temps auparavant. L'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco a demandé à l'Argentine de renforcer le plan d'action pour 2016-2018, notamment l'enseignement bilingue, d'augmenter l'âge minimum de la responsabilité pénale, d'améliorer les peines de substitution pour les enfants et de sanctionner le recours à la force par la police contre des enfants.

484. Action Canada pour la population et le développement a noté que l'Argentine avait reçu plusieurs recommandations relatives aux droits sexuels, ce qui montrait que cet État manquait à ses obligations en matière de droits de l'homme. L'organisation a regretté qu'aucune recommandation n'ait été faite à l'Argentine au sujet des violations des droits sexuels des personnes handicapées et s'est inquiétée de ce que ce pays n'avait pas accepté les recommandations concernant la détention arbitraire et la dépénalisation de l'avortement dans tous les contextes. Elle a invité l'Argentine à prendre un certain nombre de mesures, parmi lesquelles : adopter une loi garantissant la possibilité de bénéficier gratuitement et légalement d'un avortement sans danger, mettre fin aux détentions arbitraires de personnes transsexuelles, permettre aux personnes handicapées de vivre librement leur sexualité, adopter une législation contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et appliquer d'urgence, dans tout le pays, la législation sur l'éducation sexuelle, la santé sexuelle et procréative et la discrimination à l'égard des femmes.

485. Amnesty International a déploré que l'Argentine n'ait pas accepté 13 recommandations importantes, dont celles visant à garantir le droit des peuples autochtones à être consultés. L'organisation a constaté une forte augmentation du nombre de projets d'exploitation forestière et d'extraction sur des terres autochtones traditionnelles et noté avec satisfaction que l'Argentine avait accepté une recommandation tendant à délimiter ces terres. Elle s'est en outre félicitée que le Gouvernement argentin ait annoncé la tenue prochaine d'un débat sur la dépénalisation de l'avortement au Congrès national, mais a regretté que l'Argentine ait seulement pris note de toutes les recommandations concernant la dépénalisation de l'avortement. Amnesty International s'est par ailleurs réjouie que l'Argentine ait accepté des recommandations visant à garantir la liberté d'association et de réunion et à assurer un usage proportionné de la force par la police. Enfin, elle a regretté que l'Argentine ait rejeté une recommandation tendant à ce que la législation en matière de migration ne restreigne aucunement les droits humains des migrants.

486. Human Rights Watch a fait observer que l'avortement était illégal en Argentine, sauf en cas de viol ou lorsque la vie ou la santé de la femme concernée était en danger. L'organisation a cependant noté que, même dans les cas précités, les femmes faisaient souvent l'objet de poursuites pénales et avaient difficilement accès aux services de santé procréative. Elle a salué le discours du Président de la République et s'est félicitée que l'Argentine souhaite soumettre la question de l'avortement à l'examen du Congrès national en 2018. Elle s'est déclarée favorable à la tenue d'un débat authentique sur la dépénalisation de l'avortement dans tous les contextes et a engagé l'Argentine à accepter les recommandations issues de l'Examen périodique universel sur cette question.

487. L'Association américaine des juristes a dénoncé la répression des manifestations populaires du 14 décembre 2017 et les sanctions pénales infligées aux manifestants, qui visaient à empêcher l'exercice du droit de faire entendre ses griefs aux autorités et à imposer des mesures impopulaires préjudiciables à la majorité de la population. Elle a souligné que le Gouvernement argentin avait soumis au Congrès national, au mépris du principe de la réalisation progressive des droits économiques et sociaux de la population, un projet de loi prévoyant de réduire davantage les prestations de retraite de millions de personnes, et a également noté que le projet de réforme du travail réduirait à néant des droits dont les travailleurs jouissaient depuis des décennies. Enfin, l'Association s'est dite préoccupée par le soutien que le Président de la République avait affiché publiquement à un policier impliqué dans une affaire de meurtre, prise de position considérée comme une immixtion indue dans le travail de la justice.

488. International-Lawyers.Org a salué les mesures prises par l'Argentine pour répondre aux préoccupations concernant la liberté d'expression mais a noté que cet État contrevenait parfois à ses obligations en matière de droits de l'homme et l'a engagé à garantir le droit de ses citoyens de participer à une manifestation publique. L'organisation s'est inquiétée du recours excessif à la force par la police lors de manifestations de masse et des détentions arbitraires de manifestants au seul motif qu'ils avaient pris part à des manifestations publiques. International-Lawyers.Org a appelé l'Argentine à garantir les libertés de réunion pacifique et d'association, d'opinion et d'expression. Elle lui a en outre demandé instamment de veiller à ce que l'usage de la force par la police lors des manifestations soit proportionné et conforme à la loi.

489. Auspice Stella a fait remarquer que les peuples autochtones voyaient leurs droits humains constamment bafoués en Argentine. L'organisation a notamment dénoncé les cas de disparition forcée d'individus mapuches qui n'avaient donné lieu à aucune enquête et dont les auteurs n'avaient jamais été inquiétés. Elle a regretté que le Gouvernement argentin n'ait pris aucune mesure de réparation visant à faciliter le regroupement des familles mapuches éclatées et dispersées depuis la « Campagne du Désert » menée par l'armée cent trente ans plus tôt. Elle a également fait part de sa préoccupation face à la négation du droit des peuples autochtones de vivre sur leurs terres ancestrales, lesquelles avaient été vendues à des entreprises multinationales, et non restituées aux communautés autochtones comme le prévoyait la Convention de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux (n° 169) de l'Organisation internationale du Travail. Par ailleurs, Auspice Stella a noté la violente répression exercée par la police à l'encontre de la population autochtone et la réponse pénale à la lutte pacifique du peuple mapuche.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

490. Le Président a déclaré que, d'après les informations communiquées, l'Argentine avait adhéré à 175 des 188 recommandations reçues et pris note des 13 autres.

491. La délégation a fait bon accueil aux observations reçues et déclaré qu'elles seraient dûment examinées et communiquées aux autorités compétentes. Elle a néanmoins exprimé son total désaccord avec les remarques selon lesquelles il existerait un courant islamophobe en Argentine et que les personnes d'ascendance africaine y seraient harcelées.

492. S'agissant des observations concernant l'avortement, la délégation a réaffirmé que le débat organisé au Congrès national sur cette question à l'initiative du Président de la République était sur le point de commencer. Elle a également souligné que l'Argentine avait été à l'avant-garde de l'adoption, au Conseil des droits de l'homme, des résolutions sur les droits de l'homme, l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

493. Pour conclure, la délégation a souligné qu'en Argentine, la promotion de l'égalité des sexes figurait au rang de politique publique et faisait partie des 100 objectifs prioritaires du Gouvernement, ainsi que l'avaient fait observer le Président et la Vice-Présidente de la République devant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Gabon

494. L'Examen concernant le Gabon s'est déroulé le 7 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Gabon conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/GAB/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/GAB/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/GAB/3).

495. À sa 37^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Gabon (voir la section C ci-après).

496. Les textes issus de l'Examen concernant le Gabon comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/6), les vues du Gabon sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/37/6/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

497. La délégation, conduite par le Ministre gabonais de la justice, Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, et la Directrice de l'administration pénitentiaire et de la protection des droits humains au Ministère, A. Inès Laurenda Hadonou, s'est félicitée que l'Examen périodique universel ait été l'occasion d'un dialogue constructif entre 73 pays et le Gabon, qui avait accepté la plupart des recommandations formulées lors de l'Examen en novembre 2017.

498. Concernant la ratification des instruments internationaux, le Gabon était partie à la plupart des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Les autres étaient en cours de ratification.

499. S'agissant des décisions des pouvoirs publics, la nouvelle Constitution avait été adoptée. Parmi les principaux changements apportés figuraient l'établissement d'une nouvelle cour de justice supérieure et d'un tribunal pénal spécialisé, la réduction du nombre de sénateurs, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes en matière d'accès aux mandats électoraux et aux responsabilités politiques et la réorganisation de la Cour constitutionnelle.

500. Le Conseil des ministres était en train d'adopter plusieurs projets de loi, dont un sur les élections. Ces textes avaient été élaborés à partir des recommandations issues d'un dialogue politique sur les réformes électorales et visaient à améliorer les conditions d'organisation des élections politiques. Un autre projet de loi portait sur la répartition des sièges par province, département et municipalité ; un autre était consacré à l'élection des députés à l'Assemblée nationale ; un autre encore portait modification de certaines dispositions régissant l'élection du Président de la République ; un autre enfin concernait la répartition des sièges de sénateur.

501. Le Conseil économique et social avait examiné la question de l'emploi des jeunes à sa session du 20 février 2018. Il réfléchissait à des moyens de créer des emplois pour les jeunes en vue d'assurer durablement le développement économique et social du pays.

502. S'agissant de la prévention de la torture, des progrès avaient été faits dans la mise en œuvre de la feuille de route pour la création du mécanisme national de prévention de la torture. Un projet de loi avait été modifié au terme d'échanges importants avec le Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et l'Association pour la prévention de la torture. La loi serait probablement adoptée par le Parlement dans les mois suivants.

503. Concernant les progrès dans l'administration de la justice, la délégation a appelé l'attention sur la loi relative à l'organisation de la justice, le nouveau Code pénal et le nouveau Code de procédure pénale.

504. S'agissant des droits de l'enfant, le Gouvernement rédigerait, au deuxième trimestre 2018, un document sur la stratégie nationale intégrée de protection de l'enfance, puis un plan d'action national. L'élaboration de ces deux documents permettrait aux acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux d'unir leurs efforts en vue de l'application au Gabon d'une politique publique efficace et efficiente de protection de l'enfance.

505. Un atelier de formation à la prévention et à la répression de la traite des personnes et du trafic de migrants avait été organisé à l'intention des fonctionnaires de police, des magistrats des tribunaux pour mineurs, du personnel des centres d'accueil et des organisations de la société civile intéressées.

506. Concernant la liberté d'expression, le Conseil des ministres a adopté un projet de loi portant création et organisation de la haute autorité de la communication.

507. Le rapport du Gabon montrait bien que le pays était déterminé à améliorer progressivement son cadre juridique et son action. Il était en outre de nature à favoriser la réalisation effective des droits de l'homme au niveau national. Le Gabon continuerait à étendre l'application des dispositions des différents traités tout en soutenant les initiatives visant à les renforcer.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

508. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Gabon, 12 délégations ont fait des déclarations.

509. Cuba était consciente du travail que le Gabon avait accompli pour appliquer les recommandations qu'il avait reçues lors du précédent cycle de l'Examen périodique universel. Elle ne doutait pas que cet État poursuivrait ses efforts pour appliquer les plus de 120 recommandations qu'il avait acceptées dans le cadre de l'Examen en cours, dont celles de Cuba. Cuba a engagé le Gabon à continuer d'œuvrer à la protection des enfants, qu'il renforcerait en approuvant le Code de l'enfant, comme elle le lui avait recommandé.

510. L'Égypte a déclaré que le Gabon avait pris des mesures encourageantes pour améliorer la situation des droits de l'homme dans de nombreux secteurs du pays, ayant notamment procédé à un examen pour s'assurer que la Commission nationale des droits de l'homme obéissait aux Principes de Paris. En outre, un projet de loi prévoyait la création d'un mécanisme national de prévention de la torture et une formation avait été dispensée aux agents des forces de l'ordre ; des mesures avaient par ailleurs été prises pour garantir les droits à la santé et à l'éducation, entre autres. L'Égypte s'est félicitée que le Gabon ait accepté sa recommandation relative à la lutte contre la traite des enfants.

511. L'Éthiopie s'est félicitée que le Gabon ait coopéré de manière constructive avec le Conseil des droits de l'homme et accepté un grand nombre de recommandations, dont les siennes, concernant la poursuite de l'exécution d'une feuille de route en vue de la mise en place d'un mécanisme national de prévention de la torture et de l'autonomisation économique des femmes, notamment au moyen d'activités rémunératrices.

512. Le Ghana a félicité le Gabon d'avoir modifié son Code civil et son Code pénal pour mieux lutter contre la violence domestique et conjugale, en veillant notamment à ce que le Code pénal définisse et sanctionne les agressions sexuelles commises au sein du couple. Il a noté avec satisfaction que le Parlement était saisi de modifications à la loi portant création et organisation de la Commission nationale des droits de l'homme qui visaient à rendre ce texte conforme aux Principes de Paris. Le Ghana a exhorté le Gabon à adopter cette loi au plus tôt et à faire le nécessaire pour qu'elle soit appliquée.

513. Le Honduras a salué l'engagement et l'esprit constructif du Gabon et s'est réjoui que cet État ait adhéré aux recommandations relatives à l'adoption d'une législation visant à combattre la discrimination et à garantir l'égalité des chances. Il a félicité le Gabon de sa détermination à adopter une législation conforme aux objectifs de développement durable pour mettre fin aux pratiques néfastes concernant les filles, telles que le mariage précoce ou forcé et les mutilations génitales féminines. Le Honduras a noté avec satisfaction que le Gabon s'était engagé à ratifier la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

514. Le Kenya a déclaré qu'en acceptant de nombreuses recommandations, le Gabon avait montré qu'il restait déterminé, comme il l'était depuis longtemps, à appliquer les recommandations reçues. Il a félicité cet État des mesures qu'il avait prises pour lutter contre la pauvreté. La caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale prenait en charge les frais de santé, de consommation d'eau et d'électricité et les prestations familiales des

Gabonais économiquement défavorisés. Le Kenya a encouragé le Gabon à continuer de donner suite aux recommandations restant à appliquer.

515. La Libye a salué les mesures prises par le Gabon et le fait que ce pays avait accepté bon nombre de recommandations, preuve de son attachement à l'Examen périodique universel et de sa volonté de renforcer le respect des droits de l'homme.

516. Madagascar s'est félicitée des mesures que le Gouvernement gabonais a prises, notamment pour lutter contre le décrochage scolaire et prendre en charge les frais de santé et de consommation d'eau et d'électricité par l'intermédiaire de la caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale. Elle a noté avec satisfaction la modification des dispositions du Code civil concernant l'héritage et s'est félicitée des mesures prises en vue de l'autonomisation des femmes. Madagascar a invité le Gabon à continuer de s'efforcer de promouvoir et protéger les droits de l'homme plus efficacement sur son territoire.

517. Le Pakistan a félicité le Gouvernement gabonais d'avoir accepté la majorité des recommandations, y compris les siennes. Il lui a souhaité plein succès dans l'application des recommandations acceptées.

518. Les Philippines ont félicité le Gouvernement gabonais d'avoir adhéré à beaucoup de recommandations, notamment celles qui touchaient aux droits des enfants et des femmes. Elles espéraient que le Parlement gabonais approuverait le Code de l'enfant, qui devait contribuer à prévenir la violence contre les enfants. Les Philippines se sont félicitées que l'État gabonais soit déterminé à continuer d'œuvrer à la promotion et à la protection des droits de l'homme sur son territoire.

519. Le Sénégal s'est félicité que le Gabon ait décidé d'accepter 143 des 166 recommandations qui lui avaient été faites, dont les siennes, se montrant ainsi résolu à mieux promouvoir et défendre les droits de l'homme, conformément à ses engagements internationaux.

520. Le Maroc a félicité le Gabon des nombreuses mesures et initiatives législatives et institutionnelles qu'il avait prises et des efforts qu'il avait faits pour donner suite aux recommandations acceptées lors du deuxième cycle. Il a en outre apprécié l'attention portée à la protection des droits de l'enfant, qui transparaissait notamment dans l'adoption du Code de l'enfant et le projet de mise en place d'un organe national de coordination participatif et permanent. Le Maroc a noté avec satisfaction l'attachement de l'État gabonais à la lutte contre la torture, dont témoignait l'adoption du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

521. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Gabon, six autres parties prenantes ont fait des déclarations.

522. Dans une déclaration faite conjointement avec l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, l'organisation Volontariat international femmes, éducation, développement s'est réjouie des activités de protection des droits de l'enfant qui avaient été menées en collaboration avec des organisations de la société civile et des organes des Nations Unies. Elle a félicité le Gabon d'avoir accepté la recommandation relative à l'adoption du Code de l'enfant, énoncée au paragraphe 118.22, et a engagé le Gabon à l'appliquer pleinement. Elle a déploré le montant élevé des frais de scolarité, qui contribuait à un taux élevé d'abandon scolaire. L'organisation a noté que les recommandations figurant aux paragraphes 118.119 et 118.125 avaient été acceptées. Elle a invité le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour garantir la gratuité et la qualité de l'instruction. Elle a salué l'existence d'un programme de promotion de l'entrepreneuriat et demandé au Gabon de redoubler d'efforts pour trouver d'autres moyens de faire baisser le taux de chômage des jeunes, de favoriser l'insertion professionnelle et de réduire la pauvreté.

523. L'Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale a salué la mise en place de bureaux d'aide juridictionnelle pour les femmes et invité le Gabon à redoubler d'efforts pour que les femmes soient mieux représentées dans la vie publique. Elle a noté avec satisfaction la création de tribunaux pour mineurs et l'adoption d'une stratégie nationale en matière de santé procréative. Elle a félicité

le Gabon d'avoir élaboré un plan national de développement sanitaire, alloué des ressources accrues au fonds d'assistance médicale, adopté une stratégie nationale pour l'égalité des sexes, et fait un travail de sensibilisation concernant la nécessité d'enregistrer les naissances. L'organisation s'est dite préoccupée par les observations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et du Comité des droits de l'enfant.

524. United Nations Watch a jugé inquiétante la situation précaire des droits de l'homme au Gabon. Elle a déploré les arrestations arbitraires et les arrestations à caractère politique et demandé qu'une enquête soit menée sur les arrestations arbitraires de manifestants lors de l'élection de 2016. Elle a relevé plusieurs exemples d'arrestation d'opposants politiques et de dissidents, de passages à tabac et d'interdiction de voyager. De nombreux dissidents croupissaient dans les prisons gravement surpeuplées du pays. La Constitution gabonaise modifiée plaçait le pouvoir exécutif entre les mains du Président et l'opposition politique faisait l'objet de mesures visant à la réduire au silence. United Nations Watch a engagé le Gabon à organiser des élections justes et transparentes et à amener les auteurs de violations des droits de l'homme à répondre de leurs actes.

525. L'organisation Afrique culture internationale a félicité le Gabon d'avoir réussi dans une large mesure à maintenir une situation stable et favorable dans le pays et d'avoir mis sur pied une infrastructure juridique, sanitaire et éducative. Elle a noté que plusieurs projets avaient été réalisés en collaboration avec l'UNICEF et d'autres organisations internationales. Elle a engagé le Gabon à poursuivre le programme de coopération qu'il avait mis en œuvre avec le FNUAP entre 2012 et 2016, ainsi qu'à continuer d'œuvrer à la réintégration des filles vulnérables et de créer des activités génératrices de revenus afin d'autonomiser les femmes et les filles.

526. L'organisation Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a pris note des mesures prises par le Gabon, parmi lesquelles la ratification du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, l'abolition de la peine de mort, l'adoption d'une législation sur les droits des minorités et la ratification du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, ainsi que l'adoption d'une législation visant à assurer l'égalité des droits entre les femmes et les hommes sur le lieu de travail. Elle a toutefois relevé les restrictions imposées à l'exercice des droits à la liberté d'expression et de réunion et les cas de disparition de dissidents et de sympathisants de l'opposition lors de l'élection de 2016, et a demandé au Gabon d'enquêter de manière impartiale sur ces affaires. L'organisation a en outre invité le Gabon à redoubler d'efforts pour lutter contre la corruption, le viol, la violence sexuelle, les crimes rituels et la surpopulation carcérale.

527. L'organisation International-Lawyers.Org a salué les efforts qu'avait faits le Gabon pour améliorer la liberté et l'indépendance de la presse en adoptant un nouveau Code de la communication, qui avait dépenalisé certaines infractions jusque-là réprimées par la législation sur la presse. Elle s'est néanmoins inquiétée du caractère vague de certaines dispositions du Code restreignant la liberté d'expression, notamment celles qui interdisaient aux Gabonais de travailler pour des médias locaux hors du pays. De surcroît, des arrestations et des faits de harcèlement de journalistes avaient été signalés. International-Lawyers.Org a demandé au Gabon de garantir le plein exercice du droit à la liberté d'expression et de prendre les mesures nécessaires afin de créer un environnement sûr pour les journalistes. L'organisation a pris acte des réformes que le Gabon avait opérées pour améliorer les conditions de vie dans les prisons et réduire la surpopulation carcérale. Toutefois, elle a prié instamment l'État d'appliquer de nouvelles mesures pour mettre fin à des conditions carcérales inhumaines et limiter le recours à la détention provisoire.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

528. La Vice-Présidente a déclaré que, d'après les informations communiquées, le Gabon avait adhéré à 143 des 166 recommandations reçues et pris note des 23 autres.

529. La délégation gabonaise a remercié les délégations qui avaient soutenu l'adoption du rapport et a déclaré que le Gabon avait fait des progrès importants dans la promotion des droits de l'homme, s'agissant notamment du droit à la santé, de la lutte contre la pauvreté et

de la protection des droits des enfants et des femmes. Ces avancées montraient que l'État était déterminé à améliorer les conditions de vie des Gabonais.

530. Enfin, la délégation a affirmé qu'aucune violation des droits de l'homme n'était perpétrée au Gabon, qu'il ne s'y trouvait aucun prisonnier politique et qu'aucun journaliste n'y était emprisonné. Au Gabon, seules des personnes ayant enfreint la loi étaient incarcérées. Les enquêtes étaient menées dans le respect du droit, et les détenus dont la culpabilité n'était pas prouvée étaient libérés. S'agissant des manifestations du 31 août 2016, nul n'avait été condamné à une peine d'emprisonnement en rapport avec ces événements.

Ghana

531. L'Examen concernant le Ghana s'est déroulé le 7 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Ghana conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/GHA/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/GHA/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/GHA/3).

532. À sa 38^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Ghana (voir la section C ci-après).

533. Les textes issus de l'Examen concernant le Ghana comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/7), les vues du Ghana sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/37/7/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

534. Le chef de la délégation, l'Ambassadeur et Représentant permanent du Ghana auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Ramses Joseph Cleland, s'est dit honoré de prendre la parole devant le Conseil des droits de l'homme à l'occasion de l'examen du rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel concernant le Ghana. L'Examen avait eu lieu le 7 novembre 2017 et la délégation ghanéenne avait été dirigée par la Procureure générale et Ministre de la justice, Gloria Afua Akuffo.

535. La liste de questions préparée par l'Allemagne, la Belgique, le Brésil, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovénie, la Suède et la Tchèque avait été fort bien accueillie par la délégation ghanéenne.

536. Le Ghana s'est également félicité du dialogue, au cours duquel 198 délégations étaient intervenues. Il avait adhéré, en tout, à 200 des 241 recommandations reçues à cette occasion. Ces recommandations, ainsi que les 41 recommandations restantes qui seraient soumises à un examen plus approfondi, avaient été adoptées lors de l'examen, le 10 novembre 2017.

537. Au terme de consultations approfondies sur les 41 recommandations en suspens, le Ghana avait décidé d'adhérer à 12 d'entre elles, à savoir celles des paragraphes 147.3, 147.4, 147.6, 147.7, 147.11, 147.14, 147.18, 147.21, 147.23, 147.24, 147.28 et 147.41, portant ainsi à 212 le nombre total de recommandations acceptées par le Ghana. Il avait pris note de celles énoncées aux paragraphes 147.1, 147.5, 147.8-147.10, 147.12, 147.13, 147.15-147.17, 147.19, 147.20, 147.22, 147.25-147.27, 147.29-147.32 et 147.34-147.40.

538. Le Ghana avait accepté en partie les recommandations figurant aux paragraphes 147.2 et 147.33, et souhaitait clarifier sa position sur la recommandation du paragraphe 147.2. Il en avait accepté la première partie (« Continuer de renforcer l'application du système de signalement des cas de discrimination, qui protège les droits des personnes faisant l'objet de discrimination en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre ») car elle cadrait avec les mesures que prenait le Gouvernement pour préserver les droits de toute personne se trouvant sur le territoire national de toute discrimination, y compris les discriminations à raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre.

539. La deuxième partie de la recommandation énoncée au paragraphe 147.2 (« et veiller à ce que les principes appliqués au sein du système éducatif protègent les étudiants contre la discrimination ») avait seulement été notée par le Ghana parce qu'elle limitait la portée de la lutte que l'État menait contre la discrimination à tous les niveaux et de son action visant à adapter le système éducatif.

540. L'explication de la position du Ghana sur la recommandation figurant au paragraphe 147.33 était donnée dans le document A/HRC/37/7/Add.1.

541. Les questions posées par avance à la délégation ghanéenne avaient été traitées lors du dialogue de novembre 2017, et le Ghana a apprécié l'esprit constructif dans lequel les recommandations avaient été faites. Celles-ci couvraient de nombreux aspects des droits de l'homme, comme les droits de l'enfant, les droits des membres de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre et intersexe et les pratiques traditionnelles préjudiciables. Le Ghana savait gré aux États de leur solidarité, de leurs encouragements et de leur soutien, fort desquels il continuerait de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans les années à venir.

542. La délégation a informé le Conseil que, s'agissant des nombreuses recommandations reçues au sujet du projet de loi sur la discrimination positive, le Ministère du genre, de l'enfance et de la protection sociale avait lancé, à l'issue de l'Examen dont le Ghana avait fait l'objet en novembre 2017, une série d'initiatives visant à hâter l'adoption de ce projet de loi afin de faire avancer davantage l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes. Une campagne baptisée « HeForShe » avait récemment été lancée pour apprendre aux garçons à apprécier les filles à leur juste valeur et à les épauler dans toutes leurs entreprises, faisant d'eux des ambassadeurs au service de cet objectif.

543. Créé par le Gouvernement au dernier trimestre 2017 pour renforcer la lutte contre la corruption, le Bureau du Procureur spécial était devenu pleinement opérationnel au début du mois de mars 2018. Dans le cadre de l'action menée par le Gouvernement pour promouvoir le plein exercice des droits économiques et sociaux et éliminer la pauvreté dans le pays, il devait enquêter sur des affaires de corruption impliquant des responsables politiques et des agents publics et de sanctionner toutes les personnes jugées coupables.

544. Lors de l'Examen dont il avait fait l'objet en novembre 2017, l'État ghanéen avait salué les précieuses contributions des organisations de la société civile, qui avaient œuvré au renforcement de sa jeune démocratie ainsi qu'à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Le Ghana était impatient d'entendre les interventions des représentants des organisations non gouvernementales, qu'il accueillerait avec un esprit ouvert, ainsi que les interventions supplémentaires des délégations nationales.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

545. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Ghana, 13 délégations ont fait des déclarations.

546. L'Éthiopie a remercié le Ghana d'avoir accepté un grand nombre des recommandations formulées au cours du troisième cycle de l'Examen périodique universel, y compris celles qu'elle lui avait adressées pour qu'il intensifie la mise en œuvre de l'initiative coordonnée visant à faire cesser les mariages précoces, les mariages forcés et les mariages d'enfants et à poursuivre l'exécution de son projet destiné à éliminer la traite des enfants et le travail des enfants dans les communautés de pêcheurs. L'Éthiopie s'est prononcée en faveur de l'adoption du rapport du Groupe de travail sur le Ghana.

547. Le Gabon a salué les mesures prises pour mettre fin aux châtiments corporels et autres formes de violence contre les enfants dans les milieux familial et scolaire. Il a invité instamment le Conseil des droits de l'homme à adopter le rapport sur le Ghana.

548. Le Honduras a pris acte des recommandations auxquelles le Ghana avait adhéré, notamment l'engagement de cet État à ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort. Il a néanmoins regretté que ce pays n'ait pas accepté la recommandation de s'engager à dépénaliser les relations sexuelles consenties entre personnes du même sexe et à mettre un terme à la discrimination à l'égard des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes.

549. Le Kenya a salué l'engagement de longue date du Ghana en faveur des droits de l'homme et des libertés fondamentales et félicité cet État d'avoir organisé en décembre 2016 des élections pacifiques, transparentes et inclusives, qui avaient eu valeur d'exemple pour la plupart des pays du continent africain. Il a souscrit à l'adoption par le Conseil du rapport de l'Examen périodique universel concernant le Ghana.

550. Le Lesotho a noté la mise en place d'un cadre législatif national de la plus haute importance et la ratification de certains des principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, et salué les initiatives de protection sociale ayant contribué à sortir la population du marasme de la pauvreté. Évoquant certains obstacles auxquels le Ghana continuait de se heurter, il a toutefois prié la communauté internationale d'apporter l'aide nécessaire à ce pays.

551. La Libye a félicité le Ghana d'avoir accepté la plupart des recommandations reçues, et souligné la détermination avec laquelle cet État les avait appliquées. Elle a encouragé le Conseil à adopter le rapport de l'Examen périodique universel concernant le Ghana.

552. Madagascar a salué les mesures prises par le Gouvernement ghanéen en vue d'élaborer une politique de protection de l'enfance et de la famille visant à mettre fin aux châtiments corporels et à toute autre forme de violence infligée aux enfants dans leur foyer ou à l'école. Elle a invité le Conseil à adopter le rapport de l'Examen périodique universel concernant le Ghana.

553. Le Pakistan a félicité le Gouvernement ghanéen d'avoir accepté la majorité des recommandations formulées pendant la session du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, y compris les siennes, et a prié le Conseil d'adopter par consensus le rapport de l'Examen concernant le Ghana.

554. Les Philippines ont invité le Gouvernement ghanéen à approuver le projet de loi national sur l'égalité des sexes, qui favorisait la participation des femmes à la prise de décisions et à la vie politique. Elles ont souscrit à l'adoption par le Conseil du rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel concernant le Ghana et exhorté tous les États membres à en faire autant.

555. Le Sénégal a salué les mesures législatives institutionnelles prises par le Ghana pour mieux promouvoir les droits des femmes et des enfants et celles visant à éliminer la corruption. Il a engagé le Ghana à poursuivre ses efforts et prié le Conseil d'adopter le rapport de l'Examen périodique universel concernant ce pays.

556. La Sierra Leone a félicité le Ghana d'avoir récemment défini des stratégies pour assurer à tous les enfants un enseignement universel de base obligatoire et gratuit, et d'avoir élaboré une politique en matière de justice pour enfants afin de protéger leurs droits dans le système judiciaire. Elle a également invité le Ghana à envisager la mise en place de politiques et d'initiatives à même de lutter efficacement contre la stigmatisation et la discrimination à l'égard des albinos. Elle a préconisé l'adoption du rapport de l'Examen périodique universel concernant le Ghana.

557. L'Afrique du Sud savait gré au Ghana d'avoir accepté ses recommandations tendant à mettre en œuvre les décisions prises à l'issue de l'examen constitutionnel, à établir un plan national en faveur des droits de l'homme conforme au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à prendre des mesures en vue d'abolir la peine de mort. En outre, elle a incité le Ghana à continuer de renforcer la participation des femmes à la prise de décisions et

à la vie politique, à combattre la stigmatisation des personnes vivant avec le VIH/sida et à donner la priorité aux actions de protection sociale destinées à lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité.

558. Le Soudan a salué les efforts déployés pour accroître l'accès à l'éducation et en améliorer la qualité, réduire la pauvreté et promouvoir le développement socioéconomique global. Il a noté avec satisfaction que le Ghana avait accepté la plupart des recommandations émises à son intention lors de l'Examen périodique universel et a recommandé que le Conseil adopte le rapport de l'Examen concernant ce pays.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

559. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Ghana, huit autres parties prenantes ont fait des déclarations.

560. L'organisation Défense des enfants International s'est félicitée de l'engagement du Gouvernement à protéger les droits des enfants en adoptant une législation, des politiques et des stratégies nationales à cet effet, et a engagé les pouvoirs publics à continuer d'œuvrer en partenariat avec les organisations de la société civile pour garantir la réalisation effective, à tous les niveaux, des droits des enfants et des programmes de protection de l'enfance. Elle a par ailleurs exhorté le Gouvernement à renforcer ses programmes de sensibilisation et d'éducation visant à prévenir les pratiques traditionnelles néfastes, telles que le mariage d'enfants et la résurgence des mutilations génitales féminines.

561. L'organisation Edmund Rice International a salué la détermination du Ghana à améliorer le niveau de l'enseignement obligatoire. Néanmoins, pour faire en sorte que tous les enfants bénéficient de l'éducation gratuite sur un pied d'égalité, l'État devrait investir davantage dans les écoles publiques afin d'améliorer la qualité des infrastructures et de l'enseignement. L'organisation a recommandé que le Ghana prenne les mesures nécessaires pour motiver davantage les professeurs, en leur proposant par exemple des formations supplémentaires et une aide au logement, notamment à ceux qui enseignent en zone rurale. Elle a en outre recommandé que le Ghana encadre les frais de scolarité et les frais supplémentaires facturés par tous les établissements scolaires, afin d'assurer l'égalité des chances pour les familles dans toutes les zones socioéconomiques.

562. La Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie Van Homoseksualiteit (COC) a félicité le Ghana d'avoir accepté les recommandations les plus générales concernant la violence et la discrimination à l'égard des Ghanéens à raison de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre. Toutefois, des recommandations plus concrètes en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre avaient été seulement notées, si bien qu'il subsistait de fortes inquiétudes sur la question de l'application égale des droits de l'homme à tous les Ghanéens ainsi que de la sécurité et du bien-être des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles et transsexuelles, souvent victimes de discriminations et de violences. Qui plus est, il existait des inégalités en matière d'accès au logement, aux soins de santé, à l'éducation et à l'emploi. Les relations homosexuelles demeuraient punies par la loi. La COC a exhorté le Ghana à appliquer concrètement la résolution 275 de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, imposant à tous les États d'Afrique de prendre des mesures pour mettre fin à la violence et à la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre.

563. L'Association suédoise pour l'éducation sexuelle s'est inquiétée de la stigmatisation et des attitudes figées à l'égard des rôles de genre, qui faisaient obstacle à l'égalité des sexes, entravaient la protection des femmes et des minorités sexuelles et grevaient les perspectives des jeunes. Elle a engagé le Gouvernement ghanéen à soutenir l'adoption et l'application, dans le cadre des programmes scolaires, des directives pour une éducation complète en matière de santé procréative et à garantir à chacun, sans discrimination, le droit d'accéder à des services de santé sexuelle et procréative sur l'ensemble du territoire national.

564. Action Canada pour la population et le développement a déclaré que le Ghana avait beaucoup progressé dans la lutte contre certaines formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes et des filles, notamment en adoptant des lois érigeant en infraction pénale les mutilations génitales féminines ainsi que la violence et le viol au sein du couple et en établissant des mécanismes et des unités spécialisées chargés de combattre différentes formes

de violence fondée sur le genre. Cependant, la lenteur et les carences des enquêtes sur les faits de cette nature engendraient un climat d'impunité et empêchaient les victimes de ces violences d'obtenir réparation. L'organisation a constaté avec préoccupation qu'une fois encore, le Ghana n'avait pas accepté les recommandations tendant à abroger les lois et politiques punitives et discriminatoires à l'endroit des personnes en raison de leur orientation sexuelle et de leur identité et expression de genre, ou celles visant à mettre en œuvre des programmes d'éducation contre l'homophobie.

565. L'organisation Human Rights Watch a affirmé qu'en dépit de progrès notables, les conditions dans les hôpitaux psychiatriques et les camps de prière ne s'étaient guère améliorées depuis qu'elle avait recensé une série d'exactions en 2012. Les hôpitaux psychiatriques demeuraient surpeuplés et insalubres. Les personnes présentant des handicaps psychosociaux réels ou supposés étaient retenues contre leur gré dans des hôpitaux psychiatriques et des camps de prière, et il leur était peu ou prou impossible de contester leur enfermement. Human Rights Watch a appelé le Ghana à faire respecter l'interdiction de l'enchaînement et d'autres traitements inhumains ou dégradants en créant un tribunal d'examen des questions de santé mentale et des comités de visite chargés de la surveillance des établissements psychiatriques et des camps de prière.

566. L'organisation Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a souligné les progrès du Ghana en matière de démocratisation : ce pays faisait figure de modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest et d'exemple pour le reste de l'Afrique. Des progrès avaient également été accomplis grâce à des initiatives visant à protéger les droits des enfants et des femmes, notamment en luttant contre les mariages forcés et la discrimination fondée sur le genre. L'organisation a exhorté le Gouvernement ghanéen à redoubler d'efforts dans sa campagne contre les pratiques traditionnelles préjudiciables aux femmes dans les zones rurales et à agir en faisant appliquer des lois à cette fin. Enfin, elle a encouragé le Ghana à promouvoir l'éducation aux droits de l'homme dans toutes les sphères de la société et à continuer de s'employer à renforcer la démocratie dans le pays.

567. L'Union internationale humaniste et laïque a déclaré que la violence et la discrimination étaient monnaie courante au Ghana, de même que les violations des droits humains telles que la violence domestique, les mutilations génitales féminines, le travail des enfants et les sacrifices d'enfants. Les personnes atteintes d'albinisme étaient marginalisées. L'Union internationale humaniste et laïque était déçue que le Ghana ait seulement pris note des recommandations issues de l'Examen périodique universel relatives à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre ainsi qu'à la protection des albinos.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

568. La Vice-Présidente a déclaré que, selon les informations communiquées, le Ghana avait adhéré à 212 et pris note de 27 des 241 recommandations reçues. Des précisions supplémentaires avaient été apportées sur les deux recommandations restantes.

569. La délégation a déclaré que le troisième cycle de l'Examen périodique universel avait été l'occasion pour le Ghana de réévaluer les progrès effectués jusqu'alors en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le pays. Le Ghana demeurait résolu à mobiliser l'ensemble des parties prenantes souhaitant œuvrer à l'application des recommandations formulées dans le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. En outre, en novembre 2017, le Bureau du Procureur général avait achevé d'établir et d'organiser un comité de coordination interinstitutions pour les droits de l'homme. Ce mécanisme national était spécialement chargé d'appliquer les recommandations issues de l'Examen périodique universel et celles des organes conventionnels, de faire rapport sur les mesures prises à cet effet et d'assurer le suivi de leur exécution. L'inauguration de ce comité par le Procureur général et le Ministre de la justice était prévue à la fin du mois de mars 2018.

Pérou

570. L'Examen concernant le Pérou s'est déroulé le 8 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Pérou conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/PER/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/PER/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/PER/3).

571. À sa 38^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Pérou (voir la section C ci-après).

572. Les textes issus de l'Examen concernant le Pérou comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/8), les vues du Pérou sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/37/8/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

573. La délégation, conduite par le Représentant permanent du Pérou auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Claudio Julio de la Puente Ribeyro, a noté qu'au terme d'un examen approfondi de grande ampleur auquel avaient pris part tous les secteurs concernés, le Pérou a décidé d'accepter une grande majorité des recommandations, soit 177 sur 182. Outre qu'il témoignait de son attachement à la promotion et à la protection des droits de l'homme et au système des Nations Unies, ainsi que du sérieux avec lequel il appréhendait ses responsabilités de membre du Conseil des droits de l'homme, cet accueil favorable montrait une fois encore que le Pérou était ouvert aux recommandations.

574. Le Pérou était convaincu que son acceptation des recommandations serait extrêmement utile en vue de la révision et de l'exécution des politiques publiques, permettant ainsi d'améliorer la situation des Péruviens et de tous ceux qui vivaient dans le pays.

575. S'il reconnaissait devoir s'améliorer dans certains domaines, le Pérou estimait que n'importe quelle analyse objective de la situation des droits de l'homme dans le pays montrerait que la ferme détermination des Gouvernements démocrates successifs et la participation active de la société civile avaient permis de réaliser des progrès constants.

576. Les recommandations reçues et acceptées concernaient les domaines auxquels l'État devait consacrer davantage de ressources et d'efforts. La délégation a ensuite fait des observations sur les recommandations dont le pays avait pris note.

577. S'agissant de la sélection des membres des organes conventionnels des Nations Unies, le Pérou se conformait à des critères stricts fondés sur le mérite des candidats, ce qui avait permis de reconnaître le travail des Péruviens qui siégeaient alors à différents comités.

578. Concernant les recommandations relatives aux Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, il avait été précisé que les entreprises étaient libres d'adopter ces engagements, quand bien même l'État sur le territoire duquel elles exerçaient leurs activités ne les auraient pas adoptés.

579. La recommandation énoncée au paragraphe 111.102, à savoir « dépenaliser l'avortement dans toutes les circonstances et faire en sorte que les femmes et les filles puissent avorter légalement et en toute sécurité », avait été notée car l'expression « dans toutes les circonstances » était incompatible avec les normes internationales en la matière.

580. S'agissant des recommandations sur la ratification du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, le Pérou estimait avoir suivi les suggestions formulées, observant un moratoire de fait sur l'application de la peine de mort. La dernière exécution remontait à 1979. Ainsi, bien que la peine capitale n'ait pas été officiellement abolie, une politique de non-application avait été maintenue.

581. Le 1^{er} février 2018, le pays avait approuvé son troisième plan d'action national en faveur des droits de l'homme (2018-2021). Cet outil stratégique multisectoriel devait permettre la gestion des politiques publiques en matière de droits de l'homme, induire des transformations en faveur de ces droits dans les domaines de l'éducation et de la culture et favoriser des changements réglementaires en vue d'adapter le système juridique aux normes internationales relatives aux droits de l'homme.

582. Le plan d'action répondait à plusieurs recommandations reçues lors du troisième cycle, notamment celles relatives aux groupes ayant besoin d'une protection spéciale. Par ailleurs, l'application de normes internationales concernant les entreprises et les droits de l'homme avait été intégrée comme nouvelle ligne directrice, conformément à l'engagement d'adopter en 2019 un plan d'action pour les entreprises et les droits de l'homme destiné à favoriser l'application progressive des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Le plan d'action prévoyait la mise en œuvre de politiques transversales visant à promouvoir une culture de paix, la protection des droits humains de tous les citoyens et l'élaboration de principes directeurs régissant les politiques publiques sectorielles.

583. Le plan d'action était axé en particulier sur 13 groupes ayant besoin d'une protection spéciale, parmi lesquels les Afrodescendants, les filles, les garçons et les adolescents, les personnes privées de liberté, les victimes du terrorisme, les femmes ainsi que les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes. Chacun de ces groupes avait fait l'objet de diverses recommandations et observations pendant l'Examen périodique universel. Plusieurs délégations et organisations de la société civile avaient salué l'attitude constructive que le Pérou avait adoptée en acceptant ces recommandations.

584. En 2017, le Pérou avait approuvé le nouveau plan national de lutte contre la traite des personnes, dans lequel il avait identifié les acteurs de ce combat. Ce plan s'articulait autour de trois axes : a) la gouvernance institutionnelle, la prévention et la sensibilisation ; b) l'attention, la protection et la réintégration ; c) le contrôle et la traduction en justice des responsables.

585. La délégation péruvienne a mentionné d'autres évolutions normatives, telles que le durcissement des peines portées contre les auteurs de disparitions forcées, la modification des sanctions infligées dans les affaires de torture, l'établissement du crime de travail forcé et l'élaboration de normes destinées à lutter contre les féminicides. Dans d'autres domaines, une politique nationale érigeant au rang de priorité l'accès à la santé, à l'éducation et à la justice était en vigueur depuis 2015 pour assurer la prise en compte systématique des intérêts des populations susmentionnées dans une optique interculturelle.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

586. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Pérou, 11 délégations ont fait des déclarations.

587. L'UNICEF s'est félicité des progrès que le Pérou avait récemment accomplis dans la réalisation des droits de l'enfant, notamment en adoptant le décret législatif n° 1297 sur la protection des enfants privés de protection parentale, le décret législatif n° 1348 sur le Code de justice pénale pour les adolescents et la loi n° 30403 sur l'interdiction des châtiments corporels et humiliants. Il a constaté avec préoccupation que les enfants victimes de violence, d'exploitation et d'abandon familial n'étaient toujours pas suffisamment protégés. Il était

nécessaire de renforcer les services de protection spécialisés, de garantir le plein accès à la justice spécialisée et de développer davantage la prise en charge de type familial comme solution de remplacement.

588. L'Algérie a salué les progrès substantiels du Pérou en matière de protection et de promotion des droits de l'homme, notamment les avancées obtenues dans la lutte contre la discrimination, la torture et le travail forcé ainsi que la protection des femmes et les mesures prises pour ratifier plusieurs instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Elle a noté avec satisfaction que cet État coopérait avec le mécanisme de l'Examen périodique universel et avait accepté la plupart des recommandations reçues, y compris ses recommandations sur la protection des employés de maison et l'amélioration du niveau de vie, notamment dans les zones rurales.

589. Le Brésil s'est réjoui des efforts déployés par le Pérou pour mieux promouvoir et protéger les droits de l'homme. Il a félicité ce pays d'avoir désigné une institution chargée du mécanisme national de prévention de la torture, d'avoir fait des progrès concernant le respect des droits des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes et de promouvoir les droits économiques et sociaux. Le Brésil a encouragé le Pérou à continuer de faire avancer la réalisation des droits de l'homme en donnant suite aux recommandations issues de l'Examen périodique universel qu'il avait acceptées. Il a réaffirmé vouloir poursuivre le dialogue avec le Pérou sur les questions liées aux droits de l'homme aux niveaux bilatéral, régional et mondial.

590. Le Chili a félicité le Pérou d'avoir approuvé son troisième plan d'action national en faveur des droits de l'homme (2018-2021). Il a noté que ce plan tenait compte de plusieurs recommandations reçues par le Pérou lors du troisième cycle de l'Examen périodique universel, y compris celles concernant certains des principaux problèmes des groupes ayant besoin d'une protection spéciale. Le Chili a félicité le Pérou d'appliquer des normes internationales sur les entreprises et les droits de l'homme et salué son engagement à se doter d'un plan d'action national sur les entreprises et les droits de l'homme en 2019. Il a noté avec satisfaction que ce pays entendait promouvoir et ratifier les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme.

591. La Chine a salué le dialogue constructif mené par le Pérou tout au long de l'Examen périodique universel. Elle a remercié cet État d'avoir accepté ses recommandations et espérait qu'il continuerait de promouvoir le développement économique et social, d'encourager les activités visant à réduire la pauvreté et d'améliorer le niveau de vie et d'éducation de sa population. La Chine a encouragé le Pérou à poursuivre ses efforts pour parvenir à l'égalité femmes-hommes et éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes.

592. L'Égypte a noté avec satisfaction la participation du Pérou au troisième cycle de l'Examen périodique universel le concernant. Elle a remercié cet État de son point complet sur les principales mesures prises pour promouvoir et protéger les droits de l'homme sur son territoire. L'Égypte s'est félicitée que le Pérou ait accepté bon nombre des recommandations reçues au cours du dialogue et lui avait gré de son esprit constructif de coopération avec le Conseil. Elle a pris acte des efforts faits par ce pays pour promouvoir les droits de l'homme, et en particulier pour coopérer avec les organes conventionnels.

593. Haïti a remercié le Pérou d'avoir accepté les trois recommandations qu'il lui avait adressées, notamment celle du paragraphe 111.178 relative aux peuples afro-péruviens. L'acceptation de cette recommandation serait source de plus grands progrès pour ces peuples. Haïti a jugé encourageante l'adoption du troisième plan d'action national en faveur des droits de l'homme (2018-2021), qui intégrait un certain nombre de recommandations reçues lors des trois cycles de l'Examen périodique universel. Il a engagé le Pérou à mettre en place, en 2019, le plan d'action national annoncé sur les entreprises et les droits de l'homme.

594. Le Honduras a rendu hommage à la délégation péruvienne et félicité l'État péruvien pour l'engagement, la transparence et l'esprit constructif dont il avait fait preuve pendant l'Examen périodique universel. Il espérait que le Pérou adhérerait à ses recommandations relatives à la prévention de la violence et de la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et des crimes de haine. Le Honduras espérait en outre que ce pays s'engagerait à élaborer des programmes d'éducation pour la prévention du travail des enfants. Il a réaffirmé

son soutien à l'État péruvien et sa volonté de coopérer avec lui dans le domaine des droits de l'homme.

595. La Sierra Leone a noté que le Pérou avait adopté son troisième plan d'action national en faveur des droits de l'homme (2018-2021) et que cet État projetait d'adopter en 2019 un plan d'action national sur les entreprises et les droits de l'homme. Elle a noté avec satisfaction que le Pérou utiliserait ces deux outils pour promouvoir et appliquer plus efficacement les normes en matière de droits de l'homme et protéger les libertés fondamentales au niveau national. La Sierra Leone a encouragé le Pérou à envisager de mettre en place des initiatives visant à décomposer les incidences négatives de la dégradation de l'environnement et à garantir aux demandeurs d'asile un accès égal aux services de santé universels.

596. Les Philippines ont félicité le Pérou d'avoir adhéré à beaucoup des recommandations reçues lors du dialogue, y compris celle qu'elles lui avaient adressée. Elles se félicitaient de la participation constructive du Pérou à l'Examen périodique universel et de la détermination sans faille avec laquelle il continuait d'œuvrer à la promotion et à la protection des droits humains de sa population, notamment ceux des femmes, des enfants et des migrants.

597. Le FNUAP a déclaré que le Pérou avait réalisé des progrès substantiels concernant les droits humains des femmes. Ces avancées illustraient clairement l'engagement de cet État en faveur des objectifs relatifs à la population et au développement définis dans le programme d'action du Caire et le Consensus de Montevideo sur la population et le développement. Le Fonds a relevé les obstacles auxquels les filles et les femmes se heurtaient dans l'exercice de leurs droits à la santé sexuelle et procréative et de leur droit de vivre à l'abri de la violence. Il jugeait préoccupant le problème des grossesses précoces au Pérou et a noté la nécessité de continuer à produire des données ventilées sur certaines populations.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

598. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Pérou, huit autres parties prenantes ont fait des déclarations.

599. Le Centre des droits reproductifs a noté qu'au Pérou, une grossesse ne pouvait être légalement interrompue que dans le cadre d'un « avortement pour raison médicale », afin de sauver la vie de la mère ou d'éviter toute conséquence dommageable grave et permanente pour sa santé. Aussi a-t-il regretté que ce pays se soit contenté de prendre note de la recommandation visant à dépénaliser l'avortement dans tous les contextes. Le Centre des droits reproductifs a déclaré qu'un procès en cours devant le Tribunal constitutionnel risquait d'aboutir à l'interdiction de l'avortement pour raison médicale, empêchant ainsi toutes les femmes et les filles qui le souhaiteraient de se faire avorter en vertu de la législation actuelle. Il a constaté avec inquiétude que cette évolution s'inscrivait dans un contexte général d'hostilité envers les droits sexuels et procréatifs des femmes au Pérou.

600. L'organisation Edmund Rice International s'est félicitée qu'il existe au Pérou des lois et règlements interdisant d'infliger des châtiments corporels et des punitions humiliantes aux enfants. Toutefois, les autorités péruviennes n'étaient pas en mesure de faire respecter efficacement les textes en vigueur car les institutions chargées de veiller à l'application de la loi sur la protection des droits des enfants contre tout type de violence ne disposaient pas des ressources ni des compétences nécessaires à cette fin. Par conséquent, Edmund Rice International a engagé le Pérou à garantir l'application effective de la loi n° 30403 en encourageant la mise en œuvre de politiques multisectorielles dans tous les organismes concernés.

601. La Commission internationale de juristes a déploré que les enquêtes menées sur les violations graves des droits de l'homme et les peines infligées à leurs auteurs n'aient pas reçu l'attention qu'elles méritaient et que la grâce accordée à l'ancien Président Alberto Fujimori avait constitué un sérieux revers dans la lutte contre l'impunité. Elle a rappelé au Pérou que l'une des recommandations qu'il avait acceptées portait sur les enquêtes concernant les stérilisations forcées subies par des milliers de femmes sous le gouvernement de Fujimori et les réparations à leur accorder, et qu'en gracieant l'ancien Président, il l'exonérerait de toute enquête et sanction. À cet égard, la Commission internationale de juristes a exhorté le Pérou à appliquer les recommandations de la communauté internationale relatives aux normes

internationales empêchant que les auteurs de violations graves des droits de l'homme demeurent impunis.

602. Le Service international pour les droits de l'homme a déclaré que l'octroi d'une grâce à l'ancien Président Alberto Fujimori montrait les limites des progrès accomplis par le Pérou dans le domaine de la justice. Évoquant le meurtre du défenseur des droits de l'homme Napoleon Tarrillo en décembre 2017, il a en outre déclaré que la crise politique que traversait le pays avait rendu les défenseurs des droits de l'homme plus vulnérables. Aussi a-t-il exhorté le Gouvernement péruvien à ne plus accorder de grâces car cette pratique compromettait l'état de droit et la légitimité démocratique de l'État, à faciliter l'accès à la justice et à élaborer et mettre en œuvre une politique de protection d'urgence des défenseurs des droits de l'homme caractérisée par des mesures concrètes visant à réduire les risques que ces derniers couraient dans leur travail.

603. L'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco a félicité le Pérou d'avoir accru le budget de l'éducation de plus de 50 %, ce qui a permis de réduire le retard des zones rurales dans ce domaine et de créer davantage de programmes de soins médicaux. Il a néanmoins fait observer que les enfants autochtones pâtissaient encore de disparités dans l'allocation des fonds et subissaient une discrimination dans l'exercice de leurs droits à l'éducation et à la santé. Il a donc encouragé le Pérou à prendre les mesures suivantes : consacrer davantage de fonds à l'éducation des enfants autochtones et élaborer un programme scolaire inclusif et interculturel ; continuer de définir des mesures spéciales destinées à garantir les droits de ces enfants à l'éducation et aux soins de santé ; proposer des programmes de prévention de la violence contre les femmes autochtones et augmenter les services d'aide aux survivantes.

604. Amnesty International a regretté qu'en décembre 2017, le Président Pedro Pablo Kuczynski ait gracié l'ancien Président Alberto Fujimori, condamné à la prison pour crimes contre l'humanité, et a estimé que cet acte était lourd de conséquences pour le droit des victimes à la vérité, à la justice et à réparation. L'organisation s'est toutefois félicitée que le tribunal pénal national du Pérou ait décidé de ne pas accorder de grâce à l'ancien Président et de poursuivre la procédure engagée contre lui. Elle a prié instamment le Pérou de mettre en œuvre des plans sanitaires d'urgence à destination des communautés autochtones touchées par la contamination des eaux et d'abroger toutes les lois érigeant l'avortement en infraction.

605. Le Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos s'est félicité que le Pérou ait accepté des recommandations relatives aux droits en matière de sexualité et de procréation des personnes lesbiennes, gay, bissexuelles et transgenres, et a salué les mesures prises afin d'inclure pour la première fois cette communauté dans les politiques publiques et de sanctionner les violences à l'égard de ses membres. Toutefois, il a déploré que le nouveau plan national en faveur des droits de l'homme ne prévoie pas même de protection juridique des couples non hétérosexuels ni ne tienne compte des identités de genre des trans. Il était préoccupé par le contexte dans lequel l'État péruvien exécuterait ses engagements, sachant que le pouvoir législatif était le principal adversaire de l'égalité des sexes, des droits en matière de sexualité et de procréation et de l'égalité des personnes lesbiennes, gay, bissexuelles et transgenres.

606. Le Coordonnateur national des droits de l'homme a affirmé que la grâce indûment et injustement accordée à l'ancien Président Alberto Fujimori avait dépossédé les victimes de leur droit à la justice et porté atteinte à leur mémoire et à leur dignité. Notant que cette mesure renforçait le climat d'impunité, il a rappelé, d'une part, aux États et à la communauté internationale leurs obligations de veiller à l'exécution et au respect des sentences judiciaires et, d'autre part, au Pérou ses obligations et engagements en matière de droits de l'homme. À cet égard, il a invité le Conseil à surveiller l'application par le Pérou des recommandations reçues pendant l'Examen périodique universel.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

607. Le Président a déclaré que, selon les informations communiquées, le Pérou avait adhéré à 177 des 182 recommandations reçues et pris note des 5 autres.

608. La délégation a remercié les États et les délégations de la société civile d'avoir fait preuve d'un esprit constructif en prenant acte des progrès du Pérou et des difficultés qu'il rencontrait.

609. Le Pérou s'est dit conscient du caractère sensible de certaines questions soulevées par quelques organisations gouvernementales et, à cet égard, la délégation péruvienne a fait observer que le pays respectait ses engagements internationaux ainsi que les dispositions de son ordre juridique et constitutionnel interne.

610. La délégation péruvienne a redit aux délégations nationales et aux organisations de la société civile qui avaient à nouveau fait part de leur préoccupation concernant la question des droits en matière de sexualité et de procréation que le Pérou entendait bien poursuivre ses progrès dans ce domaine. Le pays avait accepté environ six recommandations relatives aux droits en matière de sexualité et de procréation.

611. Le Pérou n'ignorait pas qu'accepter les recommandations n'était qu'une première étape et que leur mise en œuvre serait synonyme de nouveaux défis et de transformations positives sur le terrain. La délégation péruvienne a déclaré, ainsi qu'elle l'avait fait savoir devant le Conseil en novembre, que le Pérou jugeait impératif, d'un point de vue politique et éthique, de continuer d'approfondir et d'améliorer les efforts visant à surmonter les disparités et les inégalités sociales qui perduraient dans le pays et de renforcer la démocratie et le respect des droits de tous ses citoyens et de toutes les personnes relevant de sa juridiction.

Guatemala

612. L'Examen concernant le Guatemala s'est déroulé le 8 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Guatemala conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/GTM/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/GTM/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/GTM/3 et Corr.1).

613. À sa 38^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Guatemala (voir la section C ci-après).

614. Les textes issus de l'Examen concernant le Guatemala comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/9), les vues du Guatemala sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/37/9/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

615. La délégation guatémaltèque, conduite par le Président de la Commission présidentielle de coordination de la politique du pouvoir exécutif en matière de droits de l'homme, Jorge Luis Borrayo Reyes, a réaffirmé que sur les 205 recommandations reçues, 150 avaient été acceptées et 55 notées, soit parce que leur application était du ressort exclusif

des organes législatifs et judiciaires, soit parce qu'elles portaient sur des questions encore à l'examen au niveau national et ne faisaient pas l'objet d'un consensus entre les acteurs concernés.

616. Concernant les recommandations relatives à la peine de mort qui figuraient aux paragraphes 112.1 à 112.5 et 112.24 à 112.33, la délégation a souligné que la Cour constitutionnelle avait décidé de maintenir la peine capitale pour les crimes visés par le Code pénal et de l'abolir pour ceux visés par la loi sur le trafic de drogues.

617. S'agissant des recommandations énoncées aux paragraphes 112.6 et 112.7 sur la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, une consultation était en cours au sein des institutions concernées.

618. Concernant les recommandations formulées aux paragraphes 112.8 à 112.10 sur la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, la délégation a souligné qu'elles étaient en cours d'examen au Congrès et que plusieurs institutions y souscrivaient.

619. S'agissant des recommandations figurant aux paragraphes 112.14 et 112.15 relatives à la création d'une commission nationale de recherche des personnes portées disparues, la procédure d'approbation se poursuivait devant le Congrès, qui n'avait pas encore donné son aval définitif.

620. Concernant la recommandation énoncée au paragraphe 112.23, qui visait à ériger en infraction la diffusion d'idées fondées sur la supériorité et la haine raciales, le Congrès était en passe d'adopter définitivement le projet de loi n° 4539 portant réforme du Code pénal et prévoyant notamment l'ajout d'un article sur la banalisation de la discrimination raciale et l'incitation à cette pratique.

621. Quant à la recommandation du paragraphe 112.13 sur la présentation de candidats nationaux aux élections des organes conventionnels des Nations Unies, la délégation a souligné que l'État guatémaltèque avait toujours choisi ses candidats en fonction de leurs aptitudes, de leur légitimité et de leur niveau de connaissances.

622. S'agissant des recommandations formulées aux paragraphes 112.15 à 112.20 relatives à la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre et intersexe, la Constitution proclamait que tous les Guatémaltèques étaient libres et égaux en dignité et en droits, de sorte que les institutions nationales étaient tenues de fournir à tout un chacun des services appropriés.

623. Quant aux recommandations énoncées aux paragraphes 112.50 et 112.51 sur l'accès à la justice des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes qui voyaient leurs droits lésés, la délégation a affirmé que l'État avait accompli des efforts notables concernant la prévention des violations des droits humains des femmes et des personnes transgenres, les enquêtes sur ces infractions et les peines prononcées contre leurs auteurs, ainsi qu'en matière d'accès à la justice des victimes de ces violations. Toutefois, ces recommandations avaient été notées car leur application relevait des seules compétences du pouvoir judiciaire et du ministère public.

624. Concernant les recommandations figurant aux paragraphes 112.21 et 112.22 sur la consultation des peuples autochtones, l'une des priorités du Président de la République était de garantir les activités ayant permis aux présidents des trois branches de l'État d'entamer en octobre 2017 l'élaboration, approuvée en juillet de la même année, d'un « guide opérationnel de mise en œuvre de la consultation des peuples autochtones ».

625. S'agissant de la recommandation du paragraphe 112.35 relative aux défenseurs des droits de l'homme, le Guatemala a de nouveau exprimé l'avis qu'il avait formulé le 14 novembre 2017, à savoir qu'elle faisait entorse à l'objectivité et à l'impartialité du système judiciaire.

626. Quant aux recommandations des paragraphes 112.36 et 112.38 sur le système judiciaire, le Guatemala était en train de réformer l'ensemble de son système judiciaire.

627. Concernant la recommandation formulée au paragraphe 112.37 au sujet du mécanisme de sélection des juges, la délégation a affirmé que le décret n° 19-2009 sur la loi relative aux commissions de nomination prévoyait la mise en place et l'encadrement de procédures et de mécanismes objectifs et concrets de sélection des listes de candidats aux postes de la fonction publique.

628. S'agissant des recommandations formulées aux paragraphes 112.39 et 112.40 relatives à la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala, la délégation a souligné que la décentralisation de cette entité n'incombait pas à l'État, conformément à l'accord qui en portait création. En avril 2016, le Président avait prorogé de deux ans le mandat de la Commission, dont l'objectif principal était de poursuivre ses enquêtes sur les organismes parallèles et les appareils de sécurité clandestins dans le cadre du renforcement de la paix, de la justice, de la démocratie et de l'état de droit.

629. Rappelant que la division des pouvoirs était respectée dans le pays et que chacun d'eux y était indépendant, le Guatemala avait pris note de la recommandation émise au paragraphe 112.41 tendant à accélérer le procès des auteurs d'actes de génocide et de crimes contre l'humanité.

630. Le Guatemala avait pris note de la recommandation figurant au paragraphe 112.42 sur la lutte contre la pauvreté au motif qu'étudier la possibilité d'instaurer un revenu de base pour réduire la pauvreté et les inégalités n'allait pas dans le sens des mesures que le Gouvernement prenait déjà dans le cadre de différentes politiques publiques.

631. Il avait été pris note des recommandations formulées aux paragraphes 112.43 à 112.46 sur la question de la santé procréative car la loi contre la violence sexuelle, l'exploitation et la traite des personnes disposait que les agressions sexuelles et le viol étaient toujours un délit si la victime était âgée de moins de 14 ans et présentait une déficience cognitive, même en l'absence de violence physique ou psychologique.

632. Concernant la question de l'avortement abordée dans les recommandations formulées aux paragraphes 112.47, 112.52 et 112.55, la Constitution protégeait la vie dès la conception et, selon le Code pénal guatémaltèque, l'« avortement pour raison médicale » constituait un délit non punissable uniquement s'il était prouvé que la procédure visait à préserver la mère d'un danger.

633. S'agissant des recommandations figurant aux paragraphes 112.48 et 112.49 relatives à la fonction publique, le projet de loi n° 5389 avait été soumis au Congrès pour approbation. Il prévoyait des modifications à la loi sur les élections et les partis politiques et visait à garantir une présence égale des femmes et des hommes autochtones et non autochtones.

634. En ce qui concerne la recommandation du paragraphe 112.54 sur les personnes handicapées, le projet de loi n° 5125 prévoyant l'approbation de la loi relative aux personnes handicapées n'avait pas encore été définitivement adopté par le Congrès.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

635. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Guatemala, 10 délégations ont fait des déclarations.

636. Le FNUAP s'est dit préoccupé par les obstacles qui restaient à surmonter. Il s'est félicité de l'alliance nouée avec des institutions publiques et des acteurs de la société civile pour faire progresser les droits en matière de sexualité et de procréation. Il a appelé l'attention, entre autres, sur les priorités suivantes : le suivi des politiques publiques, des programmes et des activités législatives visant à favoriser la concrétisation des objectifs de la Conférence internationale sur la population et le développement, et le renforcement du Bureau du Médiateur en matière de connaissances sur les droits en matière de sexualité et de procréation.

637. L'Algérie a salué les efforts déployés par le Guatemala pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, notamment en luttant contre la discrimination raciale et la traite des personnes, en améliorant les conditions de détention, en protégeant les enfants, en combattant la violence sexuelle et en assurant la prise en charge des victimes. Elle a noté avec satisfaction

la participation et la coopération du Guatemala et souligné que ce pays avait adhéré à ses deux recommandations, l'une visant à remédier aux causes structurelles de la pauvreté chez les populations vulnérables, l'autre à protéger les personnes dans les lieux de détention.

638. L'Arménie s'est félicitée que le Guatemala ait accepté ses deux recommandations, à savoir continuer de s'employer à promouvoir les droits des peuples autochtones et prendre de nouvelles mesures pour garantir l'accès des enfants à l'éducation, en particulier les enfants handicapés vivant dans des communautés isolées.

639. Le Brésil a noté que le Guatemala n'avait pas été en mesure d'accepter les recommandations qu'il lui avait adressées dans le cadre du deuxième cycle de l'Examen périodique universel et a invité ce pays à envisager des mesures complémentaires pour lutter contre la discrimination raciale et la violence sexuelle. Quoiqu'il en soit, il appréciait les efforts que cet État continuait de consacrer à la réalisation des droits de l'homme en appliquant les recommandations issues de l'Examen périodique universel.

640. Le Chili s'est réjoui que le Guatemala ait accepté 150 recommandations, dont deux émanant du Chili sur la nécessité de lever les restrictions à la liberté d'expression et d'adopter des mesures juridiques destinées à assurer la protection et la sécurité des journalistes, ainsi que de veiller à ce que les défenseurs des droits de l'homme puissent mener leurs activités légitimes sans crainte ni entraves. Il a engagé le Guatemala à continuer de s'employer à honorer ses engagements en matière de droits de l'homme, notamment en prenant des mesures visant à garantir la protection de la vie et de l'intégrité physique et psychologique des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes.

641. L'Égypte a salué les efforts accomplis par le Gouvernement guatémaltèque qui, en acceptant la plupart des recommandations, avait fait montre de son esprit de coopération avec le Conseil des droits de l'homme et le mécanisme, s'était attaché à promouvoir et à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et avait signé sa volonté de poursuivre sa coopération avec les organes conventionnels.

642. Haïti a remercié la délégation guatémaltèque d'avoir tenu compte de trois des quatre recommandations qu'il avait formulées lors de l'Examen périodique universel. Il a constaté que les pouvoirs publics guatémaltèques s'employaient à réduire le niveau de pauvreté et les inégalités dans le pays. Il a regretté que le Guatemala n'ait fait que noter la recommandation du paragraphe 112.42 sur le salaire minimum universel.

643. Le Honduras a félicité le Guatemala de s'être engagé à tenir compte des questions de genre dans ses politiques publiques pour la coexistence et l'élimination du racisme et de la discrimination raciale et dans son plan de mise en œuvre, et d'avoir alloué des ressources humaines et financières à la stratégie nationale de prévention de la malnutrition chronique pour 2016-2020. Il avait bon espoir que le Guatemala adopterait les mesures supplémentaires nécessaires pour garantir l'accès universel à la santé sexuelle et procréative, en particulier dans les zones rurales.

644. Les Philippines ont félicité le Guatemala d'avoir adhéré à la plupart des recommandations formulées au cours du dialogue, y compris les deux recommandations des Philippines, et ont pris acte de ce que cet État avait adopté plusieurs instruments de lutte contre le fléau de la traite des personnes. Elles ont salué la détermination du Guatemala à continuer d'œuvrer à la promotion et à la protection des droits humains de sa population, notamment ceux des femmes et des enfants.

645. La Sierra Leone a pris note de l'importance que le Guatemala accordait à la coopération bilatérale et multilatérale et des stratégies mises en place par ce pays pour mieux promouvoir et protéger les droits de l'homme. À cet égard, elle a notamment salué les mesures visant à lutter contre les grossesses précoces dans le cadre du programme de prévention par l'éducation (2016-2020), ainsi que les programmes de prévention et de réadaptation à l'intention des victimes de violences sexuelles. La Sierra Leone a invité le Guatemala à envisager de ratifier prochainement la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

646. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Guatemala, 11 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

647. Le Bureau du Procureur pour les droits de l'homme (Procuraduría de los Derechos Humanos) du Guatemala, institution nationale des droits de l'homme, a souligné que, dès lors que la corruption régnait, les gens n'avaient pas accès à la justice ni ne pouvaient exercer leurs droits humains. Les travaux de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala et du Procureur général avaient donné d'importants résultats montrant qu'une corruption grave, systématique et généralisée gangrenait les institutions publiques dans le pays. Il était donc essentiel que toutes les branches du Gouvernement joignent l'acte à la parole en apportant un soutien concret et continu à la Commission internationale et au Procureur général. Le Bureau du Procureur pour les droits de l'homme a affirmé que le Guatemala devrait mettre sa législation en conformité avec les normes internationales et a vivement engagé les pouvoirs publics à mener une consultation en vue de définir des orientations concernant les défenseurs des droits de l'homme et les journalistes et à adopter un mécanisme de protection des journalistes. Cette institution a déclaré qu'en raison de son engagement à lutter contre la corruption et l'impunité, elle avait fait l'objet de plusieurs tentatives pour limiter son indépendance, même de la part du Congrès.

648. L'organisation Plan International a recommandé au Guatemala, entre autres mesures, d'adopter un cadre législatif spécifique en faveur des jeunes, de mettre en œuvre la politique nationale pour les jeunes (2012-2020) et de suivre son exécution tout en y consacrant un budget suffisant, de donner suite aux recommandations issues de l'Examen périodique universel concernant les grossesses chez les adolescentes, la violence et l'exploitation sexuelle et reproductive, d'adopter une nouvelle législation visant à éliminer les obstacles juridiques empêchant les jeunes d'accéder aux tests de dépistage du VIH et aux méthodes contraceptives modernes, de cesser d'ériger en infraction la défense des droits en matière de sexualité et de procréation, de ne pas adopter la loi n° 5272 favorisant la discrimination contre les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes et de mettre en place un système de suivi et d'évaluation de l'application des recommandations qui fasse intervenir la société civile.

649. L'Organisation mondiale contre la torture a déclaré qu'en 2017, 483 attaques avaient été perpétrées contre des défenseurs des droits de l'homme, dont 211 contre des femmes. Elle a jugé inquiétant le climat de répression qui régnait au Guatemala. L'impunité des atteintes à la vie avait augmenté, atteignant 97 %, ce qui entravait la création de mécanismes efficaces de protection des défenseurs des droits de l'homme. L'Organisation mondiale contre la torture s'est dite particulièrement préoccupée par le climat d'agressivité, de stigmatisation et de répression encouragé par le Président guatémaltèque, les députés ainsi que certaines entreprises et agents privés. Elle a souligné que le médiateur avait fait l'objet de tentatives de destitution dans le contexte de la campagne menée contre les institutions de défense des droits de l'homme et constaté que la politique publique de protection des défenseurs des droits de l'homme n'avait pas été mise en œuvre.

650. L'organisation Volontariat international femmes, éducation, développement s'est félicitée que les recommandations formulées aux paragraphes 111.11 et 111.13 sur les droits des peuples autochtones aient été acceptées. Elle a fait part de son inquiétude concernant la situation des enfants et des femmes vulnérables, soulignant le fait que les enfants vivant dans des établissements publics subissaient souvent des violences et avaient besoin d'une plus grande protection de l'État. Il était urgent de sensibiliser l'opinion au problème des violences faites aux femmes et d'en punir les auteurs. L'organisation a entre autres recommandé que le Guatemala continue d'assurer une éducation inclusive de qualité, notamment pour les enfants autochtones, prenne des mesures visant à faire cesser la discrimination à l'égard des populations autochtones en matière de santé et de logement et œuvre en faveur de l'égalité des sexes dans le secteur public, sur le marché du travail et en matière de rémunération.

651. Le Réseau international des droits humains a noté que le Guatemala s'était engagé, dans l'Examen périodique universel dont il avait fait l'objet en 2012, à créer un programme de protection des journalistes, engagement que ce pays avait renouvelé en acceptant les recommandations sur la question formulées dans l'Examen en cours. Il a souligné l'impunité

dont jouissaient les auteurs de meurtres de journalistes, dont beaucoup auraient été perpétrés en lien avec des organisations criminelles et avec la complicité des autorités locales. Il a demandé au Guatemala d'appliquer les recommandations acceptées, notamment celles concernant la création d'un programme de protection des journalistes, et invité ce pays à établir un dialogue en vue d'élaborer ce programme, qui devrait prévoir des mesures spéciales de protection des journalistes travaillant en zone urbaine.

652. Action Canada pour la population et le développement a affirmé que pour appliquer les recommandations sur le genre, la sexualité et la violence à l'égard des femmes, l'ensemble des institutions publiques devaient adopter une approche multisectorielle globale. Aussi, l'explication avancée par le Guatemala concernant les recommandations dont il avait pris note au sujet de la répartition des compétences entre les différentes branches de l'État empêchait la réalisation effective des droits visés. L'organisation a rappelé que les recommandations applicables au pouvoir législatif, à l'appareil judiciaire ou au Procureur général relevaient également des obligations de l'État guatémaltèque. Certaines de ces recommandations concernaient les peines infligées aux auteurs de crimes de haine, l'accès à la justice et la violence faite aux femmes. Action Canada pour la population et le développement a invité instamment le Guatemala à tenir compte des recommandations dont il avait pris note et d'y donner suite, conformément à ses obligations internationales et à son engagement en faveur de l'Examen périodique universel.

653. L'organisation Advocates for Human Rights a exprimé sa préoccupation face aux problèmes graves qu'étaient la violence domestique, les féminicides ainsi que les agressions sexuelles et physiques et les autres formes de violence contre les femmes au Guatemala. Les clients guatémaltèques ayant fui pour échapper à des violations de leurs droits humains ont signalé que la police répondait rarement aux appels à l'aide dans les affaires de violence domestique. L'organisation a également fait observer que ces crimes ne donnaient pas lieu à de véritables enquêtes et poursuites, si bien que leurs auteurs demeuraient bien souvent impunis. Malgré les mesures prises pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, la mise en œuvre des lois et mécanismes conçus à cette fin laissait à désirer. Advocates for Human Rights a engagé le Guatemala à donner suite aux recommandations issues de l'Examen périodique universel concernant la violence faite aux femmes en collaborant avec la société civile, en renforçant la législation en la matière et en assurant un financement et des formations aux fins de l'application de la loi.

654. Amnesty International a demandé instamment au Gouvernement guatémaltèque de mettre en œuvre les recommandations relatives aux mesures de protection des défenseurs des droits de l'homme et d'adopter une politique publique visant à les protéger. L'organisation s'est dite profondément préoccupée par les intimidations et les attaques visant les juges et les procureurs, dont le chef de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala, soulignant le risque que de telles pratiques faisaient peser sur l'indépendance du pouvoir judiciaire. Elle a déploré que l'État ait rejeté six recommandations sur les disparitions forcées et exhorté le Gouvernement à créer une commission nationale pour la recherche des victimes de disparition forcée. Par ailleurs, elle a invité instamment le Guatemala à adopter et mettre en œuvre des politiques de prévention de toutes les formes de violence à l'égard des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes.

655. Peace Brigades International Suisse a souligné la détérioration des conditions de sécurité et la suppression de la liberté d'action des communautés, des organisations et des défenseurs autochtones des droits de l'homme. S'agissant du droit des personnes à bénéficier d'une demande préalable de consentement éclairé, le Gouvernement guatémaltèque avait élaboré, sans la participation des premiers intéressés et après avoir mené 80 consultations de bonne foi auprès des peuples autochtones dont les résultats n'avaient pas été pris en compte, des directives relatives aux consultations avec les populations autochtones qui seraient bientôt adoptées par le Congrès. L'organisation s'est dite favorable aux recommandations sur la nécessité d'adopter une politique de protection globale prévoyant un dispositif de prévention, des actions destinées à traiter les causes profondes du problème et des mesures collectives. Elle a insisté sur l'importance des recommandations tendant à garantir la participation préalable, pleine et entière, des peuples autochtones sur toutes les questions touchant leurs territoires, leur existence et leurs droits, et à mettre fin aux exactions qu'ils enduraient dans le cadre du système pénal et à l'impunité de ceux qui les attaquaient.

656. L'organisation Action de carême a déclaré que le Président avait lancé, en août 2017, une campagne nationale et internationale contre les activités menées par la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala et le Procureur général pour combattre la corruption et l'impunité. Elle a signalé que le Congrès avait examiné des initiatives juridiques visant à restreindre les droits d'association et de manifestation pacifique et la liberté d'expression de la société civile. Elle a souligné la nécessité d'établir la vérité sur les crimes graves commis par le passé et de rendre justice à leurs victimes, notamment dans l'affaire dite « CREOMPAZ » désignant la plus grande fosse commune exhumée en Amérique latine, et de relancer pour la troisième fois le procès pour génocide intenté contre Efraín Ríos Montt et José Rodríguez Sánchez. L'organisation a rappelé que le Guatemala s'était engagé à faire justice et à accorder des réparations dans l'affaire des 41 filles décédées dans un foyer public.

657. L'Union internationale humaniste et laïque a appelé l'attention sur la situation en matière de violences faites aux femmes, de violence fondée sur le genre, d'impunité et de traite des êtres humains et souligné la nécessité de mieux appliquer les recommandations y relatives. Elle a cité l'exemple des 41 filles mortes brûlées vives dans un foyer public par suite d'une négligence manifeste des autorités. L'organisation a appelé les autorités à renforcer de toute urgence les mesures de protection des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes, qui continuaient de subir menaces, attaques, stigmatisation et mesures de répression. Elle a noté le peu d'empressement du Guatemala à sanctionner au pénal les crimes de haine motivés par l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou l'expression de genre, et appelé de ses vœux l'égalité de traitement sans distinction de genre, de religion et d'orientation sexuelle.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

658. Le Président a déclaré que, d'après les informations communiquées, le Guatemala avait adhéré à 150 des 205 recommandations reçues et pris note des 55 autres.

659. La délégation a souligné les efforts faits par le Guatemala pour donner suite aux recommandations issues de l'Examen périodique universel. Ce pays entendait renforcer son état de droit et, ainsi, signifier clairement à la communauté internationale que nul n'était au-dessus des lois sur son territoire. Le Guatemala avait peine à progresser car son tissu social restait fragile depuis le conflit armé, dont les effets se faisaient encore sentir.

660. La délégation a souligné que le Guatemala s'efforçait d'observer les prescriptions de la communauté internationale. Le Guatemala avait invité les pays donateurs à se pencher sur la question de savoir ce qu'étaient devenus leurs dons, car il se pourrait que beaucoup des ressources consenties aient été détournées de leurs fins. Ce pays avait délibérément accepté 150 recommandations. La délégation a noté qu'une année ne suffisait pas pour appliquer les recommandations et qu'il fallait davantage de temps pour accomplir des progrès. La politique publique de protection des défenseurs des droits de l'homme était en cours d'élaboration et devait faire l'objet d'un accord au niveau national, et l'État a annoncé des consultations à ce sujet. Le Guatemala avait besoin de tout le soutien moral des autres États pour avancer dans tous ces domaines.

Suisse

661. L'Examen concernant la Suisse s'est déroulé le 9 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Suisse conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/CHE/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/CHE/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/CHE/3).

662. À sa 39^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Suisse (voir la section C ci-après).

663. Les textes issus de l'Examen concernant la Suisse comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/12), les vues de la Suisse sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes en plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/37/12/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

664. L'Ambassadeur et Représentant permanent de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Valentin Zellweger, a présenté la position de la Suisse concernant les recommandations reçues lors du troisième Examen périodique universel dont elle avait fait l'objet. La délégation s'est dite particulièrement satisfaite de la coopération étroite entre la Confédération et les cantons dans le cadre de l'Examen. La participation des cantons était particulièrement importante compte tenu de leur rôle crucial dans la réalisation des droits de l'homme au niveau national. La délégation a remercié la société civile de ses contributions, notamment les organisations non gouvernementales.

665. La Suisse avait différé la communication de sa position sur 63 des 251 recommandations qui lui avaient été adressées lors de l'Examen. Elle avait accepté 40 des recommandations en question et pris note des 23 autres. La décision d'accepter les recommandations ou d'en prendre note avait été prise au terme d'une analyse approfondie visant à déterminer si la Suisse était à même de les mettre en œuvre avant l'Examen périodique universel suivant ou si elle avait déjà pris des mesures pour y donner suite. La consultation nationale que la Confédération avait mise en place par l'intermédiaire du Département fédéral des affaires étrangères et du Département fédéral de justice et police avait permis de tenir compte des avis des cantons dans leurs domaines de compétence et de ceux d'autres parties prenantes comme les organisations non gouvernementales. Une consultation rassemblant l'ensemble des administrations cantonales et les instances intercantionales concernées avait eu lieu lors d'une conférence à laquelle les 26 cantons étaient représentés.

666. La délégation a exposé en détail la position du pays concernant les 63 recommandations en attente de décision. Elle a rappelé la pratique établie en Suisse, selon laquelle le pays ne prenait des engagements au niveau international qu'à condition de pouvoir les honorer. À ce titre, la Suisse n'avait pas accepté les recommandations si la volonté politique de prendre les mesures préconisées faisait manifestement défaut. Pour autant, elle continuait de prendre des mesures ambitieuses et énergiques pour améliorer la situation des droits de l'homme sur son territoire et s'en félicitait.

667. S'agissant des recommandations sur la compatibilité des initiatives populaires avec les obligations de la Suisse au titre du droit international des droits de l'homme, la délégation a indiqué que le pays avait pris note de trois recommandations l'appelant à établir un mécanisme efficace et indépendant chargé d'y veiller. Elle a rappelé que les initiatives populaires devaient déjà respecter les normes impératives du droit international. Qui plus est, le Parlement avait rejeté en 2016 un projet de modification de la loi afin de réduire les conflits potentiels entre les initiatives populaires et le droit international. Le droit des citoyens de modifier la Constitution par une initiative était un élément fondamental de la démocratie suisse. La Suisse veillait au respect du droit international contraignant lors de la procédure législative qui s'ensuivait. Ainsi, le pays continuerait de s'acquitter de ses obligations en matière de droits de l'homme et de résoudre au cas par cas les conflits potentiels entre sa Constitution et ces droits.

668. La Suisse avait pris note des recommandations visant à adopter un plan d'action sur les droits des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes car elle jugeait plus efficace de soutenir des organisations et des projets concrets, en particulier au niveau

local. Elle continuait de protéger les droits humains de cette communauté, thème qui faisait partie de la formation des forces de police et des autorités judiciaires.

669. La Suisse n'avait pas accepté plusieurs recommandations lui enjoignant de poursuivre ses efforts pour mettre en place un mécanisme contraignant permettant de lutter contre les infractions commises par les entreprises ayant leur siège sur son sol. La délégation a toutefois souligné l'importance de cette question et rappelé qu'elle avait récemment adopté un plan d'action national sur la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Cependant, la mise en place d'un mécanisme global juridiquement contraignant était jugée pour l'heure trop restrictive.

670. La Suisse n'avait pas accepté les recommandations visant à assurer une protection juridique efficace et une répartition équitable en cas de violation des droits liée à des actes de discrimination raciale et à adopter une législation spécifique interdisant la discrimination fondée sur l'identité de genre ou l'intersexualité. Ces recommandations avaient été notées pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la Suisse estimait que l'article 261 *bis* de son Code pénal garantissait une protection juridique complète contre la discrimination. Ensuite, ce n'était pas la première fois qu'on demandait à la Suisse d'adopter une loi générale contre la discrimination, et le pays avait adopté de nombreuses mesures à cet effet. De surcroît, une analyse approfondie avait montré que chaque motif de discrimination présentait des caractéristiques propres et appelait donc une réponse ciblée. La délégation a fourni des informations au sujet des rapports pertinents ainsi que de la loi sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, qui conférait aux couples homosexuels la plupart des droits des couples mariés, et de la loi sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées.

671. Concernant les recommandations acceptées, la délégation a redit la détermination du pays à combattre la discrimination à l'égard des femmes. Des mesures continuaient d'être adoptées contre la violence domestique, notamment dans le cadre de l'application de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul). La Suisse avait également financé certains programmes destinés à promouvoir l'égalité des sexes et pris des mesures pour mettre fin à la discrimination fondée sur le genre dans le système d'assurance sociale. Les activités visant à favoriser une représentation équilibrée des hommes et des femmes aux postes de direction se poursuivaient et la délégation a donné des exemples de mesures adoptées à cette fin.

672. La délégation a déclaré que la Suisse, consciente que près d'un quart de sa population était d'origine étrangère, s'efforçait, suivant sa tradition humanitaire, de mettre en œuvre une politique d'immigration accueillante et de garantir de bonnes conditions aux migrants ainsi qu'un système d'asile fonctionnel et efficace assurant aux réfugiés la protection nécessaire.

673. La loi sur l'asile révisée visait à accélérer les procédures d'asile individuelles tout en garantissant leur conformité avec l'état de droit. Cette loi cadrait avec les recommandations de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés relatives aux mineurs non accompagnés, la Suisse avait accepté les recommandations concernant les besoins des mineurs non accompagnés.

674. Il n'existait pas encore en Suisse d'institution nationale des droits de l'homme respectant les Principes de Paris, mais des mesures avaient été prises pour en créer une et des consultations sur un projet de loi étaient en cours. Toutefois, la décision finale appartenait au Conseil fédéral et au Parlement et n'était en rien prédéterminée par l'acceptation des recommandations en la matière.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

675. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Suisse, 13 délégations ont fait des déclarations.

676. Le Viet Nam a remercié la Suisse de sa contribution à la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme. Il a félicité cet État d'avoir organisé des dialogues sur les droits de l'homme avec d'autres pays dans le respect mutuel, et salué les bons résultats

du dialogue avec le Viet Nam en particulier. Il a noté avec satisfaction le grand nombre de recommandations acceptées par la Suisse.

677. L'Afghanistan a félicité la Suisse d'avoir participé de manière constructive à l'Examen périodique universel. Il s'est félicité de cet État d'avoir adhéré à ses recommandations tendant à garantir la pleine mise en œuvre de la Convention relative au statut des réfugiés et à appliquer des normes d'accueil minimales dans les centres d'accueil fédéraux et cantonaux de l'ensemble du pays.

678. L'Albanie a salué le travail mené par le Gouvernement suisse sur sa politique d'intégration et de coexistence. Elle a noté avec satisfaction que la Suisse avait accepté la plupart des recommandations reçues au cours de l'Examen la concernant, y compris celle de mener des campagnes de sensibilisation vastes et systématiques pour lutter contre la stigmatisation, les clichés, les stéréotypes et les préjugés dont faisaient l'objet les étrangers.

679. L'Arménie s'est réjouie que la Suisse ait accepté la plupart des recommandations reçues lors de l'Examen et a salué son engagement continu en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'homme au niveau international.

680. Bahreïn a félicité la Suisse d'avoir accepté bon nombre de recommandations, notamment celle consistant à évaluer le succès des programmes d'intégration cantonaux 2014-2017. La Suisse devrait adopter de nouvelles lois pour veiller à ce que les migrants jouissent pleinement de leurs droits sociaux et politiques.

681. L'Égypte a encouragé la Suisse à accueillir favorablement les cinq recommandations qu'elle lui avait adressées lors de l'Examen, notamment celles visant à protéger les minorités religieuses, à prendre des mesures pour assurer l'égalité des sexes et à introduire dans la législation l'interdiction de la torture sous toutes ses formes, ainsi que les recommandations relatives aux entreprises et aux droits de l'homme.

682. Haïti a félicité la Suisse d'avoir accepté la recommandation consistant à porter l'aide au développement à 0,7 % de son produit national brut. Il a cependant regretté qu'elle ait seulement pris note de la recommandation d'établir un cadre réglementaire permettant d'évaluer les incidences environnementales de l'activité des entreprises ayant leur siège en Suisse.

683. Le Honduras a salué l'engagement de la Suisse à adopter un nouveau plan d'action national contre la traite des êtres humains qui tienne compte des questions de genre et une stratégie fédérale pour la promotion de l'égalité des sexes. Il a invité la Suisse à envisager une politique et un plan d'action fédéraux pour lutter contre la discrimination et la violence à l'égard des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes et à inclure les membres de cette communauté dans les enquêtes nationales sur le suicide.

684. La République islamique d'Iran s'est félicitée que la Suisse ait accepté l'une de ses trois recommandations, qu'elle espérait voir pleinement appliquées. Elle a fait part de sa préoccupation concernant les stéréotypes racistes véhiculés par certains partis politiques et médias ainsi que les informations selon lesquelles le Centre suisse de compétence pour les droits humains ne serait pas explicitement doté d'un mandat de protection des droits de l'homme.

685. Le Kenya a remercié la Suisse de sa participation constructive à l'Examen périodique universel et espérait qu'elle envisagerait d'appliquer, entre autres recommandations, celle de protéger et de soutenir la famille en tant qu'élément naturel et fondamental de la société.

686. La République démocratique populaire lao a félicité la Suisse d'avoir adhéré à 160 recommandations lors de l'Examen. Elle a salué ses mesures visant à promouvoir la liberté d'expression, à lutter contre la violence domestique et à renforcer les droits des groupes vulnérables, notamment ceux de l'enfant par l'adhésion au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications.

687. Le Gabon a loué la détermination de la Suisse à mettre en œuvre les recommandations qu'elle avait acceptées pendant l'Examen. Il a souligné les mesures prises pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays, en particulier celles contre la traite des personnes, telles que l'adoption d'un nouveau plan d'action en la matière. Le Gabon a engagé

la Suisse à poursuivre ses efforts pour donner suite aux recommandations qu'elle avait reçues lors de l'Examen périodique universel la concernant.

688. Madagascar a salué les efforts déployés par la Suisse pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, notamment l'adoption de la nouvelle loi sur l'asile et l'élaboration d'un plan d'action national contre la traite des êtres humains. Elle a toutefois noté que la loi sur la nationalité suisse, entrée en vigueur en janvier 2018, masquait encore les discriminations à l'égard des non-Européens vivant et travaillant en Suisse depuis de nombreuses années dans le cadre des relations internationales.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

689. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Suisse, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

690. Le Center for global nonkilling a remercié la Suisse d'avoir accepté les recommandations relatives à la prévention du suicide. Il a souligné que le suicide était la deuxième cause de mort violente dans le monde. Il espérait que le plan d'action national pour la prévention du suicide et l'application des recommandations susmentionnées inciterait d'autres pays à agir pour réduire le nombre de suicides.

691. La Society for the Psychological Study of Social Issues a déclaré que malgré l'obligation d'assurer l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes, inscrite dans le droit constitutionnel suisse, les premières gagnaient 20 % de moins que les seconds dans le secteur privé, et 17 % de moins dans le secteur public. Les hommes accaparaient systématiquement la plupart des salaires et des postes les plus élevés, même dans l'enseignement supérieur où les étudiantes étaient majoritaires. Dans une université de Genève et d'autres établissements universitaires suisses, 85 % des professeurs étaient des hommes, contre seulement 15 % de femmes. La Society for the Psychological Study of Social Issues a préconisé de renforcer la loi sur l'égalité entre femmes et hommes et de la mettre en conformité avec la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et d'appliquer sans tarder les dispositions de la Constitution suisse relatives au droit du travail, qui interdisent la discrimination fondée sur le genre.

692. L'Association internationale des personnes lesbiennes et gays a déclaré que la Suisse avait reçu 12 recommandations relatives à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, dont quatre portaient en particulier sur les personnes transsexuelles. Elle a toutefois indiqué que ce pays avait pris note de huit de ces recommandations. Elle a regretté que la Suisse ait déclaré, lors de l'Examen, que la vie des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes n'était pas menacée dans le pays, notant le nombre élevé de suicides chez les transsexuels. L'Association s'est félicitée que la Suisse ait exprimé le souhait de mettre en œuvre quatre recommandations concernant l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

693. Le Minnesota Citizens Concerned for Life Education Fund a déclaré qu'en Suisse, le nombre de suicides médicalement assistés augmentait chaque année depuis 2008. De nombreuses personnes qui n'étaient pas atteintes d'une maladie en phase terminale recevaient une aide au suicide et le pourcentage des interruptions de vie augmentait. Le suicide médicalement assisté pouvait mettre en péril le droit à la santé en empêchant les personnes de recevoir les soins auxquels elles avaient droit, notamment les soins de santé mentale et les soins palliatifs. L'organisation a également déclaré que, selon certaines études, le choix des patients en faveur de l'interruption de vie était motivé par des inquiétudes liées à la dépendance et à la perte d'autonomie.

694. Action Canada pour la population et le développement a noté avec satisfaction que la Suisse avait accepté les recommandations relatives à la lutte contre la discrimination, y compris celle dont faisaient l'objet les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes. Cet organisme a toutefois constaté avec préoccupation que la Suisse n'avait pas adhéré à de nombreuses recommandations dont la mise en œuvre aurait conduit à des modifications substantielles de la législation ou à l'élaboration de nouvelles lois contre la discrimination. Si elle félicitait le Gouvernement d'avoir accepté les recommandations visant à lutter contre les inégalités de genre, l'organisation notait avec une vive préoccupation que la Suisse n'avait pas adhéré à celle d'adopter une législation prévoyant un congé de paternité.

La Suisse était le seul pays d'Europe où la loi ne prévoyait ni congé de paternité, ni congé parental.

695. Amnesty International a noté que la Suisse avait accepté plusieurs recommandations non contraignantes tendant à mettre en place des mécanismes destinés à garantir la compatibilité des initiatives populaires avec les obligations de l'État au titre du droit international, mais a déploré qu'elle n'ait souhaité prendre aucun engagement contraignant à cet égard. L'organisation a également regretté que la Suisse ait refusé de reconnaître la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels, de ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et d'introduire dans son droit pénal une disposition interdisant expressément la torture. Comme lors de l'Examen précédent, la Suisse avait reçu nombre de recommandations sur la discrimination, notamment des recommandations consistant à adopter une législation complète en la matière, qu'elle avait invariablement rejetées.

696. La Fondation Maarij pour la paix et le développement a félicité la Suisse d'avoir mis les droits de l'homme au cœur de son système politique. Elle a noté l'action de l'État en matière de migration et d'accueil des réfugiés et relevé que l'intégration était une priorité pour le pays. Elle a pris note du lancement des programmes d'intégration cantonaux en 2014, qui marquait une étape importante pour l'intégration des ressortissants étrangers.

697. L'organisation Africa culture internationale a félicité la Suisse d'avoir sensiblement progressé dans le maintien de la stabilité sur son territoire grâce au développement de son infrastructure juridique nationale. Elle a pris acte d'un certain nombre de réformes encourageantes dans plusieurs domaines, notamment la coopération avec les mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies et la ratification d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Elle a engagé le Gouvernement à donner la priorité au développement, à l'égalité des sexes, à la protection des migrants ainsi qu'à la lutte contre le racisme et les restrictions imposées aux déplacements des demandeurs d'asile.

698. La World Barua Organization a salué l'action que menait l'État suisse pour combattre le relativisme culturel et défendre le caractère universel, interdépendant et indivisible des droits de l'homme. Elle a souligné la détermination de l'État à renforcer les institutions des droits de l'homme aux niveaux mondial, régional et national, notamment le Conseil des droits de l'homme. Par ailleurs, elle était consciente que la Suisse adhéraît aux Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

699. L'organisation Coordination post-Beijing des ONG suisses a noté que l'Examen périodique universel avait assez bien illustré les lacunes du système suisse en matière de protection des droits de l'homme. Elle se réjouissait de constater que la Suisse avait accepté de mettre en œuvre de manière coordonnée, suivant la demande qui lui était faite de longue date, les recommandations issues de l'Examen périodique universel ainsi que celles visant à créer une institution nationale des droits de l'homme. Toutefois, seules les recommandations non contraignantes sur l'établissement de mécanismes permettant d'assurer la compatibilité des initiatives populaires avec les conventions internationales relatives aux droits de l'homme avaient été acceptées, tandis que la mise en place d'un mécanisme indépendant avait été rejetée. Le grand nombre de recommandations concernant la discrimination témoignait des défaillances qui subsistaient. Toutes les recommandations nécessitant de modifier la législation avaient été rejetées.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

700. Le Président a déclaré que, selon les informations communiquées, la Suisse avait adhéré à 160 des 251 recommandations reçues et pris note des 91 autres.

701. La délégation a fait observer que le troisième Examen périodique universel avait été l'occasion de renforcer le débat sur les droits de l'homme à tous les niveaux politiques. Étant ouvert à tous les acteurs concernés, ce processus avait permis des débats approfondis sur le niveau de protection et la réalisation des droits de l'homme dans le pays. La Suisse savait que l'Examen ne prenait pas fin avec l'adoption du rapport du Groupe de travail mais se poursuivait par l'application des recommandations acceptées.

République de Corée

702. L'Examen concernant la République de Corée s'est déroulé le 9 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la République de Corée conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/KOR/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/KOR/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/KOR/3).

703. À sa 39^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la République de Corée (voir la section C ci-après).

704. Les textes issus de l'Examen concernant la République de Corée comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/11), les vues de la République de Corée sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/37/11/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

705. La délégation, conduite par l'Ambassadeur et Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Choi Kyong-Lim, a pris note avec satisfaction des précieuses contributions des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, dont les membres de la troïka, ainsi que d'autres parties prenantes lors de l'Examen périodique universel concernant la République de Corée, qui avait eu lieu en novembre 2017. Elle a réaffirmé le soutien du Gouvernement à ce mécanisme important en ce qu'il permettait à la communauté internationale d'examiner la situation des droits de l'homme de chaque État Membre afin de remédier aux problèmes recensés et d'apporter des améliorations dans les domaines pertinents. Le mécanisme avait donné l'occasion à la République de Corée de renouveler son engagement sans faille en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme.

706. Au cours de l'Examen, le Gouvernement a adhéré à 85 des 218 recommandations formulées par 95 États membres et pris note de trois autres. Après l'Examen, il a organisé un échange de vues sur les 130 recommandations restantes dans le cadre d'une audience publique à laquelle avaient participé les représentants de la société civile. Il a ensuite consulté les ministères compétents. À l'issue de délibérations approfondies, le Gouvernement a décidé d'adhérer à 36 recommandations supplémentaires et de prendre note des 94 autres. Il a communiqué sa position définitive sur ces 130 recommandations par écrit, en février, en vue de sa diffusion à un public plus large.

707. La délégation a apporté des éclaircissements supplémentaires au Conseil des droits de l'homme concernant sa position sur plusieurs recommandations. Le Gouvernement a adhéré à un grand nombre de recommandations relevant de deux catégories : égalité et non-discrimination d'une part, et respect des normes relatives aux droits de l'homme et coopération avec les mécanismes de protection de ces droits d'autre part. Il prévoyait notamment d'adhérer à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées après avoir mené des discussions approfondies et des activités législatives en vue d'intégrer ce texte à la législation nationale. Il a pris des mesures pour interdire la discrimination à l'égard des non-ressortissants et protéger leurs droits.

708. Certaines recommandations n'avaient pas emporté l'adhésion du Gouvernement parce qu'elles nécessitaient un examen plus approfondi ou que le pays se heurtait à certains obstacles. Outre qu'il avait pris plusieurs mesures législatives pour interdire la discrimination, le Gouvernement continuerait de faire examiner le projet de loi globale contre la discrimination et s'attacherait à établir un consensus social sur son adoption. S'agissant des recommandations sur l'objection de conscience au service militaire et le droit d'effectuer un service de remplacement, la délégation a souligné qu'il fallait tenir compte de la situation unique de la péninsule coréenne sur le plan de la sécurité et qu'il importait que l'obligation du service militaire s'impose à tous de manière égale. Le Gouvernement se conformerait à l'arrêt que rendrait prochainement la Cour constitutionnelle dans une affaire d'objection de conscience sanctionnée au pénal.

709. La question de l'abolition de la peine de mort devait également être appréhendée avec circonspection car elle concernait les principes du droit pénal. Le Gouvernement prendrait sa décision sur ce point après avoir soigneusement étudié l'opinion publique et les aspects juridiques de la peine de mort au regard de la politique pénale.

710. La délégation a accueilli favorablement d'autres recommandations utiles tendant à promouvoir la participation des femmes à la vie politique, à prévenir le harcèlement sexuel, à améliorer la situation sociale des travailleurs migrants et de leurs enfants et à envisager une approche fondée sur les droits de l'homme dans les projets de développement. Le Gouvernement continuerait de s'employer à renforcer et à améliorer les lois, institutions et procédures nationales pertinentes dans ces domaines.

711. Forte de la croissance économique et des progrès en matière de gouvernance démocratique enregistrés au cours d'une période relativement courte, la République de Corée s'efforçait d'œuvrer à la protection et à la promotion des droits de l'homme aux niveaux national et international. La nouvelle équipe gouvernementale de la République de Corée attachait également beaucoup d'importance à la protection des droits de l'homme. La « révolution des bougies » de 2017 avait ouvert une nouvelle ère démocratique dans le pays. Ayant à l'esprit toutes ces réalisations, la délégation a affirmé que le Gouvernement désirait faire part de son expérience à d'autres États membres.

712. Le Gouvernement s'était engagé à garantir la mise en œuvre de politiques fondées sur les droits de l'homme. La délégation a informé le Conseil que le Gouvernement prévoyait de renforcer le statut de la Commission nationale des droits de l'homme en la rendant plus indépendante et en incitant les ministères à appliquer ses recommandations.

713. Le Gouvernement élaborait le troisième plan d'action national pour la promotion et la protection des droits de l'homme en menant de vastes consultations auprès de la société civile.

714. La délégation était d'avis que les recommandations adressées à la République de Corée lors du troisième Examen la concernaient l'aideraient à garantir le respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine. Le Gouvernement tiendrait compte des préoccupations et des attentes exprimées par les États membres au sujet des droits de l'homme dans le pays.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

715. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la République de Corée, 12 délégations ont fait des déclarations.

716. L'Égypte avait formulé cinq recommandations visant à combattre les discours de haine, à protéger les étrangers de la discrimination, à élaborer un plan de mise en œuvre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Elle espérait que la République de Corée accueillerait favorablement ces recommandations et y donnerait suite.

717. Le Honduras a noté avec satisfaction que le Gouvernement avait adhéré aux recommandations qu'il lui avait adressées, en particulier celles tendant à ériger en infraction le viol conjugal et à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Il a dit espérer que la République de Corée reverrait sa position sur les recommandations concernant l'abolition de la peine de mort et l'adoption d'une législation complète contre la discrimination fondée, entre autres, sur la race, l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

718. La République islamique d'Iran a fait part de sa préoccupation concernant plusieurs questions relatives aux droits de l'homme dans le pays. Elle a invité le Gouvernement à coopérer de manière constructive avec le Comité des droits des personnes handicapées. Elle a noté que la République de Corée avait adhéré à deux de ses trois recommandations et espérait les voir appliquées.

719. L'Iraq a remercié la République de Corée de sa participation à l'Examen et des informations qu'elle avait communiquées sur la situation des droits de l'homme dans le pays. Il a noté avec satisfaction que le Gouvernement avait adhéré à la plupart des recommandations issues de l'Examen périodique universel, dont trois formulées par l'Iraq.

720. La République démocratique populaire lao a salué la participation active du Gouvernement aux travaux du Conseil, notamment à l'Examen périodique universel, et sa coopération avec les organes conventionnels. Elle s'est félicitée des progrès de cet État concernant la promotion des droits des personnes vulnérables, parmi lesquelles les femmes et les enfants, et le renforcement des droits à la santé, à l'éducation et à la liberté d'expression.

721. Les Philippines ont pris note de l'engagement du Gouvernement à tenir compte des préoccupations et des attentes des États membres concernant la situation des droits de l'homme et à envisager de ratifier les traités internationaux auxquels il n'avait pas encore adhéré.

722. La République de Moldova a noté que le Gouvernement s'efforçait de protéger et de promouvoir les droits de l'homme aux niveaux national et international. Le Gouvernement avait adhéré à deux recommandations émises par la République de Moldova pour que la Commission nationale des droits de l'homme se conforme aux Principes de Paris et voie sa mission de prévention de la torture renforcée.

723. La Fédération de Russie a dit espérer que la République de Corée communiquerait, lors du prochain Examen périodique la concernant, des informations sur la lutte contre les discours haineux et l'intolérance fondés sur la race et l'appartenance ethnique dans les médias et sur Internet. Elle comptait que le Gouvernement mettrait en place un mécanisme efficace d'identification des victimes de la traite des êtres humains.

724. La Sierra Leone a félicité le Gouvernement de s'employer à accroître l'aide publique au développement et d'avoir mis en place une nouvelle politique d'immigration destinée à protéger les droits et à favoriser l'intégration sociale des étrangers. Le Gouvernement avait adhéré à 121 recommandations, dont celles de la Sierra Leone visant à lutter contre les discours de haine, à prévenir la violence domestique et la violence fondée sur le genre et à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. La Sierra Leone a encouragé la République de Corée à envisager de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

725. Sri Lanka a noté que le Gouvernement avait adhéré à 121 recommandations sur 218, dont deux formulées par ses soins pour qu'il mette en œuvre un plan de prévention de la violence domestique et communique ses bonnes pratiques en matière d'aide aux victimes de blessures par mine. Sri Lanka a pris note des efforts du Gouvernement pour intégrer à ses politiques les recommandations issues de l'Examen périodique universel et du rôle actif de la République de Corée dans la promotion des valeurs démocratiques et la protection des droits de l'homme de par le monde.

726. Le Soudan a félicité la République de Corée d'avoir adhéré à de nombreux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, d'avoir accepté le droit aux plaintes individuelles en vertu de quatre traités et d'avoir adressé une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil. Le Gouvernement avait accepté la majorité des recommandations, y compris les deux formulées par le Soudan.

727. L'Albanie a pris acte de l'intention du Gouvernement de renforcer son mécanisme national de communication de l'information relative aux recommandations des organes internationaux chargés des droits de l'homme et de suivi des mesures prises pour y donner suite, notamment les recommandations issues de l'Examen périodique universel, et de consolider le rôle d'un groupe consultatif sur les politiques en matière de droits de l'homme. Elle a noté avec satisfaction que le Gouvernement avait adhéré à la plupart des recommandations formulées pendant l'Examen. L'Albanie comptait que le Gouvernement examinerait attentivement les recommandations qu'elle avait émises concernant l'article 22 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'adoption d'une loi exhaustive contre la discrimination.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

728. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la République de Corée, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

729. La Commission nationale des droits de l'homme de la République de Corée estimait que l'Examen périodique universel avait permis d'améliorer davantage la situation des droits de l'homme. Elle s'est réjouie de ce que le Gouvernement avait adhéré à 121 des 218 recommandations reçues au cours de l'Examen mais jugeait préoccupant qu'il ait seulement pris note des recommandations restantes. Le Gouvernement devrait s'employer activement à mettre en œuvre les recommandations visant à ratifier les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme qu'il n'avait pas encore ratifiés, à adopter une loi complète contre la discrimination et des mesures contre les discours de haine et à dépénaliser l'objection de conscience au service militaire.

730. Le Mouvement international de la réconciliation a noté avec regret que le Gouvernement avait jugé ne pas être en mesure d'adhérer aux recommandations figurant aux paragraphes 132.94 à 132.105 sur l'objection de conscience au service militaire. Toutefois, l'organisation a noté avec satisfaction que le Gouvernement avait accueilli ces recommandations dans des termes plus favorables que celles qui lui avaient été faites sur cette question lors du cycle précédent, et qu'il entendait se conformer à l'arrêt que la Cour constitutionnelle rendrait prochainement à ce sujet. Les sondages d'opinion publique avaient montré que l'objection de conscience était vue d'un meilleur œil, et les tribunaux inclinaient de moins en moins à incarcérer les objecteurs de conscience. Le Mouvement international de la réconciliation a dit espérer qu'au moment de l'examen à mi-parcours, le Gouvernement aurait accepté l'obligation que lui imposait le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de reconnaître le droit à l'objection de conscience au service militaire.

731. Le Center for global nonkilling a regretté que le Gouvernement ait seulement pris note des recommandations visant à permettre aux objecteurs de conscience au service militaire d'effectuer un service civil de remplacement. Selon lui, les pouvoirs exécutif et législatif n'avaient pas à attendre un arrêt de la Cour constitutionnelle pour accorder aux objecteurs de conscience un statut et la possibilité d'effectuer un service de remplacement, et aucune considération stratégique ni géopolitique ne devrait jamais entraver la liberté de conscience. Le droit à la vie et l'égalité devant la loi passaient d'abord par l'enregistrement de toutes les naissances sans exception, que seul le pays de naissance pouvait garantir. Le Center for global nonkilling espérait donc que le Gouvernement modifierait sa politique en la matière.

732. L'Association internationale des personnes lesbiennes et gays a noté avec inquiétude que le Gouvernement n'avait adhéré à aucune des 22 recommandations sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles. Les personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes étaient victimes de marginalisation et de discrimination. L'Association a demandé au Gouvernement de s'engager à améliorer progressivement la protection des droits des personnes lesbiennes, gay, bisexuelles, transgenres et intersexes et s'est dite prête à collaborer avec le Gouvernement dans ce domaine.

733. L'Asian Forum for Human Rights and Development a déclaré que le Gouvernement avait pris note des recommandations tendant à abolir la peine de mort et la loi sur la sécurité nationale, à adopter une loi exhaustive contre la discrimination, à permettre aux objecteurs de conscience d'accomplir un service civil de remplacement et à mieux garantir les droits humains des travailleurs migrants et des membres de leur famille, des enfants de réfugiés et des demandeurs d'asile. Il s'est félicité que le Gouvernement ait adhéré aux recommandations sur la liberté d'expression, de réunion et d'association pacifique et se soit engagé à protéger les défenseurs des droits de l'homme et à enquêter sur l'usage excessif de la force contre eux et les représentants syndicaux. L'Asian Forum for Human Rights and Development a appelé de ses vœux l'adoption d'une stratégie globale de prévention de la violence fondée sur le genre.

734. Dans une déclaration conjointe avec l'International Volunteerism Organization for Women, Education and Development, l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco a constaté avec regret que le Gouvernement avait seulement pris note des recommandations concernant la mise en place d'un système universel d'enregistrement de toutes les naissances. Il a noté avec préoccupation que les enfants de migrants étaient privés de leur droit à l'enregistrement des naissances. Il s'est réjoui que le Gouvernement ait accepté la recommandation formulée au paragraphe 130.75, les châtiments corporels restant monnaie courante en milieu scolaire et dans les familles. L'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco a appelé le Gouvernement à créer un système d'enregistrement universel des naissances afin que tous les enfants bénéficient de l'enregistrement juste après leur naissance, indépendamment du statut de leurs parents, et à appliquer concrètement la recommandation du paragraphe 130.75 tendant à interdire, en droit comme en pratique, les châtiments corporels sur des enfants dans tous les contextes.

735. Amnesty International s'est félicité que le Gouvernement ait accepté les recommandations visant à améliorer les pratiques policières pour mieux garantir le droit à la liberté de réunion pacifique. L'organisation a encouragé l'agence nationale de police à mettre en œuvre des réformes conformes aux normes internationales. Le Gouvernement n'avait pas adhéré aux recommandations tendant à permettre aux objecteurs de conscience d'effectuer un service civil de remplacement et à ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, à commuer toutes les peines de mort en peines d'emprisonnement et à accélérer l'abolition complète de la peine de mort. Amnesty International a noté avec regret que le Gouvernement avait adhéré à peu de recommandations en faveur de la protection des droits des personnes lesbiennes, gay, bissexuelles, transgenres et intersexes.

736. Human Rights Watch a noté que les textes issus de l'Examen périodique universel concernant la République de Corée allaient dans le sens des recommandations visant à protéger la liberté d'expression et de réunion et les droits des travailleurs vulnérables, des femmes, des étrangers, des enfants, des personnages âgés et des personnes handicapées. L'organisation a prié instamment le Gouvernement de mettre en œuvre les recommandations auxquelles il avait adhéré. Elle a constaté avec préoccupation que celui-ci avait pris note de 97 recommandations, dont certaines visaient à abolir la peine de mort et la loi sur la sécurité nationale, à dépénaliser la diffamation et l'avortement, à protéger les droits des personnes lesbiennes, gay, bissexuelles, transgenres et intersexes et à abroger l'article 92-6 du Code pénal militaire. Human Rights Watch jugeait inquiétant qu'aucune mention des minorités sexuelles ni aucune instruction relative aux moyens de contraception ne figure dans le plan pour l'égalité des sexes et les normes nationales en matière d'éducation sexuelle.

737. L'organisation CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne a noté avec regret que le Gouvernement n'avait pas adhéré à plusieurs recommandations concernant la promotion et la protection des droits indispensables à l'espace civique, en particulier celles visant à modifier la loi sur la sécurité nationale afin qu'elle ne soit pas utilisée arbitrairement à des fins de harcèlement et de restriction de la liberté d'expression. Les autorités avaient appliqué une législation restrictive, notamment la loi sur la sécurité nationale, pour réduire au silence les voix dissidentes et les détracteurs du Gouvernement. CIVICUS a prié instamment le Gouvernement de consulter la société civile dans l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel pour veiller à ce que la loi sur la

sécurité nationale soit conforme aux bonnes pratiques et aux normes internationales en matière de liberté d'expression.

738. United Nations Watch a noté que la République de Corée avait fourni une protection et une aide humanitaires à plus de 30 000 transfuges ayant fui le pays voisin. Certains d'entre eux avaient décrit, dans leur témoignage à l'occasion d'une manifestation organisée parallèlement à la trente-septième session du Conseil des droits de l'homme, les diverses violations des droits de l'homme qu'ils avaient subies avant de fuir en République de Corée.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

739. Le Président a déclaré que, selon les informations communiquées, la République de Corée avait adhéré à 121 des 218 recommandations reçues et pris note des 97 autres.

740. La délégation a remercié toutes les délégations et les organisations de la société civile de leurs observations constructives et de leurs encouragements. Les préoccupations exprimées et les conseils dispensés au cours du dialogue aideraient le Gouvernement à atteindre des objectifs plus exigeants dans les domaines des droits de l'homme abordés.

741. La République de Corée avait mené une large consultation avec les parties prenantes concernées, depuis l'élaboration du rapport national jusqu'à l'examen de sa position sur les recommandations. Ce processus avait permis au Gouvernement d'examiner la situation des droits de l'homme et de définir les principaux axes d'amélioration.

742. En conclusion, la délégation a assuré au Conseil que la République de Corée continuerait de soutenir résolument le mécanisme de l'Examen périodique universel et les efforts conjoints de la communauté internationale pour promouvoir et protéger les droits de l'homme dans le monde. Elle a remercié les membres de la troïka et du Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour leur travail assidu.

Bénin

743. L'Examen concernant le Bénin s'est déroulé le 10 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Bénin conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/BEN/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/BEN/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/BEN/3).

744. À sa 40^e séance, le 19 mars 2017, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Bénin (voir la section C ci-après).

745. Les textes issus de l'Examen concernant le Bénin comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/10), les vues du Bénin sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/37/10/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

746. La délégation, conduite par l'Ambassadeur et Représentant permanent du Bénin auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Eloi Laourou, a fait part de l'engagement du Bénin en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme et des libertés

publiques, qui avait permis de forger un cadre favorisant la paix, le dialogue, la tolérance, une bonne gouvernance économique et sociale, le respect des droits des femmes, des enfants et des personnes vulnérables et l'égalité des sexes.

747. À l'occasion de la présentation de son rapport national établi au titre du troisième Examen périodique universel, le Bénin avait reçu 198 recommandations de la part de 82 délégations, notant 7 d'entre elles et acceptant les 191 autres.

748. La délégation a souligné que le pays poursuivait depuis lors ses efforts pour donner suite aux recommandations acceptées et promouvoir et protéger les droits de l'homme dans divers domaines. Elle a cité à titre d'exemple les cinq mesures ci-après.

749. Premièrement, le Conseil des ministres avait adopté le décret n° 2018-043 du 15 février 2018 en vue de commuer en réclusion criminelle à perpétuité la peine de mort prononcée contre 14 personnes, faisant ainsi du Bénin un pays abolitionniste.

750. Deuxièmement, le Bénin avait ratifié la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

751. Troisièmement, les membres du conseil d'administration et le directeur général de l'Agence pénitentiaire, chargé de la gestion des prisons, avaient été nommés.

752. Quatrièmement, le Bénin s'employait activement à mettre en place des initiatives de lutte contre la corruption et à faire prévaloir le principe de responsabilité. Ces efforts et engagements transparaissaient dans l'Indice de perception de la corruption établi par Transparency International pour 2017, puisque les progrès du Bénin dans ce domaine lui avaient fait gagner 10 points dans ce classement entre 2016 et 2017.

753. Cinquièmement, le Bénin poursuivait ses efforts pour atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030 en menant des réformes de grande envergure, afin notamment d'améliorer les conditions de vie et de santé, les équipements sanitaires, la nutrition, l'éducation, la protection de l'environnement ainsi que l'accès à l'eau et à l'énergie.

754. La délégation a sollicité l'appui du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et des partenaires techniques et financiers de l'État pour mettre en œuvre des mesures et initiatives dans les domaines suivants :

- a) Élaboration d'un plan d'action national sur les droits de l'homme ;
- b) Appui aux réformes du système pénitentiaire (construction et équipement de nouvelles prisons, acquisition de fourgons cellulaires pour le transport des prisonniers, mise en place d'installations d'énergie solaire et forages pour l'approvisionnement en eau) ;
- c) Renforcement des capacités par le signalement, la prévention et la prise en charge des victimes de la traite des personnes ainsi que la protection des enfants et des femmes ;
- d) Création d'une base de données sur les droits de l'homme ;
- e) Établissement d'un registre central d'état civil ;
- f) Extension du programme spécial des « tribunaux amis des enfants » ;
- g) Mise en place de garanties de renforcement des moyens humains ;
- h) Sensibilisation et formation aux droits de l'homme.

755. La délégation a remercié le Conseil de l'attention et de l'intérêt qu'il portait aux efforts du Bénin dans le domaine des droits de l'homme et des libertés publiques. Elle a déclaré que ce pays s'inspirerait volontiers de l'expérience et des bonnes pratiques d'autres États membres et États observateurs du Conseil.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

756. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Bénin, 13 délégations ont fait des déclarations.

757. La Sierra Leone a salué les récentes stratégies du Bénin en matière de droits de l'homme, notamment l'adoption en 2017 de la loi sur les droits des personnes handicapées et les mesures visant à promouvoir l'enseignement obligatoire. Elle a noté avec satisfaction le projet de code pénal en ce qu'il contribuait à lutter contre le travail des enfants. La Sierra Leone a félicité l'État de ses efforts pour appliquer l'ensemble des recommandations acceptées.

758. L'Afrique du Sud s'est réjouie que le Bénin œuvre sans relâche en faveur des droits humains pour toutes et tous. Elle s'est félicitée de l'adoption du Code de l'enfant, d'une politique nationale de protection de l'enfance et du Code de l'information et de la communication.

759. Le Soudan a remercié le Bénin de l'engagement en faveur des droits de l'homme dont il avait fait preuve en accueillant favorablement les recommandations formulées à son intention. Il s'est notamment félicité que cet État ait accepté les recommandations relatives à l'enregistrement des naissances et aux actes de naissance.

760. Le Togo a félicité le Bénin d'avoir ratifié la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et d'avoir adopté une politique nationale de protection de l'enfance. Il s'est également réjoui qu'il ait accepté la plupart des 198 recommandations reçues. Le Togo a invité la communauté internationale à fournir au Bénin un appui technique dans les domaines que celui-ci jugerait pertinents.

761. La Tunisie a félicité le Bénin d'avoir accepté une grande partie des recommandations, signe de son attachement aux droits de l'homme. Elle a noté avec satisfaction que cet État coopérait avec les mécanismes du Conseil des droits de l'homme et renforçait sa législation conformément à ses engagements internationaux. Elle a salué la création d'une commission nationale indépendante des droits de l'homme.

762. Le FNUAP a salué les avancées du Bénin dans les domaines juridique et institutionnel, tout en notant les contraintes liées au manque de ressources et à l'analphabétisme qui pesaient sur la mise en œuvre des recommandations. Il a évoqué les pratiques culturelles néfastes compromettant le respect de certains droits. Il était résolu à soutenir l'application des recommandations relatives à la lutte contre la discrimination et la violence faite aux femmes ainsi qu'à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation.

763. La République bolivarienne du Venezuela s'est félicitée des efforts que le Bénin déployait pour donner suite aux recommandations acceptées lors du deuxième cycle de l'Examen. Elle a salué les évolutions législatives en matière de droits de l'homme qui avaient résulté de l'adoption de lois dans les domaines du travail et des droits de l'enfant. Elle a noté avec satisfaction que l'État avait accepté la majorité des recommandations et a salué son attachement aux droits de l'homme.

764. L'Algérie a salué les efforts tendant à renforcer le cadre juridique relatif aux droits de l'enfant, à la communication et à l'information, aux élections et au système judiciaire. Elle a pris note de la ratification de certains instruments internationaux et de la création d'institutions chargées de promouvoir les droits humains, y compris ceux des femmes, et de combattre la corruption. Elle s'est félicitée que le Bénin ait accepté les recommandations visant à lutter contre la discrimination à l'égard des femmes et à garantir l'accès à l'eau et aux services d'assainissement.

765. L'Angola a salué l'engagement du Bénin en faveur des droits de l'homme, dont témoignaient sa coopération avec les mécanismes internationaux des droits de l'homme et sa ratification de divers instruments internationaux. Il s'est félicité que cet État ait accepté une recommandation visant à lutter contre le travail des enfants.

766. Le Burundi a félicité le Bénin d'avoir créé un organisme chargé de lutter contre la corruption, une institution nationale des droits de l'homme et un fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes. Il a salué l'adoption du Code de l'enfant, d'une politique nationale de

protection de l'enfance et de mesures de protection des droits des femmes. Il a en outre félicité le Bénin d'avoir adopté des politiques destinées à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels, en particulier l'accès à une éducation de qualité. Le Burundi a salué la coopération de cet État avec les mécanismes internationaux des droits de l'homme.

767. La Chine a fait gré au Bénin de son engagement en faveur des droits de l'homme et de sa participation à l'Examen périodique universel. Elle a noté avec satisfaction les efforts que faisait ce pays pour promouvoir un développement socioéconomique durable et améliorer les conditions de vie de sa population, notamment les mesures concernant la sécurité alimentaire et l'accès aux soins médicaux.

768. Le Congo a félicité le Bénin d'avoir accepté de nombreuses recommandations, dont celles relatives à la lutte contre le lynchage et à l'amélioration des conditions de vie des groupes vulnérables. Il a salué la coopération de l'État avec les mécanismes des droits de l'homme.

769. Cuba a souligné l'attachement à l'Examen périodique universel dont le Bénin avait fait preuve en acceptant la plupart des recommandations, notamment celles visant à améliorer les conditions de vie de sa population et celles concernant la formation aux droits de l'homme. L'application de ces recommandations permettrait d'améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

770. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Bénin, sept parties prenantes ont fait des déclarations.

771. Dans une déclaration conjointe avec le Bureau international catholique de l'enfance et Franciscans International, l'Organisation mondiale contre la torture s'est dite préoccupée par l'absence de mesures d'application du Code de l'enfant et les conditions d'administration de la justice pour mineurs. Elle a demandé instamment au Bénin d'améliorer les conditions de détention des mineurs, d'encourager le recours aux peines de substitution à l'incarcération et d'adopter une loi érigeant la torture en infraction.

772. Dans une déclaration conjointe avec l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, le Bureau international catholique de l'enfance et Franciscans International, Volontariat international femmes, éducation, développement a exhorté le Bénin à adopter les règles régissant la mise en œuvre du Code de l'enfant et du nouveau Code pénal, et à continuer de sensibiliser l'opinion à la question des enfants « sorciers ». L'organisation a évoqué l'inégalité d'accès à l'éducation entre les garçons et les filles. Elle a préconisé la mise en place d'un mécanisme national de communication de l'information et de suivi.

773. Dans une déclaration conjointe avec l'Initiative pour les droits sexuels, Action Canada pour la population et le développement a souligné le niveau élevé de violence et de discrimination à l'égard des femmes et des personnes LGBTQI et engagé le Bénin à pallier ses lacunes en matière de protection et de réparation et à reconnaître juridiquement les organisations œuvrant en faveur des droits sexuels.

774. Dans une déclaration conjointe avec le Bureau international catholique de l'enfance, Franciscans International a salué l'engagement du pays en faveur des droits de l'enfant, déplorant néanmoins que la recommandation visant à empêcher les meurtres d'enfants « sorciers » ait seulement été notée. L'organisation a recommandé de hâter l'adoption du projet de code pénal et d'appliquer le Code de l'enfant.

775. Amnesty International s'est félicitée de la création de la commission nationale des droits de l'homme et de la décision de commuer la peine de 14 hommes condamnés à mort dans la prison d'Akpro-Misséré. L'organisation était préoccupée par la décision du Bénin de rejeter les recommandations concernant la lutte contre la détention arbitraire, les exécutions extrajudiciaires, l'usage disproportionné de la force, la suspension des médias et la discrimination à l'égard des femmes et des enfants « sorciers ». Elle a demandé instamment au Bénin de garantir la liberté d'expression et de protéger les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme.

776. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a salué les mesures juridiques et institutionnelles positives visant à protéger les enfants et les femmes, à combattre la corruption et à renforcer l'appareil judiciaire. L'organisation trouvait cependant inquiétants le resserrement du champ d'action de la société civile, les menaces pesant sur le droit de grève, la surpopulation carcérale, le recours systématique à la détention provisoire, l'absence d'informations sur les droits socioéconomiques ainsi que les crimes commis contre les enfants « sorciers », et a exhorté le Bénin à prendre des mesures pour remédier à ces problèmes.

777. Dans une déclaration conjointe avec Franciscans International, l'Organisation mondiale contre la torture, le Mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants, la Confédération internationale de la Société de Saint-Vincent de Paul et la Compagnie des Filles de la charité de Saint Vincent de Paul, le Bureau international catholique de l'enfance a déploré que le Bénin se soit uniquement référé à la première partie de la recommandation relative aux enfants « sorciers » pour expliquer pourquoi il ne l'avait pas acceptée. Il a exhorté l'État à mettre en œuvre les règlements existants en matière de protection de l'enfance. Il lui a en outre demandé instamment de procéder à une évaluation des recommandations qui n'étaient pas encore pleinement appliquées, d'établir un plan d'action intégré et de mettre en place un comité interministériel avec la participation de la société civile ainsi qu'une base de données accessible permettant de suivre l'application des recommandations.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

778. Le Président a déclaré que, selon les informations communiquées, le Bénin avait adhéré à 191 des 198 recommandations reçues et pris note des 7 autres.

779. La délégation a remercié le Président du Conseil des droits de l'homme, la troïka, les délégations et l'équipe du Haut-Commissariat aux droits de l'homme d'avoir organisé le dialogue de l'Examen périodique universel, qui a permis de multiples échanges entre les Gouvernements, les organisations internationales, la société civile et d'autres parties prenantes en vue d'améliorer la protection effective des droits de l'homme et des libertés publiques. En acceptant 191 des 198 recommandations reçues, le Bénin avait montré l'intérêt qu'il accordait aux droits de l'homme, aux libertés publiques et à la gouvernance économique et sociale.

780. Après l'Examen périodique universel dont il avait fait l'objet en novembre 2017, le Bénin avait de nouveau pris des mesures pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, qui avaient donné des résultats concernant certaines recommandations. Le pays poursuivait résolument ces efforts et son engagement en ce sens.

781. La délégation a souligné que les recommandations non acceptées n'avaient pas été rejetées mais notées, et que le Gouvernement s'efforcerait de mener des activités et des réformes administratives et institutionnelles progressives pour exécuter ces mesures.

782. Certaines recommandations dont il avait été pris note s'étaient avérées problématiques en raison des réalités sociologiques du Bénin.

783. S'agissant des enfants « sorciers », la délégation a fait observer que les faits incriminés correspondaient à des pratiques isolées au sein de communautés rurales et que l'État ne les cautionnait nullement. Toutefois, celui-ci ne disposait pas encore de toutes les informations nécessaires pour mieux cerner les mesures à prendre en vue de combattre et de réprimer ces pratiques. La délégation a assuré au Conseil qu'au Bénin, les enfants n'étaient pas maltraités, qu'ils étaient protégés et que l'enfant était considéré comme « le père de l'homme ». Le Gouvernement poursuivait son action de sensibilisation et de prévention avec la société civile, les institutions publiques, les institutions religieuses et les autorités locales.

784. En ce qui concerne les droits à l'alimentation, à l'éducation et à la santé, la délégation a déclaré que le Gouvernement avait engagé des programmes de réformes dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, avec l'appui de la communauté internationale.

Pakistan

785. L'Examen concernant le Pakistan s'est déroulé le 13 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Pakistan conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/PAK/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/PAK/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/PAK/3).

786. À sa 41^e séance, le 19 mars 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Pakistan (voir la section C ci-après).

787. Les textes issus de l'Examen concernant le Pakistan comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/13), les vues du Pakistan sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/37/13/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

788. La délégation, conduite par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Farukh Amil, a déclaré que sur les 289 recommandations reçues, 168 avaient emporté l'adhésion de son pays, qui s'employait à les mettre en œuvre ou s'appropriait à le faire. Les 117 recommandations notées n'avaient pas été à proprement parler rejetées, mais les consultations à leur sujet n'étaient pas encore achevées. Le Pakistan poursuivait les délibérations sur ces recommandations et pourrait, à terme, en appliquer un certain nombre. Les quatre recommandations restantes avaient été rejetées parce qu'elles étaient factuellement inexacts ou obéissaient à des considérations politiques.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

789. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Pakistan, 13 délégations ont fait des déclarations.

790. Le Ghana a félicité le Pakistan de sa résolution à œuvrer en faveur des droits de l'homme malgré les menaces que le terrorisme et l'extrémisme violent faisaient constamment peser sur la sécurité et le tissu social du pays. Il a noté avec satisfaction les progrès accomplis dans l'application des recommandations issues du deuxième cycle de l'Examen et a exhorté le Pakistan à poursuivre sa lutte contre l'intolérance religieuse et les discours de haine.

791. La Grèce était préoccupée par le recours à la peine de mort et les informations faisant état d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions forcées. Elle a prié instamment le Pakistan de rétablir un moratoire sur l'application de la peine de mort et de protéger la liberté d'expression en prenant des mesures contre l'intimidation de journalistes et en faisant en sorte que les auteurs de violences soient traduits en justice.

792. Le Honduras espérait que le Pakistan envisagerait d'adhérer à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et examinerait la possibilité d'adhérer à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille afin de renforcer l'ordre juridique régissant la protection des droits de l'homme.

793. La République islamique d'Iran a salué les transformations juridiques et institutionnelles réalisées au Pakistan, telles que la création du Ministère des droits de l'homme, et engagé ce pays à promouvoir les droits économiques et sociaux de sa population et à redoubler d'efforts pour rendre la commission nationale des droits de l'homme pleinement opérationnelle.

794. L'Iraq a remercié le Pakistan d'avoir fait le point sur sa situation concernant les droits de l'homme et d'avoir fait montre d'un esprit de coopération et de transparence lors du troisième cycle de l'Examen. Il lui a fait part de sa satisfaction d'avoir accepté ses deux recommandations.

795. Les Philippines se sont félicitées que le Pakistan ait accepté leur recommandation visant à renforcer les commissions nationale et provinciales de la condition de la femme. Elles ont pris acte de la création du Ministère des droits de l'homme, des départements des droits de l'homme dans les provinces et des comités des droits de l'homme, ainsi que du lancement d'un plan d'action national pour les droits de l'homme.

796. La Chine a noté avec satisfaction que le Pakistan n'avait cessé de renforcer son mécanisme national des droits de l'homme. Elle espérait que cet État continuerait de réduire la pauvreté, d'améliorer le développement social, économique et durable et d'aider les familles à faibles revenus. Elle a approuvé le cap fixé en matière de développement des droits de l'homme, le jugeant adapté aux réalités nationales.

797. L'Arabie saoudite a déclaré avoir examiné avec attention les positions du Pakistan sur les recommandations faites à son intention et s'est félicitée qu'il en ait accepté 168. Elle a salué l'action concertée louable du Pakistan pour promouvoir les droits de l'homme à tous les niveaux et sa volonté de continuer à coopérer avec les mécanismes des droits de l'homme.

798. La Sierra Leone a pris note de l'élaboration par le Pakistan de la Vision nationale de la santé, qui visait à améliorer l'accès à des services de santé et à une éducation de qualité. Elle était déçue qu'aucune de ses trois recommandations n'ait recueilli l'adhésion de cet État. Elle a encouragé le Pakistan à envisager d'adhérer à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et à lutter contre le trafic transfrontalier et les mariages forcés sous tous leurs aspects.

799. Sri Lanka s'est réjoui que ses recommandations concernant le plan d'action national pour les droits de l'homme, le cadre stratégique national relatif aux droits de l'homme et les services de santé maternelle et néonatale aient été acceptées. Elle a engagé le Pakistan à accélérer les mesures de promotion et de protection des droits de l'homme, ce qui supposait notamment de coopérer avec les organes conventionnels et de renforcer les mécanismes nationaux et provinciaux de protection des droits de l'homme.

800. Le Soudan s'est félicité de l'adoption de la loi de 2017 sur les changements climatiques et de la création de la commission nationale des droits de l'homme. Il a constaté avec satisfaction que le Pakistan avait accepté la plupart des recommandations reçues, dont deux émanant du Soudan, à savoir poursuivre la mise en œuvre du plan d'action national pour les droits de l'homme et intégrer ces droits à la planification du développement.

801. La Tunisie a remercié le Pakistan d'avoir accepté la majorité des recommandations. Elle a salué les mesures qui, en renforçant l'ensemble du système des droits de l'homme et des plans de développement visant à atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030, avaient pour effet de promouvoir les droits socioéconomiques des Pakistanais.

802. Le FNUAP s'est engagé à apporter son concours pour mettre les politiques et les programmes en conformité avec les normes relatives aux droits de l'homme aux niveaux national et infranational, notamment dans le domaine de la planification familiale, renforcer les capacités de la Commission nationale de la condition de la femme, en particulier dans les provinces du Pendjab, du Khyber Pakhtunkhwa et du Sind, et rendre les jeunes maîtres de leur destin en leur inculquant des compétences de base et en plaçant pour leur protection contre les pratiques néfastes.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

803. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Pakistan, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

804. La British Humanist Association a déclaré que le Pakistan avait reçu à plusieurs reprises des recommandations visant à abolir les lois contre le blasphème. La notion de blasphème avait été critiquée comme étant incompatible avec les normes relatives aux droits de l'homme, telles que définies dans le Plan d'action de Rabat sur l'interdiction de l'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. Elle servait à justifier la violence contre les personnes non religieuses, les apostats et les minorités religieuses, victimes d'arrestations arbitraires et d'exécutions extrajudiciaires, et s'était muée en outil permettant à l'État de museler les voix dissidentes, d'appeler à une politique identitaire restrictive et de dénier aux citoyens leur liberté d'expression, de religion ou de croyance. En 2013, le Conseil de l'idéologie islamique avait recommandé de ne pas assouplir les lois nationales contre le blasphème. La Cour fédérale de la charia avait en outre affirmé catégoriquement que la peine de mort constituait la seule sentence appropriée pour les personnes reconnues coupables de blasphème. La British Humanist Association a demandé instamment au Pakistan d'abolir immédiatement ses lois contre le blasphème et de condamner expressément toute violence provoquée par des allégations de blasphème ou d'apostasie.

805. Le Centre européen pour le droit et la justice a déclaré que la persécution et la discrimination à l'encontre des chrétiens et d'autres minorités étaient monnaie courante, et que les autorités n'avaient pas traduit leurs auteurs en justice. Au mois de décembre, des hommes armés et des kamikazes avaient attaqué une église méthodiste à Quetta. Le même mois, un terroriste avait attaqué un quartier chrétien de Chaman. Les lois sur le blasphème demeuraient un sujet de préoccupation majeur. Rien que pendant le mois en cours, plus de 800 familles chrétiennes avaient fui leur domicile pour échapper aux attaques d'une foule de musulmans après qu'un jeune homme chrétien eut été accusé d'avoir publié un contenu à caractère blasphématoire sur Facebook. La torture policière représentait une autre menace. En octobre, six policiers avaient battu à mort un étudiant chrétien qu'une altercation avait opposé à certains de ses camarades musulmans. Dans les affaires de torture policière, la justice était rarement rendue. Le Centre européen pour le droit et la justice a invité l'Organisation des Nations Unies à prier le Pakistan de protéger les chrétiens et les autres minorités religieuses et de traduire en justice les auteurs de violences.

806. L'organisation Article 19 : Centre international contre la censure a déclaré que la définition vague des infractions visées dans la loi sur la prévention de la cybercriminalité et la loi sur la réorganisation des télécommunications rendait ces textes susceptibles d'être dévoyés. Elle demeurait préoccupée de ce que des journalistes, des militants et des citoyens ordinaires étaient jugés par des tribunaux militaires au titre de la loi antiterroriste. Plus de 20 journalistes et professionnels des médias avaient été tués depuis le dernier Examen périodique universel concernant le Pakistan, et beaucoup d'autres avaient essuyé de graves attaques, telles que des disparitions forcées, des agressions, des actes d'intimidation et du harcèlement judiciaire, qui restaient le plus souvent impunies. L'organisation a déploré que le Pakistan ait seulement pris note de plusieurs recommandations tendant à garantir la sécurité des journalistes. Un projet de loi sur la sécurité des journalistes présentait de sérieuses lacunes. L'organisation a demandé si le Pakistan associerait les organisations de la société civile et les médias à l'élaboration d'initiatives visant à légiférer contre les attaques de journalistes et de mesures destinées à faire cesser l'impunité de leurs auteurs. Le refus de ce pays d'envisager de modifier ou d'abroger les dispositions relatives au blasphème était profondément regrettable.

807. Dans une déclaration conjointe avec l'Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women, Action Canada pour la population et le développement a fait part de son inquiétude quant à l'attention insuffisante accordée aux besoins des jeunes en matière de santé sexuelle et procréative. Le taux de mortalité maternelle du Pakistan comptait parmi les plus élevés du monde. Les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés permettaient de contrôler la sexualité et la capacité de reproduction des filles et entraînaient un risque considérable de grossesses non désirées et forcées. Dans ce pays où la sexualité et la santé sexuelle et procréative étaient des sujets tabous, les choix des jeunes étaient restreints

sur ces questions, ce qui compromettait leur bien-être. Au Pakistan, 55 % de la population avait moins de 25 ans. Il importait au plus au point que ce pays établisse des programmes de sensibilisation à l'intention des jeunes en matière de santé et de droits sexuels et procréatifs, et mette à la disposition de l'ensemble de sa population, et plus particulièrement des jeunes, des services de qualité accessibles, abordables et acceptables dans ces domaines.

808. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a déclaré que le Pakistan manquait de volonté politique pour régler le problème des disparitions forcées, de la persécution des minorités religieuses, du recours à la peine de mort et des exécutions extrajudiciaires. Le refus du pays de s'engager d'une quelconque manière à supprimer la peine de mort, notamment pour les mineurs et les délits constitutifs des « infractions les plus graves », était décevant. Le harcèlement, les détentions arbitraires, la torture et les disparitions forcées de détracteurs du Gouvernement ou de l'islam continuaient d'étouffer la liberté d'expression. Le Pakistan n'avait accepté aucune des recommandations visant à abroger ou à modifier les lois sur le blasphème. Il n'avait pas accepté toutes les recommandations relatives à la protection des personnes contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a prié instamment le Pakistan d'entamer sans tarder la mise en œuvre des recommandations qu'il n'avait pas acceptées mais qui étaient conformes aux obligations que lui imposaient les traités relatifs aux droits de l'homme auxquels il était partie.

809. La Commission des églises pour les affaires internationales du Conseil œcuménique des églises a constaté avec préoccupation que, depuis le dernier Examen périodique universel, 10 affaires de blasphème impliquant un musulman, huit chrétiens et un hindou avaient été recensées. Les accusations de blasphème portées contre des minorités donnaient parfois lieu à des violences policières choquantes et mettaient en évidence la partialité du système judiciaire. Les lynchages publics suscitaient de profondes inquiétudes quant aux conséquences de l'utilisation des lois sur le blasphème à des fins détournées. Le Pakistan avait reçu cinq recommandations tendant à abroger ses lois sur le blasphème et sept recommandations visant à les réviser. La Commission a demandé au Pakistan d'abroger l'ensemble de sa législation discriminatoire, en l'occurrence les lois sur le blasphème, de créer des organes chargés d'examiner le traitement réservé par la police aux victimes et aux membres de leur famille lors des enquêtes sur les affaires de blasphème, de légiférer contre toute forme d'incitation à la haine et à la violence et d'en punir les auteurs, notamment les appels lancés à travers un haut-parleur pour mobiliser une foule violente, et de prendre des mesures pour réformer la police et l'appareil judiciaire afin d'assurer la protection et la promotion des minorités religieuses.

810. L'Asian Forum for Human Rights and Development a regretté que le Pakistan se soit contenté de prendre note d'une recommandation destinée à protéger la liberté en ligne. La loi sur la prévention de la cybercriminalité permettait aux autorités de réglementation des télécommunications de filtrer ou de censurer arbitrairement les « contenus répréhensibles », restreignant ainsi la liberté d'expression en ligne des minorités religieuses, sexuelles et ethniques. Cette loi conférait des pouvoirs étendus à l'autorité pakistanaise des communications sans la soumettre à un contrôle judiciaire indépendant suffisant et autorisait la transmission d'informations à des autorités étrangères. Le Pakistan avait accepté des recommandations tendant à ce qu'il enquête sur les attaques de journalistes et de défenseurs des droits de l'homme, mais avait seulement noté celles tendant à ce qu'il rende justice aux victimes et qu'il adopte une législation et prenne des mesures concrètes pour les protéger. Les procédures d'enregistrement prévues par la nouvelle politique relative aux organisations non gouvernementales limitaient le champ d'action des défenseurs des droits de l'homme. L'Asian Forum for Human Rights and Development a engagé le Pakistan à accepter les recommandations en suspens relatives à la protection de la liberté d'expression et des défenseurs des droits de l'homme et à l'élaboration, en consultation avec la société civile, d'un plan concret de mise en œuvre assorti d'un échéancier.

811. Amnesty International a déclaré que le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires était saisi de 700 affaires en instance concernant le Pakistan, et plusieurs centaines d'autres cas avaient été signalés dans l'ensemble du pays à la Commission d'enquête sur les disparitions forcées. Parmi les victimes de ces disparitions figuraient des

blogueurs, des journalistes, des étudiants, des militants de la paix et des défenseurs des droits de l'homme. Personne n'avait jamais été tenu responsable dans une affaire de disparition forcée. Si elle s'est félicitée que le Pakistan ait accepté des recommandations visant à ériger les disparitions forcées en infraction pénale, Amnesty International était déçue que l'État n'ait pas accepté plusieurs recommandations pour qu'il adhère à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées. L'organisation a noté avec satisfaction que le Pakistan avait accepté des recommandations relatives à la protection des journalistes et au droit à la liberté d'expression mais jugeait inquiétant qu'il n'ait pas accepté des recommandations tendant à traduire en justice les auteurs de menaces et d'attaques à leur encontre. Elle a exhorté ce pays à observer les normes les plus exigeantes en matière de droits de l'homme afin de mettre fin à l'impunité des violations.

812. La Commission internationale de juristes a regretté que les lois sur le blasphème au Pakistan soient souvent utilisées de manière abusive et qu'elles soient discriminatoires à l'égard des minorités religieuses et des sectes, attentatoires aux droits à la liberté d'expression et de religion et sources de profondes inquiétudes quant à l'équité des procès. En 2015, le Pakistan avait habilité les tribunaux militaires à juger les personnes accusées d'infractions liées au terrorisme. La Commission internationale de juristes avait relevé de graves manquements au principe d'équité des procès de la part des tribunaux militaires. Le Pakistan n'avait pris aucune mesure pour lutter contre l'impunité des auteurs de violations graves des droits de l'homme, telles que les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, la torture et d'autres exactions, et n'avait pas encore adopté de législation érigeant la torture et les disparitions forcées en infraction à part entière. La Commission internationale de juristes a prié instamment le Pakistan de réexaminer, d'accepter et d'appliquer les recommandations tendant à ôter aux tribunaux militaires la compétence de juger des civils, y compris en cas d'infraction liée au terrorisme, à abroger ou modifier toutes les lois sur le blasphème et à veiller à ce que tous les auteurs de violations, y compris de disparitions forcées et d'exécutions extrajudiciaires, soient traduits en justice.

813. Le World Environment and Resources Council a déclaré que le Pakistan n'avait pas donné suite aux recommandations issues du précédent Examen périodique universel ni mis en œuvre de plan s'y rapportant. Cette lacune était particulièrement manifeste dans le cas des disparitions forcées et de la conversion forcée de jeunes filles hindoues dans le Sind. Le nombre de disparitions forcées s'était sensiblement accru dans cette province, où les conversions forcées de filles hindoues continuaient également de se multiplier sous les auspices de l'État. Ainsi, les filles hindoues étaient de plus en plus souvent victimes de mariages d'enfants ou de conversions forcées. Dans le cadre de ses récents projets de développement, l'État n'avait pas consulté les populations locales ou n'avait tenu aucun compte de la volonté des autochtones. Le World Environment and Resources Council a recommandé que le Pakistan ratifie la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, contraigne toutes les parties responsables des conversions forcées à répondre de leurs actes, y compris les institutions religieuses, et consulte l'ensemble des populations autochtones concernées au sujet des projets de développement. Il a suggéré que le Pakistan renforce toutes les institutions des droits de l'homme en les dotant des ressources nécessaires pour faire face aux obligations de l'État.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

814. Le Président a déclaré que, d'après les informations communiquées, le Pakistan avait adhéré à 168 des 289 recommandations reçues et pris note des 121 autres.

815. Concernant l'adhésion à certains instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et leur ratification, la délégation pakistanaise a déclaré qu'en tant que partie à sept des principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, le Pakistan s'acquittait déjà de ses obligations dans un périmètre d'action étendu lié aux droits de l'homme. Tous les autres instruments internationaux faisaient l'objet d'un examen portant sur leur teneur, leur conformité aux lois nationales et les ressources financières nécessaires à leur mise en œuvre effective.

816. Le Pakistan continuait de présenter régulièrement des rapports sur l'application de ces conventions aux organes conventionnels pertinents. Depuis mai 2016, les rapports périodiques de l'État concernant la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels avaient été examinés par les organes compétents.

817. Lors de la présentation de son rapport national en novembre, le Ministre des affaires étrangères a défini une série de mesures destinées à créer et à consolider des institutions nationales des droits de l'homme et leurs cadres législatifs, et le Pakistan avait accepté la quasi-totalité des 27 recommandations tendant à en renforcer les capacités et l'efficacité.

818. De nombreuses recommandations avaient été faites pour améliorer les conditions socioéconomiques de la population pakistanaise. L'État en avait accepté la plupart, notamment celles visant à intégrer les droits de l'homme à la planification du développement en tenant compte de questions transversales et en promouvant le droit au développement. Il avait en outre accepté des recommandations relatives aux objectifs de développement durable.

819. Les mesures destinées à favoriser le progrès économique et à combattre la pauvreté, qui s'inscrivaient dans le cadre du plan de développement national et de la Vision 2030, avaient en ligne de mire la croissance économique, mais également la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. De nombreux citoyens vivant sous le seuil de pauvreté voyaient ces droits se matérialiser grâce notamment à l'extension des programmes de microcrédit tels que le programme de complément de revenu Benazir et au renforcement des filets de protection sociale dans les domaines de la santé et de l'éducation. Ces mesures étaient particulièrement axées sur la protection et la promotion des droits des femmes et des enfants. Elles consistaient notamment à faire cesser le travail des enfants, à leur garantir une éducation universelle et à améliorer les vaccinations et les soins de santé primaires pour les nourrissons et les nouveau-nés. Le Pakistan avait accepté plusieurs recommandations constructives concernant ces mesures car elles complétaient l'action publique en cours dans ces domaines.

820. L'État avait progressé dans le domaine des droits de l'homme en dépit des obstacles du terrorisme et de l'extrémisme. Au cours des dix dernières années, les responsables de l'application des lois, les membres de l'appareil judiciaire, les journalistes, les minorités religieuses et les militants de la société civile avaient fait l'objet de menaces et d'intimidations de la part de terroristes. Grâce aux actions ciblées menées par les forces de sécurité dans un climat de consensus national déjouant les frontières politiques, le Pakistan avait repris l'ascendant sur le terrorisme et détruit toutes les cachettes de terroristes du pays. Face à l'énormité des défis de la lutte antiterroriste, il convenait de prendre acte de cette avancée historique.

821. Les bons résultats de la lutte contre le terrorisme avaient notamment favorisé l'exercice effectif des droits des minorités. Les minorités religieuses ne subissaient aucune intolérance organisée de l'administration. Les minorités jouissaient du droit constitutionnel d'exercer librement leur religion et de se rendre sur leurs lieux de culte. En témoignait le succès rencontré par les écoles des missionnaires chrétiens où même les plus fervents musulmans scolarisaient leurs enfants. Le Pakistan avait accepté la plupart des recommandations relatives aux droits des minorités. La délégation a également déclaré qu'une femme hindoue avait été élue pour la première fois lors des dernières élections sénatoriales.

822. Le Pakistan élaborait une politique sur l'harmonie interconfessionnelle. Le système démocratique accordait une plus grande place aux minorités, auxquelles étaient réservés 10 sièges à l'Assemblée nationale, 4 sièges au Sénat et 23 sièges dans les assemblées provinciales. La Journée nationale des minorités était célébrée le 11 août. Un quota garanti de 5 % des emplois était réservé aux minorités dans tous les services fédéraux, et les administrations provinciales avaient mis sur pied des comités pour l'harmonie interconfessionnelle. Des délibérations étaient en cours au sujet d'un projet de loi sur la protection des minorités, dont l'objectif était de défendre les droits de leurs membres,

notamment les lois sur le mariage des hindous, des sikhs, des parsis et des bahaïs. Le récent projet de loi de 2017 sur les mariages hindous définissait le cadre régissant le mariage des membres de cette communauté. Un projet de loi sur les mariages chrétiens était également en cours d'élaboration.

823. S'agissant des mesures administratives et législatives contre les discours de haine, le Pakistan s'était employé à empêcher l'utilisation abusive ou à des fins détournées de la loi sur le blasphème en renforçant les garanties en place. Le Code pénal prévoyait des sanctions en cas d'accusations mensongères ou de faux témoignages afin de décourager les allégations fallacieuses. Seuls les officiers supérieurs de police étaient autorisés à enregistrer un procès-verbal introductif dans les affaires de blasphème, afin de pouvoir tuer dans l'œuf les dénonciations trompeuses ou mensongères.

824. Le Pakistan avait imposé un moratoire volontaire sur la peine de mort durant de nombreuses années mais à la suite de l'attentat perpétré contre une école de Peshawar en décembre 2014, le Parlement avait levé ce moratoire sous la pression de l'opinion publique. Cette décision unanime traduisait la volonté du peuple. Seuls les crimes atroces emportaient la peine capitale, conformément à la Constitution et aux normes internationales.

825. Le Pakistan avait accepté 34 des 39 recommandations sur les droits des femmes. Certaines de ces recommandations portaient sur la nécessité d'adopter de nouvelles lois ou de modifier la législation existante. Des travaux étaient conduits à cette fin par des femmes parlementaires, qui représentaient près de 25 % de l'ensemble des députés. La loi électorale de 2017 habilitait la Commission électorale à déclarer un scrutin nul dans une circonscription si la participation électorale des femmes y avait été inférieure à 10 %. Elle imposait en outre aux partis politiques de présenter au moins 5 % de femmes aux élections législatives, tandis que le quota de femmes indirectement élues à l'Assemblée générale et au Sénat était maintenu à 60 et 17 sièges respectivement.

826. Le Pakistan avait reçu de nombreuses recommandations visant à éliminer la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique. À cet égard, il avait été promulgué deux grands types de loi : d'une part, celles qui pénalisaient les pratiques préjudiciables aux femmes et, d'autre part, celles ayant vocation à autonomiser les femmes et les groupes vulnérables. Aussi ces deux catégories se reflétaient-elles dans les projets de loi du Pakistan avec, d'un côté, ceux visant à réprimer le viol et les attaques à l'acide et, de l'autre, ceux prévoyant des mesures d'assistance sociale, comme le programme de complément de revenu Benazir pour ce qui était de la protection contre le harcèlement au travail. De plus, l'État soumettait actuellement son cinquième rapport périodique au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW/C/PAK/5).

827. Le Pakistan avait accepté des recommandations tendant à améliorer les conditions d'existence de la communauté transgenre, qui avait obtenu de l'État la reconnaissance de son statut distinct. Ainsi, un passeport et des papiers d'identité spéciaux avaient été délivrés aux personnes transgenres pour permettre leur intégration dans la société.

828. S'agissant de la liberté d'expression, la délégation a déclaré que le droit à l'information était un droit fondamental garanti par la Constitution.

829. Le Pakistan avait accepté de nombreuses recommandations sur la protection des journalistes. Les médias faisaient immédiatement état de toute attaque visant un journaliste ou un défenseur des droits de l'homme, et les juridictions supérieures s'en saisissaient de leur propre chef, ce qui avait pour effet de décourager toute mesure coercitive à l'encontre des journalistes. Des commissions aux larges prérogatives avaient été établies pour enquêter sur les faits présumés d'intimidation et de harcèlement de journalistes. L'adoption par le Gouvernement d'un projet de loi sur le bien-être et la protection des journalistes consoliderait les acquis dans ce domaine.

Zambie

830. L'Examen concernant la Zambie s'est déroulé le 13 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par la Zambie conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/ZMB/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/ZMB/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/ZMB/3).

831. À sa 41^e séance, le 19 mars 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant la Zambie (voir la section C ci-après).

832. Les textes issus de l'Examen concernant la Zambie comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/14), les vues de la Zambie sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/37/14/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

833. La délégation, conduite par la Ministre Conseillère, Chargée d'affaires par intérim et Représentante permanente adjointe de la Zambie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Margaret Mary Lungu Kaemba, a déclaré que le mécanisme de l'Examen périodique universel donnait à tous les États membres l'occasion de rendre compte des mesures qu'ils avaient prises pour améliorer la situation des droits de l'homme sur leurs territoires respectifs et de souligner les défis à relever pour garantir le plein exercice des droits de l'homme.

834. Depuis l'Examen de novembre 2017, le Gouvernement a examiné l'ensemble des recommandations qu'il avait reçues et revu une partie de ses positions sur certaines de ces recommandations. Des consultations sur les recommandations en question avaient eu lieu avec toutes les parties prenantes concernées.

835. S'agissant des deux recommandations sur lesquelles elle n'avait pas pris position, la Zambie avait adhéré à celle du paragraphe 130.1 et noté celle figurant au paragraphe 130.2. Elle avait en outre adhéré à 92 recommandations dont elle avait précédemment pris note, à savoir celles formulées aux paragraphes 131.1 à 131.4, 131.11 à 131.53, 131.57, 131.61 à 131.92, 131.99 à 131.102 et 131.104 à 131.111. Par ailleurs, la Zambie adhérerait désormais en partie à la recommandation du paragraphe 131.10, dont elle avait auparavant pris note : elle avait adhéré à la partie relative à la ratification du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des trois protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant, et noté la partie concernant la ratification du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort. Compte tenu de ces changements, 183 recommandations emportaient désormais l'adhésion de la Zambie. Celle-ci avait partiellement adhéré à une recommandation et en avait noté 19.

836. Les recommandations auxquelles la Zambie avait adhéré serviraient de base à l'élaboration d'un plan d'action destiné à guider les activités de mise en œuvre avant le quatrième cycle de l'Examen. Une fois achevé, ce plan d'action compléterait l'exécution du septième Plan national de développement (2017-2021) et contribuerait au suivi des objectifs de développement durable, en particulier l'objectif n° 16. La société civile était invitée à

joindre ses efforts à ceux du Gouvernement pour mettre en œuvre le plan d'action une fois qu'il serait achevé.

837. La Zambie avait en outre entamé la mise en place d'un dispositif permanent de suivi de l'application des recommandations issues de tous les mécanismes relatifs aux droits de l'homme.

838. La peine de mort était consacrée par la Constitution et ne pouvait être abolie que par voie de référendum. Le seuil requis n'avait pas été atteint lors du référendum sur les propositions de modification en la matière, présentées sous forme de Charte des droits révisée. Aussi, les modifications proposées ne pouvaient être adoptées. Toutefois, malgré le maintien de la peine de mort dans sa législation, la Zambie était, de fait, un État abolitionniste. Les dernières exécutions remontaient à 1997. Depuis lors, les présidents successifs s'étaient refusés à autoriser les exécutions, commuant les peines de mort en réclusion criminelle à perpétuité. De surcroît, le Cabinet avait adopté en octobre 2016 une résolution allant dans le sens de la résolution 62/149 de l'Assemblée générale instaurant un moratoire global sur la peine de mort.

839. La Zambie était déterminée à renforcer les droits de l'homme pour le bien de toutes les personnes sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation.

840. La Zambie était résolue à continuer, dans le cadre du septième Plan national de développement, de s'attaquer aux problèmes susceptibles d'entraver l'exercice des droits de l'homme. Elle a sollicité une aide à cet égard, afin d'assurer la promotion et la protection des droits de l'homme.

841. La Zambie appréciait chacune des recommandations qu'elle avait reçues lors de l'Examen périodique universel la concernant et était attachée à ce processus.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

842. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Zambie, 13 délégations ont fait des déclarations.

843. L'Algérie a salué les efforts déployés pour promouvoir et protéger les droits de l'homme, notamment l'intégration de nombreuses normes internationales dans le cadre juridique national. Elle s'est également félicitée des mesures prises pour lutter contre la corruption, développer le système judiciaire, combattre la traite des personnes et protéger l'environnement. La Zambie avait adhéré à 183 recommandations, dont les deux formulées par l'Algérie.

844. L'Angola a remercié la Zambie du complément d'information qu'elle avait fourni. Celle-ci avait adhéré à bon nombre de recommandations, dont celles que l'Angola lui avait adressées. Ce dernier s'est félicité de la coopération de l'État zambien avec les organismes des Nations Unies.

845. Le Burundi a félicité la Zambie d'avoir accepté un grand nombre de recommandations et s'est réjoui qu'elle ait mis sur pied des mécanismes de lutte contre la corruption. Il a noté avec satisfaction les mesures législatives et institutionnelles prises par la Zambie pour lutter contre l'esclavage et la traite des êtres humains. Il a pris note de l'adoption de politiques nationales sur l'enfance et l'égalité des sexes, ainsi que des diverses mesures prises pour protéger les enfants contre l'exploitation par le travail ou autre. Le Burundi a également pris acte des mesures mises en œuvre pour protéger l'environnement et de la priorité accordée à la gestion des ressources naturelles.

846. La Chine a salué la participation constructive de la Zambie à l'Examen périodique universel. Elle l'a remerciée d'avoir accepté ses recommandations et espérait que le Gouvernement continuerait de promouvoir un développement social et économique durable et d'améliorer les conditions de vie de sa population afin d'édifier un cadre solide permettant l'exercice de tous les droits de l'homme. La Chine a encouragé la Zambie à continuer

d'élaborer des programmes médicaux et sanitaires, qui devraient notamment viser à améliorer le traitement du VIH et du sida.

847. Le Congo a noté avec satisfaction le rapport national présenté par la Zambie et les informations complémentaires communiquées. Il s'est réjoui qu'elle ait accepté la majorité des recommandations reçues, dont la mise en œuvre, conjuguée aux efforts déjà accomplis, permettrait de renforcer l'état de droit. Le Congo s'est félicité de la coopération de l'État zambien avec les mécanismes des droits de l'homme et l'a engagé à poursuivre dans cette voie.

848. Cuba a félicité la Zambie d'avoir examiné toutes les recommandations reçues. Preuve de son attachement à l'Examen périodique universel, la Zambie avait non seulement examiné les deux recommandations sur lesquelles elle n'avait pas pris position lors de l'Examen, mais était allée plus loin en examinant toutes les recommandations notées et en adhérant à nombre d'entre elles. Cuba ne doutait guère que la Zambie mettrait la même ardeur à mettre en œuvre ces recommandations.

849. L'Égypte a noté avec satisfaction que la Zambie s'employait activement à renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme dans divers domaines. Elle a pris acte de l'adoption de la version modifiée de la Constitution en 2016, qui prévoyait le renforcement de l'institution nationale des droits de l'homme et la création d'institutions clefs chargées de remplir les obligations de la Zambie en matière de droits de l'homme. L'Égypte a également pris note des lois adoptées touchant les droits des personnes handicapées, l'égalité des sexes et les droits des réfugiés. Elle était heureuse de constater que la Zambie avait accepté ses recommandations et espérait que celle-ci parviendrait à les mettre en œuvre.

850. L'Éthiopie a félicité la Zambie d'avoir défini des priorités en matière de promotion et de protection des droits de l'homme. Elle l'a remerciée d'avoir adhéré aux recommandations sur la lutte contre la traite des personnes et l'intensification de l'enregistrement des naissances. L'Éthiopie a engagé la Zambie à poursuivre sa collaboration constructive avec le Conseil des droits de l'homme.

851. Le Honduras a loué l'esprit constructif de transparence et de coopération qui avait animé la Zambie pendant l'Examen. Il a pris note de l'engagement de ce pays en faveur de la protection des droits de l'enfant et s'est félicité de l'adoption d'une politique globale visant à lutter efficacement contre la violence fondée sur le genre. Il a dit espérer que la Zambie reconsidérerait sa position sur la peine de mort, envisagerait de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et adopterait une législation interdisant la discrimination à raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre.

852. Le Kenya a remercié la Zambie d'avoir participé de manière constructive à l'Examen périodique universel. Il a félicité ce pays d'avoir adhéré à beaucoup de recommandations, dont les trois qu'il lui avait adressées. Il a prié la communauté internationale d'aider la Zambie à mettre en œuvre les recommandations auxquelles elle avait adhéré.

853. Le Lesotho a salué l'attitude constructive de la Zambie tout au long de l'Examen périodique universel et son adhésion à la plupart des recommandations reçues. Il a noté les mesures prises depuis l'Examen antérieur, notamment la modification de la Constitution et l'adoption de plusieurs textes législatifs. Il a dit souhaiter que les partenaires de développement et la communauté internationale continuent de soutenir ce pays.

854. La Libye a remercié la Zambie de sa participation active à l'Examen périodique universel et pris acte de son engagement à promouvoir et à protéger les droits de l'homme. Elle s'est félicitée des progrès que les mesures de promotion des femmes avaient permis de réaliser dans l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel.

855. Madagascar s'est félicitée du nombre de recommandations acceptées par la Zambie. Elle a salué l'action que menait ce pays pour garantir l'état de droit et protéger les droits humains, notamment les mesures en faveur des droits des femmes. Madagascar a exhorté la Zambie à poursuivre ses efforts.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

856. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant la Zambie, neuf autres parties prenantes ont fait des déclarations.

857. Dans un message vidéo, la Commission des droits de l'homme a dit espérer que l'engagement du Gouvernement à établir un mécanisme d'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel favoriserait la réalisation progressive des droits de l'homme. Elle comptait que le Gouvernement ratifierait le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, sachant qu'il avait accepté un moratoire sur l'application de la peine de mort. La Commission avait bon espoir que le Gouvernement poursuivrait le dialogue sur l'élargissement de la Charte des droits avant les prochaines élections générales, en 2021.

858. Save the Children International a invité la Zambie à prendre les mesures suivantes : diligenter l'adoption de la loi sur les enfants ; achever le projet de loi relatif au Code de protection de l'enfance et le présenter au Parlement ; ratifier les trois protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant ; relever l'âge de la majorité pénale ; fournir une protection adaptée aux enfants victimes et témoins lors des procès ; combattre la pauvreté et la malnutrition des enfants en renforçant les programmes de protection sociale adaptés aux enfants ; mettre en place un processus permettant à tous les enfants de participer à la vie de la collectivité.

859. L'Association suédoise pour l'éducation sexuelle a félicité la Zambie d'avoir accepté 183 des 203 recommandations. En acceptant la recommandation de restreindre les dispositions relatives à l'avortement, l'État enfreignait la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique. Le septième Plan national de développement ignorait certains droits humains, notamment les droits en matière de sexualité et de procréation. L'Association suédoise pour l'éducation sexuelle a prié instamment la Zambie d'organiser à titre prioritaire un référendum démocratique sur la Charte des droits.

860. L'organisation Action Canada pour la population et le développement s'est inquiétée des risques inhérents au fait que le genre et la sexualité puissent constituer un motif de condamnation sociale ou de sanction pénale. Elle a engagé la Zambie à se plier à ses obligations régionales et internationales, à abroger les lois érigeant les relations homosexuelles, le travail du sexe et l'avortement en infractions pénales, et à garantir l'accès aux services de santé sexuelle et procréative.

861. Franciscans International a encouragé la Zambie à donner aux populations locales des moyens adaptés et accessibles de prendre part à la vie publique en diffusant en temps opportun des informations complètes sur les projets. L'organisation a également encouragé ce pays à adopter une législation spécialement consacrée aux déplacements liés au développement ainsi qu'à la réinstallation et à l'indemnisation des populations touchées, en définissant des principes directeurs clairs pour empêcher les expulsions forcées et garantir des réparations durables et suffisantes.

862. L'Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII a encouragé la Zambie à allouer des fonds supplémentaires, à mieux répartir les ressources consacrées à l'alimentation, à la nutrition, à l'éducation et à l'insertion sociale et professionnelle des personnes handicapées, à renforcer l'éducation nutritionnelle dans les écoles, à créer un mécanisme national de cartographie des établissements scolaires, à ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et à mettre davantage de centres, d'activités et de services éducatifs à la disposition des personnes handicapées.

863. Amnesty International a déploré que la Zambie n'ait pas accepté les recommandations visant à garantir le droit à la liberté de réunion, d'association et d'expression et à abolir la peine de mort. En outre, l'organisation a jugé inquiétante l'utilisation des lois pénales sur la diffamation pour réduire au silence les critiques du parti au pouvoir. Amnesty International a appelé la Zambie à abolir la peine de mort. Elle a noté avec satisfaction que cet État avait accepté la recommandation tendant à réformer la loi sur l'ordre public et a encouragé le Gouvernement à consulter la société civile pour veiller au respect de la Charte africaine des

droits de l'homme et des peuples et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle a constaté avec préoccupation que la peine de mort continuait d'être appliquée.

864. L'organisation CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne a noté avec préoccupation que la Zambie n'avait donné aucune suite aux recommandations relatives à l'espace civique. Le Gouvernement continuait d'invoquer la loi sur l'ordre public pour limiter de façon injustifiée l'exercice du droit à la liberté de réunion pacifique. L'organisation a engagé la Zambie à prendre des mesures énergiques pour mettre en œuvre les recommandations en droit et en pratique.

865. Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme a déploré le maintien de la peine de mort et souligné qu'il ne suffisait pas d'être un État abolitionniste de fait pour protéger le droit à la vie et à la dignité. L'organisation a exhorté la Zambie à ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort. Elle l'a encouragée à protéger et à promouvoir les droits humains, notamment la promotion des femmes, et à œuvrer en faveur de l'abolition de la peine capitale aux côtés du Groupe de travail sur la peine de mort de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

866. Le Président a déclaré que, selon les informations communiquées, la Zambie avait adhéré à 183 des 203 recommandations reçues et pris note de 19 autres recommandations. D'une recommandation partiellement acceptée, il a été précisé la partie ayant emporté l'adhésion de l'État et celle ayant été notée.

867. La délégation a apprécié les observations constructives des intervenants et pris note des questions thématiques à traiter d'urgence, telles que les droits des femmes et des enfants, la peine de mort, la révision des lois sur l'avortement et l'extension de la Charte des droits.

868. La délégation a de nouveau exprimé la gratitude de la Zambie envers le Président et le secrétariat du Conseil des droits de l'homme, ainsi que la troïka, pour leur soutien. Ce pays était attaché à l'Examen périodique universel et continuait d'intensifier ses activités en faveur des droits de l'homme.

Japon

869. L'Examen concernant le Japon s'est déroulé le 14 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par le Japon conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/JPN/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/JPN/2) ;

c) Le résumé établi par le HCDH conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe de la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe de la résolution 16/21 (A/HRC/WG.6/28/JPN/3 et Corr.1).

870. À sa 41^e séance, le 19 mars 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant le Japon (voir la section C ci-après).

871. Les textes issus de l'Examen concernant le Japon comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/15), les vues du Japon sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'il a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/37/15/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

872. La Représentante permanente adjointe du Japon auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Mitsuko Shino, a exprimé sa profonde reconnaissance à la troïka (Belgique, Qatar et Togo) pour ses efforts et sincèrement remercié le secrétariat de l'Examen périodique universel d'avoir établi le document final.

873. La délégation a noté que, lors de l'Examen du 14 novembre 2017, la délégation japonaise, composée des responsables des ministères et organismes concernés et dirigée par le représentant du Gouvernement, Yoshifumi Okamura, a détaillé les activités de suivi et les réalisations de l'État depuis l'Examen précédent, parmi lesquelles la conclusion de conventions sur les droits de l'homme, telles que la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, ou encore des initiatives nationales et internationales visant, pour certaines, à édifier « une société où toutes les femmes brillent ».

874. Fondé sur le dialogue et la coopération, l'Examen périodique universel était un mécanisme important concourant à l'amélioration de la situation des droits de l'homme dans tous les États membres. À cet égard, la délégation a de nouveau adressé les remerciements du Japon aux États membres pour leurs observations constructives et utiles, y compris les questions posées à l'avance.

875. L'année en cours était historique car elle marquait le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le Japon avait toujours accordé de l'importance aux valeurs fondamentales telles que la démocratie, la liberté, les droits de l'homme et l'état de droit, et avait poursuivi sans relâche ses efforts pour promouvoir et protéger ces droits sur son territoire et à l'étranger.

876. En tant que membre du Conseil des droits de l'homme appartenant à la région Asie-Pacifique, le Japon continuerait de contribuer aux échanges visant à promouvoir les droits de l'homme dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et à améliorer la situation des droits de l'homme dans d'autres pays, ainsi que de promouvoir la coopération pour le développement en vue d'atteindre les objectifs de développement durable.

877. La délégation a insisté sur la procédure d'examen des recommandations reçues, qui a mobilisé plusieurs ministères. Toutes les recommandations avaient été attentivement et intégralement examinées par les ministères compétents. Par ailleurs, l'Examen permettait à des parlementaires et à des organisations de la société civile telles que la Japan Federation of Bar Associations de signifier sincèrement leur opinion auxdits ministères. Le Japon continuerait d'attacher de l'importance au dialogue avec la société civile, y compris les organisations non gouvernementales.

878. Le Japon avait accepté de donner suite à 145 des 217 recommandations reçues, y compris celles portant sur la protection et la promotion des droits des groupes socialement vulnérables tels que les femmes, les enfants et les personnes handicapées. Il n'avait pas accepté certaines recommandations à l'issue de leur examen par les ministères compétents.

879. La délégation a souligné que le Japon entendait donner les suites qui conviendraient aux recommandations auxquelles il avait adhéré, ainsi qu'il l'avait fait lors des cycles précédents de l'Examen. Il avait pris des mesures concrètes en réponse à certaines recommandations, dont il avait l'intention de poursuivre l'application.

880. Depuis l'Examen de novembre 2017, le Japon avait observé des progrès concernant certaines des recommandations auxquelles il s'était engagé à donner suite. À titre d'exemple, lors du sommet qui s'était tenu la même année en Suède afin de trouver des solutions pour faire cesser la violence contre les enfants (End Violence Solutions Summit), le Japon s'était dit résolu à devenir un pionnier du Partenariat mondial pour l'élimination de la violence envers les enfants et à alimenter le Fonds pour l'élimination de la violence envers les enfants.

881. En outre, le Japon avait tenu une semaine plus tôt la première réunion multipartite consacrée à une étude de référence sur les entreprises et les droits de l'homme dans l'optique d'élaborer son plan d'action national sur ce thème. À cet égard, il avait souligné que la mise en place du plan d'action national préconisé par plusieurs pays lors de l'Examen périodique universel constituait une étape en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. Le Japon poursuivrait ses efforts dans ce domaine afin de pouvoir faire état de ses progrès lors du prochain cycle de l'Examen.

882. Le Japon estimait que, pour faire de l'Examen périodique universel un mécanisme plus efficace, il était primordial que chaque pays s'emploie résolument et sans relâche à mettre en œuvre les recommandations. Il avait soumis un rapport volontaire à mi-parcours sur les progrès réalisés depuis les deux Examens dont il avait précédemment fait l'objet et comptait en faire autant pour le quatrième Examen.

883. Par ailleurs, la délégation a souligné qu'il importait de faire mieux connaître les résultats de l'Examen afin de sensibiliser le public aux droits de l'homme. À cet égard, le Japon prévoyait de publier sur le site Web du Ministère des affaires étrangères une traduction du rapport final de l'Examen le concernant.

884. Notant que quelques-uns des rapports périodiques de l'État aux organes conventionnels devaient être examinés avant le prochain cycle de l'Examen périodique universel, la délégation a déclaré que le Japon continuerait de donner des suites appropriées aux recommandations reçues de ces organes. Il renforcerait en outre sa coopération avec chaque organe conventionnel et son engagement à appliquer tous les instruments relatifs aux droits de l'homme. À cet égard, le Japon estimait important que les recommandations soient claires, concises et réalistes et jugeait qu'il fallait en réduire le nombre pour éviter les doubles emplois.

885. La délégation a déclaré que le Japon accueillerait à Tokyo les Jeux olympiques et paralympiques de 2020 et a dit espérer que cette rencontre serait l'occasion de promouvoir une société inclusive fondée sur la diversité et l'harmonie, dans laquelle seraient reconnues toutes les différences, de la race au genre en passant par l'orientation sexuelle et le handicap.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

886. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Japon, 12 délégations ont fait des déclarations.

887. La Tunisie s'est félicitée que le Japon ait accepté la plupart des recommandations formulées au cours de l'Examen, dont les siennes.

888. Le Soudan a noté avec satisfaction que le Japon avait adhéré à la Convention relative aux droits des personnes handicapées en 2014 et qu'il avait adopté le plan d'action contre la traite des personnes.

889. L'Albanie a salué l'adhésion du Japon à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle a accueilli avec satisfaction le quatrième plan d'action pour l'égalité des sexes et la politique intensive visant à accélérer l'autonomisation des femmes et à favoriser leur participation au monde du travail et leur avancement professionnel.

890. L'Égypte s'est réjouie que le Japon ait accepté ses recommandations pour qu'il élabore un programme de travail national aux fins de la mise en œuvre des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et qu'il ratifie la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

891. L'Éthiopie a félicité le Japon d'avoir accepté ses recommandations tendant à créer une institution nationale des droits de l'homme conforme aux normes internationales acceptées, et à intensifier la sensibilisation à la protection des droits humains des groupes vulnérables, notamment les travailleurs migrants.

892. Le Ghana a salué le quatrième plan d'action pour l'égalité des sexes et la politique intensive visant à accélérer l'autonomisation des femmes et à favoriser leur participation au monde du travail et leur avancement professionnel. Il a noté les mesures prises par le Japon pour renforcer la loi sur l'élimination des discours de haine.

893. Haïti a remercié le Japon d'avoir tenu compte de sa recommandation visant à promulguer une loi contre la discrimination et de celle sur la mise en place d'un cadre réglementaire national permettant d'évaluer les conséquences environnementales des activités commerciales des sociétés multinationales. Il a regretté que ce pays ait seulement pris note de sa troisième recommandation consistant à envisager d'améliorer le régime de pension de base pour les personnes âgées.

894. Le Honduras a dit espérer que le Japon étudierait la possibilité de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, approuverait une loi exhaustive contre la discrimination conformément à ses obligations internationales et aux normes applicables et redoublerait d'efforts en vue de lutter contre la traite des personnes et d'adopter un plan d'action spécial pour la protection et l'indemnisation des victimes.

895. La République islamique d'Iran a félicité le Japon d'avoir mis en œuvre des lois et des programmes devant lui permettre de s'acquitter de ses obligations au titre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et d'avoir mis à exécution le plan d'action contre la traite des personnes.

896. L'Iraq s'est réjoui que le Japon ait accepté l'une des trois recommandations qu'il avait formulées pendant l'Examen.

897. La République démocratique populaire lao a salué les efforts que le Japon déployait sans relâche pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. Elle a noté avec satisfaction les mesures prises par cet État pour promouvoir les droits des femmes en renforçant leur participation dans tous les domaines, notamment la politique, la justice, l'exécutif et l'économie.

898. Madagascar s'est félicitée des mesures prises pour éliminer l'exploitation sexuelle des enfants et s'attaquer aux problèmes des infractions sexuelles et de la traite des personnes. Elle a pris acte des mesures visant à faire appliquer la loi sur l'élimination des discours de haine et engagé le Japon à poursuivre les réformes qu'il avait déjà entamées pour faire davantage respecter les droits de l'homme et l'état de droit.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

899. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant le Japon, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

900. Le Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme a regretté que le Japon n'ait pas adhéré aux recommandations relatives à l'élaboration d'une loi contre la discrimination, à la minorité ethnique coréenne et au peuple d'Okinawa (Ryukyu). Il a exhorté le Japon à adhérer pleinement aux recommandations notées et à élaborer un plan d'action national concret pour l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel.

901. L'Association internationale des juristes démocrates a constaté avec préoccupation que les politiques du Japon à Fukushima étaient incompatibles avec les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays et les recommandations que l'Autriche et le Portugal lui avait adressées dans le cadre de l'Examen périodique universel et qu'il avait acceptées. Elle a prié le Japon d'appliquer pleinement et sans tarder les recommandations acceptées.

902. Dans une déclaration conjointe avec l'organisation Volontariat international femmes, éducation, développement, l'Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco a noté avec préoccupation que, dans le système scolaire public, les élèves étaient soumis à une forte pression qui entraînait parfois des suicides. Il a prié le Japon de signer et de ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant

une procédure de présentation de communications, de réformer le système éducatif et de faire respecter l'interdiction des châtimens corporels des enfants dans tous les contextes.

903. La Foundation of Japanese Honorary Debts a demandé au Japon de solder son passé et de s'occuper des personnes qui avaient été victimes de l'Armée impériale japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle a déclaré qu'aujourd'hui encore, les atrocités militaires que le Japon avait commises par le passé entachaient son image et le vouaient à l'exécration. Notant que la règle de prescription ne s'appliquait pas aux crimes de guerre ni aux crimes contre l'humanité, la Fondation a souligné qu'on ne saurait absoudre le Japon des crimes de guerre qu'il avait perpétrés pendant l'occupation des Indes orientales néerlandaises, entre 1941 et 1945. Elle a exhorté le pays à régler cette question historique dans le respect et l'honneur.

904. Franciscans International a demandé instamment au Japon de garantir aux habitants d'Okinawa (Ryukyu) le plein exercice de leurs droits sur la base du principe du consentement préalable, libre et éclairé. L'organisation a également exhorté ce pays à adopter une législation interdisant la discrimination fondée sur l'identité ethnique. Elle a en outre noté avec inquiétude que la construction d'une nouvelle base militaire américaine sans consultation préalable des Okinawais entraînait de nouvelles violations graves des droits de l'homme.

905. Amnesty International a jugé extrêmement préoccupant que la peine de mort soit encore appliquée au Japon. Elle a demandé à ce pays d'instaurer un moratoire officiel sur les exécutions comme première étape vers l'abolition de la peine capitale. Elle a également invité le Gouvernement japonais à mettre en place une législation complète contre la discrimination au niveau national afin d'assurer la protection dans des conditions d'égalité contre la discrimination à l'égard de toutes les personnes, quel qu'en soit le motif, y compris celle fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou les caractéristiques sexuelles.

906. Greenpeace International a engagé le Gouvernement japonais à adopter et à appliquer immédiatement et intégralement les recommandations du Conseil des droits de l'homme. Elle lui a demandé de veiller à ce que les habitants de Fukushima et de l'est du Japon, notamment les enfants vulnérables, ne soient plus exposés aux radiations.

907. Dans un message vidéo, la Japan Federation of Bar Associations a exhorté le Japon à donner promptement suite aux recommandations auxquelles il avait adhéré, en particulier celles portant sur la discrimination, l'adoption d'un mécanisme de requêtes individuelles et la création d'une institution nationale des droits de l'homme. Elle a déploré que ce pays n'ait pas accepté les recommandations visant à adopter un moratoire sur la peine de mort, à mettre fin au système de détention de substitution et à ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

908. Human Rights Now a regretté que le Japon n'ait pas pleinement accepté les recommandations relatives à l'indépendance des sociétés de radiodiffusion et de télévision et à l'adoption d'une loi contre la discrimination. L'organisation a demandé au Japon d'appliquer les recommandations tendant à créer une institution nationale des droits de l'homme indépendante, à relancer l'aide au logement pour toutes les personnes évacuées, à réaliser des bilans de santé complets et à ramener la dose maximale de radiation admissible à 1 mSv/an à Fukushima.

909. Advocates for Human Rights a invité le Japon à entreprendre une vaste campagne de sensibilisation, en collaboration avec des organisations de la société civile comme le Center for Prisoners' Rights, afin d'informer le public sur les droits de l'homme et les peines de substitution à la peine de mort.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

910. Le Président a déclaré que, selon les informations communiquées, le Japon avait adhéré à 145 des 217 recommandations reçues et pris note des 72 autres.

911. La délégation a exprimé sa sincère gratitude à tous les acteurs ayant participé de manière active et constructive à l'Examen périodique universel concernant le Japon. Ce pays continuerait de s'attacher à promouvoir et à protéger les droits de l'homme aux niveaux national et international, et à faire bien comprendre ses vues et son action à la communauté internationale à la lumière d'éléments objectifs et factuels.

912. S'agissant de la reconnaissance officielle du passé, la délégation a déclaré que l'État regardait son histoire en face, ainsi que l'attestait la déclaration du Premier Ministre Shinzo Abe en date du 14 août 2015, dans laquelle il avait exprimé les profonds remords du Japon concernant la guerre. La délégation a également souligné que les positions exprimées par les gouvernements précédents resteraient gravées dans le marbre. Pénétré du remords et du repentir que lui inspiraient son passé et le souvenir de la guerre, le Japon n'avait cessé de promouvoir la liberté, la démocratie et l'état de droit, œuvrant ainsi à la paix et à la prospérité en Asie et dans le monde.

913. Quant au peuple okinawais, le Japon a noté qu'il était largement admis que la longue histoire des habitants d'Okinawa leur avait légué une culture et des traditions uniques. Toutefois, le Gouvernement japonais ne reconnaissait qu'un seul peuple autochtone : les Aïnous. Les habitants d'Okinawa étaient des ressortissants japonais comme les autres et bénéficiaient à ce titre des mêmes droits.

914. Concernant les recommandations relatives à la peine de mort, le Japon estimait qu'il appartenait à chaque pays de trancher cette question de manière indépendante, conformément à sa loi. La délégation a souligné qu'il sera il malvenu d'abolir la peine de mort compte tenu de l'opinion publique sur la question, du caractère particulièrement odieux de certains crimes et d'autres facteurs.

915. S'agissant des recommandations sur la liberté d'expression, la délégation a affirmé que celle-ci, y compris la liberté de la presse, était l'un des droits fondamentaux garantis par la Constitution japonaise. Le Japon avait scrupuleusement respecté ce droit en mettant en œuvre la loi sur la radiodiffusion.

916. Quant aux recommandations relatives à l'accident nucléaire de Fukushima, le Japon ferait tout son possible pour hâter la reconstruction, sachant que de nombreuses personnes, dont les victimes de l'accident, subissaient aujourd'hui encore de grands désagréments du fait de leur évacuation. Le Japon continuerait d'appliquer des mesures visant notamment à garantir la mise en place de systèmes de soins médicaux et infirmiers de long terme et à développer le cadre éducatif des enfants.

917. En conclusion, la délégation a réaffirmé que le Japon demeurait résolu à coopérer de manière constructive dans le cadre de l'Examen périodique universel.

Ukraine

918. L'Examen concernant l'Ukraine s'est déroulé le 15 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par l'Ukraine conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/UKR/1 et Corr.1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/UKR/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/UKR/3).

919. À sa 42^e séance, le 19 mars 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant l'Ukraine (voir la section C ci-après).

920. Les textes issus de l'Examen concernant l'Ukraine comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/16), les vues de l'Ukraine sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail (voir également A/HRC/37/16/Add.1).

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

921. La délégation ukrainienne, conduite par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Yuriï Klymenko, a remercié toutes les délégations des recommandations qu'elles avaient formulées en novembre 2017, et savaient gré aux membres de la troïka (Géorgie, Pays-Bas et Rwanda) d'avoir facilité l'Examen.

922. L'Examen périodique universel était important car il permettait à chaque pays d'exposer en détail, de manière constructive et sur un pied d'égalité, ses avancées et difficultés dans le domaine des droits de l'homme. L'Ukraine était déterminée à assurer le succès du mécanisme de l'Examen périodique universel dans son ensemble et avait tenu compte des propositions de la société civile dans ses positions sur les recommandations reçues en menant de vastes consultations avec tous les organismes publics concernés.

923. Conscient que l'objectif de l'Examen périodique universel n'était pas simplement d'accepter les recommandations, mais également de les appliquer comme il convenait, le Gouvernement ukrainien avait examiné les 190 recommandations formulées au cours de l'Examen et méthodiquement étudié chacune d'entre elle en coopération avec d'autres Gouvernements et en consultation avec les représentants de la société civile. Il avait accepté 163 recommandations et pris note des 27 autres.

924. Le Gouvernement avait fait des observations écrites dans l'additif au rapport du Groupe de travail, notant que plusieurs recommandations acceptées étaient déjà en cours de mise en œuvre.

925. Concernant les recommandations notées, la délégation a déclaré qu'en Ukraine, l'Examen périodique universel se fondait en grande partie sur des consultations avec différents organismes publics et organisations non gouvernementales, qui jouaient un rôle actif. Le dialogue avec la société civile avait été pour l'Ukraine une excellente occasion d'évaluer d'un œil critique sa situation sur le plan des droits de l'homme, expérience qui s'était avérée positive et méritait d'être poursuivie.

926. Afin d'établir une procédure de suivi efficace sous l'égide du Ministère de la justice, un groupe de travail serait créé en vue d'élaborer le mécanisme et le plan d'action pour l'application des recommandations issues de l'Examen périodique universel. Ce groupe de travail comprendrait non seulement des représentants des institutions publiques concernées, mais également des représentants d'organisations non gouvernementales. Le Gouvernement se réjouissait de la participation et de la contribution de la société civile au processus de mise en œuvre. On ne pouvait faire advenir des changements positifs pour toutes et tous qu'à condition d'agir ensemble.

927. L'Ukraine était consciente des défis à relever en matière de droits de l'homme et s'y employait avec diligence et persévérance. À l'heure actuelle, le problème principal de l'Ukraine, qui pesait le plus sur la situation des droits de l'homme et les différents aspects de la vie des Ukrainiens, était l'agression perpétrée par la Fédération de Russie, qui avait entraîné de nouvelles difficultés liées à la protection des droits de l'homme dans les zones occupées. Les militants soutenus par le Kremlin et les soldats de l'armée régulière russe avaient recours à la force et usaient de violence pour des raisons idéologiques, qu'il s'agisse du meurtre de prisonniers ou des tortures qui leur étaient infligées, de prises d'otages ou de disparitions.

928. L'Ukraine traversait une crise humanitaire ayant fait de près d'un million et demi d'Ukrainiens contraints à quitter leur foyer, des déplacés dans leur propre pays. En 2014, ce pays ne disposait pas de l'expérience, des moyens et du cadre législatif nécessaires pour faire face à l'afflux massif de personnes en provenance de la région du Donbass ainsi que de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol (Ukraine) temporairement occupées par la Fédération de Russie. Un hébergement provisoire et une aide d'urgence avaient été fournis aux personnes fuyant les persécutions et la guerre. L'Ukraine était reconnaissante de l'aide internationale et de l'expérience que lui apportaient d'autres pays pour trouver des solutions à ces problèmes exceptionnels.

929. Il était clairement entendu que l'agression russe ne devait pas empêcher l'Ukraine d'honorer ses obligations et engagements internationaux en matière de droits de l'homme, de respecter ces droits et de renforcer le fonctionnement démocratique des institutions nationales conformément aux normes et valeurs internationales, ni faire obstacle à ses efforts en ce sens. L'action de l'Ukraine en faveur des droits de l'homme reposait sur le caractère universel et indivisible des droits de l'homme, sur le principe de non-discrimination et d'égalité des chances et sur l'objectif de transparence.

930. Enfin, la délégation a déclaré qu'en dialoguant avec les autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre du forum mondial de l'Examen périodique universel, les États gardaient un œil attentif et critique sur leur propre situation en matière de droits de l'homme, réfléchissant sans cesse aux moyens de l'améliorer. Le mécanisme de l'Examen périodique universel offrait aux pays du monde entier un cadre leur permettant d'œuvrer réellement au renforcement des droits de l'homme sur leur territoire.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

931. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Ukraine, 13 délégations ont fait des déclarations.

932. La Géorgie a salué, en tant que membre de la troïka, la participation exemplaire de la délégation ukrainienne à la session. Elle a noté avec satisfaction que la plupart des recommandations avaient été acceptées, y compris celles de la Géorgie concernant l'intensification de la coopération avec la communauté internationale.

933. Le Honduras a félicité l'Ukraine pour son esprit constructif et dit espérer qu'elle examinerait la possibilité de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et envisagerait de consacrer les ressources financières, techniques et humaines nécessaires au renforcement du rôle du Commissaire aux droits de l'homme du Parlement ukrainien et à l'adoption de politiques visant à prévenir et combattre, entre autres, la propagation des discours de haine et la multiplication des crimes fondés sur des préjugés raciaux, les exécutions sommaires et la violence sexuelle.

934. La Lituanie a noté avec satisfaction que l'Ukraine avait accepté la plupart des recommandations et s'est notamment félicitée que cet État ait adhéré à toutes ses recommandations. Elle a accueilli favorablement les modifications de la Constitution visant à permettre la ratification du Statut de Rome et les mesures prises en vue de ratifier la Convention d'Istanbul. La Lituanie a salué les efforts de l'Ukraine pour contraindre les auteurs de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans les territoires occupés à répondre de leurs actes.

935. La République de Moldova a salué la participation de l'Ukraine à l'Examen périodique universel et à d'autres mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme, et s'est réjouie que cet État ait accepté la majorité des recommandations reçues pendant l'Examen, y compris celles qu'elle lui avait adressées sur la prévention de la torture et la lutte contre la violence sexuelle. Elle s'est dite préoccupée par les violations des droits de l'homme commises dans les zones touchées par le conflit mais a noté avec satisfaction les mesures du Gouvernement visant à protéger les droits des personnes touchées par le conflit. La République de Moldova a profité de l'occasion pour se déclarer à nouveau favorable au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

936. La Roumanie a félicité l'Ukraine d'avoir accepté toutes ses recommandations, lui a souhaité plein succès dans l'application des recommandations et a dit espérer que sa participation aux travaux du Conseil des droits de l'homme porterait ses fruits.

937. La Fédération de Russie a noté avec préoccupation que l'Ukraine n'avait pas accepté la plupart de ses recommandations, sans justifier ce choix. La position adoptée par le Gouvernement ukrainien montrait que celui-ci ne souhaitait ni ne pouvait mettre fin aux violations des droits de l'homme dans le pays. La Fédération de Russie jugeait inacceptable qu'un membre du Conseil mène des actions militaires contre son propre peuple, se rende coupable d'usurpation d'autorité et de pouvoir en limitant les activités des partis

d'opposition, viole la liberté d'expression et le droit à l'éducation des minorités linguistiques et érige la haine et le racisme au rang de politique d'État. Le blocage des bureaux de vote lors de l'élection présidentielle en Fédération de Russie illustre clairement cette attitude.

938. La Sierra Leone a pris acte du plan d'action national pour l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la mise en place de stratégies visant à assurer durablement une protection sociale plus complète aux personnes déplacées dans leur propre pays. Elle a noté avec satisfaction que l'État ukrainien avait adhéré à deux des trois recommandations qu'elle lui avait faites. La Sierra Leone a engagé l'Ukraine à envisager de ratifier sans tarder la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

939. Le FNUAP a félicité l'Ukraine pour son rapport concernant l'Examen périodique universel et s'est dit prêt à lui apporter son concours dans la mise en œuvre des recommandations reçues, en partenariat avec les entités publiques, le Commissaire aux droits de l'homme du Parlement ukrainien et d'autres parties prenantes nationales de la société civile et du monde universitaire notamment. Dans le cadre de son programme de coopération avec l'Ukraine, le FNUAP fournirait une assistance technique et d'autres formes d'appui axées sur certaines recommandations.

940. L'UNICEF a salué les progrès récemment accomplis dans la réalisation des droits de l'enfant en Ukraine, notamment la création d'un conseil de coordination interinstitutions sur la justice pour enfants et l'élaboration en cours d'une loi sur la justice pour mineurs conforme aux normes internationales. Ils s'est toutefois inquiété du nombre élevé d'enfants vivant dans les structures de soins institutionnels, par l'absence de garanties destinées à limiter le placement en institution et par la qualité insuffisante des services proposés aux familles vulnérables. Il a en outre exprimé son inquiétude face à la proportion croissante d'enfants handicapés placés en institution.

941. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a salué la participation de l'Ukraine à l'Examen périodique universel tout en faisant part de son inquiétude concernant la situation des droits de l'homme dans l'est du pays et dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine) temporairement occupées et illégalement annexées par la Fédération de Russie et, plus particulièrement, le sort des Tatars de Crimée régulièrement victimes de harcèlement, de disparition forcée, de détention arbitraire et de détention psychiatrique forcée. Toutes les parties au conflit dans l'est de l'Ukraine s'étaient rendues coupables d'exécutions extrajudiciaires, d'arrestations illégales, de torture, de violence fondée sur le genre et d'autres violations des droits de l'homme. Le Royaume-Uni espérait que l'Ukraine accepterait sa recommandation tendant à recenser ces violations, à enquêter sur elles et à traduire leurs auteurs en justice.

942. Convaincu qu'il fallait promouvoir la tolérance dans chaque société afin de protéger tous les droits de l'homme, l'Afghanistan s'est félicité que l'Ukraine adhère à sa recommandation visant à promouvoir et à protéger la diversité culturelle et la tolérance dans la société au moyen de mesures efficaces telles que des campagnes publiques. Il a néanmoins regretté que l'Ukraine n'ait pas accepté sa recommandation relative à la ratification de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

943. L'Albanie s'est félicitée du travail fait par l'Ukraine pour modifier sa Constitution et renforcer l'indépendance des autorités judiciaires, notamment en éliminant toute influence politique. Elle a encouragé l'Ukraine à poursuivre ses efforts pour mettre sur pied un tribunal indépendant et a recommandé au Conseil d'adopter les textes issus de l'Examen périodique universel concernant l'Ukraine.

944. L'Égypte a félicité l'Ukraine des changements positifs intervenus dans le pays, notamment les modifications apportées à sa Constitution en 2016 afin de lancer une vaste réforme judiciaire, ainsi que la création d'un mécanisme national de prévention de la torture et des mauvais traitements et la création du poste de Commissaire à l'égalité des genres. Elle a recommandé que l'Ukraine poursuive la lutte contre la traite des personnes et garantisse une aide aux victimes, espérant que ce pays ferait bon accueil à sa recommandation.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

945. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant l'Ukraine, huit autres parties prenantes ont fait des déclarations.

946. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté a appelé l'attention sur les effets des mesures d'austérité sur la situation des droits humains en Ukraine et souligné que les droits socioéconomiques des femmes s'en trouvaient menacés. De telles politiques accroissaient la féminisation de la pauvreté et entravaient la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité ainsi que des initiatives contre la violence fondée sur le genre. La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté a souligné qu'il importait de ne pas faire de l'assainissement des finances publiques l'unique horizon économique du pays et de tenir compte de toutes les régions ukrainiennes dans les considérations de politique générale. Elle a également mis l'accent sur l'imbrication entre la violence faite aux femmes, l'inégalité de genre, les conflits et l'austérité.

947. La Human Rights House Foundation a souligné que la responsabilité de la situation désastreuse des droits de l'homme dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine) temporairement occupées par la Fédération de Russie incombaient aux autorités locales de facto et aux autorités de la Fédération de Russie. Les habitants de la République autonome de Crimée subissaient également des politiques discriminatoires de la part de l'État ukrainien. La Human Rights House Foundation a recommandé que l'Ukraine simplifie l'accès des habitants de la République autonome de Crimée aux services publics en matière d'enregistrement des naissances, des décès et des mariages, qu'elle garantisse aux personnes déplacées en provenance de la République autonome de Crimée le droit de voter aux élections locales, qu'elle simplifie l'accès des journalistes, avocats et défenseurs des droits de l'homme étrangers au territoire de la République autonome de Crimée et qu'elle se garde de prendre des mesures visant à isoler davantage la population de Crimée du Gouvernement ukrainien, dont elle relève légitimement.

948. Dans une déclaration conjointe avec l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays, la Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie Van Homoseksualiteit (COC) a félicité l'Ukraine d'avoir accepté 10 recommandations sur la mise en œuvre effective de mesures visant à lutter contre les crimes de haine et la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Elle était d'avis que, pour assurer la protection des lesbiennes, des gays, des bisexuels et des transgenres, le Gouvernement devrait exécuter toutes les mesures prescrites dans le plan d'action sur la mise en œuvre de la stratégie nationale des droits de l'homme, notant que la plupart de ces mesures n'avaient pas été appliquées parce qu'elles n'étaient pas jugées prioritaires et qu'aucun budget n'y était consacré. L'organisation a demandé au Gouvernement de redoubler d'efforts pour donner suite à toutes les recommandations concernant l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

949. L'organisation Article 19 : Centre international contre la censure a relevé avec inquiétude que les autorités ne respectaient pas le droit à la liberté d'expression, notamment dans le cas des journalistes, des groupes minoritaires et des personnes dénonçant la corruption. Le problème de l'impunité subsistait et la réponse des services de répression aux attaques contre les représentants des médias était insuffisante. Les autorités devaient consacrer les ressources nécessaires aux procédures d'enquête et aux poursuites. L'organisation était préoccupée par le harcèlement des organisations de la société civile dénonçant les trames de corruption, des représentants de groupes marginalisés et des personnes s'élevant contre le nationalisme de droite. Elle a exhorté le Gouvernement à protéger la liberté d'expression en droit et en pratique.

950. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme s'est félicitée que l'Ukraine ait accepté les recommandations tendant à la ratification de la Convention d'Istanbul et a noté que la ratification de ce texte avait été inscrite au programme du Parlement. Même si la liste des professions interdites aux femmes avait été abolie, il subsistait dans le Code du travail des dispositions discriminatoires restreignant l'accès des femmes à certaines professions. L'interdiction de la discrimination à l'égard des femmes ne devait faire aucun doute dans la législation.

951. L'organisation Advocates for Human Rights a demandé instamment au Gouvernement de ratifier la Convention d'Istanbul, mesure d'autant plus importante que la violence domestique était répandue. Si elle avait accepté les recommandations visant à ériger la violence domestique en infraction pénale, l'Ukraine avait seulement pris note des recommandations tendant à ce que les auteurs de violence soient poursuivis en justice et dûment sanctionnés. En 2017, l'Ukraine avait modifié le Code pénal pour faire de la violence domestique une infraction pénale. Toutefois, l'adoption de cette législation ne devait pas se substituer à la ratification de la Convention d'Istanbul. L'organisation a encouragé le Gouvernement à soutenir pleinement et à financer la fourniture d'abris et de services d'aide aux victimes de violence domestique, en coordination avec les organisations non gouvernementales compétentes.

952. Amnesty International a déclaré que les victimes de violence fondée sur le genre et de violence domestique avaient peu de moyens efficaces de se protéger et de demander justice. L'organisation s'est félicitée que le Gouvernement ait accepté les recommandations visant à faciliter la ratification et l'application de la Convention d'Istanbul. Elle a appelé l'attention sur les violations des droits de l'homme perpétrées dans l'est de l'Ukraine, se réjouissant à cet égard que l'État se soit engagé à coopérer avec la Cour pénale internationale et ait accepté les recommandations pour qu'il veille à ratifier le Statut de Rome. Notant avec satisfaction la mise en place du bureau national d'enquêtes, Amnesty International a engagé le Gouvernement à consacrer les ressources nécessaires aux enquêtes sur les crimes commis par des membres des forces de l'ordre et des agents publics. L'organisation s'est également dite préoccupée par le fait que les cas de violences physiques dirigées contre des journalistes indépendants et des organisations de la société civile s'étaient multipliés depuis 2016.

953. Le Mouvement international de la réconciliation a appelé l'attention sur l'affaire du journaliste et militant des droits de l'homme ukrainien Ruslan Kotsaba, qui était source d'inquiétudes concernant la liberté d'expression, la liberté de conscience et l'indépendance du pouvoir judiciaire. L'organisation a fourni des détails sur la procédure pénale engagée contre lui.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

954. Le Président a déclaré que, d'après les informations communiquées, l'Ukraine avait adhéré à 163 des 190 recommandations reçues et pris note des 27 autres.

955. La délégation a réaffirmé que les recommandations acceptées par l'Ukraine seraient intégrées au plan d'action national pour la mise en œuvre de la stratégie nationale des droits de l'homme. Quant aux recommandations de la Fédération de Russie, la position de l'Ukraine était claire. La délégation condamnait fermement la décision de la Fédération de Russie de tenir des élections le 18 mars 2018 dans la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol (Ukraine) temporairement occupées par la Fédération de Russie afin de légitimer les conséquences de son agression contre l'Ukraine, enfreignant ainsi le droit et les accords internationaux, y compris les résolutions de l'Assemblée générale sur la question. Dès lors, ce scrutin serait dénué d'effet juridique, considéré comme nul et non avenue et non reconnu par la communauté internationale.

Sri Lanka

956. L'Examen concernant Sri Lanka s'est déroulé le 15 novembre 2017, conformément à toutes les dispositions pertinentes des résolutions et décisions applicables du Conseil des droits de l'homme, sur la base des documents suivants :

a) Le rapport national soumis par Sri Lanka conformément au paragraphe 15 a) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/LKA/1) ;

b) La compilation établie par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 b) de l'annexe à la résolution 5/1 et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/LKA/2) ;

c) Le résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil (A/HRC/WG.6/28/LKA/3).

957. À sa 42^e séance, le 19 mars 2018, le Conseil a examiné et adopté les textes issus de l'Examen concernant Sri Lanka (voir la section C ci-après).

958. Les textes issus de l'Examen concernant Sri Lanka comprennent le rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/37/17), les vues de Sri Lanka sur les recommandations et/ou conclusions, ses engagements volontaires et les réponses qu'elle a apportées, avant l'adoption desdits textes par le Conseil en séance plénière, aux questions ou points qui n'avaient pas été suffisamment traités au cours du dialogue mené dans le cadre du Groupe de travail.

1. Vues exprimées par l'État ayant fait l'objet de l'Examen au sujet des recommandations et/ou conclusions, de ses engagements volontaires et des textes issus de l'Examen

959. La délégation sri-lankaise, conduite par le Représentant permanent de Sri Lanka auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Ravinatha Aryasinha, a remercié le HCDH, le secrétariat de l'Examen périodique universel et la troïka pour leurs contributions et leur très précieuse coopération. Il a exprimé sa gratitude à l'ensemble des délégations pour leur participation active à l'Examen concernant Sri Lanka et leurs recommandations fort utiles.

960. Sri Lanka était résolue à coopérer de manière constructive avec les organismes et les procédures des Nations Unies, ainsi qu'avec les États Membres à titre individuel dans la promotion des droits de l'homme aux niveaux local et international.

961. La participation de Sri Lanka au troisième Examen la concernant, en novembre 2017, s'était inscrite dans un contexte local renouvelé et transformé par les élections présidentielle et législatives de 2015. Cet État avait alors remis l'accent sur les objectifs suivants : renforcement, promotion, protection et défense des droits de l'homme ; consolidation de la démocratie, amélioration de la gouvernance et renforcement de l'état de droit ; réconciliation et paix durable ; égalité et dignité pour toutes et tous ; promotion d'une société pluraliste ; avènement d'une croissance et d'un développement inclusifs et équitables dans le pays.

962. Depuis l'Examen de novembre 2017, Sri Lanka avait déjà progressé dans l'application de certaines des recommandations.

963. Le 5 décembre 2017, Sri Lanka avait adhéré au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et désigné la Commission sri-lankaise des droits de l'homme en tant que mécanisme national de prévention. Le 7 mars 2018, le Parlement avait adopté le projet de loi relatif à la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, érigeant ainsi la disparition forcée au rang de crime.

964. Le 28 février 2018, le Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka avait nommé le président et les commissaires du Bureau des personnes disparues, rendant celui-ci pleinement opérationnel. Ce pays avait alloué 1,4 milliard de roupies sri-lankaises au Bureau dans le budget national pour 2018. Lors de la sélection, le Conseil constitutionnel avait veillé à ce que le président et les commissaires représentent la société dans toute sa diversité.

965. Sri Lanka envisageait de se doter d'une loi antiterroriste conforme aux garanties en matière de droits de l'homme et à d'autres normes internationales. Le projet de loi devait être publié incessamment au journal officiel en vue de sa présentation au Parlement pour examen, une fois les procédures établies achevées, parmi lesquelles la traduction du texte dans les langues locales. Le 6 mars 2018, le Cabinet ministériel a validé l'élaboration d'une loi portant création d'un bureau des réparations.

966. Sri Lanka a validé l'adhésion à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction le 13 décembre 2017, et à la Convention sur les armes à sous-munitions le 1^{er} mars 2018.

967. Du 4 au 7 mars 2018, Sri Lanka avait reçu l'Envoyé spécial pour la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction. Le pays avait reçu en visite officielle, du 4 au 15 décembre 2017, le Groupe de travail sur la détention arbitraire, et participé en janvier 2018 à l'examen de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant.

968. Des modifications avaient été apportées à la loi sur les élections des autorités locales et à la loi sur les élections des conseils provinciaux, imposant un quota de femmes parmi les représentants élus des administrations locales et des conseils provinciaux.

969. Afin d'assurer la mise en œuvre effective du Plan d'action national en faveur des droits de l'homme pour 2017-2021, un mécanisme à trois niveaux avait été créé pour suivre régulièrement les progrès accomplis par tous les ministères d'exécution et organismes compétents (un comité interministériel, un comité de fonctionnaires et 10 comités ministériels sectoriels) et prodiguer des conseils et orientations. Toutes les mesures prévues dans le Plan d'action étaient intégrées aux plans d'action des ministères et organismes concernés. La Commission sri-lankaise des droits de l'homme était représentée au sein du comité des fonctionnaires, et des représentants de la société civile nommés par ses soins étaient représentés dans tous les comités sectoriels.

970. Sri Lanka était résolue à prendre des mesures contre tous les auteurs des violences ayant récemment visé des membres de la communauté musulmane, conformément à la procédure prévue par la loi. Les procédures d'indemnisation des victimes étaient déjà en cours et des arrestations avaient eu lieu. Les restrictions provisoirement imposées à l'utilisation des médias sociaux avaient été levées. Sri Lanka avait engagé une coopération active avec les opérateurs de médias sociaux, notamment Facebook, afin de prévenir les discours de haine. L'état d'urgence proclamé le 6 mars 2018 avait été annulé le 17 mars 2018.

971. Avec l'appui technique du HCDH, Sri Lanka réfléchissait à la mise en place, au niveau local, d'un mécanisme optimal chargé d'établir régulièrement des rapports et de suivre les recommandations issues de l'Examen périodique universel et des organes conventionnels. La délégation a remercié le HCDH pour son aide.

2. Vues exprimées par des États membres et des États observateurs du Conseil au sujet des textes issus de l'Examen

972. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Sri Lanka, 13 délégations ont fait des déclarations.

973. La Fédération de Russie a dit approuver les efforts du Gouvernement sri-lankais en faveur de la réconciliation et de la protection des victimes d'infraction, et ses activités visant à garantir la liberté d'expression. Elle ne doutait pas que Sri Lanka continuerait de s'attacher à mettre sa législation en conformité avec ses engagements internationaux concernant les droits de l'homme.

974. La Sierra Leone a pris note de l'engagement du Gouvernement à coopérer avec les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, de l'invitation permanente adressée à tous les mécanismes thématiques relevant des procédures spéciales et de l'adhésion au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Elle a noté avec satisfaction que Sri Lanka avait adhéré à la plupart de ses recommandations et se réjouissait par avance de toute mesure législative destinée à lutter efficacement contre les discours de haine et l'incitation à la haine.

975. Le Soudan a pris acte avec satisfaction de la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, de la création du Ministère de l'intégration nationale et de la réconciliation et de l'adoption du Plan d'action national en faveur des droits de l'homme pour 2017-2021. Il a félicité Sri Lanka d'avoir adressé une invitation permanente aux mécanismes relevant des procédures spéciales et s'est réjoui que ce pays ait adhéré à ses deux recommandations.

976. Le FNUAP a souligné la nécessité, au titre de la couverture sanitaire universelle, de veiller à ce que toutes et tous, y compris les personnes handicapées, les personnes âgées et les autres populations défavorisées, puissent accéder sur un pied d'égalité et sans

discrimination aux services de santé sexuelle et procréative. D'autres mesures étaient nécessaires pour permettre aux jeunes et aux adolescents, y compris hors du système éducatif formel, de recevoir une éducation complète de qualité en matière de sexualité et de santé procréative. Le FNUAP continuerait d'aider le Ministère de l'éducation et des institutions associées à élaborer un guide national complet de formation des enseignants à l'éducation sexuelle, et le Ministère du développement des compétences et de la formation professionnelle à venir en aide aux jeunes déscolarisés. Il fallait diligenter l'exécution du plan d'action national contre la violence sexuelle et fondée sur le genre et celle du plan d'action en faveur des ménages dirigés par des femmes, en y consacrant un budget suffisant et en faisant appliquer des lois permettant de traduire rapidement en justice les auteurs de viols et de violences sexuelles et d'indemniser leurs victimes.

977. Les Émirats arabes unis ont noté avec satisfaction les mesures positives que Sri Lanka avait prises dans divers domaines des droits de l'homme conformément à ses besoins et priorités. Ils ont salué en particulier l'engagement de ce pays à mettre en œuvre des mesures visant à favoriser le développement durable et la justice sociale tout en garantissant l'exercice des droits économiques, sociaux et culturels. Ils se sont par ailleurs félicités de la manière constructive et responsable dont Sri Lanka s'employait à renforcer l'état de droit et à améliorer la gouvernance.

978. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'est réjoui que Sri Lanka ait accepté plusieurs de ses recommandations, notamment celle d'adhérer au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il a salué l'engagement de ce pays à définir et appliquer des stratégies visant à combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre, axées notamment sur la lutte contre la stigmatisation des victimes et des survivants. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a prié Sri Lanka d'adopter une législation imposant aux entreprises de rendre publiquement compte des mesures qu'elles prenaient pour garantir la transparence des chaînes d'approvisionnement. Il a invité instamment Sri Lanka à exécuter dans toute leur étendue les engagements pris dans les résolutions 30/1 et 34/1 du Conseil des droits de l'homme.

979. La République bolivarienne du Venezuela a salué l'élaboration du Plan d'action national en faveur des droits de l'homme pour 2017-2021 et la gratuité de l'enseignement du primaire à l'université.

980. L'Afghanistan s'est félicité que Sri Lanka ait accepté ses recommandations tendant à ce qu'elle envisage de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et veille à ce que la Commission sri-lankaise des droits de l'homme respecte pleinement les Principes de Paris.

981. La Chine a salué l'élaboration du Plan d'action national en faveur des droits de l'homme pour 2017-2021 et l'engagement de Sri Lanka à venir à bout de la pauvreté, à développer l'économie et à améliorer le niveau de vie de sa population. Elle s'est félicitée que cet État ait accepté ses recommandations et espérait qu'il continuerait de promouvoir un développement économique et social durable, d'œuvrer à la réduction de la pauvreté et de mieux protéger les droits des personnes à l'éducation, à la santé, à l'emploi, à l'alimentation ainsi que d'autres droits.

982. Le Bélarus s'est réjoui de la coopération active de Sri Lanka avec les organes conventionnels et les mécanismes relevant des procédures spéciales, ainsi que de l'adoption du Plan d'action national en faveur des droits de l'homme pour 2017-2021.

983. Le Burundi a jugé bienvenues les réformes accomplies dans le secteur judiciaire pour améliorer l'administration de la justice, notamment celles visant à remédier aux retards dans ce domaine. Il a salué l'adoption de la loi sur l'aide aux victimes et aux témoins de crimes et leur protection et les efforts déployés par l'État pour réduire la pauvreté. Le Burundi a également félicité Sri Lanka d'avoir créé le Ministère de la coexistence nationale, du dialogue et des langues officielles ainsi que le secrétariat chargé de la coordination des mécanismes de réconciliation. Il a engagé ce pays à poursuivre ses efforts en vue de renforcer les droits des femmes et des enfants.

984. L'Algérie a salué les progrès réalisés par Sri Lanka sur le plan des droits de l'homme depuis la transition de 2015, ainsi que la détermination du Gouvernement à trouver des solutions politiques aux problèmes du conflit armé dans le cadre de la réconciliation nationale. Elle s'est félicitée de l'adoption du Plan d'action national en faveur des droits de l'homme pour 2017-2021, de la ratification de plusieurs instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et de l'adoption de mesures contre la torture. Elle a noté que Sri Lanka avait accepté ses recommandations concernant la réconciliation nationale et la concrétisation des objectifs de développement durable.

985. Cuba a déclaré que les informations communiquées par Sri Lanka témoignaient de l'engagement de ce pays à promouvoir et protéger davantage les droits de l'homme sur son territoire malgré les obstacles de taille auxquels il faisait face. En mettant en œuvre les recommandations acceptées ainsi que ses promesses et engagements volontaires, Sri Lanka serait mieux à même de vaincre ces obstacles.

3. Observations générales faites par d'autres parties prenantes

986. À la séance consacrée à l'adoption des textes issus de l'Examen concernant Sri Lanka, 10 autres parties prenantes ont fait des déclarations.

987. L'International Buddhist Relief Organization a indiqué que le Gouvernement sri-lankais n'avait rejeté aucune des 230 recommandations formulées en vue de l'Examen périodique universel concernant ce pays. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a fait, selon elle, enfreinte la Charte des Nations Unies en nommant un groupe d'experts chargés de mener une enquête sur Sri Lanka, dont le rapport a été mis en cause par le Conseil de sécurité lui-même. Le Pakistan y a vu une atteinte à la souveraineté de Sri Lanka. Au total, 24 membres du Conseil des droits de l'homme s'étaient dits défavorables à l'enquête sur Sri Lanka. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique n'avaient pas été tenus de signer la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées alors qu'ils menaient des guerres contre le terrorisme, mais le Conseil y avait contraint Sri Lanka au mépris de son devoir d'impartialité.

988. Dans une déclaration conjointe avec Fransiscans International, l'organisation Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs) a affirmé que de graves inquiétudes subsistaient concernant la ville financière internationale de Colombo (Colombo International Financial City), en particulier la perte des moyens de subsistance des communautés de pêcheurs. Elle a signalé que les activités d'extraction et de déversement de sable détruisaient les récifs de corail. Les particules toxiques émises par la construction de gratte-ciel pendant quinze à vingt ans faisaient planer un danger insuffisamment évoqué dans les rapports d'évaluation de l'impact du chantier sur l'environnement. L'organisation a demandé aux États de prier instamment Sri Lanka de veiller à ce qu'il soit procédé à une évaluation complète des incidences du projet sur l'environnement et les droits de l'homme, de mener une consultation participative efficace avec l'ensemble des parties prenantes et de faire en sorte que le chantier ne présente aucun risque sanitaire.

989. Le Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme a salué la nomination des commissaires du Bureau des personnes disparues et demandé à Sri Lanka de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'indépendance et l'efficacité de cette entité. Il a fait part de sa vive préoccupation concernant la série d'attaques violentes perpétrées contre la communauté musulmane et exhorté Sri Lanka à protéger convenablement cette population, à mener des enquêtes approfondies, à traduire tous les responsables en justice et à prendre des mesures fermes contre tout groupe ou individu coupable d'incitation à la haine, à la violence ou à la discrimination raciale, conformément à l'article 4 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Le Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme a également souligné la nécessité de privilégier une approche axée sur les victimes et une politique d'inclusion lors de l'élaboration des stratégies de suivi de l'Examen périodique universel.

990. L'Asian Forum for Human Rights and Development a noté que Sri Lanka n'avait pas accepté les recommandations tendant à abroger ou à réviser la loi sur la prévention du

terrorisme et a déploré que le Gouvernement ait rejeté les recommandations visant à établir un calendrier clair et des objectifs de référence en vue de hâter la mise en œuvre des engagements de l'État au titre de la résolution 30/1 du Conseil. Il a appelé le Gouvernement à élaborer un plan de mise en œuvre concret assorti de délais, en consultation avec les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile.

991. Dans une déclaration conjointe avec Christian Solidarity Worldwide, la World Evangelical Alliance a fait part de ses préoccupations concernant la liberté de religion ou de croyance à Sri Lanka. Elle a fait recensé plus de 20 actes hostiles à l'égard de chrétiens depuis le 15 novembre 2017, parmi lesquels des attaques contre des lieux de culte et des incidents intercommunautaires. Elle a déclaré que les minorités musulmanes étaient également la cible d'attaques et a condamné les tensions communautaires survenues dans le village de Digana, non loin de Kandy. La World Evangelical Alliance s'est félicitée que des fonctionnaires locaux et des agents de la force publique soient intervenus au nom des chrétiens dans le district de Batticaloa. Elle a de nouveau appelé de ses vœux la reconnaissance officielle des communautés chrétiennes évangéliques de Sri Lanka et demandé que le Ministère de Bouddha Sasana et des affaires religieuses retire la circulaire publiée en septembre 2008 concernant la construction de lieux de culte.

992. La Commission internationale de juristes a exhorté le Gouvernement à montrer, par des mesures concrètes, qu'il entendait amener les coupables d'incitation à la violence intercommunautaire à répondre de leurs actes, conformément au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle a noté les progrès limités réalisés dans l'application de la résolution 30/1 du Conseil, ainsi que le manque de transparence concernant les autres mécanismes, notamment le mécanisme de responsabilisation, et les mesures visant à abroger puis remplacer la loi sur la prévention du terrorisme. Toute nouvelle loi antiterroriste doit répondre aux normes internationales en matière de droits de l'homme.

993. La Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie Van Homoseksualiteit (COC) a félicité Sri Lanka de s'être engagée, dans son Plan d'action national en faveur des droits de l'homme pour 2017-2021, à protéger les personnes discriminées en raison de leur identité de genre. On pouvait toutefois regretter qu'aucune mesure de protection fondée sur l'orientation sexuelle ne soit prévue, hormis dans le cas particulier du secteur de la santé. L'organisation a exhorté Sri Lanka à ajouter expressément la protection contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle au chapitre de sa Constitution consacré aux droits fondamentaux, et à inclure également la lutte contre ce type de discrimination dans le Plan d'action national en faveur des droits de l'homme. Sri Lanka devrait établir des mécanismes visant à analyser et à combattre la stigmatisation de la communauté LGBTQI en sensibilisant les services de maintien de l'ordre, les enseignants, les professionnels de la santé, les fonctionnaires et le grand public et en plaçant pour qu'il soit mis fin aux attaques, aux exactions et à la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles.

994. Amnesty International a noté que Sri Lanka avait pris des mesures importantes pour honorer les engagements pris dans la résolution 30/1 du Conseil, mais s'est dite déçue du manque de progrès en ce sens, s'agissant notamment de lutter contre les disparitions forcées, d'assurer la protection des minorités religieuses et ethniques et des défenseurs des droits de l'homme et d'abroger la loi sur la prévention du terrorisme. L'organisation a jugé éminemment préoccupant que l'État sri-lankais n'ait publié aucun calendrier pour la mise en œuvre complète de la résolution 30/1 et qu'il ait rejeté six recommandations à cet effet issues de l'Examen périodique universel. Elle a engagé Sri Lanka à communiquer de toute urgence au Conseil un échéancier d'exécution des engagements pris dans la résolution 30/1, à prendre immédiatement des mesures visant à garantir le respect du principe de responsabilité et l'octroi de réparations, à publier une liste complète des détenus et des personnes qui s'étaient rendues et à abroger la loi sur la prévention du terrorisme.

995. Dans une déclaration conjointe avec Dominicains pour la justice et la paix (Ordre des Prêcheurs), Franciscans International s'est inquiétée de ce que Sri Lanka n'avait pas accepté bon nombre de recommandations l'invitant à prendre les mesures nécessaires pour appliquer un processus de justice transitionnelle efficace. Le rétrécissement du champ d'action de la société civile et les représailles contre des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes étaient particulièrement préoccupants.

996. L'organisation Advocates for Human Rights s'est félicitée que Sri Lanka ait déclaré, lors du dialogue, être un État abolitionniste de fait et a salué l'engagement de ce pays à envisager de ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort et d'abolir la peine de mort. Elle a prié instamment Sri Lanka de mener, au cours des quatre prochaines années, une réflexion authentique et constructive sur l'abolition de la peine capitale et de prendre à cette occasion des mesures concrètes, qu'il s'agisse d'organiser des débats parlementaires, de répondre de manière transparente et précise à l'examen officiel de la Commission des droits de l'homme sur la peine de mort, de consulter les organisations de la société civile ou encore d'organiser une campagne publique de sensibilisation aux droits de l'homme mettant notamment en avant les peines de substitution à la peine de mort.

4. Observations finales de l'État ayant fait l'objet de l'Examen

997. Le Président a déclaré que, selon les informations communiquées, Sri Lanka avait adhéré à 177 des 230 recommandations reçues et pris note des 53 autres.

998. La délégation a remercié le secrétariat du HCDH, la troïka et tous les États et autres parties prenantes de leurs contributions à l'Examen périodique universel concernant Sri Lanka. Ce pays avait à cœur de poursuivre l'application des recommandations et le ferait en consultation et en coopération avec toutes les parties prenantes sur le terrain, ainsi qu'avec les systèmes et mécanismes des Nations Unies et les partenaires internationaux qui l'aideraient à atteindre ses objectifs en matière de droits de l'homme et de développement.

B. Débat général sur le point 6 de l'ordre du jour

999. À ses 42^e et 43^e séances, le 19 mars 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 6 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Bulgarie¹⁵ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chine, Cuba, Fédération de Russie¹⁵ (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, du Bélarus, de la Bolivie (État plurinational de), de la Chine, de Cuba, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de la Malaisie, du Pakistan, de la République populaire démocratique de Corée, du Venezuela (République bolivarienne du) et du Viet Nam), Géorgie, Iraq, Jordanie¹⁵ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Kenya, Soudan du Sud¹⁵ (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, d'Antigua-et-Barbuda, des Bahamas, du Bangladesh, du Burundi, de Haïti, du Mozambique, du Népal, de la République démocratique du Congo, de Saint-Vincent-et-les Grenadines et du Yémen), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam¹⁵ (s'exprimant au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Botswana, Iran (République islamique d'), Israël, Maroc, République de Moldova, Sierra Leone ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de l'Europe ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Action de carême (s'exprimant également au nom de l'Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries et du Réseau international des droits humains), Action of Human Movement, Advocates for Human Rights, Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique, Alliance Creative Community Project, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association culturelle des Tamouls en France, Association d'entraide médicale Guinée, Association des étudiants tamouls de France, Association des citoyens du monde, Association internationale des personnes

¹⁵ État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.

lesbiennes et gays (s'exprimant également au nom de la Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie Van Homoseksualiteit (COC) et du Service international pour les droits de l'homme), Association internationale pour la démocratie en Afrique, Association pour les victimes du monde, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Südwind pour la politique de développement, Association Thendral, Cannors International Permanent Committee, Center for Environmental and Management Studies, Center for Organisation Research and Education, Comisión Colombiana de Juristas, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Congrès du monde islamique, Conseil indien sud-américain, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Fédération internationale des écoles unies, International Buddhist Relief Organisation, International Educational Development, International Human Rights Association of American Minorities, International-Lawyers.Org, Iraqi Development Organization, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Mbororo Social and Cultural Development Association, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Pasumai Thaayagam Foundation, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Solidarité Suisse-Guinée, Tamil Uzhagam, Tourner la page, Union européenne des relations publiques, Union internationale humaniste et laïque, Union panafricaine de la science et de la technologie, United Nations Watch, UPR Info, Villages Unis, World Environment and Resources Council.

C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Tchéquie

1000. À sa 37^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de décision 37/101 sans le mettre aux voix.

Argentine

1001. À sa 37^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a adopté le projet de décision 37/102 sans le mettre aux voix.

Gabon

1002. À sa 37^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a adopté le projet de décision 37/103 sans le mettre aux voix.

Ghana

1003. À sa 38^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a adopté le projet de décision 37/104 sans le mettre aux voix.

Pérou

1004. À sa 38^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a adopté le projet de décision 37/105 sans le mettre aux voix.

Guatemala

1005. À sa 38^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a adopté le projet de décision 37/106 sans le mettre aux voix.

Suisse

1006. À sa 39^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a adopté le projet de décision 37/107 sans le mettre aux voix.

République de Corée

1007. À sa 39^e séance, le 15 mars 2018, le Conseil a adopté le projet de décision 37/108 sans le mettre aux voix.

Bénin

1008. À sa 40^e séance, le 19 mars 2018, le Conseil a adopté le projet de décision 37/109 sans le mettre aux voix.

Pakistan

1009. À sa 41^e séance, le 19 mars 2018, le Conseil a adopté le projet de décision 37/110 sans le mettre aux voix.

Zambie

1010. À sa 41^e séance, le 19 mars 2018, le Conseil a adopté le projet de décision 37/111 sans le mettre aux voix.

Japon

1011. À sa 41^e séance, le 19 mars 2018, le Conseil a adopté le projet de décision 37/112 sans le mettre aux voix.

Ukraine

1012. À sa 41^e séance, le 19 mars 2018, le Conseil a adopté le projet de décision 37/113 sans le mettre aux voix.

Sri Lanka

1013. À sa 42^e séance, le 19 mars 2018, le Conseil a adopté le projet de décision 37/114 sans le mettre aux voix.

VII. Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés

A. Dialogue avec le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967

1014. À la 43^e séance, le 19 mars 2018, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, Michael Lynk, a présenté son rapport (A/HRC/37/75).

1015. À la même séance, le représentant de l'État de Palestine, État concerné, a fait une déclaration.

1016. À la même séance également, l'institution nationale des droits de l'homme, la Commission indépendante pour les droits de l'homme en Palestine, a fait une déclaration (par message vidéo).

1017. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Rapporteur spécial par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Brésil, Cuba, Égypte, Iraq, Jordanie¹⁵ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar, Tunisie (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahreïn, Bolivie (État plurinational de), Djibouti, Iran (République islamique d'), Jordanie, Koweït, Liban, Maldives, Maroc, République arabe syrienne, Soudan, Turquie ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Al-Haq (s'exprimant également au nom du Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens), Al Mezan Center for Human Rights, Congrès juif mondial, Institute for NGO Research, Institute on Human Rights and the Holocaust, Medical Aid for Palestinians, Palestinian Return Centre, Women's Centre for Legal Aid and Counselling.

B. Rapports du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et du Secrétaire général

1018. À la 44^e séance, le 20 mars 2018, la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté, conformément aux résolutions S-9/1 et S-12/1 du Conseil des droits de l'homme, le dixième rapport périodique du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, notamment le recours excessif à la force, les détentions arbitraires, la torture et les mauvais traitements, les restrictions à la liberté de circulation, d'expression, de réunion et d'association pacifiques ainsi que le fait que les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire restent largement impunies (A/HRC/37/38).

1019. À la même séance, la Haute-Commissaire adjointe a également présenté les documents suivants : le rapport du Haut-Commissaire sur la base de données de toutes les entreprises impliquées dans les activités décrites au paragraphe 96 du rapport de la mission internationale indépendante d'établissement des faits chargée d'étudier les effets des colonies de peuplement israéliennes sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est (A/HRC/37/39), conformément à la résolution 31/36 du Conseil ; le rapport du Haut-Commissaire intitulé « Faire en sorte que les responsabilités soient établies et que

justice soit faite pour toutes les violations du droit international dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est » (A/HRC/37/41), conformément à la résolution 34/28 du Conseil ; le rapport du Haut-Commissaire sur la situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est (A/HRC/37/42), conformément à la résolution 34/30 du Conseil ; le rapport du Haut-Commissaire sur les colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé (A/HRC/37/43), conformément à la résolution 34/31 du Conseil.

1020. À la même séance également, la Haute-Commissaire adjointe a présenté, conformément à la résolution 34/27 du Conseil, le rapport du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme dans le Golan syrien occupé (A/HRC/37/40).

1021. À la même séance, les représentants de la République arabe syrienne et de l'État de Palestine, États concernés, ont fait des déclarations.

C. Débat général sur le point 7 de l'ordre du jour

1022. À sa 44^e séance, le 20 mars 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 7 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Angola, Afrique du Sud, Arabie saoudite, Bolivie (État plurinational de)¹⁵ (s'exprimant également au nom de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, du Bangladesh, de Cuba, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Équateur, de la Malaisie, du Nicaragua, de la République populaire démocratique de Corée et du Venezuela (République bolivarienne du)), Chili, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Japon, Jordanie¹⁵ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Koweït¹⁵ (s'exprimant au nom du Conseil de coopération des États arabes du Golfe), Nigéria, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Qatar, Sénégal, Slovénie, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahreïn, Bangladesh, Fédération de Russie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jordanie, Liban, Libye, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Namibie, Oman, République populaire démocratique de Corée, Somalie, Sri Lanka, Suède, Turquie, Uruguay, Yémen ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Conseil de coopération des États arabes du Golfe ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Africa culture internationale, Al-Haq, Al Mezan Center for Human Rights (s'exprimant également au nom de l'Organisation mondiale contre la torture), Asian-Eurasian Human Rights Forum, Association des citoyens du monde, Association internationale des juristes juifs, Association internationale IUS PRIMI VIRI, B'nai B'rith, Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens, Commission des églises pour les affaires internationales du Conseil œcuménique des églises, Commission internationale de juristes, Congrès du monde islamique, Congrès juif mondial, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Conseil norvégien pour les réfugiés, European Union of Jewish Students, Fédération internationale des journalistes, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Watch, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, Institute for NGO Research, Institute on Human Rights and the Holocaust, International Human Rights Association of American Minorities, International-Lawyers.Org, Kham Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Meezaan Center for Human Rights, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Palestinian Center for Development and Media Freedoms "MADA", Palestinian Return Centre, United Nations Watch, Women's Centre for Legal Aid and Counselling.

D. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Droits de l'homme dans le Golan syrien occupé

1023. À la 56^e séance, le 23 mars 2018, le représentant du Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.18, qui avait pour auteur le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique). Le Bélarus, la Bolivie (État plurinational de), Cuba et le Venezuela (République bolivarienne du) se sont joints ultérieurement aux auteurs.

1024. À la même séance, les représentants d'Israël et de la République arabe syrienne, États concernés, ont fait des déclarations.

1025. À la même séance également, les représentants de l'Afrique du Sud, de l'Australie, du Brésil, de l'Équateur, des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote concernant le projet de résolution.

1026. À la même séance, à la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Qatar, Sénégal, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Allemagne, Australie, Belgique, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Panama, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Togo, Ukraine.

Se sont abstenus :

Japon, Mexique, Philippines, République de Corée, République démocratique du Congo, Rwanda, Suisse.

1027. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution par 25 voix contre 14, avec 7 abstentions (résolution 37/33)¹⁶.

Droit du peuple palestinien à l'autodétermination

1028. À la 56^e séance, le 23 mars 2018, le représentant du Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.46, qui avait pour auteur principal le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) et pour coauteurs la Bolivie (État plurinational de), le Chili, Cuba, l'Équateur et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Afrique du Sud, l'Angola, le Bélarus, le Botswana, le Costa Rica, l'Espagne, l'Irlande, le Luxembourg, Malte, le Portugal, la Slovénie, la Suède et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

1029. À la même séance, le représentant de l'État de Palestine, État concerné, a fait une déclaration.

1030. À la même séance également, à la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Belgique, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Éthiopie, Géorgie, Hongrie, Iraq, Japon, Kenya, Kirghizistan, Mexique, Népal, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne

¹⁶ La délégation mongolienne n'a pas pris part au vote.

et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Togo, Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Australie, États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus :

République démocratique du Congo.

1031. À la même séance, le Conseil des droits de l'homme a adopté le projet de résolution par 43 voix contre 2, avec 1 abstention (résolution 37/34)¹⁶.

La situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est

1032. À la 56^e séance, le 23 mars 2018, le représentant du Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.47, qui avait pour auteur principal le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) et pour coauteurs la Bolivie (État plurinational de), le Chili, Cuba, l'Équateur et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, l'Irlande, le Luxembourg, Malte, le Portugal, la Slovénie et la Suède se sont joints ultérieurement aux auteurs.

1033. À la même séance, le représentant de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) a fait une observation générale sur le projet de résolution.

1034. À la même séance également, à la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Belgique, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Éthiopie, Géorgie, Hongrie, Iraq, Japon, Kenya, Kirghizistan, Mexique, Népal, Nigéria, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Australie, États-Unis d'Amérique, Togo.

Se sont abstenus :

République démocratique du Congo, Rwanda.

1035. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution par 41 voix contre 3, avec 2 abstentions (résolution 37/35)¹⁶.

Colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé

1036. À la 56^e séance, le 23 mars 2018, le représentant du Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.48, qui avait pour auteur principal le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) et pour coauteurs la Bolivie (État plurinational de), le Chili, Cuba, l'Équateur et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, l'Irlande, le Luxembourg, Malte, le Portugal, la Slovénie, la Suède et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

1037. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution A/HRC/37/L.48 avait été révisé oralement.

1038. À la même séance également, le représentant de la République arabe syrienne, État concerné, a fait une déclaration.

1039. À la même séance, le représentant de la Hongrie a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote sur le projet de résolution révisé oralement.

1040. À la même séance également, à la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution révisé oralement a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Belgique, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Éthiopie, Iraq, Japon, Kenya, Kirghizistan, Mexique, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, République de Corée, Sénégal, Slovaquie, Suisse, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Australie, États-Unis d'Amérique, Hongrie, Togo.

Se sont abstenus :

Croatie, Géorgie, Panama, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie, Ukraine.

1041. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution oralement révisé par 34 voix contre 4, avec 8 abstentions (résolution 37/36)¹⁶.

Faire en sorte que les responsabilités soient établies et que justice soit faite pour toutes les violations du droit international dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est

1042. À la 56^e séance, le 23 mars 2018, le représentant du Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.49, qui avait pour auteur principal le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) et pour coauteurs la Bolivie (État plurinational de), le Chili, Cuba, l'Équateur et le Venezuela (République bolivarienne du). L'Angola, l'Irlande, le Luxembourg, Malte, le Portugal, la Slovaquie, la Suède et la Suisse se sont joints ultérieurement aux auteurs.

1043. À la même séance, le Président du Conseil des droits de l'homme a annoncé que le projet de résolution A/HRC/37/L.49 avait été révisé oralement.

1044. À la même séance également, à la demande du représentant des États-Unis d'Amérique, le projet de résolution révisé oralement a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Belgique, Brésil, Burundi, Chili, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Iraq, Kirghizistan, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Philippines, Qatar, Sénégal, Slovaquie, Suisse, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du).

Ont voté contre :

Australie, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo.

Se sont abstenus :

Allemagne, Croatie, Espagne, Éthiopie, Géorgie, Hongrie, Japon, Kenya, Mexique, Panama, République démocratique du Congo, République de Corée, Rwanda, Slovaquie, Ukraine.

1045. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de résolution oralement révisé par 27 voix contre 4, avec 15 abstentions (résolution 37/37)¹⁶.

VIII. Suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne

Débat général sur le point 8 de l'ordre du jour

1046. À ses 45^e et 46^e séances, le 20 mars 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu un débat général sur le point 8 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Bulgarie¹⁷ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chine, États-Unis d'Amérique, Iraq, Jordanie¹⁷ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Kenya, Népal, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Estonie, Fédération de Russie, Grèce, Inde, Israël, Jordanie, Libye, Mozambique, République arabe syrienne, Sierra Leone ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Organisation internationale de droit du développement ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Action of Human Movement, Advocates for Human Rights, Agence internationale pour le développement, Alliance Creative Community Project, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association d'entraide médicale Guinée, Association des citoyens du monde, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association pour les victimes du monde, Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Südwind pour la politique de développement, Association Thendral, Canners International Permanent Committee, Center for Environmental and Management Studies, Center for Organisation Research and Education, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Congrès du monde islamique, Conectas Direitos Humanos (s'exprimant également au nom du Centro de Estudios Legales y Sociales et de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme), Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Fédération internationale des écoles unies, Fondation Maarij pour la paix et le développement, Institute for NGO Research, International Buddhist Relief Organisation, International-Lawyers.Org, Iraqi Development Organization, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Le pont, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Meezaan Center for Human Rights, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Mouvement international de la réconciliation, Nouveaux droits de l'homme, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Organisation internationale pour les pays les moins avancés, Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale, Prahar, Presse emblème campagne, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Research and Service, Réseau international des droits humains (s'exprimant également au nom d'Amis de la Terre international, de l'Association internationale des personnes lesbiennes et gays, du Centre des droits reproductifs, de la Commission internationale de juristes, de Conectas Direitos Humanos, du Conselho Indigenista Missionário, de l'East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project, de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, de Franciscans International, de l'Organisation mondiale contre la torture, de Première ligne : Fondation internationale

¹⁷ État observateur prenant la parole au nom d'États membres et d'États observateurs du Conseil.

pour la protection des défenseurs des droits de l'homme et du Service international pour les droits de l'homme), Service international pour les droits de l'homme, Solidarité Suisse-Guinée, Stichting International Center for Ethnobotanical Education, Tamil Uzhagam, Tourner la page, Union européenne des relations publiques, Union internationale humaniste et laïque, Union panafricaine de la science et de la technologie, United Nations Watch, VAAGDHARA, World Barua Organization, World Environment and Resources Council.

1047. À la 46^e séance, le 20 mars 2018, les représentants du Brésil, de la Chine, de Cuba, de l'Espagne, de l'Inde et du Pakistan ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

IX. Le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée : suivi et application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban

A. Débat sur la promotion de la tolérance, de l'inclusion, de l'unité et du respect de la diversité dans le contexte de la lutte contre la discrimination raciale

1048. À la 40^e séance, le 19 mars 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu, conformément à la résolution 72/157 de l'Assemblée générale, une réunion commémorative annuelle à l'occasion de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, en mettant l'accent sur la promotion de la tolérance, de l'inclusion, de l'unité et du respect de la diversité dans le contexte de la lutte contre la discrimination raciale.

1049. À la même séance, le Directeur de la Division des mécanismes relevant du Conseil des droits de l'homme et des instruments relatifs aux droits de l'homme (HCDH) a fait une déclaration liminaire.

1050. À la même séance également, les intervenants ci-après ont fait des déclarations : le Directeur de la Fondation Nelson Mandela, Sello Hatang ; l'Ambassadeur et Représentant permanent de Singapour auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Foo Kok Jwee ; l'écrivaine Fatou Diome ; le membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale Nicolás Marugán. Le Conseil a décidé que la réunion-débat se tiendrait en deux parties.

1051. Au cours de la première partie de la réunion-débat, à la même séance, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Angola (s'exprimant au nom de la Communauté des pays de langue portugaise), Brésil, Cuba, Égypte, Équateur, Maroc¹⁷ (s'exprimant au nom des États membres et observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie), Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, France, Inde, Sierra Leone ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Commission australienne des droits de l'homme (par message vidéo) ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Article 19 : Centre international contre la censure, Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme.

1052. Au cours de la deuxième partie de la réunion-débat, à la même séance également, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Iraq, Mexique, Sénégal, Tunisie, Venezuela (République bolivarienne du) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Argentine, Bahreïn, Haïti, Iran (République islamique d') ;

c) L'observateur de l'institution nationale des droits de l'homme suivante : Commission pour l'égalité et les droits de l'homme (s'exprimant également au nom de la Northern Ireland Human Rights Commission et de la Scottish Human Rights Commission) (par message vidéo) ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Association Südwind pour la politique de développement, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme.

1053. À la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

B. Débat général sur le point 9 de l'ordre du jour

1054. À la 46^e séance, le 20 mars 2018, le Directeur de la Division des mécanismes relevant du Conseil des droits de l'homme et des instruments relatifs aux droits de l'homme (HCDH) a présenté le rapport du Haut-Commissaire sur la lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence visant certaines personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions (A/HRC/37/44).

1055. À la même séance, le Représentant permanent du Zimbabwe auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et Président-Rapporteur du Comité spécial du Conseil des droits de l'homme chargé d'élaborer des normes complétant la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Taonga Mushayavanhu, a présenté le rapport du Comité sur sa neuvième session, tenue du 24 avril au 5 mai 2017 (A/HRC/37/76).

1056. À la même séance également, la Représentante permanente de la Sierra Leone auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et Présidente-Rapporteuse du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, Yvette Stevens, a présenté le rapport du Groupe de travail sur sa quinzième session, tenue du 9 au 20 octobre 2017 (A/HRC/37/77).

1057. À ses 46^e et 47^e séances, le 20 mars 2018, le Conseil a tenu un débat général sur le point 9 de l'ordre du jour, au cours duquel des déclarations ont été faites par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Afrique du Sud, Bahamas¹⁷ (s'exprimant également au nom d'Antigua-et-Barbuda), Brésil, Brésil (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Mexique, du Pérou et de l'Uruguay), Bulgarie¹⁷ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chine, Cuba, Égypte, Iraq, Jordanie¹⁷ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Mexique, Pakistan (s'exprimant également au nom de l'Organisation de la coopération islamique), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Ukraine, Venezuela (République bolivarienne du) (s'exprimant également au nom du Mouvement des pays non alignés) ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Botswana, Fédération de Russie, Grèce, Iran (République islamique d'), Israël, Libye, Malaisie, Sierra Leone, Turquie ;

c) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Action of Human Movement, Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Alliance Creative Community Project, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association d'entraide médicale Guinée, Association des citoyens du monde, Association des étudiants tamouls de France, Association for the Protection of Women and Children's Rights, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Association internationale pour la démocratie en Afrique, Association pour l'intégration et le développement durable au Burundi, Association pour les victimes du monde, Association régionale de crédit agricole pour l'Afrique, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Südwind pour la politique de développement, Association Thendral, Auspice Stella, Canners International Permanent Committee, Center for Environmental and Management Studies, Center for Organisation Research and Education, Centre for Human Rights and Peace Advocacy, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Commission pour l'étude de l'organisation de la paix, Congrès du monde islamique, Congrès juif mondial, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil indien sud-américain, Conseil international pour

le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, European Union of Jewish Students, Fédération internationale des écoles unies, Human Security Initiative Organization, Institute for NGO Research, International Buddhist Relief Organisation, International Educational Development, International Human Rights Association of American Minorities, International-Lawyers.Org, Iraqi Development Organization, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Le pont, Liberation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Meezaan Center for Human Rights, Mouvement indien « Tupaj Amaru », Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies (s'exprimant également au nom de l'African Development Association, de l'Association Dunenyio, de l'Association internationale contre la torture, de l'Association internationale des juristes démocrates, du Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens, du Comité international pour le respect et l'application de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, de la Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme, de Global Action on Aging, d'International Educational Development, de l'International Federation for the Protection of the Rights of Ethnic, Religious, Linguistic and Other Minorities, du Mouvement indien « Tupaj Amaru », de l'Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et du Victorious Youths Movement), Nouveaux droits de l'homme, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Prahar, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Sikh Human Rights Group, Society for Development and Community Empowerment, Solidarité Suisse-Guinée, Tamil Uzhagam, Tourner la page, Union européenne des relations publiques, Union internationale humaniste et laïque, Union panafricaine de la science et de la technologie, United Nations Watch, World Banua Organization, World Environment and Resources Council.

1058. À la 47^e séance, le représentant de la Lettonie a fait une déclaration au titre de son droit de réponse.

C. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence visant certaines personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions

1059. À la 56^e séance, le 23 mars 2018, le représentant du Pakistan (s'exprimant au nom de l'Organisation de la coopération islamique) a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.17, qui avait pour auteur le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique). L'Argentine, l'Australie, la Bolivie (État plurinational de), le Canada, les Philippines, la République dominicaine, la Sierra Leone, Sri Lanka, la Thaïlande et l'Uruguay se sont joints ultérieurement aux auteurs.

1060. À la même séance, le représentant de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) a fait une observation générale sur le projet de résolution.

1061. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

1062. À la 56^e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/38).

X. Assistance technique et renforcement des capacités

A. Dialogue interactif de haut niveau sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine

1063. À la 49^e séance, le 21 mars 2018, le Conseil des droits de l'homme a tenu, conformément à sa résolution 36/25, un dialogue interactif de haut niveau sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine.

1064. À la même séance, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme et Directeur du Bureau du HCDH à New York a fait une déclaration liminaire au nom du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme lors du dialogue interactif.

1065. À la même séance également, des déclarations ont été faites par : le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général et Chef adjoint de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ; le Représentant spécial de l'Union africaine en République centrafricaine, Bédializoun Moussa Nébié ; l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine, Marie-Thérèse Keita Bocoum ; le Ministre centrafricain de la justice, Flavien Mbata ; la représentante du Réseau pour le leadership de la femme en Centrafrique, Lina Ekomo.

1066. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance, et à la 50^e séance, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Belgique, Chine, Côte d'Ivoire, Espagne, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Congo, Fédération de Russie, France, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Soudan, Tchèque ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, World Evangelical Alliance (s'exprimant également au nom de Caritas Internationalis).

1067. À la 50^e séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

B. Dialogue renforcé sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo

1068. À la 47^e séance, le 20 mars 2018, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme et Directeur du Bureau du HCDH à New York a présenté un compte rendu oral sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo, conformément à la résolution 35/33 du Conseil des droits de l'homme.

1069. À la même séance, des déclarations ont été faites par : la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ; le chef de l'équipe internationale d'experts sur la situation dans la région du Kasai, Bacre Waly Ndiaye ; la Ministre des droits de l'homme de la République démocratique du Congo, Marie-Angé Mushobekwa.

1070. Au cours du débat qui a suivi, à la même séance également, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées aux intervenants par :

- a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Angola, Australie, Belgique, Chine, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse ;
- b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Botswana, Congo, Fédération de Russie, France, Irlande, Pays-Bas, Soudan ;
- c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;
- d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;
- e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Action internationale pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, African Development Association, Amnesty International, Fédération internationale de l'ACAT – Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Watch, Service international pour les droits de l'homme, World Evangelical Alliance.

1071. À la même séance, les intervenants ont répondu aux questions et formulé leurs observations finales.

C. Dialogue sur la situation des droits de l'homme en Libye

1072. À la 48^e séance, le 21 mars 2018, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme et Directeur du Bureau du HCDH à New York a présenté, conformément à la résolution 34/38 du Conseil des droits de l'homme, le rapport du Haut-Commissaire sur la situation des droits de l'homme en Libye et l'efficacité des mesures d'assistance technique et de renforcement des capacités dont le Gouvernement libyen a bénéficié (A/HRC/37/46).

1073. À la même séance, le représentant de la Libye, État concerné, a fait une déclaration.

1074. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance également, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées au Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme par :

- a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Arabie saoudite, Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Jordanie¹⁷ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Nigéria, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Tunisie ;
- b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bahreïn, Burkina Faso, Estonie, Fédération de Russie, Grèce, Irlande, Italie, Jordanie, Malte, Maroc, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Soudan, Tchèque, Yémen ;
- c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;
- d) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;
- e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, Fondation Maarij pour la paix et le développement, Human Rights Watch, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (s'exprimant également au nom d'International-Lawyers.Org), Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, United Nations Watch.

1075. À la même séance, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

D. Dialogue sur la coopération avec l'Ukraine et l'assistance dans le domaine des droits de l'homme

1076. À la 49^e séance, le 21 mars 2018, la Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté oralement des informations actualisées sur la situation des droits de l'homme en Ukraine, conformément à la résolution 35/31 du Conseil des droits de l'homme.

1077. À la même séance, le représentant de l'Ukraine, État concerné, a fait une déclaration.

1078. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance également, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Haute-Commissaire adjointe par :

a) Les représentants des États membres du Conseil dont la liste suit : Allemagne, Australie, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suisse ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Albanie, Bulgarie, Danemark, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Lettonie, Lituanie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République de Moldova, Roumanie, Suède, Tchéquie ;

c) Les observateurs des organisations intergouvernementales dont la liste suit : Conseil de l'Europe, Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Advocates for Human Rights, Amnesty International, Fédération mondiale des organisations de femmes ukrainiennes, Human Rights House Foundation, Mouvement indien « Tupaj Amaru ».

1079. À la même séance, la Haute-Commissaire adjointe a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

E. Dialogue avec un titulaire de mandat au titre d'une procédure spéciale

Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali

1080. À la 48^e séance, le 21 mars 2018, l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali, Suliman Baldo, a présenté son rapport (A/HRC/37/78).

1081. À la même séance, le représentant du Mali, État concerné, a fait une déclaration.

1082. Au cours du dialogue qui a suivi, à la même séance également, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à l'Expert indépendant par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Allemagne, Chine, Côte d'Ivoire, Espagne, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Algérie, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Canada, Danemark, Estonie, France, Luxembourg, Norvège, Soudan ;

c) L'observateur de l'organisation intergouvernementale suivante : Union européenne ;

d) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : Bureau international catholique de l'enfance (s'exprimant également au nom du Mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants), Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Service international pour les droits de l'homme, United Nations Watch.

1083. À la même séance, l'Expert indépendant a répondu aux questions et formulé ses observations finales.

F. Débat général sur le point 10 de l'ordre du jour

1084. À la 51^e séance, le 22 mars 2018, la Haute-Commissaire adjointe a présenté des rapports du Haut-Commissaire sur certains pays ainsi que des informations qu'il avait communiquées oralement au titre du point 10 de l'ordre du jour (A/HRC/37/45 et A/HRC/37/64).

1085. À la même séance, la Directrice de la Division des opérations sur le terrain et de la coopération technique (HCDH) a fait une déclaration.

1086. À la même séance également, le membre du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, Morten Kjaerum, a présenté le rapport du Conseil d'administration (A/HRC/37/79).

1087. À la même séance, les représentants de l'Afghanistan, du Cambodge, d'Haïti et du Yémen, États concernés, ont fait des déclarations.

1088. Au cours du débat général qui a suivi, aux 51^e et 52^e séances, le même jour, des déclarations ont été faites et des questions ont été posées à la Haute-Commissaire adjointe par :

a) Les représentants des États membres du Conseil des droits de l'homme dont la liste suit : Allemagne, Antigua-et-Barbuda¹⁷ (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, des Bahamas, du Bangladesh, du Burundi, de Haïti, du Mozambique, du Népal, de la République démocratique du Congo, de Saint-Vincent-et-les Grenadines, du Soudan du Sud et du Yémen), Arabie saoudite, Australie, Brésil (s'exprimant également au nom de l'Argentine, du Chili, de la Colombie, du Guatemala, du Pérou et de l'Uruguay), Bulgarie¹⁷ (s'exprimant au nom de l'Union européenne), Chine, Égypte, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Iraq, Japon, Jordanie¹⁷ (s'exprimant au nom du Groupe des États arabes), Mexique, Pakistan, Pays-Bas¹⁷ (s'exprimant également au nom de l'Arabie saoudite, de la Belgique, du Canada, de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Irlande, du Luxembourg, du Soudan et du Yémen), Pérou, République de Corée, Sierra Leone¹⁷ (s'exprimant également au nom de l'Afghanistan, de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Argentine, de l'Australie, de l'Autriche, des Bahamas, de la Belgique, du Bénin, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, du Burkina Faso, du Canada, de Chypre, de la Colombie, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de l'État de Palestine, des États-Unis d'Amérique, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, des Fidji, de la Finlande, de la France, du Gabon, de la Géorgie, du Ghana, de la Grèce, du Guatemala, de Haïti, du Honduras, de la Hongrie, de l'Iraq, de l'Irlande, de l'Islande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, du Luxembourg, de Malte, du Mexique, du Monténégro, du Mozambique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, du Panama, des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal, de la République de Corée, de la Roumanie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Sénégal, de la Serbie, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de la Tchéquie, du Togo, de la Tunisie, de l'Uruguay et de la Zambie), Suisse, Togo (s'exprimant également au nom du Groupe des États d'Afrique), Tunisie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;

b) Les représentants des États observateurs dont la liste suit : Azerbaïdjan, Bahreïn, Canada, Costa Rica, Estonie, Finlande, France, Inde, Irlande, Jordanie, Lettonie, Libye, Lituanie, Malaisie, Maldives, Myanmar, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Sierra Leone, Soudan, Suède, Thaïlande ;

c) L'observateur de l'entité ou institution spécialisée des Nations Unies ou de l'organisation apparentée suivante : UNICEF ;

d) Les observateurs des institutions nationales des droits de l'homme dont la liste suit : Commission afghane indépendante des droits de l'homme (par message vidéo), Office de la protection du citoyen (Haïti) ;

e) Les observateurs des organisations non gouvernementales dont la liste suit : ABC Tamil Oli, Action of Human Movement, Advocates for Human Rights, Alliance Creative Community Project, Alsalam Foundation, Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, Amnesty International, Asian Forum for Human Rights and Development (s'exprimant également au nom de CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation citoyenne, de Freedom House et de Première ligne : Fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits de l'homme), Association AMOR, Association Bharathi centre culturel franco-tamoul, Association culturelle des tamouls en France, Association d'entraide médicale Guinée, Association des citoyens du monde, Association des étudiants tamouls de France, Association internationale des personnes lesbiennes et gays, Association internationale IUS PRIMI VIRI, Association pour les victimes du monde, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Südwind pour la politique de développement, Association Thendral, Center for Organisation Research and Education, Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique, Commission internationale de juristes, Communauté internationale baha'ie, Conseil de jeunesse pluriculturelle, Conseil indien sud-américain, Conseil international pour le soutien à des procès équitables et aux droits de l'homme, Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Now, Human Rights Watch, Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, International Buddhist Relief Organisation, International Human Rights Association of American Minorities, International-Lawyers.Org, Iraqi Development Organization, Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture, Le pont, Liberation, Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, Lumos Foundation, Mbororo Social and Cultural Development Association, Mouvement international de la réconciliation, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, Organisation de défense des victimes de la violence, Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Parti radical non violent transnational et transparti, Prahar, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Save the Children International, Society for Development and Community Empowerment, Tamil Uzha gam, Tourner la page, United Nations Watch, VAAGDHARA, World Barua Organization.

1089. À la 52^e séance, le 22 mars 2018, les représentants du Cambodge et de la Fédération de Russie ont fait des déclarations au titre de leur droit de réponse.

G. Examen de projets de texte et décisions concernant ces projets

Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Mali

1090. À la 56^e séance, le 23 mars 2018, le représentant du Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique), a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.14, qui avait pour auteur principal le Togo (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique) et pour coauteurs l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, Chypre, le Danemark, l'Espagne, la France, la Géorgie, l'Italie, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Suède. L'Australie, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la Croatie, l'Estonie, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Indonésie, l'Irlande, le Japon, la Lituanie, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la République de Corée, la Slovaquie, la Slovénie, la Tchéquie, la Thaïlande, la Turquie et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

1091. À la même séance, les représentants de la Belgique et de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) ont fait des observations générales au sujet du projet de résolution.

1092. À la même séance également, le représentant du Mali, État concerné, a fait une déclaration.

1093. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

1094. À la 56^e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/39).

Coopération avec la Géorgie

1095. À la 56^e séance, le 23 mars 2018, le représentant de la Géorgie a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.43, qui avait pour auteur principal la Géorgie et pour co auteurs l'Albanie, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République de Moldova, la Roumanie, Saint-Marin, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Tchéquie, la Turquie et l'Ukraine. L'Australie, la Bosnie-Herzégovine et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se sont joints ultérieurement aux auteurs.

1096. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une observation générale sur le projet de résolution.

1097. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil des droits de l'homme a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

1098. À la 56^e séance, les représentants de l'Australie, du Brésil, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suisse et du Venezuela (République bolivarienne du) ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote sur le projet de résolution.

1099. À la même séance, à la demande du représentant de la République bolivarienne du Venezuela, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote enregistré. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Allemagne, Australie, Belgique, Côte d'Ivoire, Croatie, Espagne, États-Unis d'Amérique, Géorgie, Hongrie, Japon, Mexique, Panama, Pérou, République démocratique du Congo, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Togo, Ukraine.

Ont voté contre :

Burundi, Chine, Cuba, Philippines, Venezuela (République bolivarienne du).

Se sont abstenus :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Arabie saoudite, Brésil, Chili, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Éthiopie, Iraq, Kenya, Kirghizistan, Mongolie, Népal, Nigéria, Pakistan, Qatar, République de Corée, Rwanda, Sénégal, Suisse, Tunisie.

1100. À la même séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution par 19 voix contre 5, avec 23 abstentions (résolution 37/40).

Assistance technique et renforcement des capacités aux fins de l'amélioration de la situation des droits de l'homme en Libye

1101. À la 56^e séance, le 23 mars 2018, le représentant du Togo (s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique) a présenté le projet de résolution A/HRC/37/L.45, qui avait pour auteur principal le Togo (agissant au nom du Groupe des États d'Afrique) et pour co auteur l'Italie. L'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Géorgie, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, le Monténégro, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan (agissant au nom de l'Organisation de la coopération islamique), les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la Roumanie, le

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Tchéquie, la Thaïlande et l'Ukraine se sont joints ultérieurement aux auteurs.

1102. À la même séance, le représentant de la Slovaquie (s'exprimant au nom des États membres de l'Union européenne membres du Conseil des droits de l'homme) a fait une observation générale sur le projet de résolution.

1103. À la même séance également, le représentant de la Libye, État concerné, a fait une déclaration.

1104. Conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'attention du Conseil a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme du projet de résolution.

1105. À la 56^e séance, le Conseil a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix (résolution 37/41).

1106. À la même séance, le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration pour expliquer son vote après le vote et formulé des observations générales sur tous les projets de texte adoptés au titre du point 10 de l'ordre du jour.

Annexe I

Attendance

Members

Afghanistan	Germany	Saudi Arabia
Angola	Hungary	Senegal
Australia	Iraq	Slovakia
Belgium	Japan	Slovenia
Brazil	Kenya	South Africa
Burundi	Kyrgyzstan	Spain
Chile	Mexico	Switzerland
China	Mongolia	Togo
Côte d'Ivoire	Nepal	Tunisia
Croatia	Nigeria	Ukraine
Cuba	Pakistan	United Arab Emirates
Democratic Republic of the Congo	Panama	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Ecuador	Peru	United States of America
Egypt	Philippines	Venezuela (Bolivarian Republic of)
Ethiopia	Qatar	
Georgia	Republic of Korea	
	Rwanda	

States Members of the United Nations represented by observers

Albania	Czechia	Lao People's Democratic Republic
Algeria	Democratic People's Republic of Korea	Latvia
Andorra	Denmark	Lebanon
Antigua and Barbuda	Djibouti	Lesotho
Argentina	El Salvador	Libya
Armenia	Equatorial Guinea	Liechtenstein
Austria	Eritrea	Lithuania
Azerbaijan	Estonia	Luxembourg
Bahamas	Fiji	Madagascar
Bahrain	Finland	Malawi
Bangladesh	France	Malaysia
Belarus	Gabon	Maldives
Benin	Ghana	Mali
Bolivia (Plurinational State of)	Greece	Malta
Bosnia and Herzegovina	Guatemala	Mauritania
Botswana	Guyana	Monaco
Bulgaria	Haiti	Montenegro
Burkina Faso	Honduras	Morocco
Cambodia	Iceland	Mozambique
Cameroon	India	Myanmar
Canada	Indonesia	Namibia
Central African Republic	Iran (Islamic Republic of)	Netherlands
Chad	Ireland	New Zealand
Colombia	Israel	Niger
Congo	Italy	Norway
Costa Rica	Jordan	Oman
Cyprus	Kazakhstan	Paraguay
	Kuwait	Poland
		Portugal

Republic of Moldova	Sri Lanka	Turkmenistan
Romania	Sudan	Uganda
Russian Federation	Swaziland	United Republic of Tanzania
Saint Vincent and the Grenadines	Sweden	Uzbekistan
Serbia	Syrian Arab Republic	Viet Nam
Sierra Leone	Thailand	Yemen
Singapore	The former Yugoslav Republic of Macedonia	Zambia
Somalia	Timor-Leste	Zimbabwe
South Sudan	Turkey	

Non-Member States represented by observers

Holy See
State of Palestine

United Nations

Department of Peacekeeping Operations	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
Economic Commission for Europe	United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women
Joint United Nations Programme on HIV/AIDS	United Nations Environment Programme
United Nations Children's Fund	United Nations Population Fund
United Nations Development Programme	

Specialized agencies and related organizations

Food and Agriculture Organization of the United Nations	International Telecommunication Union
International Organization for Migration	World Health Organization

Intergovernmental organizations

African Union	Council of Europe
Commonwealth	European Union
Cooperation Council for the Arab States of the Gulf	International Development Law Organization
	Organization of Islamic Cooperation

Other entities

International Committee of the Red Cross
International Olympic Committee
Sovereign Military Hospitaller Order of St. John of Jerusalem, of Rhodes and of Malta

National human rights institutions, international coordinating committees and regional groups of national institutions

Afghanistan Independent Human Rights Commission	Commission on Human Rights and Administrative Justice (Ghana)
Australian Human Rights Commission	Conseil national des droits de l'homme (Morocco)
Instituto Nacional de Derechos Humanos (Chile)	Equality and Human Rights Commission (Great Britain)
Commission nationale des droits de l'homme (Mauritania)	

Finnish Human Rights Centre
and the Parliamentary Ombudsman
Global Alliance of National Human
Rights Institutions
Human Rights Commission of Zambia
Independent Commission for Human
Rights of the State of Palestine
Office of the People's Advocate
(Albania)
National Committee for Human Rights
of Qatar
National Council for Human Rights
of Egypt

National Human Rights Commission of
Mexico
National Human Rights Commission of
Nigeria
National Human Rights Commission of
the Republic of Korea
Office for the Protection of Citizens
(Haiti)
Procuraduría de los Derechos Humanos
(Guatemala)
South African Human Rights
Commission

Non-governmental organizations

ABC Tamil Oli
Action Canada for Population and
Development
Action contre la faim
Action internationale pour la paix et le
développement dans la région des
Grands Lacs
Action of Human Movement
Action pour la protection des droits de
l'homme en Mauritanie
Advocates for Human Rights
Africa culture internationale
African-American Society for
Humanitarian Aid and Development
African Commission of Health and
Human Rights Promoters
African Development Association
African Regional Agricultural Credit
Association
Agence internationale pour le
développement
Agir ensemble pour les droits de
l'homme
Al Baraem Association for Charitable
Work
Al-Hakim Foundation
Al-Haq
Aliran Kesedaran Negara National
Consciousness Movement
Al-Khoei Foundation
Alliance Creative Community Project
Alliance Defending Freedom
Alliance globale contre les mutilations
génitales féminines
Alliance pour la solidarité et le partage
en Afrique – Jeunesse pour intégration
culturelle et sociale
Al Mezan Center for Human Rights
Alsalam Foundation
American Association of Jurists
American Bar Association

Americans for Democracy and Human
Rights in Bahrain
Amnesty International
Amuta for NGO Responsibility
Anglican Consultative Council
Arab Organization for Human Rights
Article 19: International Centre against
Censorship
Asian-Eurasian Human Rights Forum
Asian Forum for Human Rights and
Development
Asian Legal Resource Centre
Asian-Pacific Resource and Research
Centre for Women
Asociación Cubana de las Naciones
Unidas
Association AMOR
Association Bharathi centre culturel
franco-tamoul
Association culturelle des Tamouls en
France
Association d'entraide médicale Guinée
Association des étudiants tamouls de
France
Association Dunenyo
Association for Defending Victims of
Terrorism
Association for Progressive
Communications
Association for the Prevention of Torture
Association for the Protection of Women
and Children's Rights
Association internationale pour l'égalité
des femmes
Association mauritanienne pour la
promotion des droits de l'homme
Association mauritanienne pour la
promotion du droit
Association Miraisme International
Association of World Citizens
Association "Paix" pour la lutte contre la
contrainte et l'injustice

Association pour les victimes du monde	Commission of the Churches on
Association pour l'intégration et le	International Affairs of the World
développement durable au Burundi	Council of Churches
Association solidarité internationale	Commission to Study the Organization
pour l'Afrique	of Peace
Association Thendral	Conectas Direitos Humanos
Associazione Comunità Papa Giovanni	Conseil de jeunesse pluriculturelle
XXIII	Conseil international pour le soutien à
Auspice Stella	des procès équitables et aux droits de
Badil Resource Center for Palestinian	l'homme
Residency and Refugee Rights	Conselho Indigenista Missionário
Baha'i International Community	Coordinating Board of Jewish
B'nai B'rith	Organizations
British Humanist Association	Coordination des associations et des
Cairo Institute for Human Rights Studies	particuliers pour la liberté de
Cameroon Youths and Students Forum	conscience
for Peace	Corporación para la Defensa y
Canners International Permanent	Promoción de los Derechos Humanos –
Committee	Reiniciar
Caritas Internationalis	Corporate Accountability International
Center for Economic and Social Rights	“Coup de pouce” Chaîne de l'espoir
Center for Environmental and	Nord-Sud
Management Studies	Defence for Children International
Center for Global Nonkilling	Dominicans for Justice and Peace: Order
Center for Inquiry	of Preachers
Center for International Environmental	DRCNet Foundation
Law	Drepavie
Center for International Human Rights	Earthjustice
Center for Organisation Research	East and Horn of Africa Human Rights
and Education	Defenders Project
Center for Reproductive Rights	Ecumenical Alliance for Human Rights
Centre Europe-tiers monde	and Development
Centre for Human Rights and Peace	Ecumenical Federation of
Advocacy	Constantinopolitans
Centre indépendant de recherches	Edmund Rice International
et d'initiatives pour le dialogue	Egyptian Organization for Human Rights
Centre pour les droits civils et politiques	Ensemble contre la peine de mort
Centro des Promoción y Defensa de los	Equal Rights Trust
Derechos Sexuales y Reproductivos	Espace Afrique International
Chant du guépard dans le désert	European Centre for Law and Justice
Charitable Institute for Protecting Social	European Union of Jewish Students
Victims	European Union of Public Relations
Child Development Foundation	Family Health Association of Iran
Child Foundation	Federatie van Nederlandse Verenigen
China Society for Human Rights Studies	tot Integratie van Homoseksualiteit –
Chinese Association for International	COC Nederland
Understanding	FIAN International
Christian Solidarity Worldwide	Fondation d'Auteuil
CIVICUS: World Alliance for Citizen	Fondation pour l'étude des relations
Participation	internationales et du développement
Comisión Colombiana de Juristas	Forum Azzahrae pour la femme
Comisión Mexicana de Defensa y	marocaine
Promoción de los Derechos Humanos	Foundation ECPAT International
Comisión Unidos vs Trata	Foundation for GAIA
Comité international pour le respect	Foundation of Japanese Honorary Debts
et l'application de la charte africaine	France Libertés: Fondation Danielle
des droits de l'homme et des peuples	Mitterrand

Franciscans International	International Association for Democracy in Africa
Friedrich Ebert Foundation	International Association of Democratic Lawyers
Friends of the Earth International	International Bar Association
Friends World Committee for Consultation	International Bridges to Justice
Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social	International Buddhist Relief Organisation
Fundación Vida – Grupo Ecológico Verde	International Career Support Association
Fundalatin	International Catholic Child Bureau
Geneva Centre for Human Rights	International Center for Not-for-Profit Law
Advancement and Global Dialogue	International Commission of Jurists
Geneva Institute for Human Rights	International Council of Russian Compatriots
Genève pour les droits de l'homme: formation internationale	International Doctors for Healthier Drug Policies, CIC
Geo Expertise Association	International Educational Development
Global Action on Aging	International Federation for Human Rights Leagues
Global Hope Network International	International Federation for the Protection of the Rights of Ethnic, Religious, Linguistic and Other Minorities
Global Institute for Water, Environment and Health	International Federation of ACAT
Global Policy Forum	International Federation of Journalists
Graduate Women International	International Fellowship of Reconciliation
Greenpeace International	International Humanist and Ethical Union
Habitat International Coalition	International Human Rights Association of American Minorities
HelpAge International	International Institute for Non-Aligned Studies
Fondation Helsinki pour les droits de l'homme	International-Lawyers.Org
Heritage Foundation	International Lesbian and Gay Association
Himalayan Research and Cultural Foundation	International Longevity Center Global Alliance
Human Rights Advocates	International Movement against All Forms of Discrimination and Racism
Human Rights Association for Community Development in Assiut	International Movement ATD Fourth World
Human Rights Council of Australia	International Movement for Fraternal Union among Races and Peoples
Human Rights House Foundation	International Muslim Women's Union
Human Rights Law Centre	International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination
Human Rights League of the Horn of Africa	International Organization for the Right to Education and Freedom of Education
Human Rights Now	International Organization of Employers
Human Rights Watch	International PEN
Human Security Initiative Organization	International Planned Parenthood Federation
Il Cenacolo	International Service for Human Rights
Imam Ali's Popular Students Relief Society	International Trade Union Confederation
Indian Council of Education	
Indian Council of South America	
Mouvement indien « Tupaj Amaru »	
Indigenous People of Africa Coordinating Committee	
Initiative d'opposition contre les discours extrémistes	
Initiatives of Change International	
Institut de Drets Humans de Catalunya	
Institute for Planetary Synthesis	
Institute for Policy Studies	
Institute on Human Rights and the Holocaust	

International Volunteerism Organization for Women, Education and Development	Nouveaux droits de l'homme
International Women Bond	Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie
International Youth and Student Movement for the United Nations	Oidha co, Bureau international des droits humains – action Colombie
Iranian Elite Research Center	Organisation internationale pour les pays les moins avancés
Iraqi Development Organization	Organisation marocaine des droits humains
Institut iranien des femmes islamiques	Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale
Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco	Organization for Defending Victims of Violence
IT for Change	Oxfam Great Britain
IUS PRIMI VIRI International Association	Palestinian Center for Development and Media Freedoms “MADA”
Iuventum	Palestinian Return Centre
Japan Federation of Bar Associations	Pan African Union for Science and Technology
Japanese Workers Committee for Human Rights	Pasumai Thaayagam Foundation
Jossour forum des femmes marocaines	Pax Christi International
Jssor Youth Organization	Peace Brigades International Suisse
Jubilee Campaign	People for Successful Corean Reunification
Kejibaus Youth Development Initiative	Plan International
Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture	Prahar
Kirkon Ulkomaanavun Säätiö	Prajachaitanya Yuvajana Sangam
Labour, Health and Human Rights Development Centre	Presse emblème campagne
La manif pour tous	Prevention Association of Social Harms
Lawyers' Rights Watch Canada	Privacy International
Le pont	Public Organization “Public Advocacy”
Liberation	Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme
Lumos Foundation	Réseau international des droits humains
Lutheran World Federation	Réseau unité pour le développement de Mauritanie
Ma'arij Foundation for Peace and Development	Roads of Success
Maat Foundation for Peace, Development and Human Rights	Russian Peace Foundation
Maher	Save a Child's Heart
Make Mothers Matter	Save the Children International
Mary Robinson Foundation	Servas International
Mbororo Social and Cultural Development Association	Sexual Rights Initiative
Medical Aid for Palestinians	Sikh Human Rights Group
Meezaan Center for Human Rights	Social Service Agency of the Protestant Church in Germany
Minnesota Citizens Concerned for Life Education Fund	Society for Development and Community Empowerment
Minority Rights Group	Society for Recovery Support
Nagorik Uddyog	Society for the Psychological Study of Social Issues
National Coordinator for Human Rights	Society for Threatened Peoples
Next Century Foundation	Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of the Environment
NGO Coordination post Beijing Switzerland	Soka Gakkai International
Noble Institution for Environmental Peace	Solidarité Suisse-Guinée
Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty	Soroptimist International
Norwegian Refugee Council	

Stichting International Center for Ethnobotanical Education, Research and Service	VAAGDHARA
Stichting War Child	Verein Südwind Entwicklungspolitik
Sudanese Women Parliamentarians Caucus	Villages Unis
Swedish Association for Sexuality Education	VIVAT International
Swiss Catholic Lenten Fund	Women's Centre for Legal Aid and Counselling
Syrian Center for Media and Freedom of Expression	Women's Federation for World Peace International
Tamil Uzhagam	Women's Human Rights International Association
Tchad agir pour l'environnement	Women's International League for Peace and Freedom
Terre des hommes fédération internationale	World Barua Organization
Tides Center	World Council of Arameans (Syriacs)
Tourner la page	World Environment and Resources Council
UNESCO Centre Basque Country	World Evangelical Alliance
UNESCO Centre of Catalonia	World Federation of Ukrainian Women's Organizations
Union of Arab Jurists	World Jewish Congress
United Nations Watch	World Medical Association
United Schools International	World Muslim Congress
United Towns Agency for North-South Cooperation	World Organization against Torture
UPR Info	Young Heart Foundation
	Zonta International

Annexe II

Agenda

- Item 1. Organizational and procedural matters
- Item 2. Annual report of the United Nations High Commissioner for Human Rights and reports of the Office of the High Commissioner and the Secretary-General
- Item 3. Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social and cultural rights, including the right to development
- Item 4. Human rights situations that require the Council's attention
- Item 5. Human rights bodies and mechanisms
- Item 6. Universal periodic review
- Item 7. Human rights situation in Palestine and other occupied Arab territories
- Item 8. Follow-up to and implementation of the Vienna Declaration and Programme of Action
- Item 9. Racism, racial discrimination, xenophobia and related forms of intolerance, follow-up to and implementation of the Durban Declaration and Programme of Action
- Item 10. Technical assistance and capacity-building

Annexe III

Documents publiés pour la trente-septième session

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/1	1	Ordre du jour annoté
A/HRC/37/2	1	Rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa trente-septième session
A/HRC/37/3	2	Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/3/Add.1	2	Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur les activités de son bureau au Guatemala
A/HRC/37/3/Add.2	2	Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Honduras
A/HRC/37/3/Add.3	2	Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Colombie
A/HRC/37/4	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Tchèque
A/HRC/37/4/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
A/HRC/37/5	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Argentine
A/HRC/37/5/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
A/HRC/37/6	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Gabon
A/HRC/37/6/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
A/HRC/37/7	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Ghana
A/HRC/37/7/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
A/HRC/37/8	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Pérou
A/HRC/37/8/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
A/HRC/37/9	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Guatemala

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/9/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
A/HRC/37/10	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Bénin
A/HRC/37/11	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : République de Corée
A/HRC/37/11/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
A/HRC/37/12	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Suisse
A/HRC/37/12/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
A/HRC/37/13	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Pakistan
A/HRC/37/13/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
A/HRC/37/14	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Zambie
A/HRC/37/14/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
A/HRC/37/15	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Japon
A/HRC/37/15/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
A/HRC/37/16	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Ukraine
A/HRC/37/16/Add.1	6	Observations sur les conclusions et/ou recommandations, engagements et réponses de l'État examiné
A/HRC/37/17	6	Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Sri Lanka
A/HRC/37/18	2, 3	Rapport du Secrétaire général sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité : Note du Secrétariat
A/HRC/37/19	2	Fonds spécial créé par le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : Note du Secrétaire général
A/HRC/37/20	2	Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture : Rapport du Secrétaire général
A/HRC/37/21	2	Suite donnée à la résolution 9/8 du Conseil des droits de l'homme et obstacles à son application, et recommandations visant à améliorer encore le régime conventionnel, à l'harmoniser et à le réformer : Rapport du Secrétaire général

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/22	2	La question des droits de l'homme à Chypre : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/23	2	Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à Sri Lanka : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/24	2	Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran : Rapport du Secrétaire général
A/HRC/37/25	2, 3	Droit d'accès à la justice au titre de l'article 13 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/26	2, 3	Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques : Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/27	2, 3	Résumé des débats tenus au cours du séminaire intitulé « Échange de vues sur les expériences et pratiques nationales concernant l'application de garanties efficaces pour prévenir la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pendant la garde à vue et la détention provisoire » : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/28	2, 3	Résumé des débats sur l'impact des formes multiples et convergentes de discrimination et de violence dans le contexte du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée sur le plein exercice par les femmes et les filles de tous leurs droits fondamentaux : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/29	2, 3	Séminaire intersessions sur les droits culturels et la protection du patrimoine culturel : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/30	2, 3	Question de la réalisation, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels : Rapport du Secrétaire général sur le rôle des droits économiques, sociaux et culturels dans l'édification de sociétés durables et résilientes aux fins de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030
A/HRC/37/31	2, 3	Résumé de la réunion-débat biennale du Conseil des droits de l'homme consacrée aux mesures coercitives unilatérales et aux droits de l'homme : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/32	2, 3	Réalisation du droit au travail : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/33	2, 3	Protection des droits de l'enfant dans les situations de crise humanitaire : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/34	2, 3	Principes et directives pratiques sur la protection des droits de l'homme des migrants en situation de vulnérabilité : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/34/Add.1	2, 3	Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights
A/HRC/37/35	2, 3	Résumé de la réunion-débat sur les droits de l'homme, les changements climatiques, les migrants et les personnes déplacées d'un pays à l'autre : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/36	2, 3	Rapport de synthèse sur la journée annuelle de débat consacrée aux droits fondamentaux des femmes : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/37	2, 5	Rapport de la vingt-quatrième réunion annuelle des rapporteurs et représentants spéciaux, experts indépendants et présidents des groupes de travail des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme (Genève, 27-30 juin 2017), comprenant des informations actualisées sur les procédures spéciales
A/HRC/37/37/Add.1	2, 5	Facts and figures with regard to the special procedures in 2017
A/HRC/37/38	7	Application des résolutions S-9/1 et S-12/1 du Conseil des droits de l'homme : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/39	2, 7	Base de données de toutes les entreprises impliquées dans les activités décrites au paragraphe 96 du rapport de la mission internationale indépendante d'établissement des faits chargée d'étudier les effets des colonies de peuplement israéliennes sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des Palestiniens dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/40	2, 7	Droits de l'homme dans le Golan syrien occupé : Rapport du Secrétaire général
A/HRC/37/41	2, 7	Faire en sorte que les responsabilités soient établies et que justice soit faite pour toutes les violations du droit international dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/42	2, 7	La situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est : Rapport du Haut-Commissaire aux droits de l'homme
A/HRC/37/43	7	Colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/44	2, 9	Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence visant certaines personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions : Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/45	2, 10	Situation des droits de l'homme en Afghanistan et résultats obtenus grâce à l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/46	2, 10	Situation des droits de l'homme en Libye et efficacité des mesures d'assistance technique et de renforcement des capacités dont le Gouvernement libyen a bénéficié : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme
A/HRC/37/47	3	Rapport annuel de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé
A/HRC/37/48	3	Rapport annuel de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants
A/HRC/37/49	3	Rapport du Rapporteur spécial sur la liberté de religion et de conviction
A/HRC/37/49/Add.1	3	Mission en Albanie
A/HRC/37/49/Add.2	3	Mission en Ouzbékistan
A/HRC/37/49/Add.3	3	Mission to Albania: comments by State
A/HRC/37/49/Add.4	3	Mission to Uzbekistan: comments by State
A/HRC/37/50	3	Rapport du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
A/HRC/37/50/Add.1	3	Mission en Turquie
A/HRC/37/50/Add.2	3	Mission to Turkey: comments by the State
A/HRC/37/51	3	Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme
A/HRC/37/51/Add.1	3	Observations on communications transmitted to Governments and replies received
A/HRC/37/51/Add.2	3	Mission au Mexique
A/HRC/37/51/Add.3	3	Mission en Australie
A/HRC/37/51/Add.4	3	Mission to Mexico: comments by the State
A/HRC/37/52	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, concernant les difficultés que présentent pour les droits de l'homme les états d'urgence dans le contexte de la lutte contre le terrorisme

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/53	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard
A/HRC/37/53/Add.1	3	Mission au Chili
A/HRC/37/54	3	Rapport de l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels : Élaboration de principes directeurs pour l'étude de l'impact des réformes économiques sur les droits de l'homme
A/HRC/37/54/Add.1	3	Mission en Tunisie
A/HRC/37/54/Add.2	3	Mission au Panama
A/HRC/37/54/Add.3	3	Mission en Suisse
A/HRC/37/54/Add.4	3	Mission to Tunisia: comments by the State
A/HRC/37/55	2, 3	Rapport de la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels
A/HRC/37/55/Add.1	3	Mission en Serbie et au Kosovo
A/HRC/37/55/Add.2	3	Mission to Serbia and Kosovo: comments by the State
A/HRC/37/56	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées
A/HRC/37/56/Add.1	3	Visite en République populaire démocratique de Corée
A/HRC/37/56/Add.2	3	Mission au Kazakhstan
A/HRC/37/56/Add.3	3	Visit to the Democratic People's Republic of Korea: comments by State
A/HRC/37/56/Add.4	3	Mission to Kazakhstan: comments by the State
A/HRC/37/57	3	Rapport de l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme
A/HRC/37/57/Add.1	3	Mission en République-Unie de Tanzanie
A/HRC/37/57/Add.2	3	Rapport de l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme sur l'atelier d'experts consacré à la sorcellerie et aux droits de l'homme
A/HRC/37/57/Add.3	3	Rapport de l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme sur le Plan d'action régional concernant l'albinisme en Afrique (2017-2021)
A/HRC/37/58	3	Rapport du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable
A/HRC/37/58/Add.1	3	Mission en Uruguay
A/HRC/37/58/Add.2	3	Mission en Mongolie

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/59	3	Rapport du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable
A/HRC/37/60	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants, y compris la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et autres contenus montrant des violences sexuelles sur enfant
A/HRC/37/60/Add.1	3	Mission en République dominicaine
A/HRC/37/61	3	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation
A/HRC/37/61/Add.1	3	Mission en Zambie
A/HRC/37/62	3	Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée
A/HRC/37/63	3	Rapport de l'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable
A/HRC/37/64	2, 10	Rôle joué et travail accompli par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour aider le Gouvernement et le peuple cambodgiens à promouvoir et protéger les droits de l'homme : Rapport du Secrétaire général
A/HRC/37/65	3	Étude conjointe sur la contribution de la justice de transition à la prévention des violations flagrantes des droits de l'homme, des atteintes patentées à ces droits et des violations graves du droit international humanitaire, y compris du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité, et à la prévention de leur répétition : Rapport du Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition et du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide
A/HRC/37/66	3	Rapport du Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités
A/HRC/37/67	3	Rapport sur la troisième session du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme
A/HRC/37/68	4	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran
A/HRC/37/68/Add.1	4	Reply to the report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran to be presented at the thirty-seventh Human Rights Council (Mars 2018)
A/HRC/37/69	4	Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée
A/HRC/37/70	4	Rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar
A/HRC/37/71	4	Rapport de la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud

Documents à distribution générale

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/72	4	Rapport de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne
A/HRC/37/73	5	Rapport du Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités concernant les recommandations formulées par le Forum sur les questions relatives aux minorités à sa dixième session, consacrée au thème « Jeunes issus de minorités : vers des sociétés diverses et sans exclusion »
A/HRC/37/74	5	Forum social de 2017 : Rapport des Coprésidents-Rapporteurs
A/HRC/37/75	7	Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les Territoires palestiniens occupés depuis 1967
A/HRC/37/76	9	Rapport du Comité spécial sur l'élaboration de normes complémentaires sur sa neuvième session
A/HRC/37/77	9	Rapport du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban sur les travaux de sa quinzième session
A/HRC/37/78	10	Rapport de l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali
A/HRC/37/79	10	Rapport de la Présidente du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme
A/HRC/37/80	3, 4, 7, 9, 10	Communications report of Special Procedures: communications sent, 1 June to 30 November 2017; Replies received, 1 August 2017 to 31 January 2018
A/HRC/37/80/Corr.1	3, 4, 7, 9, 10	Corrigendum
A/HRC/37/81	2	Conclusions et recommandations des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales : Rapport du Secrétaire général

Documents de séance

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/CRP.1	10	Report on the human rights situation in Ukraine
A/HRC/37/CRP.2	4	Report of the Commission on Human Rights in South Sudan
A/HRC/37/CRP.3	4	"I lost my dignity": sexual and gender-based violence in the Syrian Arab Republic: conference room paper of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic
A/HRC/37/CRP.4	2, 3	The slow onset effects of climate change and human rights protection for cross-border migrants

Documents à distribution limitée

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/L.1	1	Détérioration de la situation des droits de l'homme dans la Ghouta orientale, en République arabe syrienne
A/HRC/37/L.2	1	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.1
A/HRC/37/L.3	1	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.1
A/HRC/37/L.4	1	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.1
A/HRC/37/L.5	1	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.1
A/HRC/37/L.6	1	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.1
A/HRC/37/L.7	1	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.1
A/HRC/37/L.8	1	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.1
A/HRC/37/L.9	1	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.1
A/HRC/37/L.10	3	Le droit à la vie privée à l'ère du numérique
A/HRC/37/L.11/Rev.1	3	Intégrité de l'appareil judiciaire
A/HRC/37/L.12	3	Le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant ainsi que sur le droit à la non-discrimination à cet égard
A/HRC/37/L.13	3	Rapport de l'Experte indépendante sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme
A/HRC/37/L.14	10	Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme au Mali
A/HRC/37/L.15	3	Le rôle d'une bonne gouvernance dans la promotion et la protection des droits de l'homme
A/HRC/37/L.16	3	Promotion des droits de l'homme et des objectifs de développement durable par la prestation de services publics transparents, responsables et efficaces
A/HRC/37/L.17	9	Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence visant certaines personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions
A/HRC/37/L.18	7	Droits de l'homme dans le Golan syrien occupé
A/HRC/37/L.19	3	Droits de l'homme et environnement
A/HRC/37/L.20	3	Liberté de religion ou de conviction
A/HRC/37/L.21	3	Le droit à l'alimentation
A/HRC/37/L.22	3	Effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels

Documents à distribution limitée

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/L.23	3	Mandat de la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels
A/HRC/37/L.24	3	Question de la réalisation, dans tous les pays, des droits économiques, sociaux et culturels
A/HRC/37/L.25	3	Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques
A/HRC/37/L.26	3	Réunion-débat intersessions de haut niveau célébrant le centenaire de la naissance de Nelson Mandela
A/HRC/37/L.27	10	Coopération avec la Géorgie
A/HRC/37/L.28	3	Droit au travail
A/HRC/37/L.29	4	Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée
A/HRC/37/L.30	3	Droits culturels et protection du patrimoine culturel
A/HRC/37/L.31	3	Promotion des droits de l'homme par le sport et l'idéal olympique
A/HRC/37/L.32	3	Les effets négatifs de la corruption sur le droit de ne pas être soumis à la torture ou à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
A/HRC/37/L.33	3	Droits de l'enfant : Protection des droits de l'enfant dans les situations de crise humanitaire
A/HRC/37/L.34	3	Les droits de l'homme et les mesures coercitives unilatérales
A/HRC/37/L.35	3	Égalité et non-discrimination pour les personnes handicapées et droit des personnes handicapées d'avoir accès à la justice
A/HRC/37/L.36	3	Promotion d'une coopération mutuellement avantageuse dans le domaine des droits de l'homme
A/HRC/37/L.37	3	Promotion et protection des droits de l'homme et mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030
A/HRC/37/L.38	4	La situation des droits de l'homme en République arabe syrienne
A/HRC/37/L.39	4	Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran
A/HRC/37/L.40	4	Situation des droits de l'homme au Soudan du Sud
A/HRC/37/L.41	3	Contribution à la mise en œuvre de l'engagement commun à aborder et combattre efficacement le problème mondial de la drogue en tenant compte des droits de l'homme
A/HRC/37/L.42	3	La nécessité d'adopter une approche intégrée de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en vue de la pleine réalisation des droits de l'homme, en mettant l'accent sur l'ensemble des moyens de mise en œuvre

Documents à distribution limitée

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/L.43	4	Situation des droits de l'homme au Myanmar
A/HRC/37/L.44	3	Prévention du génocide
A/HRC/37/L.45	10	Assistance technique et renforcement des capacités aux fins de l'amélioration de la situation des droits de l'homme en Libye
A/HRC/37/L.46	7	Droit du peuple palestinien à l'autodétermination
A/HRC/37/L.47	7	La situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est
A/HRC/37/L.48	7	Colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé
A/HRC/37/L.49	7	Faire en sorte que les responsabilités soient établies et que justice soit faite pour toutes les violations du droit international dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est
A/HRC/37/L.50/Rev.1	3	Terrorisme et droits de l'homme
A/HRC/37/L.51	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.44
A/HRC/37/L.52	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.44
A/HRC/37/L.53	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.44
A/HRC/37/L.54	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.44
A/HRC/37/L.55	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.44
A/HRC/37/L.56	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.44
A/HRC/37/L.57	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.44
A/HRC/37/L.58	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.41
A/HRC/37/L.59	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.41
A/HRC/37/L.60	4	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.38
A/HRC/37/L.61	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.41
A/HRC/37/L.62	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.41
A/HRC/37/L.63	3	Amendement au projet de résolution A/HRC/37/L.50/Rev.1

Documents émanant d'États

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/G/1	2	Lettre datée du 30 janvier 2018, adressée au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme par la Représentante permanente du Guatemala auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
A/HRC/37/G/2	4	Note verbale datée du 19 février 2018, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de l'Arménie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/37/G/3	4	Lettre datée du 26 février 2018, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/37/G/4	4	Lettre datée du 9 mars 2018, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Érythrée auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/37/G/5	3	Lettre datée du 19 mars 2018, adressée au Président du Conseil des droits de l'homme par le Représentant permanent de Singapour auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/37/G/6	3	Note verbale datée du 29 mars 2018, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de la Grèce auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
A/HRC/37/G/7	1	Note verbale datée du 27 mars 2018, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève
A/HRC/37/G/8	2	Note verbale datée du 26 avril 2018, adressée au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme par la Mission permanente de la Turquie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Documents émanant d'institutions nationales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NI/1	6	Communication de la Commission des droits de l'homme des Philippines
A/HRC/37/NI/2	3	Informations communiquées par le Conseil national des droits de l'homme du Maroc
A/HRC/37/NI/3	3	Communication de l'Institution nationale des droits de l'homme – Bureau du Défenseur du peuple de l'Uruguay
A/HRC/37/NI/4	3	Communication de la Commission des droits de l'homme et de la bonne gouvernance de la Tanzanie

Documents émanant d'institutions nationales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NI/5	2	Communication de la Commission des droits de l'homme des Philippines
A/HRC/37/NI/6	6	Communication de la Commission nationale des droits de l'homme de la République de Corée
A/HRC/37/NI/7	6	Communication de la Commission des droits de l'homme de la Zambie
A/HRC/37/NI/8	9	Communication conjointe de la Commission britannique pour l'égalité et les droits de l'homme, de la Commission des droits de l'homme d'Irlande du Nord et de la Commission écossaise des droits de l'homme

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/1	4	Written statement submitted by Terre Des Hommes Federation Internationale, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/2	3	Written statement submitted by the Organisation de défense des victimes de la violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/3	10	Written statement submitted by the Organisation de défense des victimes de la violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/4	3	Written statement submitted by the Organisation de défense des victimes de la violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/5	2	Written statement submitted by the Organisation de défense des victimes de la violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/6	7	Written statement submitted by Palestinian Return Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/7	4	Written statement submitted by Palestinian Return Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/8	4	Written statement submitted by Palestinian Return Centre, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/9	3	Written statement submitted by the Congrès du monde islamique, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/10	4	Exposé écrit présenté par l'Agence pour les droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/11	10	Written statement submitted by Agence pour les droits de l'homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/12	4	Written statement submitted by Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/13	4	Written statement submitted by Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/14	4	Written statement submitted by Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/15	4	Written statement submitted by Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/16	4	Written statement submitted by Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/17	3	Written statement submitted by Cercle de recherche sur les droits et les devoirs de la personne humaine, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/18	3	Written statement submitted by the Congrès du monde islamique, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/19	4	Written statement submitted by the Congrès du monde islamique, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/20	4	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/21	3	Written statement submitted by the Organisation de défense des victimes de la violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/22	4	Written statement submitted by the Organisation de défense des victimes de la violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/23	6	Written statement submitted by the Organisation de défense des victimes de la violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/24	7	Written statement submitted by the Organisation de défense des victimes de la violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/25	9	Written statement submitted by the Organisation de défense des victimes de la violence, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/26	8	Written statement submitted by the Organisation de défense des victimes de la violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/27	3	Written statement submitted by the Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/28	4	Written statement submitted by the Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/29	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/30	3	Written statement submitted by the Organisation de défense des victimes de la violence, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/31	3	Written statement submitted by the Association of Citizens Civil Rights Protection “Manshour-e Parseh”, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/32	3	Joint written statement submitted by Make Mothers Matter – MMM, New Humanity, and ONG Hope International, non-governmental organizations in general consultative status ; the Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement (OIDE), Association Points-Coeur, Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, the Catholic International Education Office, the Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul, the Foundation for GAIA, the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, the International Volunteerism Organization for Women, Education and Development – VIDES, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco, the Lazarus Union, the Planetary Association for Clean Energy and the Teresian Association, non-governmental organizations in special consultative status; and Soka Gakkai International, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/37/NGO/33	6	Written statement submitted by the public organization “Public Advocacy”, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/34	3	Written statement submitted by the Institut iranien des femmes islamiques, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/35	3	Written statement submitted by Chant du guépard dans le désert, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/36	4	Written statement submitted by the Organisation de défense des victimes de la violence, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/37	6	Exposé écrit présenté conjointement par Franciscans International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général ; et International Catholic Child Bureau, Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul, International Volunteerism Organization for Women, Education and Development – VIDES, Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco et Mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif spécial
A/HRC/37/NGO/38	3	Written statement submitted by Asociación Española para el Derecho Internacional de los Derechos Humanos (AEDIDH), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/39	7	Written statement submitted by the public organization "Public Advocacy", a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/40	6	Written statement submitted by the public organization "Public Advocacy", a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/41	3	Written statement submitted by the Association for Defending Victims of Terrorism, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/42	4	Written statement submitted by the Association for Defending Victims of Terrorism, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/43	3	Written statement submitted by the Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, a non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/37/NGO/44	3	Written statement submitted by the Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/45	3	Written statement submitted by the Institut caritatif pour la protection des victimes sociales, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/46	4	Written statement submitted by the Association pour la planification familiale de la République islamique d'Iran, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/47	3	Written statement submitted by the Association pour la planification familiale de la République islamique d'Iran, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/48	3	Written statement submitted by the Association pour la planification familiale de la République islamique d'Iran, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/49	3	Written statement submitted by the Commission internationale de juristes, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/50	3	Written statement submitted by Human Rights Advocates, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/51	3	Written statement submitted by Human Rights Advocates, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/52	3	Written statement submitted by the Modern Advocacy, Humanitarian, Social and Rehabilitation Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/53	4	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/54	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/55	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/56	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/57	3	Written statement submitted by Association Miraisme International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/58	3	Written statement submitted by the Centre européen pour le droit et la justice/Centre Européen pour la justice et les droits de l'homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/59	4	Written statement submitted by the Centre européen pour le droit et la justice, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/60	6	Written statement submitted by the Centre européen pour le droit et la justice, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/61	6	Written statement submitted by the public organization "Public Advocacy", a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/62	4	Written statement submitted by Christian Solidarity Worldwide, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/63	3	Written statement submitted by Christian Solidarity Worldwide, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/64	3	Written statement submitted by Child Rights Connect, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/65	3	Written statement submitted by Human Rights Advocates, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/66	6	Written statement submitted by the Japanese Association for the Right to Freedom of Speech, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/67	4	Written statement submitted by International Educational Development, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/68	4	Written statement submitted by the Fondation pour l'enfance, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/69	3	Written statement submitted by Human Rights Advocates, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/70	3	Written statement submitted by Human Rights Advocates, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/71	3	Written statement submitted by Human Rights Advocates, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/72	3	Written statement submitted by Graduate Women International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/73	3	Written statement submitted by the Centre européen pour le droit et la justice, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/74	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/75	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/76	3	Written statement submitted by Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/77	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/78	6	Written statement submitted by Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/79	4	Written statement submitted by the International Career Support Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/80	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/81	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/82	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status, and ODHIKAR – Coalition for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/83	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/84	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/85	7	Written statement submitted by the Association pour le progrès des communications, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/86	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/87	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/88	4	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/89	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/90	2	Written statement submitted by the Mouvement international de la réconciliation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/91	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/92	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/93	3	Written statement submitted by the Association internationale du barreau, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/94	1	Written statement submitted by the Association internationale du barreau, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/95	4	Written statement submitted by Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/96	3	Exposé écrit présenté par le Centre européen pour la justice et les droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial
A/HRC/37/NGO/97	2	Written statement submitted by the Pasumai Thaayagam Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/98	7	Joint written statement submitted by Al Mezan Centre for Human Rights and the World Organisation against Torture, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/37/NGO/99	7	Joint written statement submitted by Al-Haq, Law in the Service of Man and the Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/37/NGO/100	2	Written statement submitted by Organisation internationale pour les pays les moins avancés, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/101	7	Written statement submitted by the Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/102	3	Written statement submitted by Organisation internationale pour les pays les moins avancés, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/103	3	Written statement submitted by Associazione Comunità Papa Giovanni XXIII, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/104	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/105	7	Written statement submitted by United Nations Watch, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/106	7	Written statement submitted by United Nations Watch, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/107	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/108	4	Written statement submitted by Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/109	10	Exposé écrit présenté conjointement par International Catholic Child Bureau, Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul, Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd, and le Mouvement International d'Apostolate des Milieux Sociaux Indépendants, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif spécial

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/110	3	Written statement submitted by Rencontre Africaine pour la défense des droits de l'homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/111	7	Written statement submitted by United Nations Watch, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/112	3	Written statement submitted by Rencontre Africaine pour la défense des droits de l'homme, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/113	3	Written statement submitted by the Jammu and Kashmir Council for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/114	4	Written statement submitted by the Jammu and Kashmir Council for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/115	7	Joint written statement submitted by Al-Haq, Law in the Service of Man, the Centre de ressources BADIL pour le droit à la résidence et le droit des réfugiés palestiniens and the Institut d'étude des droits de l'homme du Caire, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/37/NGO/116	7	Written statement submitted by Medical Aid for Palestinians (MAP), a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/117	3	Exposé écrit présenté par l'Association nationale de promotion et de protection des droits de l'homme, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial
A/HRC/37/NGO/118	3	Written statement submitted by the Khiam Rehabilitation Center for Victims of Torture, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/119	4	Written statement submitted by the Société pour les peuples menacés, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/120	4	Written statement submitted by the Société pour les peuples menacés, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/121	4	Written statement submitted by the Société pour les peuples menacés, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/122	4	Written statement submitted by the Société pour les peuples menacés, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/123	10	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, a non-governmental organization in special consultative status, International Educational Development, and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/124	3	Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/125	4	Joint written statement submitted by the Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty, a non-governmental organization in general consultative status; the Women's Human Rights International Association and France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, non-governmental organizations in special consultative status ; International Educational Development, and Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/126	10	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (EAFORD), non-governmental organization in special consultative status ; International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/127	4	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (EAFORD), non-governmental organization in special consultative status ; International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/128	3	Joint written statement submitted by Greenpeace International, a non-governmental organization in general consultative status and the Association internationale des juristes démocrates, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/129	3	Exposé écrit présenté par Drepavie, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial
A/HRC/37/NGO/130	4	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, a non-governmental organization in special consultative status, International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/131	4	Written statement submitted by the Société pour les peuples menacés, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/132	4	Written statement submitted by the Société pour les peuples menacés, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/133	4	Written statement submitted by the Iraqi Development Organization, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/134	3	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, the Arab Organization for Human Rights and Association internationale IUS PRIMI VIRI, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development and World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/135	4	Written statement submitted by the Société pour les peuples menacés, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/136	4	Written statement submitted by the Société pour les peuples menacés, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/137	4	Written statement submitted by the Société pour les peuples menacés, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/138	9	Written statement submitted by the Mouvement international des jeunes et des étudiants pour les Nations Unies, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/139	4	Written statement submitted by the Women's Human Rights International Association, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/140	7	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, the Arab Lawyers Union, the Arab Organization for Human Rights, International-Lawyers.org, Association internationale IUS PRIMI VIRI and the Union des juristes arabes, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/141	7	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, the Arab Lawyers Union, the Arab Organization for Human Rights, International-Lawyers.Org, Association internationale IUS PRIMI VIRI and the Union des juristes arabes, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/142	7	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, the Arab Lawyers Union, the Arab Organization for Human Rights, International-Lawyers.Org, Association internationale IUS PRIMI VIRI and the Union des juristes arabes, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/143	7	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, the Arab Lawyers Union, the Arab Organization for Human Rights, International-Lawyers.Org, Association internationale IUS PRIMI VIRI and the Union des juristes arabes, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/144	4	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, the Arab Lawyers Union, the Arab Organization for Human Rights, International-Lawyers.Org, Association internationale IUS PRIMI VIRI and the Union des juristes arabes, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/145	4	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, a non-governmental organization in special consultative status, International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/146	4	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, a non-governmental organization in special consultative status, International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/147	3	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, a non-governmental organization in special consultative status, International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/148	4	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, a non-governmental organization in special consultative status, International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/149	5	Joint written statement submitted by the Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, the Arab Organization for Human Rights and the Union des juristes arabes, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/150	2	Written statement submitted by the Jammu and Kashmir Council for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/151	2	Written statement submitted by the Société pour les peuples menacés, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/152	4	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/153	3	Written statement submitted by Prahar, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/154	4	Written statement submitted by ODHIKAR – Coalition for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/155	4	Written statement submitted by ODHIKAR – Coalition for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/156	4	Written statement submitted by ODHIKAR – Coalition for Human Rights, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/157	3	Written statement submitted by the Federation of Western Thrace Turks in Europe, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/158	3	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/159	4	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/160	3	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/161	2	Joint written statement submitted by the Association américaine des juristes, Asociación Española para el Derecho Internacional de los Derechos Humanos, France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand, the Mouvement international de la réconciliation, and Pazy Cooperación, non-governmental organizations in special consultative status, and Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, a non-governmental organization on the roster
A/HRC/37/NGO/162	3	Written statement submitted by Human Rights Now, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/163	3	Written statement submitted by Liberal International (World Liberal Union), a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/164	3	Joint written statement submitted by International-Lawyers.Org, the Arab Organization for Human Rights and the Union des juristes arabes, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/165	4	Joint written statement submitted by International-Lawyers.Org, the Arab Organization for Human Rights and the Union des juristes arabes, non-governmental organizations in special consultative status, International Educational Development and the World Peace Council, non-governmental organizations on the roster
A/HRC/37/NGO/166	5	Written statement submitted by the Institut iranien des femmes islamiques, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/167	4	Written statement submitted by the Union internationale humaniste et laïque, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/168	4	Written statement submitted by the Union internationale humaniste et laïque, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/169	9	Written statement submitted by Imam Ali's Popular Students Relief Society, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/170	2	Written statement submitted by Imam Ali's Popular Students Relief Society, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/171	3	Written statement submitted by Imam Ali's Popular Students Relief Society, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/172	8	Written statement submitted by Imam Ali's Popular Students Relief Society, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/173	4	Written statement submitted by Imam Ali's Popular Students Relief Society, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/174	3	Written statement submitted by Make Mothers Matter, a non-governmental organization in general consultative status
A/HRC/37/NGO/175	10	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/176	4	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/177	4	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/178	4	Written statement submitted by Nazra for Feminist Studies, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/179	10	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/180	4	Joint written statement submitted by Association bharathi centre culturel franco-tamoul, ABC Tamil Oli, Alliance Creative Community Project, Association burkinabé pour la survie de l'enfance, Association culturelle des tamouls en France, Association des étudiants tamouls de France, Association Mauritanienne pour la promotion du droit, Association pour les victimes du monde, Association solidarité internationale pour l'Afrique, Association Thendral, Le Pont, Observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie, the Society for Development and Community Empowerment, Tamil Uzhagam and Tourner la page, non-governmental organizations in special consultative status
A/HRC/37/NGO/181	4	Written statement submitted by People for Successful Corean Reunification, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/182	6	Written statement submitted by the Japan Federation of Bar Associations, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/183	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/184	4	Written statement submitted by the Fondation pour l'enfance, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/185	10	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/186	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/187	4	Written statement submitted by the Human Rights League of the Horn of Africa, a non-governmental organization in special consultative status

Documents émanant d'organisations non gouvernementales

<i>Cote</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	
A/HRC/37/NGO/188	3	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/189	2	Written statement submitted by Amnesty International, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/190	3	Written statement submitted by Institute for NGO Research, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/191	3	Written statement submitted by Institute for NGO Research, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/192	7	Written statement submitted by Institute for NGO Research, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/193	7	Written statement submitted by Institute for NGO Research, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/194	3	Written statement submitted by Association Südwind pour la politique de développement, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/196	3	Written statement submitted by Imam Ali's Popular Students Relief Society, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/197	3	Written statement submitted by IT for Change, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/198	3	Written statement submitted by the Next Century Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/199	3	Written statement submitted by the Next Century Foundation, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/200	2	Written statement submitted by Action contre la faim, a non-governmental organization in special consultative status
A/HRC/37/NGO/201	10	Exposé écrit présenté par Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Annexe IV

Titulaires de mandat au titre des procédures spéciales nommés par le Conseil à sa trente-septième session

Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones (membre représentant les États d'Afrique)

Albert Kwokwo Barume (République démocratique du Congo)

Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones (membre représentant l'Amérique du Nord)

Kristen Carpenter (États-Unis d'Amérique)

Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable

Livingstone Sewanyana (Ouganda)

Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali

Alioune Tine (Sénégal)

Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition

Fabián Salvio (Argentine)

Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association

Nyaletsossi Clément Voule (Togo)

Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (membre représentant les États d'Afrique)

Chris Kwaja (Nigéria)

Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (membre représentant les États d'Europe orientale)

Jelena Aparac (Croatie)

Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (membre représentant les États d'Amérique latine et des Caraïbes)

Lilian Bobea (République dominicaine)
